

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°236	
--	-------	--

NOVEMBRE 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **L'ARMÉE TURQUE SOMME LE GOUVERNEMENT DE CORRIGER LA SÉMANTIQUE EUROPÉENNE**
- **L'IRAK SE PRÉPARE POUR LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE SON HISTOIRE**
- **CHARM EL-CHEIKH : UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK**
- **LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PARLEMENT EUROPÉEN RECOMMANDE L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC LA TURQUIE**
- **BRUXELLES : IYAD ALLOUI INVITÉ AU SOMMET**
- **EXÉCUTION SOMMAIRE D'UN KURDE ET DE SON FILS DE 12**
- **ETAT D'URGENCE SUR LE TERRITOIRE IRAKIEN EXCEPTÉ POUR LE KURDISTAN**
- **ONU : SCANDALE DU PROGRAMME « PETROLE CONTRE NOURRITURE »**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE DANS DIX AFFAIRES**
- **HUMAN RIGHTS WATCH CRITIQUE LA NEGLIGENCE DES FORCES DE LA COALITION**
- **LE HCR DE L'ONU POUR UN MILLIER DE KURDES IRANIENS RÉFUGIÉS EN IRAK**
- **AINSI QUE...**

L'ARMÉE TURQUE SOMME LE GOUVERNEMENT DE CORRIGER LA SÉMANTIQUE EUROPÉENNE RELATIVE À LA NOTION DE MINORITÉ DÉSIGNANT LES KURDES EN TURQUIE

CEMIL Cicek, le ministre turc de la Justice, a, le 3 novembre, déclaré que la Turquie et l'Union européenne (UE) ont des vues différentes sur la question des minorités et "ne parlent pas la même langue" sur ce sujet "Nous ne devons pas nous engager dans un débat qui mettrait en cause l'unité de la Turquie", a-t-il indiqué lors

d'une réunion de son parti de la Justice et du Développement (AKP) à Ankara.

M. Cicek qui est aussi porte-parole du gouvernement a affirmé qu'un "débat dépourvu de sens" sur les valeurs unitaires du pays ne peut que profiter à des "extrémistes". Il a aussi accusé certains milieux en Turquie, sans

les nommer, et notamment des "intellectuels" de vouloir exploiter la question des minorités.

Les propos de M. Cicek interviennent au lendemain d'une mise en garde formulée par l'armée turque sur les droits des minorités en Turquie qui espère un feu vert des dirigeants européens, en décembre, pour l'ouverture l'an prochain des négociations d'adhésion à l'UE. Le numéro deux de l'état-major,

le général Ilker Basbug, avait sévèrement critiqué les efforts européens de présenter les Kurdes comme une minorité. "Nous n'approuvons pas que des citoyens qui ne se considèrent pas comme une minorité soient présentés ouvertement ou implicitement comme telle", a déclaré le chef d'état-major adjoint au cours d'une conférence de presse.

Il faisait référence à un rapport de la Commission européenne sur l'état des progrès de la Turquie, publié conjointement le 6 octobre avec un autre document recommandant l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara.

La Turquie ne reconnaît que les minorités religieuses (chrétiennes et juive), dans le cadre du traité de Lausanne signé en 1923, qui a ouvert la voie à la création de la République de Turquie sur les ruines de l'empire ottoman.

Le numéro deux de l'état-major s'est félicité des amendements législatifs adoptés par le Parlement turc pour accorder des droits culturels très limités aux Kurdes mais a précisé que ces efforts ne devraient pas aller au-delà. "La Turquie est un pays unitaire", a-t-il souligné en accusant, sans les citer nommément, quatre ex-députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP) de vouloir "politiser" la question des minorités. "Si les droits culturels sont déviés sur le plan politique, cette situation peut mener à une polarisation et à une division", selon le général Basbug.

La Turquie a adopté ces dernières années d'importantes réformes démocratiques et s'est engagé

auprès des Européens à les mettre pleinement en œuvre.

Par ailleurs, le général Ilker Basbug, a appelé la justice à agir contre les avocats d'Abdullah Ocalan, qui agissent, selon lui, comme ses émissaires. Il a souligné que ses nombreux avocats, qui lui rendent visite une fois par semaine, agissent totalement en contradiction avec la déontologie de leur profession en transmettant par voie de presse ses "directives" à son organisation. "C'est un crime, ce

n'est pas acceptable", a-t-il insisté, déplorant qu'une quarantaine d'enquêtes judiciaires lancées à l'encontre de ces défenseurs n'aient pas été conclues. "Nous attendons que ces enquêtes soient achevées", a-t-il ajouté. Réforme politique ou pas, en Turquie, c'est toujours l'état-major des armées qui dicte au gouvernement civil les orientations fondamentales en matière de politique sécuritaire et étrangère du pays, et les questions kurde et chypriote restent son domaine réservé.

L'IRAK SE PRÉPARE POUR LE 30 JANVIER AUX PREMIÈRES ÉLECTIONS GÉNÉRALES MULTIPARTITES DE SON HISTOIRE

DEPUIS que la Commission électorale en Irak a annoncé le 21 novembre que les premières élections générales multipartites depuis un demi-siècle dans ce pays auraient lieu le 30 janvier 2005, les appels à un report des élections se font nombreux chez les sunnites mais le Premier ministre intérimaire Iyad Allaoui assure que le scrutin se déroulera comme prévu, même dans les zones où subsistent les combats. Le gouvernement intérimaire irakien, la Commission électorale, les chefs chiites, le Conseil national irakien et les Etats-Unis -principale puissance étrangère en Irak-, se sont prononcés contre un ajournement des élections.

Evoquant l'insécurité, invoquée par les partis et organisations qui ont souhaité un report du scrutin, le vice-président du

Conseil national (Parlement intérimaire), Jawad al-Maliki, a estimé, le 29 novembre, dans un communiqué que le gouvernement disposait d'un délai raisonnable pour venir à bout des foyers de tension dans le pays. Reporter les élections est un "message d'encouragement aux terroristes et les inciterait à davantage d'actes" de violence, a-t-il assuré. "Nous pensons qu'un report perturberait le processus politique", a dit M. Maliki, en référence à cette transition qui marquerait le passage d'un gouvernement désigné à des institutions issues d'élections.

Adnan Pachachi, un ancien ministre des Affaires étrangères, figure sunnite influente de l'ex-Conseil de gouvernement irakien, estime qu'un report de trois mois permettrait aux politiques de convaincre les religieux sunnites et d'autres groupes de revenir sur leur appel

à boycotter le scrutin. *"Je crois qu'il ne sera dans l'intérêt de personne de laisser d'importants segments de la population irakienne en dehors du processus de paix"*, a, le 26 novembre, déclaré Adnan Pachachi, chef des Démocrates indépendants.

Huit groupes sunnites ont également demandé que les élections soient reportées, à moins que ne soient respectées plusieurs exigences, dont une modification de la loi décrétant que le pays est une seule circonscription. Dans le cadre actuel, tous les Irakiens voteront pour la même liste de candidats et les sièges seront attribués proportionnellement aux voix récoltées par chaque parti, un minimum de 50.000 voix étant requis pour remporter un siège. Les sunnites pensent que cela conduira à les défavoriser.

La Constitution provisoire prévoit dans son article 2 que les élections ne peuvent en aucun cas se tenir au delà de la date du 31 janvier 2005. Elle précise toutefois dans une annexe que le Conseil des ministres peut, avec l'approbation unanime du Conseil présidentiel, promulguer des décrets qui ont force de loi jusqu'à ce qu'ils soient annulés ou amendés par l'exécutif issu des élections.

Le 30 janvier, les Irakiens éliront le même jour les 275 députés de l'Assemblée nationale provisoire, 51 membres du Conseil provincial de Bagdad et les **représentants des 18 Conseils régionaux**. Le Kurdistan élira également les 111 députés de son parlement autonome en place depuis 1992. Quelque 14 millions

d'électeurs sont appelés aux urnes pour les premières élections multipartites depuis 1954.

Au Kurdistan, dix-huit partis politiques irakiens, réunis durant deux jours à Dokan, près de Souleimaniyeh, ont, le 19 novembre, souligné la nécessité de la tenue d'élections. *"Les partis réunis insistent sur la nécessité de la tenue d'élections pour donner de la légitimité aux autorités irakiennes et bâtir un Etat démocratique et de droit"*, ont affirmé les partis dans un communiqué remis à la presse. *"Il est impératif d'instaurer un climat politique et sécuritaire sain qui permettrait la tenue d'élections libres et la participation de tous les Irakiens à l'abri des pressions et du terrorisme"*, ajoute le communiqué.

Les deux principaux mouvements kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), le Parti communiste, le Parti islamique, le Congrès national irakien (CNI d'Ahmad Chalabi) et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII, chiite) étaient présents à cette rencontre.

Les participants ont par ailleurs accepté, à la demande des leaders kurdes MM. Barzani et Talabani, le report de l'élection du conseil provincial de Kirkouk (nord), et demandé l'application de l'article 58 de la Constitution provisoire qui appelle au retour des réfugiés kurdes dans cette ville pétrolière. Le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul s'est rapidement opposé aux aspirations des Kurdes d'Irak sur

le sujet. *"Ils (les deux principaux partis kurdes) ont fait part d'une telle demande. Mais ce n'est sûrement pas à eux de décider. Cette décision reviendrait au Conseil national irakien (Assemblée provisoire)"*, a-t-il déclaré le 19 novembre. M. Gul a précisé que les élections devaient se dérouler *"en temps prévu"* et réaffirmé l'importance pour la Turquie, pays voisin de l'Irak, de la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de ce pays.

Les Kurdes d'Irak affirment que la ville était peuplée pour l'essentiel de Kurdes jusqu'aux années 1950 et aux campagnes d'arabisation menées par Bagdad, lors desquelles des dizaines de milliers d'Arabes ont été installés à Kirkouk. Ils souhaitent qu'un référendum soit organisé dans la ville avant le scrutin pour demander son rattachement au Kurdistan autonome.

A Bagdad, l'Entente nationale, le parti politique du Premier ministre intérimaire irakien Iyad Allaoui, a, le 25 novembre, annoncé la constitution d'une large alliance en vue de ces premières élections multipartites depuis 50 ans.

En dépit des appels au boycottage de formations sunnites, près de 220 *"entités politiques"* ont déjà déposé des demandes pour participer aux scrutins, a annoncé le 23 novembre le président de la Commission électorale, Abdel Hussein al-Hindaoui. *"Nous avons reçu 228 demandes d'entités politiques pour participer aux scrutins et nous en déjà certifié 180,*

mais le travail continue", a-t-il affirmé. De son côté, Carlos Valenzuela, chef de l'équipe électorale de l'ONU, qui assiste techniquement la commission électorale, estime que *"malgré la violence, il y a une volonté des gens d'aller voter car ils savent que c'est le seul moyen de sortir du chaos même si le désordre ne s'arrêtera pas après le scrutin"*

Par ailleurs, la commission

électorale irakienne, a, le 4 novembre annoncé que les Irakiens qui vivent hors de leur pays pourront voter aux élections législatives. Le porte-parole de la commission, Farid Ayar, a précisé que le gouvernement comptait installer des bureaux de vote dans des pays accueillant une importante communauté irakienne mais que les détails -nombre, localisation, pays- n'étaient pas encore fixés.

Berlin, il a invité les créanciers de l'Irak non membres du Club de Paris à imiter ce dernier.

Voici les principaux points du communiqué final de la conférence de Charm el-Cheikh consacrée à l'Irak.

Les participants à la conférence :

- condamnent *"tous les actes de terrorisme en Irak"* ainsi que les enlèvements et assassinats de civils étrangers et irakiens œuvrant à la reconstruction du pays, de travailleurs humanitaires, de diplomates et de journalistes;

UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IRAK A CHARM EL-CHEIKH

LES pays voisins de l'Irak ont approuvé le 22 novembre la déclaration finale de la conférence internationale de Charm el-Cheikh (Egypte) sur l'Irak rassemblant les ministres des Affaires étrangères d'Irak, d'Iran, de Syrie, de Jordanie, de Turquie, d'Arabie saoudite et du Koweït, outre l'Egypte, pays hôte, la Ligue arabe et la "troïka" arabe sur l'Irak, formée par le président actuel de la Ligue (Tunisie), son prédécesseur (Bahrein) et son successeur, l'Algérie, qui doit accueillir le prochain sommet arabe en 2005. La conférence a également réuni les membres du G8, la Chine, l'Onu, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) et l'Union européenne.

La Conférence internationale sur l'Irak qui a réuni les 22 et 23 novembre à Charm el-Cheikh (Egypte) les ténors de la diplomatie mondiale avait pour objectif de *"rétablir un consensus"* international, près de deux ans après l'entrée en guerre

controversée des Etats-Unis en mars 2003.

A la veille de la Conférence de Charm el-Cheikh, un accord a été conclu pour effacer 80% des 40 milliards de dollars de la dette de l'Irak au Club de Paris et la date des élections générales irakiennes a été fixée au 30 janvier.

A Paris, les 19 pays membres du Club de Paris ont ainsi conclu un accord pour effacer, en trois étapes, 80% de leurs créances irakiennes. L'accord sur le chiffre de 80% était souhaité par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne qui, partisans d'un geste fort, suggéraient une réduction de 95%. Mais la Russie, la France et l'Allemagne, qui sont derrière le Japon les plus importants créanciers de l'Irak au sein du Club, s'étaient prononcées pour une réduction de seulement 50%. Le secrétaire américain au Trésor John Snow a salué *"un véritable événement qui montre que l'Alliance transatlantique reste une puissance forte pour le bien dans le monde"*. A

- appellent le gouvernement irakien par intérim à agir avec *"détermination"* face au terrorisme;

- appellent toutes les parties à éviter un usage excessif de la force et à faire preuve de retenue pour éviter de toucher les civils;

- appellent tous les pays à empêcher l'armement, le financement et le transit des terroristes;

- appellent les pays voisins à contrôler leurs frontières avec l'Irak;

- soulignent que le mandat de la coalition dirigée par les Etats-Unis en Irak n'est pas *"sans limite de durée"* et que la communauté internationale doit continuer à aider l'Irak à préparer ses forces de sécurité à prendre le relais;

- soulignent la nécessité d'intégrer le maximum de partis pacifiques dans le

- processus politique irakien et exhortent le gouvernement intérimaire à tenir une réunion des formations politiques irakiennes avant les élections du 30 janvier;
- expriment leur soutien à l'organisation d'élections d'ici la fin janvier;
- soulignent le "rôle prépondérant" des Nations unies pour aider à préparer les élections et à parvenir à un consensus pour rédiger une nouvelle Constitution;
- appellent les donateurs internationaux à tenir leurs promesses sur l'Irak;
- appellent l'Irak à créer des conditions équitables pour l'attribution de contrats de reconstruction;
- soulignent "l'importance" de juger des membres du régime déchu accusés de crimes de guerre au Koweït et de crimes contre l'humanité en Irak;
- saluent l'accord du Club de Paris, qui regroupe 19 pays occidentaux créanciers, d'effacer plus de 31 milliards de dollars (23,7 milliards d'euros) de la dette irakienne.

d'un processus de longue haleine qui, par sa nature même, est un processus ouvert et qui ne conduit pas 'a priori' et automatiquement à l'adhésion; néanmoins (...) l'objectif des négociations est que la Turquie devienne membre de l'UE mais (...) la réalisation de cette ambition dépendra des efforts des deux parties; l'adhésion n'est donc pas une conséquence automatique du lancement des négociations".

Bien que les députés saluent "le processus de réforme politique en Turquie et les changements constitutionnels et législatifs" qui ont été adoptés, la Turquie, comme tout autre candidat, devra "satisfaire complètement aux critères politiques" fixés à Copenhague en 1993 pour toute adhésion. "Spécialement dans le domaine des droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales", dit le texte qui ajoute aussitôt "aussi bien en théorie qu'en pratique". Et si, en cours de négociations, des atteintes "sérieuses et persistantes" sont portées aux droits de l'homme, les députés demandent que la Commission recommande "après consultation du Parlement européen, la suspension des négociations, dans l'esprit du traité sur l'Union européenne".

A noter que l'idée de proposer à la Turquie un "partenariat privilégié" plutôt que l'adhésion au cas où elle ne se mettrait pas en conformité avec les critères de Copenhague a été rejetée en commission mais pourrait être reproposée au vote de la plénière en décembre.

Parmi les atteintes les plus graves aux droits de l'homme figure assurément la torture,

LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PARLEMENT EUROPÉEN RECOMMANDE L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC LA TURQUIE À CONDITION QU'ANKARA MÈNE À TERME DES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES

LA commission des Affaires étrangères du Parlement européen a, le 30 novembre, recommandé l'ouverture de négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'UE à condition qu'Ankara mène à terme des réformes démocratiques. La commission a adopté un rapport estimant que les participants au Conseil européen du 17 décembre doivent "ouvrir les négociations avec la Turquie sans délai indu" si les conditions sont réunies.

Cinquante membres de la commission se sont prononcés en faveur du texte, 18 contre et six se sont abstenus. Ils ont adopté le projet de rapport de M. Camiel

EURLINGS (PPE-DE, NL) qui, avant d'aboutir à cette conclusion positive, énumère toutes les conditions qui restent à remplir. Et si leurs réserves sont prises en compte, alors les députés invitent "le Conseil européen à ouvrir les négociations sans délai inutile". C'est en effet lors de leur réunion des 16 et 17 décembre à Bruxelles que les chefs d'Etat ou de gouvernement doivent se prononcer.

Comme la Commission européenne l'avait fait dans son avis du 6 octobre, les députés soulignent, dans ce rapport d'initiative, qu'il s'agira d'un processus ouvert: "L'ouverture des négociations sera le point de départ

pour laquelle les députés appellent les autorités turques "à appliquer pleinement l'approche de la 'tolérance zéro' à tous les niveaux et dans tous les aspects pour éradiquer complètement la torture". De même, ils souhaitent que les réformes entreprises dans le système légal et judiciaire du pays soient mises en pratique et complétées, en particulier "six pans importants de la législation" qui devraient être adoptés et mis en œuvre avant le début des négociations. Les députés se réfèrent aux recommandations de la Commission qui souhaite que la loi sur les associations, le nouveau code pénal et la loi sur les cours intermédiaires, qui sont adoptés, entrent réellement en vigueur, et, en outre, que le code de procédure pénale, la législation portant création de la police judiciaire et la loi sur l'exécution des peines et des mesures soient adoptés et appliqués.

Ils se réjouissent de la libération de Leyla Zana, lauréate du prix Sakharov, qui doit toutefois subir un second procès que les députés souhaitent "loyal et équitable". Et, dans la foulée, les députés demandent "la mise en liberté immédiate de toutes les personnes emprisonnées qui ont été condamnées pour l'expression non-violente de leurs opinions en Turquie". Concernant la communauté kurde, les députés invitent "le gouvernement turc à prendre des initiatives plus actives pour favoriser la réconciliation avec les forces kurdes qui ont choisi d'abandonner l'usage des armes".

Ils demandent aussi à la Turquie "de mettre un terme immédiat à toutes les actions discriminatoires contre (...) les communautés religieuses" et de protéger les droits fondamentaux de toutes les minorités et communautés chrétiennes.

L'une des craintes souvent formulées à propos d'une éventuelle adhésion de la Turquie porte sur le déséquilibre que ce grand pays pourrait occasionner à certaines politiques communes. Aussi, dans son avis d'octobre, la Commission indiquait-elle que "de longues périodes transitoires s'avèreront peut-être nécessaires. En outre, dans certains domaines tels que les politiques structurelles et l'agriculture, des dispositions spécifiques pourront être exigées et, en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, des sauvegardes permanentes pourront être envisagées".

Les députés mettent toutefois un bémol à ces dispositions restrictives. Pour eux, il faudrait que "la recommandation de la Commission de négocier de longues périodes de transition (...) n'ait pas d'impact négatif sur les efforts de la Turquie pour s'aligner sur l'acquis" communautaire.

Une éventuelle adhésion aura de lourdes conséquences aussi bien pour l'Union que pour la Turquie mais aussi des avantages réciproques. Les députés soulignent "l'importance de l'opinion des citoyens de l'UE sur un éventuel accord d'adhésion" et

ils demandent à la Commission et au gouvernement turc de mener des campagnes "pour informer les citoyens (...) et favoriser la compréhension mutuelle".

Sur le plan international, si la Turquie est invitée de manière générale à entretenir de bonnes relations de voisinage et à s'abstenir de "menaces et d'activités militaires susceptibles de créer des tensions". Les députés souhaitent qu'elle poursuive ses efforts de réconciliation avec l'Arménie et rouvre la frontière avec ce pays.

Mais c'est surtout sur Chypre que les députés attendent des efforts des autorités turques. "Tout en respectant la volonté démocratique de la communauté chypriote grecque" - qui a dit non au référendum sur la réunification - les députés regrettent qu'une solution ne soit pas intervenue mais appellent "les autorités turques à maintenir leur attitude constructive pour trouver (...) une solution équitable à négocier sur base du plan Annan et des principes qui fondent l'UE". Ils considèrent qu'un "retrait des forces turques est une étape nécessaire sur la voie d'un apaisement des tensions". Et, puisque la négociation d'adhésion se déroulera entre la Turquie d'une part et les vingt-cinq Etats-membres d'autre part, Chypre comprise, les députés considèrent que "l'ouverture des négociations suppose naturellement la reconnaissance de Chypre par la Turquie".

BRUXELLES : IYAD ALLOUI INVITÉ AU SOMMET EUROPEEN RENCONTRE LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UE A L'EXCEPTION DE JACQUES CHIRAC

LE Premier ministre irakien Iyad Allaoui a été, le 5 novembre, l'invité de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE à Bruxelles. Les discussions se sont portées sur la conférence sur l'Irak des 22 et 23 novembre à Charm el-Cheikh (Egypte). Mais les dirigeants de l'UE sont restés prudents dans leur approche, en attendant d'en savoir plus sur l'attitude de la seconde administration Bush.

La France a multiplié les gestes d'irritation à l'égard du Premier ministre irakien Iyad Allaoui, coupable d'avoir tenu des propos peu amènes à l'égard de la politique française en Irak. Jacques Chirac n'a pas assisté à la rencontre entre les dirigeants de l'UE et Iyad Allaoui en fin de matinée à l'issue du sommet européen de Bruxelles. Officiellement, le président français s'est envolé pour Abou Dhabi pour y présenter les condoléances de la France au cheikh Khalifa ben Zayed al Nahayan, nouveau président des Emirats arabes unis après le décès de son père, le cheikh Zayed. L'Elysée a annoncé que le président français, qui avait "des relations proches et amicales" avec le cheikh Zayed, aura un entretien avec le nouveau président, qui était son prince héritier.

Mais les diplomates européens expliquent cette absence par une volonté délibérée de la France de montrer sa réprobation des propos tenus par le Premier

ministre irakien, qui a critiqué l'absence d'engagement des autorités françaises en Irak. Il a notamment sous-entendu que la France était hésitante en raison des deux otages français détenus par des groupes islamiques en Irak, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, et a déclaré que Paris ne serait pas épargnée par le terrorisme, malgré son opposition à la guerre en Irak. Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, avait déjà vertement répliqué à Allaoui le 2 novembre à Bruxelles, après une rencontre avec ses homologues européens. *"Dans la situation dramatique et très grave où se trouve l'Irak, je pense que chacun, à commencer par le Premier ministre de ce pays, a mieux à faire que des polémiques de cette nature"*, avait-il déclaré lors d'une conférence de presse. Michel Barnier a cependant rencontré le 5 novembre à Bruxelles son homologue irakien, Hoshyar Zebari.

Le Premier ministre irakien a profité de son étape à Rome, le 4 novembre, pour enfoncer le clou aux côtés de son allié Silvio Berlusconi en appelant les pays *"qui ont été jusqu'à présent des spectateurs"* à sortir de leur inaction pour aider l'Irak à se reconstruire. Iyad Allaoui a également rencontré le lendemain le Premier ministre britannique Tony Blair et le chef de la diplomatie européenne, Javier Solana, ainsi que le président de la Commission européenne, Romano Prodi, et a visité le siège de l'Otan. Le

ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bernard Bot, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, a de son côté annoncé le 4 novembre lors d'une conférence de presse un plan d'aide de 16,5 millions d'euros à l'Irak. Ce plan vise à participer au financement des élections irakiennes, prévues en janvier, et de la force de protection des Nations unies envisagée à cette occasion et à soutenir le développement du système judiciaire.

Par ailleurs, le Premier ministre irakien Iyad Allaoui s'est envolé le 30 novembre pour la Jordanie, première étape d'une tournée qui le conduira également en Allemagne et en Russie. Il a toutefois démenti les rumeurs selon lesquelles il devait profiter de son étape à Amman pour rencontrer des groupes d'opposants ou d'exilés irakiens. *"J'effectuerai cette semaine une tournée de plusieurs pays pour développer les relations avec des alliés majeurs comme la Jordanie, l'Allemagne et la Russie"*, a déclaré M. Allaoui.

Le chef du gouvernement irakien a tenu à démentir les rumeurs de négociations à venir, voire de conférence, à Amman avec les groupes d'opposants ou d'exilés irakiens. *"Je n'ai nullement l'intention d'avoir ces rencontres ou cette conférence"*, a-t-il souligné. Il n'y aura *"pas de conférence à Amman"*. Il a toutefois reconnu que son gouvernement était favorable à ce que *"ceux qui n'ont pas commis de crimes s'impliquent dans le processus politique"* en Irak où des élections générales doivent avoir lieu le 30 janvier.

EXÉCUTION SOMMAIRE D'UN KURDE ET DE SON FILS DE 12 ANS CRIBLÉS DE PLUS DE 20 BALLE À KIZILTEPE

L'INDIGNATION publique après que la police turque ait tué un enfant kurde de 12 ans, Ugur Kaymaz et son père, abattus le 21 novembre à l'extérieur de leur maison dans la ville de Kiziltepe, dans la province de Mardin. L'enfant, retrouvé agenouillé, criblé de 13 balles pour la plupart dans le dos, n'avait aucune arme. Il aidait son père, transporteur routier et sans arme également, qui s'appropriait à partir pour l'Irak. Plus d'une vingtaine de balles ont été tirés sur les corps selon les premiers éléments de l'enquête.

Les autorités locales ont expliqué comme à leur habitude qu'il s'agissait d'une « opération contre des terroristes armés d'un groupe kurde ». Mais des organisations de défense des droits de l'homme et des députés ont estimé que le père et son fils étaient des civils non armés tués par accident ou exécution sommaire.

L'information diffusée par l'agence de presse turque semi-officielle Anatolie, reprise telle quelle par l'AFP, déclarait que « deux rebelles kurdes présumés, soupçonnés de vouloir mener des attaques contre des cibles gouvernementales, ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé des autorités locales. » « Les rebelles présumés étaient armés de deux fusils d'assaut

AK-47 et de deux grenades à main, a précisé le communiqué, qui a affirmé qu'ils prévoyaient d'attaquer les quartiers généraux locaux de la police et de la gendarmerie ». « Depuis qu'il a mis fin, en juin, à un cessez-le-feu décrété

unilatéralement après la capture de son chef Abdullah Ocalan en 1999, le PKK a multiplié les affrontements de faible intensité avec l'armée turque. ». A ce jour, il n'y a pas eu d'erratum de la part de l'Agence France presse (AFP), qui a trop tendance à prendre pour de l'argent comptant et à répercuter la propagande officielle turque au détriment des victimes et de la vérité.

LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN DÉCRÈTE L'ÉTAT D'URGENCE SUR LE TERRITOIRE IRAKIEN EXCEPTÉ POUR LE KURDISTAN

L'ARMÉE américaine a perdu 134 soldats en Irak en novembre et demeure confrontée à la guérilla dans les villes sunnites de Falloujah et Mossoul, alors que la violence continue de faire son lot quotidien de victimes civiles. Les offensives militaires américaines à Falloujah et ailleurs dans le pays ont fait de ce mois de novembre l'un des mois les plus meurtriers pour les troupes américaines depuis l'intervention en Irak en mars 2003.

A Falloujah où un peu plus de la moitié de la population avait fui la ville, qui compte entre 250.000 et 300.000 personnes, les troupes américaines ont découvert environ vingt « sites d'atrocité » utilisés par des insurgés pour emprisonner, torturer et tuer des otages, a déclaré le 20 novembre le major Jim West des Marines américains. Prisons et chambres de tortures construites dans des maisons, recelant des corps brûlés, mutilés et décomposés, montrent l'image effrayante d'un

régime implacable imposé durant huit mois par les islamistes à Falloujah. Mais les corps mutilés découverts et les récits d'habitants rencontrés par l'armée américaine permettent de décrire l'univers clos dans lequel vivait ce bastion sunnite à 50 km à l'ouest de Bagdad. Selon les habitants, il était interdit de vendre de la musique, des cassettes vidéo et bien sûr de l'alcool. Les contrevenants étaient flagellés, alors que les personnes soupçonnées de collaboration avec les Américains étaient liquidées.

Tout en exprimant leur colère face aux destructions causées par les Américains, des habitants ont dit leur satisfaction de voir mis à bas le régime des Moujahidine.

Au moins 34 otages étrangers, dont trois Américains, et plusieurs Irakiens ont été tués par leurs ravisseurs en Irak cette année. Selon le major West, plus de 1.400 personnes ont été mises en détention à la suite du raid de Falloujah. Plus de 400 d'entre

eux ont été libérés après avoir été interrogés. Selon l'armée américaine, environ 1.200 insurgés et plus de 50 soldats américains ont été tués durant l'offensive.

Par ailleurs, le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a décrété le 7 novembre l'état d'urgence sur tout le territoire irakien, excepté le Kurdistan, pour 60 jours. *"Après que le gouvernement eut épuisé tous les moyens (pour rétablir le calme), le Premier ministre Iyad Allaoui a décrété l'état d'urgence sur tout le territoire irakien, à l'exception du Kurdistan, pour une période de 60 jours", a affirmé à la presse le porte-parole de M. Allaoui, Thaër al-Naqib. M. Allaoui a expliqué que sa décision était nécessaire pour assurer les élections prévues en janvier. "C'est un message fort pour montrer que nous sommes sérieux. Nous voulons sécuriser le pays pour que les élections puissent se dérouler de manière pacifique", a-t-il déclaré. Le décret permettra aux autorités d'imposer des couvre-feux, interdire les réunions, surveiller les communications et procéder à des arrestations.*

Cette déclaration intervient alors que 21 policiers irakiens ont été exécutés de sang froid le même jour à l'aube par 200 hommes armés qui ont pris d'assaut deux postes de police à Haditha et à Haqlaniya, à 200 km à l'ouest de Bagdad. Le 6 novembre, 26 policiers et gardes nationaux ont été tués par l'explosion de quatre voitures piégées et dans des attaques contre des postes de police à Samarra, à 125 km au nord de Bagdad.

Téhéran et Bagdad ont échangé

des accusations de laxisme dans la lutte anti-terroriste, à l'ouverture le 30 novembre à Téhéran d'une conférence sur la sécurité en Irak, réunissant les ministres de l'Intérieur de l'Iran, l'Irak, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Koweït, la Syrie, la

Turquie et l'Égypte. Par ailleurs, le Premier ministre irakien Iyad Allaoui rencontrera 120 personnalités irakiennes en exil lors d'une conférence à Amman le 8 décembre, a affirmé un des coordinateurs de cette rencontre.

EMBARRAS A L'ONU APRES LES REVELATIONS SUR LE FILS DE KOFI ANNAN PAYÉ JUSQU'EN 2004 PAR UNE SOCIÉTÉ IMPLIQUÉE DANS LE SCANDALE DU PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE »

SUITE à des révélations de la presse, l'Onu a admis le 26 novembre que Kojo Annan, fils du secrétaire général des Nations unies, avait continué à être payé jusqu'en février 2004 par la société suisse Cotecna, qu'il avait quittée en 1998. Jusqu'ici, a expliqué le porte-parole de l'Onu, ce maintien d'une rémunération mensuelle à Kojo Annan après son départ de la Cotecna était connue mais elle était censée avoir cessé fin 1999, et non en février dernier, soit juste après la révélation du scandale par un journal de Bagdad. Kofi Annan, s'est déclaré le 29 novembre *"très déçu et surpris"* que son fils, Kojo, ait été rétribué pendant plusieurs années par un ancien employeur, une compagnie qui avait participé au programme *"pétrole contre nourriture"* de l'Onu en Irak.

Ce programme est aujourd'hui au centre d'un énorme scandale de corruption et fait l'objet de nombreuses enquêtes, dont une menée par une commission indépendante nommée par M. Annan et dirigée par Paul

Volcker, un ancien président de la banque centrale américaine.

"Bien sûr, je comprends le problème de perception que cela pose pour l'Onu, la perception d'un conflit d'intérêt ou de malversations. Je peux comprendre cela", a indiqué Kofi Annan. "Mais, a-t-il ajouté, mon fils est dans un champ différent du mien. C'est un homme d'affaires indépendant. Il est majeur, je ne me mêle pas de ses activités et il ne se mêle pas des miennes". Réaffirmant qu'il "ne participe pas aux attributions de contrats" de l'Onu, M. Annan a suggéré aux journalistes d'adresser leurs questions directement à son fils ou aux compagnies concernées. "En même temps, j'appelle tout le monde à être patient jusqu'à ce que M. Volcker ait fini son travail", a-t-il conclu.

M. Volcker est lui-même sous pression de la part du Congrès américain pour qu'il lui communique les documents dont il dispose à ce jour dans le cadre de son enquête. M. Volcker a jusqu'ici opposé un refus poli à ces requêtes. Il y a deux semaines, la sous-commission permanente des investigations

de Norm Coleman (ndlr : le sénateur américain Norm Coleman est chargé d'enquêter sur le programme Pétrole contre nourriture des Nations unies en Irak) a déclaré avoir découvert des preuves selon lesquelles le gouvernement de Saddam Hussein avait récolté plus de 21,3 milliards de dollars (13 milliards d'euros) de revenus illégaux en détournant les sanctions de l'ONU contre l'Irak, y compris le programme Pétrole contre nourriture.

Le programme "pétrole contre nourriture", en vigueur de

décembre 1996 à novembre 2003, visait à atténuer l'impact des sanctions internationales pour la population irakienne. Il autorisait l'Irak à vendre une quantité limitée de pétrole pour acheter des produits alimentaires et humanitaires. Mais il a débouché sur le plus grand scandale d'aide humanitaire dans l'histoire de l'Onu. La Cotecna, une société de services, avait été de 1999 à 2003 sous contrat avec l'Onu pour inspecter les marchandises qui pénétraient en Irak aux termes du programme.

condamnée le 10 novembre par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression dans six affaires concernant cinq personnes condamnées notamment pour leurs positions pro-kurdes.

Medeni Ayhan avait été condamné deux fois pour "propagande séparatiste" pour des discours prononcés en 1993 puis à nouveau en 1996 pour un livre intitulé "Le philosophe kurde Ehmede Xani". Zeynep Baran avait été condamnée en 1997 à deux ans de prison pour avoir rédigé une brochure pour la Fondation pour la solidarité avec les femmes kurdes et la recherche sur les problèmes des femmes, dont elle était présidente. Mehmet Dicle avait été condamné à deux ans de prison pour avoir "incité à la haine et à l'hostilité en faisant état d'une discrimination fondée sur l'appartenance à une race et une région", dans un article publié en 1996. Ozkan Kalin, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Yeni Ulke, avait été condamné en 1993 pour "propagande séparatiste" à deux ans de prison dans un communiqué de presse de la représentation européenne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Esref Obadasi avait quant à lui été condamné à deux ans de prison en 1997, alors qu'il était un dirigeant du parti HADEP (Parti de la démocratie du peuple), pour un bulletin du parti.

Dans ces six affaires, la Cour européenne a estimé que "les motifs retenus par les juridictions turques ne sauraient être considérés en eux-mêmes comme suffisants

STRASBOURG : LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE DANS DIX AFFAIRES, POUR "VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION" ET "TORTURE"

LA Turquie a été condamnée le 30 novembre par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression, pour avoir infligé en 1997 une amende avec sursis à un militant kurde des droits de l'homme qui avait tenu un discours hostile aux autorités. La Cour a alloué 3.000 euros pour préjudice moral à Zübeyir Özkaya, 49 ans, en estimant que sa condamnation à une amende avec sursis pour "incitation du peuple à la haine et à l'hostilité sur la base d'une distinction fondée sur l'appartenance à une classe sociale, à une race et à une région" constituait une violation de sa liberté d'expression.

Le requérant avait été condamné pour avoir publiquement déclaré en mars 1997, lors d'une fête de "Newroz" (Nouvel an kurde) à

Çanakkale (nord-ouest), que "la République de Turquie est l'un des Etats les plus exterminateurs que l'histoire ait jamais connu". L'histoire de la Turquie, avait ajouté M. Özkaya, est "une histoire de tyrannie et de génocide (...), où les cultures, les langues et les systèmes de pensée des peuples sont altérés. La pierre angulaire de l'idéologie officielle est formée du déni de l'être et de la culture du peuple kurde, sa langue maternelle incluse."

Les juges européens ont relevé que "si certains passages du discours brossent un tableau des plus négatifs de l'Etat turc, et donnent ainsi au récit une connotation hostile, ils n'exhortent pas pour autant à l'usage de la violence", et ont donc estimé cette condamnation "disproportionnée".

La Turquie a également été

pour justifier l'ingérence dans le droit des requérants à la liberté d'expression" et a condamné la Turquie pour violation de l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Les juges européens ont accordé pour dommage moral 12.000 euros à M. Ayhan, 5.500 euros à M. Baran, 5.000 euros à M. Dicle, 13.000 euros à M. Kalin et 3.000 euros à M. Obadasi.

Par ailleurs, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné le 2 novembre la Turquie pour des tortures infligées à un de ses ressortissants en 1995 au cours d'une garde à vue de neuf jours pour ses "liens présumés avec les séparatistes kurdes".

Abdulsamet Yaman avait été arrêté le 3 juillet 1995 par des policiers de la direction de la sûreté d'Adana. Selon lui, pendant sa garde à vue de neuf jours, il avait notamment été immergé dans l'eau froide, nu et les yeux bandés. Il avait également été contraint de monter sur une chaise tandis que ses bras avaient été ligotés aux tuyaux du plafond. Des câbles électriques avaient été attachés à son corps, y compris à ses organes sexuels, avant que la chaise ne soit retirée, le laissant suspendu et soumis à des décharges électriques. De temps en temps, ses tortionnaires arrêtaient de lui administrer des décharges et lui tordaient les testicules.

M. Yaman a indiqué à la Cour qu'il avait été interrogé sur ses liens avec le PKK (Parti des

travailleurs du Kurdistan) et sur les raisons pour lesquelles il avait aidé des victimes de tortures à saisir la Commission européenne des Droits de l'Homme.

La Cour a accordé à Abdulsamet Yaman, chef régional du parti pro-kurde Hadep (Parti de la démocratie du peuple) à Adana, en Turquie, à l'époque des faits, 17.700 euros pour préjudice moral et 8.659 euros pour frais et dépens. Outre la violation de l'article 3 de la Convention européenne (interdiction de la torture), la Cour a retenu les

violations des articles 13 (droit à un recours effectif) et 5 (droit à la liberté et à la sûreté).

Elle a condamné la Turquie dans le cadre de deux autres affaires de tortures infligées à deux requérants pendant leur garde à vue en 1996. Ils ont obtenu 26.000 euros pour préjudice moral et 2.000 euros pour frais et dépens. Dans ces deux affaires, la Cour a dénoncé le fait que le gouvernement turc ne lui ait soumis aucun élément concernant l'arrestation des requérants lui permettant d'apprécier le caractère raisonnable de la mesure.

HUMAN RIGHTS WATCH CRITIQUE LA NEGLIGENCE DES FORCES DE LA COALITION QUANT A LA SAUVEGARDE DES DOCUMENTS OFFICIELS INCRIMINANT LE REGIME BAASSISTE

DANS un rapport de 41 pages publié le 4 novembre, intitulé "Irak: L'état des preuves", "Human Rights Watch" estime que les forces de la coalition n'ont pu empêcher les gens de voler des milliers de documents officiels dans les mois suivant l'invasion américaine en mars 2003. Les forces de la Coalition menée par les Etats-Unis en Irak n'ont pas sauvegardé des documents officiels appartenant au régime de Saddam Hussein ni des preuves liées aux charniers humains, a déclaré l'organisation de défense des droits de l'Homme, estimant que cette "négligence" pourrait affecter les procès de l'ancien dictateur irakien et de ses sous-fifres.

Les forces coalisées ne sont pas non plus arrivées à arrêter les

gens qui recherchaient des traces de leurs proches dans plus de 250 charniers découverts dans le pays, ce qui a contribué à détruire nombre de preuves sur ces sites. "Les forces de la Coalition ont ensuite manqué de mettre en place l'expertise professionnelle et l'assistance nécessaire pour assurer des procédures de classification et d'exhumation adéquates", a déclaré Sarah Leah Whitson, directeur exécutif de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de l'organisation. "Il est très probable que des preuves-clés aient été perdues ou soient douteuses", a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Selon Hania Mufti, la représentante de Human Rights Watch en Irak, ce manquement à la protection des charniers et des archives d'Etat a pu conduire à "la perte de quelques preuves de valeur, ce qui a le potentiel d'avoir

un impact sur certains aspects du procès”.

L'organisation a appelé le gouvernement intérimaire irakien à accorder une *“attention urgente”* aux preuves qui restent encore disponibles, notamment aux charniers de l'ère Saddam. *“Ces preuves seront cruciales dans les procès à venir, mais elles seront également cruciales pour les Irakiens, alors qu'ils tentent d'établir des archives précises des atrocités dont ils ont souffert sous le régime du parti Baas”*, a souligné

Sarah Whitson. Outre l'ex-dictateur Saddam Hussein, onze des principaux responsables de son régime et du parti Baas, dont Ali Hasan al-Majid, alias *“Ali le chimique”*, doivent également être jugés.

Le Premier ministre irakien, Iyad Allaoui, souhaite que les procès débutent sous peu, mais les responsables américains estiment qu'il faut être patient pour s'assurer que les procès sont organisés selon les critères internationaux.

novembre du camp de réfugiés de Roueiched, à la frontière jordano-irakienne, à Amman, en prévision de leur voyage en Suède qui a accepté de leur accorder l'asile, a indiqué Dana Abou Cham, responsable de bureau irakien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Cette opération touchant 202 réfugiés kurdes iraniens a été réalisée avec l'aide du Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) a déclaré Mme Abou Cham. Selon, elle, deux appareils de la compagnie nationale jordanienne Royal Jordanian ont été loués pour assurer leur voyage à Stockholm.

LE HAUT COMMISSARIAT DE L'ONU S'INQUIÈTE DE NE PAS AVOIR DE NOUVELLES D'UN MILLIER DE KURDES IRANIENS RÉFUGIÉS EN IRAK. LA SUÈDE ACCORDE POUR SA PART L'ASILE À QUELQUES 200 AUTRES D'ENTRE EUX

LE Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés a indiqué le 22 novembre n'avoir plus de nouvelles d'un millier de Kurdes iraniens réfugiés en Irak qui ont quitté leur camp près de Ramadi, à l'ouest de Bagdad, en raison des combats dans cette zone. *“Le HCR a reçu des informations alarmantes indiquant que près d'un tiers des réfugiés du camp de Al Tash en Irak avaient fui en raison des combats autour de Ramadi la semaine dernière”*, a déclaré le porte-parole du HCR Ron Redmond. *“Pour le moment, nous ne savons pas où ils sont allés”*, a-t-il ajouté.

Le camp de Al Tash abrite 4.200 Kurdes iraniens. Un poste de police situé dans le camp avait été attaqué la semaine dernière et l'eau et l'électricité ont aussi été coupés dans le camp, a expliqué le HCR.

Selon M. Redmond, les réfugiés ont pu se diriger vers le Kurdistan d'Irak ou tenté de gagner la frontière jordanienne, en direction de l'ouest, mais aucune nouvelle arrivée de réfugiés en Jordanie n'a été signalée. Le HCR s'est retiré d'Irak après un attentat à la bombe contre le siège de l'Onu à Bagdad en septembre 2003.

Par ailleurs, plus de 200 Kurdes iraniens ont été transférés le 24

Cent quatre vingt-trois autres réfugiés, ayant obtenu l'asile en Suède, feront le voyage le 8 décembre prochain, a indiqué cette responsable.

Ces réfugiés, installés en Irak, avaient gagné la frontière jordano-irakienne lors de l'intervention américano-britannique en Irak en mars 2003. La Jordanie leur avait refusé l'entrée sur son territoire et ils étaient regroupés dans le camp de Roueiched, en plein no man's land, dans des conditions précaires.

AINSI QUE...

• **LA JUSTICE NEERLANDAISE INTERDIT L'EXTRADITION D'UNE RESPONSABLE DU PKK RECLAMÉE PAR ANKARA ESTIMANT QUE LA TURQUIE CONTINUE DE VIOLER LES DROITS DE L'HOMME.**

Un tribunal néerlandais a interdit le 8 novembre l'extradition de Nuriye Kesbir, ancienne dirigeante du Parti des

travailleurs du Kurdistan (PKK rebaptisé Kongra-Gel), réclamée par Ankara qui l'accuse d'être responsable d'attaques contre des objectifs militaires, estimant que la Turquie violait les droits de l'homme, selon les attendus du jugement. Nuriye Kesbir avait déclaré craindre un procès biaisé et des tortures en cas

d'extradition vers la Turquie. Le tribunal a estimé que le ministère ne pouvait avoir pris une "décision raisonnable", les diplomates néerlandais comme les organisations de défense des droits de l'homme attestant qu'en dépit de réformes de son système judiciaire "la Turquie continue de violer les droits de l'homme". "Considérant ce que disent les rapports sur la situation des droits de l'homme en Turquie - et notant que le contenu de ces rapports n'a pas été contesté - le ministre n'aurait pas dû se satisfaire des garanties fournies en termes vagues par l'ambassade de Turquie sur le fait que la Turquie respectera ses engagements internationaux" dans cette affaire, selon les attendus du jugement.

En septembre, après un feu vert de la Cour suprême des Pays-Bas, le ministre néerlandais de la Justice, Piet Hein Donner, avait autorisé l'extradition de Mme Kesbir, accusée d'au moins vingt cinq attaques dans le Kurdistan de Turquie entre 1993 et 1995. Mme Kesbir exerçait des fonctions importantes au sein de la direction du PKK aux côtés notamment d'Osman Ocalan, frère d'Abdullah Ocalan, l'ancien chef du PKK qui purge une peine de prison à vie en Turquie depuis 1999. Mais elle a toujours nié avoir été impliquée dans des attentats et affirmé ne s'être occupée que de questions relatives aux femmes. Nuriye Kesbir avait été arrêtée à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol en septembre 2001. Elle avait demandé l'asile politique aux Pays-Bas, ce qui lui a été refusé. Cette décision avait été prise "après avoir obtenu la garantie expresse des autorités

turques que (Mme Kesbir) bénéficierait d'un procès équitable conformément aux traités internationaux", avait alors expliqué le ministère de la justice, autorisant toutefois un recours devant un tribunal de La Haye.

Le ministère néerlandais de la Justice "étudie ce jugement et n'a pas encore décidé s'il ferait appel", a déclaré un porte-parole du ministère, Wim Kok.

Par ailleurs, trente-huit personnes ont été interpellées le 12 novembre aux Pays-Bas lors du démantèlement d'un réseau soupçonné de « former des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel) à commettre des attentats terroristes », dont 29 lors d'un raid contre un camp en pleine campagne, selon le parquet national. L'enquête a révélé qu'une vingtaine de personnes avaient reçu dans le camp de Liempde (près d'Eindhoven, sud-est des Pays-Bas) "un entraînement pour se préparer à la lutte armée du PKK en Turquie, en commettant des actes terroristes", selon un communiqué du parquet national néerlandais. "Nous avons des indications selon lesquelles les participants auraient été envoyés en Arménie à la fin de leur formation pour participer aux actions du PKK", selon le parquet.

Une dizaine de maisons ont été perquisitionnées, et la police a saisi des lunettes de vision nocturne, des documents et une arme à feu. Le PKK étant sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, les personnes interpellées seront

accusées de terrorisme, a-t-on indiqué de même source.

En 1999, le quotidien de référence néerlandais NRC Handelsblad estimait que les Kurdes étaient entre 60.000 et 70.000 aux Pays-Bas, dont 45.000 originaires de Turquie.

• **UNE DÉLÉGATION DES VERTS ALLEMANDS SE REND EN TURQUIE POUR OBSERVER LES AVANCÉES DES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES ET POUR ENQUÊTER SUR L'ÉVENTUELLE UTILISATION DES CHARS ALLEMANDS CONTRE LES KURDES.** Une délégation des Verts, partenaires de la coalition gouvernementale au pouvoir en Allemagne, a rencontré le 2 novembre à Ankara des parlementaires turcs pour évaluer l'avancée des réformes démocratiques en Turquie dans la perspective de sa candidature à l'Union européenne. La délégation comprend la co-présidente du parti écologiste, Claudia Roth, l'autre co-président des Verts, Reinhardt Buetikofer, ainsi que les deux co-présidentes du groupe parlementaire au Bundestag (chambre basse du parlement), Katrin Goering-Eckardt et Krista Sager.

La délégation s'est entretenue avec des députés de l'opposition du Parti républicain du peuple (CHP) avant d'être reçue au parlement par le président de la Commission des droits de l'Homme, Mehmet Elkatmis.

Mme Roth s'est notamment inquiétée devant M. Elkatmis, du parti de la Justice et du Développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), au pouvoir, des accusations formulées par

l'Association turque des droits de l'homme sur l'existence d'une "torture systématique" en Turquie. M. Elkatmis a affirmé que le gouvernement turc avait une "tolérance zéro" contre la torture, tout en admettant des cas isolés. "Il peut malheureusement se produire certains cas car il y a des gens sadiques", a-t-il déclaré, mais a ajouté que cette pratique peut exister "même en Allemagne".

La Turquie a entrepris un vaste chantier de réformes pro-européennes et est tenue de les appliquer pleinement par l'UE, dont les dirigeants devront se décider en décembre d'ouvrir ou non des négociations d'adhésion.

Les Verts se sont également entretenus avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul ainsi qu'avec les organisations de défense des droits de l'Homme et les représentants des minorités religieuses à Istanbul avant de se rendre le 4 novembre à Diyarbakir et à Sirnak, où ils se sont enquis de l'avancée des droits des Kurdes.

Les députés allemands ont aussi enquêté sur des allégations d'utilisation par les militaires turcs de chars allemands contre la population civile de la zone pendant la lutte contre le PKK. Selon une émission télévisée allemande, des chars vendus par l'Allemagne à l'armée turque ont été utilisés dans la zone kurde, en violation d'un traité signé entre Berlin et Ankara en 1994.

Le gouvernement turc a démenti les informations données par un ancien militaire est-allemand sur

une chaîne de télévision. Le gouvernement allemand avait affirmé ne disposer d'aucune information selon lesquelles ce serait le cas. Le traité de 1994 conclu entre l'Allemagne et la Turquie autorisait la livraison de ces chars destinés à la défense nationale, à condition qu'ils ne soient pas utilisés dans les zones frontalières peuplées de Kurdes. Les membres de la délégation ont ainsi visité les villes de Sirnak, Cizre et Idil, situées à la frontière turque avec l'Irak et la Syrie, mais n'ont pas constaté un déploiement de ces chars dans la zone pendant leur séjour dans la région.

• **L'IRAN SUSPEND PROVISOIREMENT L'ENRICHISSEMENT DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE MAIS DÉCLARE QU'IL N'Y RENONCERA JAMAIS.** L'Iran s'est targué le 30 novembre d'une "grande victoire" contre les Américains au lendemain de la décision de l'AIEA de ne pas saisir le Conseil de sécurité de l'Onu, réaffirmant cependant que l'enrichissement d'uranium reprendra à terme et qu'il n'y renoncera jamais. "Contrairement à ce que prétendent les Américains, la République islamique d'Iran n'a pas renoncé au cycle de production du combustible nucléaire (qui comprend l'enrichissement), il n'y renoncera jamais et le mettra en œuvre", a déclaré le responsable du nucléaire iranien, Hassan Rohani.

L'Agence internationale de l'énergie atomique, agence onusienne veillant à la non-prolifération, a donné acte le 29 novembre à l'Iran de sa décision de suspendre l'enrichissement et s'est gardée d'en référer au Conseil de sécurité des Nations

unies, comme les Etats-Unis le réclament depuis des mois et comme la menace en a pesé effectivement jusqu'au dernier moment sur l'Iran. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a ainsi adopté une résolution sur le gel des activités d'enrichissement d'uranium de l'Iran. La résolution adoptée comprend une phrase soulignant que la suspension des activités d'enrichissement d'uranium représente une mesure "volontaire" et non une obligation, comme le souhaitait l'Iran et le texte ne prévoit pas de recours devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Le directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradei s'est dérobé aux questions des journalistes qui lui demandaient si cet engagement suffisait. Il s'est contenté de préciser que les centrifugeuses ne fonctionnaient pas à l'heure actuelle. En cas de "changement", nous en informerons le Conseil des gouverneurs, a-t-il annoncé.

La suspension de l'enrichissement par l'Iran a été obtenue par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne contre la promesse d'un accord de coopération nucléaire, technologique, économique avec l'Union européenne. Les négociations pour un tel accord doivent commencer en décembre. "Les négociations avec les Européens seront compliquées, il y aura des hauts et des bas, nous allons entamer ces négociations avec une sincère volonté d'aboutir, nous espérons que les Européens feront de même, et si c'est le cas, nous

arriverons à des résultats", a souligné M. Rohani.

Dès mi-décembre, les Iraniens et les Européens devront, selon M. Rohani, travailler à un accord sur le sort de 20 des centaines de centrifugeuses iraniennes. L'Iran veut que, pour la recherche, les 20 machines servant à l'enrichissement de l'uranium soient exemptées de la suspension. Cette demande, inacceptable pour les Européens, a bien failli servir les visées américaines à l'AIEA, avant d'être retirée.

• **ANKARA PROJETTE DE CONSTRUIRE TROIS CENTRALES NUCLÉAIRES OPÉRATIONNELLES EN 2011.** La Turquie projette de construire trois centrales nucléaires devant être opérationnelles à partir de 2011 pour éviter d'éventuelles pénuries d'énergie, a déclaré le 19 novembre à Istanbul le ministre turc de l'Énergie Hilmi Guler. "Nous avons des plans pour la construction de trois centrales nucléaires qui entreront en fonctionnement l'une après l'autre à partir de 2011", a-t-il affirmé avant d'évoquer la possibilité de pénuries d'énergies après 2010-2011, qui contraindraient la Turquie à dépendre des ressources étrangères. "Nous prévoyons d'assurer huit à dix pour cent de la demande énergétique avec le nucléaire", a-t-il ajouté, précisant que les centrales auraient une capacité totale d'environ 4.500 megawatts.

M. Guler a affirmé que son ministère privilégiait l'option de l'uranium pour alimenter les centrales, mais que l'emploi du thorium était aussi envisagé. "Nous avons 230.000 tonnes des

réserves avérées de thorium et 9.200 tonnes d'uranium, mais nous continuons les prospections", a expliqué le ministre, qui n'a pas donné de date pour le lancement d'un appel d'offre et a admis qu'aucun site n'avait pour l'heure été retenu.

M. Guler a ajouté que le gouvernement inviterait le secteur public à prendre en charge la construction des centrales, mais que l'État interviendrait en cas d'échec.

La Turquie avait déjà lancé un appel d'offre pour la construction d'une centrale nucléaire dans la baie d'Akkuyu, sur la côte méditerranéenne, auquel avaient répondu les firmes américaine Westinghouse, canadienne AECL et française NPI. Mais le projet, qui avait suscité de vigoureuses protestations de la part des organisations turques de défense de l'environnement et des diplomates grecque et chypriote, avait été abandonné en juillet 2000 en raison de difficultés financières. Les opposants à la centrale faisaient valoir que celle-ci devait être construite sur un site située à seulement 25 km d'une ligne de fracture sismique. Les critiques se sont renforcées après qu'un séisme d'une amplitude de 6,3 sur l'échelle de Richter eut frappé la province voisine d'Adana, faisant plus de 140 morts.

• **SYNDROME DE LA GUERRE DU GOLFE RECONNU PAR UNE ENQUÊTE BRITANNIQUE.** Une enquête britannique a conclu le 17 novembre à l'existence "indiscutable" du "syndrome de la

guerre du Golfe", un ensemble de maladies frappant certains vétérans de l'opération "Tempête du désert" en Irak en 1991 qui fait polémique aussi bien à Londres qu'à Washington ou Paris. "Ils sont malades à cause de la guerre du Golfe, c'est indiscutable", a affirmé Lord Anthony Lloyd of Berwick, un ancien juge à la retraite chargé en juin de se pencher sur l'existence de ce "syndrome" au nom de la Royal British Legion, une organisation semi-officielle représentant des anciens combattants.

Selon cette enquête indépendante, "toutes les études épidémiologiques se rejoignent sur le fait que les vétérans du Golfe sont deux fois plus susceptibles de souffrir de problèmes de santé que s'ils avaient été déployés en Bosnie ou s'ils étaient restés sur le sol britannique".

Se penchant sur la qualification à donner aux multiples symptômes —problèmes neurologiques, maux de tête, dépression, pertes de mémoire ou du sommeil, douleurs musculaires, fatigues chroniques, eczéma ou encore problèmes respiratoires—dont souffrent quelque 6.000 des soldats britanniques déployés en Irak et au Koweït en 1991, l'enquête menée par Lord Lloyd of Berwick a en tout cas donné un début d'existence officielle au label de "syndrome de la guerre du Golfe". "Il n'y a aucune raison médicale empêchant ces symptômes d'être décrits comme un syndrome", a plaidé ce rapport, rejetant le qualificatif de "symptômes et signes de problèmes de santé mal définis" retenu jusque là par le ministère britannique de la Défense (MoD).

Soulignant que 600 vétérans de la première guerre du Golfe sont déjà morts et que 2.585 d'entre eux, la plupart malades en phase terminale, perçoivent une pension d'invalidité, ce rapport d'enquête n'a pas émis en revanche de conclusions sur l'origine de ces maladies inexplicables.

Selon ce document, le syndrome de la guerre du Golfe serait en fait dû à une "combinaison de facteurs": les injections multiples de vaccins contre l'anthrax et la peste, l'usage de pesticides sur les tentes où étaient hébergés les soldats, la faible exposition de certains combattants aux gaz innervants et l'inhalation de poussières d'uranium appauvri.

Ce rapport d'enquête a cependant totalement rejeté la thèse de maladies purement psychosomatiques, rejoignant

ainsi un rapport officiel américain du 12 novembre selon lequel l'exposition à des agents toxiques et non le stress est probablement à l'origine des maux dont souffrent quelque 100.000 des 700.000 soldats américains déployés dans le Golfe en 1991.

En France, l'Inserm, un institut public de recherche médicale, a ainsi conclu en juillet que rien ne "démontrait l'existence d'un syndrome spécifique du Golfe" sur les 20.261 militaires français ayant participé à la guerre du Golfe d'août 1990 à juillet 1991.

• **ZAKHO: UN FERRY-BOAT CHAVIRE EN FAISANT DES DIZAINES DE VICTIMES.**

Le ferry-boat reliant les deux rives du Tigre a chaviré alors que de nombreux passagers se trouvaient à son bord entre Zakho et (le poste frontière kurdo-syrien) de Rabiah.

L'accident serait causé par une surcharge de passagers. Les victimes sont en majorité des Kurdes vivant à l'étranger. Ils rentraient chez eux après la réouverture de la frontière fermée durant plusieurs semaines sur ordre du Premier ministre Iyad Allaoui en raison de l'offensive américaine contre la ville de Falloujah, à l'ouest de Bagdad.

Trente-quatre corps ont été récupérés le 30 novembre après le dessalage du ferry-boat selon le chef de l'hôpital de Zakho, Khourchid Saïd. "Jusqu'à présent, les sauveteurs ont récupéré 34 cadavres mais ils continuent à travailler dans des conditions difficiles car le courant est très fort à cet endroit", a déclaré le responsable de l'établissement où sont acheminés les dépouilles des victimes.

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 2, 2004

Kurds enjoy peaceful corner of Iraq

By Thomas Fuller

ERBIL, Iraq: Truck drivers here say they are not worried about ambushes; shopkeepers report that security is not an issue; and local residents shrug off questions about violence and kidnappings.

"We have not closed our shutters at night in seven years," Abdul Wahid Hassan said inside his shop filled with brand-new refrigerators, televisions and air conditioners.

While cities like Baghdad and Falluja are riven by insurgency, this dusty, sprawling city is part of the other Iraq, a region that stays out of headlines and where life resembles something closer to normalcy.

Populated mainly by Kurds, Iraq's northernmost region forms a thin peace crescent around the upper rim of the country, extending from Duhok to Erbil and Sulaimaniya, cities that are less familiar abroad precisely because they have largely avoided attacks.

One northern governor talks about promoting tourism, a seemingly outlandish idea in a country gripped by violence but a measure of the security that Kurds feel they have achieved.

"People find it very difficult to believe that there is a safe area in Iraq," said Barzan Dezayee, the minister of municipalities in the regional Kurdish government, who is leading a campaign to raise funds for water and sewage projects.

"We need to convince people that not all of Iraq is Falluja, that Kurdistan

is safe," Dezayee said.

Iraqi Kurdistan covers about 36,000 square kilometers, or almost 14,000 square miles, an area slightly smaller than Switzerland, and is home to about 3.5 million of Iraq's 25 million people.

Today it provides a glimmer of hope for the rest of Iraq: parents and their children linger at restaurants and shops long after darkness sets in, foreign aid workers walk unarmed through the streets, and the police and most soldiers wear soft hats.

While it might be tempting for President George W. Bush to cite Iraqi Kurdistan as an example of what has gone right in Iraq, the relative peace here is not a result of the U.S.-led invasion.

Iraqi Kurdistan has been autonomous since the end of the first Gulf war in 1991 and thus has had a lot more time to stabilize and rebuild. Much of the area was protected by the no-flight zone patrolled by U.S. and British aircraft after that war and was largely free from the grip of Saddam Hussein during that period.

For several years, Kurds who fled Saddam's Iraq decades ago have been returning to take posts in the government, private sector and universities here.

Dezayee, who left Iraq in 1974, was educated in Britain and worked as a civil engineer in Saudi Arabia and other Gulf countries, returned three months ago to take up his government post. Like many other returnees he is building a house, contributing to a construction boom in Kurdistan.



IHT

"I had been away for 30 years, and it was time to come back and do something for my people," Dezayee said.

Iraqi Kurdistan has not been entirely peaceful. In February, two simultaneous suicide attacks at the offices of Kurdish political parties in Erbil killed more than 65 people.

Since then, however, there have been no reported attacks in the region, a stark contrast to the dozens of daily attacks against U.S. forces and civilians in the central and southern parts of the country.

Aziz Weysi, commander of special forces of the Kurdish army in northwestern Iraq, attributes the relative stability here to the fact that Kurdish people identify with their regional government and feel they have a stake in maintaining peace.

"If you rule a country with oppression and force you have to surround it with fortresses," Weysi said in his office in the mountains outside of Duhok. "But if the people are on your side they become your fortress."

There is very little U.S. military presence in the north and thus people say they do not feel occupied; Kurdistan is also relatively homogeneous.

Insurgents had tried "many times" to stage attacks by bringing explosives into the Kurdish areas but had been caught, he said, declining to elaborate. But he said would-be attackers have no "base" in Iraqi Kurdistan.

"There's very good relations between all parts of society — the police, the army and the people," Weysi said.

Nechervan Ahmed, governor of Duhok Province, says there is a consensus among the Kurdish political



Thomas Fuller/International Herald Tribune

A flour merchant taking an afternoon nap in Erbil, the capital of Iraqi Kurdistan. Shopkeepers in the Kurdish part of Iraq say they don't worry about theft.

parties — notoriously divided in the past — on the paramount importance of security.

"This is a golden age for the Kurds in Iraq," Ahmed said.

"What has been achieved here has never been seen before."

The local prison in Duhok, used in the 1980s by Saddam's government to jail political opponents, now houses low-income families.

For wealthier residents, workers are building multistoried villas on the fringes of the city.

Yet for all the good news here there are many questions dogging Iraqi Kurdistan. Relations with the rest of Iraq are shaky, and many Arabs consider the Kurds traitors for working with the United States and its allies.

"What happens to the Kurds when the Americans leave Iraq? That's the question," said Jonathan Randal, an expert on the region and author of a book about the Kurds, "After Such Knowl-

edge/What Forgiveness?"

Randal noted that the Kurds have a saying: "We have no friends but the mountains."

Turkey, Iran and Syria, all of which have Kurdish populations, are wary of the autonomy achieved by Iraqi Kurds, fearing the effects it might have on Kurds in their own countries.

"The Kurds are surrounded by countries that are enemies with each other except when it comes to the Kurds — then they are friends," said Hamed Ali, an aide to Ahmed.

With most roads linking Kurdistan to the rest of Iraq often too dangerous to travel, essential supplies like cement and steel come mostly from Turkey.

But because the Turks only allow a limited number of trucks to cross the border daily, Kurdistan is suffering from shortages in essential building supplies.

Officials are seeking to connect themselves with the outside world

through more direct means: an international airport terminal in Erbil is nearing completion, and the runway is already used by Kurdistan's leaders to fly in and out of Iraq. Another airport in Sulaimaniya is under construction.

With security seemingly under control the most pressing problem here is more old-fashioned: poverty.

Sabah Humir, a 24-year-old construction worker, says he makes the equivalent of \$75 a month, barely enough to pay his rent, let alone buy food.

The United Nations provides Iraqi monthly rations of sugar, oil, flour, tea and powdered milk, but that lasts only halfway through the month, Humir said.

He described his situation using a local Kurdish misery: "I only eat sorrow and misery."

International Herald Tribune

L'armée turque critique l'UE pour qualifier les Kurdes de minorité



ANKARA, 2 nov (AFP) - 16h44 - L'armée turque est intervenue mardi dans le débat sensible sur les droits des minorités en Turquie, dans le cadre des aspirations du pays à intégrer l'Union européenne (UE), en critiquant notamment les efforts européens de présenter les Kurdes comme une minorité.

"Nous n'approuvons pas que des citoyens qui ne se considèrent pas comme une minorité soient présentés ouvertement ou implicitement comme telle", a déclaré le chef d'état-major adjoint, le général Ilker Basbug, au cours d'une conférence de presse.

Il faisait référence à un rapport de la Commission européenne sur l'état des progrès de la Turquie, publié conjointement le 6 octobre avec un autre document recommandant l'ouverture de négociations d'adhésion avec Ankara.

La Turquie ne reconnaît que les minorités religieuses (chrétiennes et juive), dans le cadre du traité de Lausanne signé en 1923, qui a ouvert la voie à la création de la République de Turquie sur les ruines de l'empire ottoman.

Le numéro deux de l'état-major s'est félicité des amendements législatifs adoptés par le parlement turc pour renforcer les droits culturels des Kurdes mais a précisé que ces efforts ne devraient pas aller au-delà.

"La Turquie est un pays unitaire", a-t-il souligné en accusant, sans les citer nommément, quatre ex-députés kurdes de vouloir "politiser" la question des minorités.

Ces ex-députés, dont Mme Leyla Zana, libérés de prison en juin après dix ans passés derrière les barreaux pour soutien à la rébellion kurde, ont récemment annoncé la formation d'un parti pro-kurde qui viserait notamment à amender la Constitution turque de manière à y intégrer spécifiquement le problème des Kurdes, estimés à quelque 15 millions sur une population de plus de 70 millions d'habitants.

"Si les droits culturels sont déviés sur le plan politique, cette situation peut mener à une polarisation et à une division", a averti le général Basbug.

La Turquie a adopté ces dernières années d'importantes réformes démocratiques, notamment en faveur de sa communauté kurde, et s'est engagée auprès des Européens à les mettre pleinement en œuvre.

Le Kurde Talabani appelle à une solution pacifique pour Falloujah



SOULEIMANIYAH (Irak), 2 nov (AFP) - 16h19 - Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux principales formations kurdes d'Irak, Jalal Talabani, a appelé mardi à une solution pacifique à Falloujah (ouest), en recevant une délégation de cette ville rebelle à Souleimaniyah (nord).

"M. Talabani a souhaité le retour de la sécurité et de la stabilité à Falloujah et dans tout l'Irak dans le cadre d'une solution pacifique", a déclaré à l'AFP un responsable de l'UPK.

"Les hommes sages doivent comprendre la gravité de la situation et trouver une issue au problème de Falloujah", a-t-il ajouté sous le couvert de l'anonymat.

Depuis le 14 octobre, l'armée américaine a resserré son étai autour de Falloujah accusée d'abriter l'islamiste Abou Moussab al-Zarqawi, alors que le Premier ministre Iyad Allaoui a menacé de lancer une offensive sur la ville si une issue pacifique n'était pas trouvée avec les dignitaires du bastion sunnite.



2 NOVEMBRE 2004

Le fisc enquête sur les sociétés de Patrick Maugein, un homme d'affaires qui aurait bénéficié des largesses de Saddam Hussein.

IRAK: CE FRANÇAIS VISÉ PAR LES AMÉRICAINS

Le rapport Duelfer

Le 6 octobre, Charles Duelfer, chef du groupe des inspecteurs américains en Irak, a présenté son rapport, qui conclut à l'absence d'armes de destruction massive. Dans ses conclusions, il dénonce les «dotations pétrolières» au bénéfice de Français «susceptibles d'être influents auprès du gouvernement français».

Bénéficiaires

Dans la liste publiée par le magazine irakien *Al-Mada*, outre Patrick Maugein et ses partenaires, on relève: l'ex-ministre Charles Pasqua (11 millions de barils de pétrole), Michel Grimard, du club d'exportation franco-irakien (5,5), Bernard Mérimée, ex-ambassadeur de France à l'ONU (11), les Amitiés franco-irakiennes (10), l'homme d'affaires Claude Kaspereit (4), l'avocat Elias Ferzli, proche de Total (14,6).

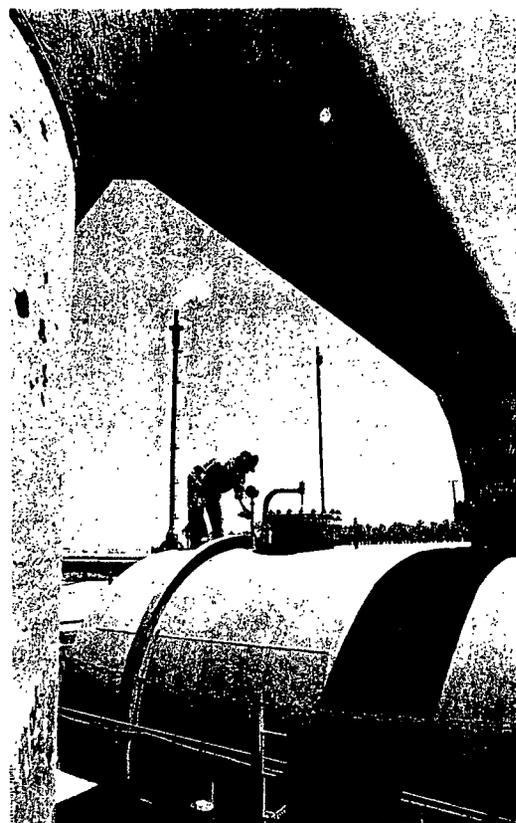
1,78 milliard de dollars

C'est la valeur des contrats décrochés par la France en Irak en juin 2000. Les sociétés pétrolières françaises Total et Socap auraient reçu respectivement 105 millions et 93 millions de barils irakiens.

C'est une enquête fiscale qui a commencé discrètement, mais qui pourrait avoir un fort retentissement. Elle concerne des sociétés de trading pétrolier et un homme d'affaires proche de Jacques Chirac qui viennent d'être mentionnés dans le rapport des inspecteurs américains en Irak, le 6 octobre, parmi les bénéficiaires présumés des largesses de Saddam Hussein. A eux tous, l'ancien régime aurait promis un total de 83 millions de barils, selon la liste extraite des archives de la société nationale pétrolière irakienne, la Somo (State Oil Marketing Organisation), et dévoilée en janvier par le magazine irakien *Al-Mada*.

L'homme d'affaires s'appelle Patrick Maugein, et préside depuis cinq ans une société pétrolière à Londres (Soco), après avoir écumé le Moyen-Orient et l'Afrique, comme intermédiaire et trader. Le cabinet du ministre de l'Economie et des Finances, Nicolas Sarkozy, a démenti être à l'origine des investigations fiscales. Cette éventualité ne manquerait pas d'ailleurs d'être interprétée comme un véritable crochepied aux chiraquiens, dans un climat de précampagne présidentielle déjà assez tendu. «Son nom est indissociable de celui de Chirac», résumait l'ex-PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent, dans un livre, en 2001.

Gratifier. Dans leur rapport, les inspecteurs américains ont souligné leurs fortes présomptions d'une corruption par le régime de Saddam Hussein de «personnalités susceptibles d'influencer le gouvernement français» moyennant des dotations pétrolières. Chiffrées en millions de barils, ces «allocations» décidées entre Tarek Aziz et Saddam Hussein



Raffinerie de Belji, au nord de Bagdad, en juillet 2001.

devaient être soumises à l'agrément de l'ONU, dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture. A charge pour eux de les commercialiser.

Sur les listes irakiennes, Maugein bénéficiait d'un crédit de 25 millions de barils. L'un de ses actuels associés, Rui de Souza, dirigeant de la société Toro Energy à Monaco, est gratifié de 11 millions de barils. Ibex, une microscopique société basée à Paris apparentée au même réseau, bénéficiait d'un volume théorique, mais considérable, de 47,2 millions de barils. «Ibex était utilisée comme un écran», précise à Libération un ancien partenaire

un contrat pour Thomson Cargo. Sise dans un petit bureau, avenue des Champs-Élysées, Ibex est la première visée par le fisc. «On essaie de nous utiliser comme boomerang contre les Pasqua, les Maugein. Mais nous ne sommes pas dans cette histoire, qu'on nous laisse tranquilles, a déclaré à Libération Jean-Paul Cayre, patron

d'Ibex, qui a confirmé l'enquête fiscale. On a eu des allocations pétrolières, mais on n'en a utilisé que 4 sur 47.» Ibex risque d'avoir du mal à convaincre le fisc. Son dispositif offshore dissimulé aux Bermudes est

«Maugein est considéré par les Irakiens comme une passerelle vers Chirac.»

Les inspecteurs américains en Irak, pour le rapport Duelfer

de Maugein, José Antonio Jiménez. Actionnaire dès 1984 d'une de ses sociétés parisiennes, Jiménez, en litige avec lui pour des commissions impayées, est allé en 1999 en Guinée-Equatoriale avec le patron d'Ibex Jean-Paul Cayre rendre visite au président Obiang pour le compte de Maugein. L'équipe, qui aurait agi en concertation avec l'Elysée, négocie des concessions pétrolières mais revient à Paris avec

apparu au grand jour en 2001. L'Essex, un cargo battant pavillon libérien, avait été surchargé de 230 000 puis 270 000 barils non déclarés à l'ONU, selon son capitaine, Théofanis Chiladakis. En violation de l'embargo. C'est Ibex qui emportait le pétrole pour 1,8 million de barils. «Nous n'étions pas responsables, explique Cayre. C'est l'affréteur, Trafigura, qui a fait ce que nous

appelons du surlifting (surcharge de cargaison) sur notre contrat.» Le patron d'Ibex dit avoir créé ses sociétés aux Bermudes «avec des Irakiens». Irakiens et Américains s'entendent à faire de Traffigra - basée

aux Pays-Bas - une société de Maugein. Selon ce dernier, seul son frère Philippe en a été le consultant. L'intermédiaire se dit étranger à tout trafic. Il a expliqué à la presse qu'une raffinerie italienne dont il est l'ac-

tionnaire à Mantoue avait, légalement, acheté du pétrole irakien. Cette livraison (13 millions de barils) a été identifiée par les inspecteurs américains qui signalent, sans pouvoir le confirmer, que «Maugein est

considéré par les Irakiens comme une passerelle vers Chirac». Aujourd'hui, Maugein a déplacé son centre d'activité à Londres. Mais Ibex reste son talon d'Achille parisien. ◆

K.L.

Unable to cast a vote, Iraqis give their view

They discuss who they support in U.S.

By James Glanz and Edward Wong

BAGHDAD: When it comes to the impact of the U.S. election on the lives of ordinary people, Iraq might as well be the ultimate battleground state.

Nearly everyone here has a stake, from contractors and day laborers who work for the U.S. military, to mujahedeens with a quite different agenda. And nearly all of them have an opinion on the cosmic question of the day: Kerry or Bush?

The difference here is that unlike the citizens of Wisconsin or New Mexico, whose lives will be affected by the outcome of the U.S. election, Iraqis will not be able to vote Tuesday. But while their prime concerns are shaped by the particular straits that their own country is in, people from one end of Iraq to the other have an impressive grasp of the main issues at play. A typical Iraqi could easily hold his or her own in a political discussion in the aisles of a Wal-Mart.

Just like the average resident of Des Moines, Iowa, the dozens of Iraqi citizens in Baghdad, Mosul, Karbala, Mahmudiya and Falluja who were interviewed for this article understand that the outcome of the elections may not have an instant

impact on them. But Iraqis also know that in the long run, the choice that American voters make Tuesday is likely to be enormously influential for the future of their country and their day-to-day lives — probably to a far greater degree than for John and Jane Q. Public who go to the polls across the seas.

For every difference between the counties of Montana and the provinces of Iraq, though, there is a similarity: In Iraq as in America, the election is too close to call. And in a way that would seem not at all out of place in those superstore aisles, a fair proportion of the opinion here is overwhelmingly partisan and delivered with absolute certainty.

"If I had enough money," said Razzaq al-Asadi, a worker in the holy city of Karbala, "I would have built a statue for President Bush in one of Baghdad squares to express our gratitude for ending Saddam's era."

The Iraqi partisans for Senator John Kerry are no less sure of themselves, although many of them — much as in the United States — seem motivated as much by a deep dislike of President George W. Bush as by affection for his challenger.

"We all know that Bush is vicious,"

said Mohammad Sharif, an electrical engineer in the northern city of Mosul.

"I hope that Kerry has enough intelligence to run things in the right way," Sharif said, adding that what Iraq needed was "a bright guy to deal with the problems and not someone like Bush."

If Iraq were a swing state like Iowa or Florida, a possible danger sign for Bush here would be the number of people who seem to have shifted their allegiance away from his camp since the invasion toppled Saddam Hussein last year.

Saad Shakir Tawfiq, a nuclear scientist in Baghdad who was under virtual house arrest for years under Saddam, said that he reacted to the fall of the regime with euphoria. Then, as the streets of his city became deadlier by the week, his views on Bush began to change. "If I

was an American I would definitely vote against him," Tawfiq said.

Tawfiq said that the U.S.-led conflict in Iraq had been "mismanaged from top to bottom." As long as Iraqis avoided criticism of Saddam and his family, they could survive on the streets of the old regime, even at night, he said. Now, Tawfiq said, "We lost everything. Everything is worse to me."

While Tawfiq may not be a typical political animal here — his sister is a Kerry fund-raiser in Cleveland — his sentiments are echoed widely.

"I'm very grateful to Bush and his administration and what they've done for Iraq," said Kamel Chadirji, a ministry official in Baghdad. "All my life I will be grateful to him. But I will vote for Kerry," he said, inadvertently speaking as if he really could go to the polls on Tuesday and cast his vote.

To be sure, there are deep pockets of support for each candidate in Iraq, just as there are in America. The fortress-like green zone on the western shore of the Tigris River in Baghdad, for instance, with thousands of Iraqis who make their livelihoods working directly for the Americans, is a Bush bastion.

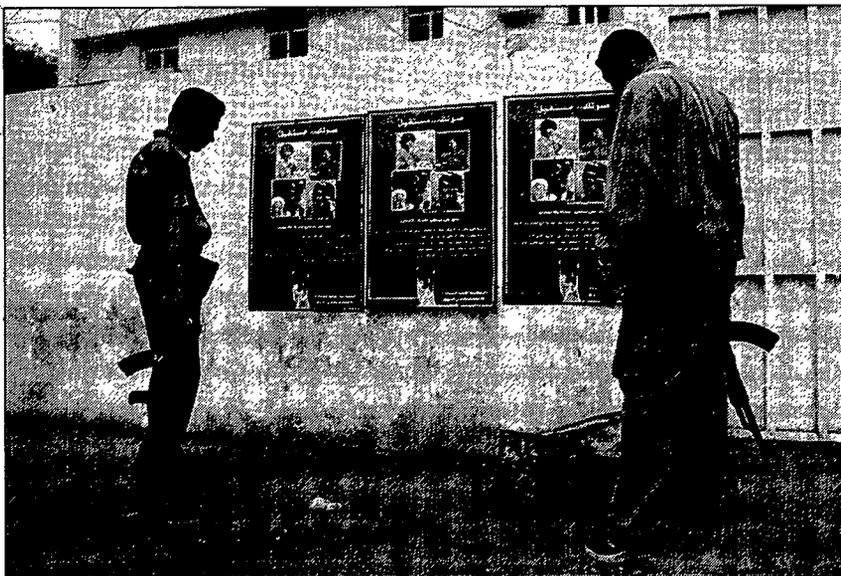
Areas that are on the other side of the American military's guns, like Falluja, are a different story.

Sheik Khalid al-Jumaili, the chief negotiator representing the people of Falluja in talks aimed at averting an imminent U.S.-led invasion of the city, at first said that either outcome "will not change our sufferings and concerns," asserting that both candidates would do what was in the best interest of Israel.

Then he thought better of that view. "If there is the slightest possibility of a change in the policy in Iraq, then we pray to God that Kerry wins," Jumaili said. "We have suffered enough and we need a change in policies."

The New York Times

International Herald Tribune
November 2, 2004



Khalid Mohammed/The Associated Press

Security guards in Baghdad looking at posters promoting Iraq's national elections. Registration for the vote, which will take place in January, began on Monday.

Le président français n'a pas assisté au déjeuner organisé à Bruxelles avec le chef du gouvernement irakien

L'Europe accueille Allaoui, Chirac le boude

LE FIGARO SAMEDI 6 - DIMANCHE 7 NOVEMBRE 2004

Bruxelles : de notre correspondante Alexandrine Bouilhet

Jacques Chirac s'est encore singularisé, hier, à Bruxelles. Le président français n'a pas participé au déjeuner organisé par la présidence néerlandaise de l'Union en l'honneur d'Iyad Allaoui, le chef du gouvernement intérimaire irakien. Tous les autres chefs d'Etat et de gouvernement européens étaient présents. Jacques Chirac a laissé son ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, le représenter, préférant s'envoler, de son côté, pour les Emirats arabes unis, pour assister aux funérailles du vieux cheikh Zayed.

Son attitude n'est pas passée inaperçue. A l'heure où l'Europe tente d'afficher un visage uni face à la crise irakienne, en apportant son aide à la reconstruction, elle a donné, une fois de plus, l'image d'un continent divisé et mal à l'aise. Iyad Allaoui fut le premier à regretter l'absence de Chirac, qu'il n'a même pas pu voir en aparté. Pour dissiper tout malentendu, le président français a annoncé

qu'il avait invité le président irakien à venir à Paris. Précaution d'usage, qui n'a pas dissipé les soupçons de boycottage de la France à l'égard du nouvel Irak.

Après s'être entretenu en tête à tête avec Allaoui, Tony Blair a regretté l'attitude frileuse de la vieille Europe. « Allons de

l'avant ! a-t-il supplié. En Irak, et aux Etats-Unis, il y a une nouvelle réalité : travaillons avec cette réalité ! George Bush est là pour les quatre prochaines années, (...) il est important que nous travaillions avec les Américains et bien sûr avec le gouvernement irakien pour apporter la stabilité à l'Irak. »

Ce discours réaliste a été repris par le président en exercice de l'Union, Jan Peter Balkenende : « Tous les Etats membres sont d'accord : les Irakiens ont besoin d'un Etat stable. Ils ont besoin de l'aide de la communauté internationale et de l'Europe. Et l'Europe doit le faire dans l'unité. » Malgré le contentieux passé, l'Union européenne a assuré Allaoui de son soutien moral et financier. Elle a promis

30 millions d'euros pour l'organisation des élections en janvier prochain, une somme qui vient

s'ajouter aux 300 millions d'euros d'aide humanitaire. Les Vingt-Cinq ont également offert leur appui au rétablissement de l'Etat de droit, proposant une contribution à la formation de la police, de la justice et de l'administration locale. « Et cela ne s'arrêtera pas là », a assuré le président de l'Union, qui se rendra à la conférence internationale de Charm el-Cheikh le 23 novembre.

Accueillant cette offre poliment, le chef du gouvernement irakien a expliqué que ce qui se passait dans son pays « concernait le monde entier ». Comme

George W. Bush, il a replacé la situation en Irak dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, estimant qu'il était « dans l'intérêt de l'Europe » de participer à ce combat planétaire.

Après l'Espagne, la Hongrie et les Pays-Bas ont annoncé le retrait prochain de leurs troupes. « Cela aura des conséquences négatives, cela va encourager les terroristes », a-t-il regretté.

FINANCIAL TIMES FRIDAY NOVEMBER 5 2004

Allawi angers France by calling on war 'spectators' to help rebuild Iraq

By George Parker in Brussels

Iyad Allawi, Iraq's interim prime minister, yesterday angered France by urging "spectators" of the war to become involved in the rebuilding of his country.

Mr Allawi's remarks, apparently aimed at anti-war countries such as Germany and France, came on the eve of his arrival at a European Union summit in Brussels.

They caused offence in Paris and Mr Allawi will not today be able to make his peace with Jacques Chirac, French president, who had previously announced that he would leave the summit early today, before the Iraqi leader arrives.

"To the countries which up to now have been spectators I turn to them and ask for their help to create a better Iraq in the future," Mr Allawi said yesterday on a visit to Italy.

Standing alongside Silvio Berlusconi, the Italian prime minister who backed the war in Iraq, he said: "We are determined to

return to the international community and that the international community draws closer to Iraq."

Bernard Bot, the Dutch foreign minister, who last night hosted a dinner in Brussels on behalf of the Dutch EU presidency, said Mr Allawi had "angered some in Paris". "I think that the language used was not the most felicitous,

rial in the United Arab Emirates for its late leader, Sheikh Zayed bin Sultan al-Nahayan.

Mr Allawi is in Brussels to press the EU to increase its aid effort. He is expected to be rewarded with an additional €16.5m to help prepare for next year's elections.

The aid brings the total election support to \$1.5m euros, and

ment of a democratic and stable Iraq.

"The substantial election assistance that we will be presenting to prime minister Allawi is part of a package which demonstrates, once again, the EU's commitment to helping Iraq build for a more peaceful future."

Hungary said on Wednesday that its 300 troops would be withdrawn from Iraq by the end of March 2005, and Poland intends to scale back its forces.

■ Jose Manuel Barroso, the incoming president of the European Commission, yesterday announced a revised line-up of his 24 member commission a week after he had been forced by the European parliament to scrap his original team.

Franco Frattini, Italy's foreign minister, will replace Rocco Buttiglione, the country's earlier nominee, as the commissioner responsible for justice and security portfolio.

'To the countries which up to now have been spectators I turn to them and ask for their help to create a better Iraq in the future'

and we will certainly say something about it," he said.

Aides to Mr Chirac denied his decision to leave the summit early was a snub to Mr Allawi, who had earlier upset Paris by saying France's opposition to the war in Iraq would not spare it from terrorist attack.

Mr Chirac's office said he had to leave early to attend a memo-

the total EU contribution to Iraq in 2003-4 to almost 320m euros.

But European assistance for the rebuilding of Iraq is dwarfed by the US contribution, and some EU members are anxious to scale down their presence in the country.

Chris Patten, EU external affairs commissioner, said: "Elections are crucial to the develop-

ELECTIONS 2004

LE FIGARO JEUDI 4 NOVEMBRE 2004

Condamné à tenir ses promesses, George Bush devrait, au cours de son second mandat, poursuivre une politique volontariste d'engagement sur le terrain

Sortir par le haut du guêpier irakien

Thierry Oberlé

Les Américains parviendront-ils à stabiliser l'Irak ? S'il relève le défi, George W. Bush aura remporté une victoire cruciale dans le pari mal engagé de la construction d'un nouvel ordre au Proche-Orient. S'il échoue, le président américain aura plongé une partie du monde islamique dans un trou noir. Avec, au terme d'une sanglante guerre civile, le risque d'une partition de l'Irak.

Condamné à tenir ses promesses, le président devrait poursuivre une politique volontariste avec un fort engagement sur le terrain. Avec quelque 140 000 GI déployés et déjà plus de 1 100 soldats américains tués, Bush ne peut se permettre de reculer, ni de temporiser. Il est contraint de prendre des initiatives pour ré-

tablir un niveau de sécurité suffisant afin d'organiser le plus rapidement possible des élections crédibles.

Le scrutin serait l'aboutissement du processus de transfert de la souveraineté aux mains des Irakiens, enclenché avec la passation en juin dernier du

pouvoir à un gouvernement intérimaire. L'Irak disposerait alors d'un gouvernement légitime susceptible d'être reconnu par la communauté des nations. Il resterait ensuite à lever une armée nationale fiable pour quitter progressivement le guêpier.

Ce scénario idéal se heurte aux dures réalités irakiennes. Face au climat de violence, la tenue d'élections dès janvier prochain paraît très aléatoire. A Bagdad, les attentats à la voiture piégée et les enlèvements d'étrangers et d'Irakiens se succèdent à un rythme toujours aussi frénétique. Sans qu'appa-

raisse le moindre signe d'un renversement de tendance. Dans les régions chiïtes, la présence américaine est vécue comme une occupation de moins en moins supportable. Dans le triangle sunnite, les insurgés tiennent la ville symbole de nombreuses bourgades devenues des petits émirats autonomes sous la coupe de chefs de guerre tribaux, d'extrémistes religieux et de voyous.

Il faudrait, pour pouvoir organiser un scrutin, obtenir une trêve. Mais qui choisir comme interlocuteur pour né-

gocié ? Les nationalistes ? Les islamistes ? Les internationalistes en provenance des pays voisins ? Les partisans d'al-Qaïda ?

L'autre solution, pour la puissance américaine, est de reconquérir militairement les fiefs abandonnés à la guérilla. Elle nécessite une guerre totale

avec, après le départ des populations civiles, la perspective de combats destructeurs à Faludja.

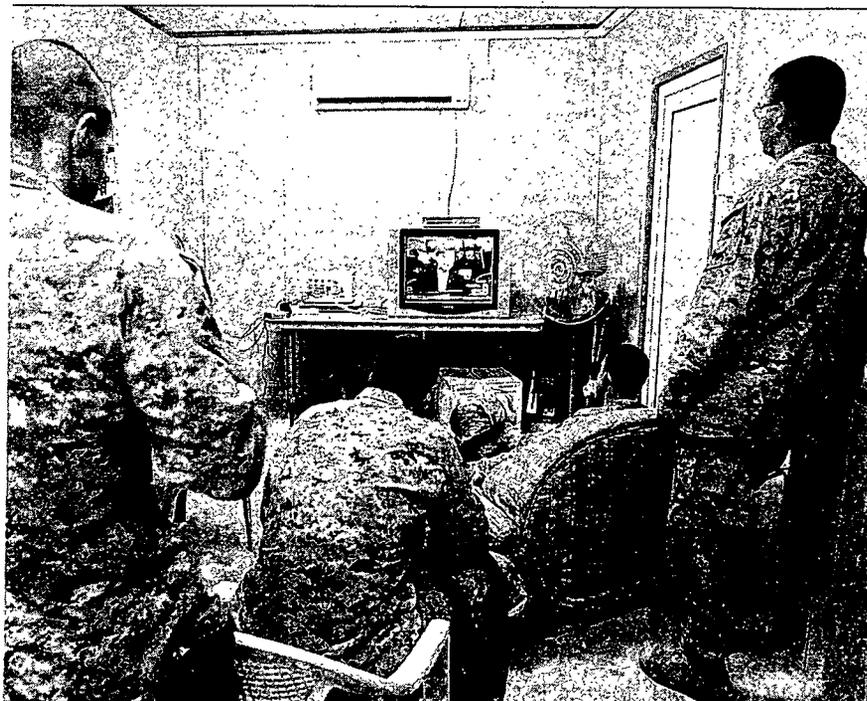
Incertaine, l'option de l'escalade fermerait la porte à une aide accrue de la communauté internationale. Or Bagdad souhaite l'envoi de forces arabes et musulmanes pour garantir le bon déroulement du scrutin. Prévue le 22 et 23 novembre à Charm al-Cheikh, en Egypte, une conférence internationale doit en principe servir de test permet-

tant de dire si George W. Bush et les alliés traditionnels des Etats-Unis désirent réellement dépasser leurs divergences pour coopérer au rétablissement de la stabilité de l'Irak.

Le rendez-vous devrait réunir le gouvernement du premier ministre Iyad Allaoui, ses voisins, l'Egypte, les pays du G 8 ainsi que des représentants des Nations unies, de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Paris et Berlin, deux contributeurs potentiels importants, n'ont pas l'intention de s'impliquer dans le bourbier de manière significative.

Dans les régions chiïtes, la présence américaine est vécue comme une occupation de moins en moins supportable

Quant à la trentaine de pays membres de l'actuelle force multinationale en Irak, elle semble dans son ensemble plus favorable à un désengagement d'un conflit imposable dans les opinions publiques qu'à l'envoi de troupes supplémentaires. Plus que jamais l'Amérique de Bush devra avant tout compter sur elle-même.



Des soldats américains s'informent des derniers résultats de l'élection présidentielle. George Bush, tout juste réélu, devra composer avec une recrudescence de la violence en Irak pour organiser les élections de janvier prochain. (Photo Eliana Aponzo/Reuters.)

Allawi appeals to France and Germany for help

By Ian Fisher

ROME: Iraq's interim prime minister, Ayad Allawi, appealed Thursday to what he called the "spectators" in the war in Iraq — specifically France and Germany — to become more involved in creating peace and prosperity there, particularly through greater economic investment.

Allawi also said he had no doubts about the commitment of newly re-elected President George W. Bush to the American military presence in Iraq.

"We know that the United States is committed," he told a small group of reporters Thursday. "The fight is really not only for Iraq. We are fighting on behalf of the world. We are fighting evil forces and terrorists all over."

"We believe that the United States will maintain course in supporting Iraq until the Iraqi forces are capable of handling threats and facing the challenge," he added.

Allawi stopped briefly in Rome on the eve of what is expected to be a major assault on the Iraqi insurgents' stronghold in Falluja and on his way to Brussels to ask for more help from skeptical European leaders. He is scheduled to meet there with the French president.

Jacques Chirac, and Chancellor Gerhard Schröder of Germany, both strong critics of the war in Iraq, in what could be an early test of any changing positions in Europe after Bush's re-election.

Even as Hungary announced Thursday that it would withdraw its 300 troops from Iraq by the end of March, the Italian prime minister, Silvio Berlusconi, repeated his pledge to keep 3,000 Italian troops deployed there.

"Those who tell us to bring our soldiers out of Iraq, the Italian government would have to say, 'Well, then we should pull them out of all countries where we have soldiers,'" Berlusconi told reporters in Rome, according to Reuters. "That obviously is something that cannot be."

He was referring to the roughly 10,000 Italian troops deployed on peacekeeping missions, mostly in the Balkans.

Allawi also met in the Vatican with Pope John Paul II. In a short statement read by an aide, the pope did not repeat his own opposition to the war in Iraq.

"I wish to encourage the efforts made by the Iraqi people to establish democratic institutions which will be truly representative and committed to defending the rights of all," the statement read. He also voiced support for Iraq's dwindling Christian population, the target of coordinated bombing attacks last summer.

In his comments aimed at "spectator"

nations, Allawi said his intent was not to be critical, but to gain as much support as possible to make a stable and democratic Iraq a reality.

"We know there were countries that were against the war in Iraq," he told reporters. "But we have to look to the future and to forget the past."

As American warplanes continued striking Falluja — amid the buildup to an expected broader military effort to control the city, which is the center for the anti-American forces in Iraq — Allawi took pains to draw the distinction between terrorists inside Falluja and the city itself.

"We don't have any intentions to attack Falluja, but we do have intentions to strike positions of instability inside Falluja," he said, likening the operation to similar ones in the cities of Najaf and Samara, and the Baghdad slum of Sadr City, which succeeded in bringing some order to those places.

But Falluja, a hard-line Sunni Muslim city where it is believed many foreign terrorists are based, has presented a thornier problem: Last spring, American officials decided not to mount a full-scale attack on Falluja, for fear of further stoking anger against the U.S. military presence in Iraq.

The New York Times

International Herald Tribune
November 5, 2004

Le premier ministre irakien reçu par les 25 en absence de M. Chirac

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a quitté le sommet européen de Bruxelles, vendredi 5 novembre, avant le déjeuner de travail qui réunissait les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne avec le premier ministre irakien, Iyad Allaoui. Officiellement, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il ne fallait pas y voir une intention particulière mais qu'il souhaitait se rendre à Abou Dhabi pour présenter ses condoléances après la mort du président des Emirats arabes unis, cheikh Zayed Ben Sultan, avec lequel il entretenait des relations amicales.

Au lendemain de la réélection du président George Bush, cette décision n'est toutefois pas passée inaperçue. La France, qui a sur l'Irak une position tranchée par rapport à la politique américaine, entend continuer de peser, avec l'Allemagne, pour un règlement politique supposant le retrait des forces de la coalition. Malgré les exhortations du premier ministre britannique, Tony Blair, à tenir compte de la réalité américaine après les élections et le souhait des

Européens de trouver une position commune avant la conférence internationale qui doit se tenir, les 22 et 23 novembre, à Charm El-Cheikh, Paris signale ainsi qu'il ne change pas de ligne.

M. Chirac n'avait aucune raison, de toute façon, d'avoir des égards pour le premier ministre irakien, qui n'a jamais raté une occasion de critiquer sévèrement la politique française. Installé dans ses fonctions par les Américains, Iyad Allaoui n'a cessé, depuis la prise en otages des deux journalistes français, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, et de leur chauffeur syrien, de jeter de l'huile sur le feu.

ESCALE À ROME

Mardi, le ministre français des affaires étrangères, Michel Barnier, avait vertement répliqué à M. Allaoui, qui avait à nouveau accusé la France de « vivre dans le passé » et d'avoir « le complexe des deux otages français ». « Dans la situation dramatique où se trouve l'Irak », chacun, à commencer par le premier ministre de ce pays, « a

mieux à faire que des polémiques de cette nature », avait-il dit.

Juste avant d'arriver à Bruxelles retrouver les dirigeants de l'UE, le premier ministre irakien a fait une escale à Rome, où il a été reçu par le pape Jean Paul II. Il y a également rencontré le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, l'un des plus fermes soutiens en Europe de la politique américaine. A l'issue de ces entretiens, il a réaffirmé sa défiance à l'égard de ceux qui ne soutiennent pas la même ligne, déclarant qu'il souhaitait profiter du sommet européen pour s'adresser « aux pays qui se sont contentés d'un rôle de spectateur, pour leur demander leur soutien ».

Le propos a embarrassé la présidence néerlandaise de l'Union, qui avait pris l'initiative, cet été, d'inviter M. Allaoui devant le Conseil européen. Cette initiative, à laquelle la France n'avait pas voulu s'opposer, avait néanmoins été moyennement bien accueillie à Paris. le ministre néerlandais des affaires étrangères, Bernard Bot, s'est montré critique à l'encontre du chef du gouvernement irakien.

« Je pense que les termes utilisés ne sont pas les plus heureux et nous allons certainement dire un mot à ce sujet ce soir », a déclaré à la presse M. Bot, peu avant l'ouverture du sommet européen. Il a souligné que les Européens avaient l'intention de « discuter avec M. Allaoui de l'avenir et pas trop du passé ». « C'est le message que nous allons lui délivrer », a-t-il ajouté.

Les ministres européens des affaires étrangères, qui se sont réunis jeudi soir, s'étaient entendus en début de semaine sur les propositions d'aide à l'Irak qui seraient transmises à M. Allaoui, et qui reflètent un consensus a minima. Elles portent notamment sur une enveloppe financière de 30 millions d'euros supplémentaires pour la préparation des élections de janvier 2005 en Irak. Par ailleurs, une équipe d'experts sera chargée de préparer l'envoi d'une mission qui aidera, au lendemain du scrutin, à la mise en place de l'appareil administratif, policier et judiciaire.

Henri de Bresson

6 NOVEMBRE 2004

Le Monde

Newsweek

NOVEMBER 9, 2004

Turkey

Slouching to Brussels

It's one thing to pass more liberal laws. It's another to enforce them. A progress report on the path to Europe.

BY OWEN MATTHEWS

EREN KESKIN MAY NOT LOOK like a battle-hardened fighter, with her towering beehive hairdo and Cleopatra eyeliner. But the walls of her dingy legal office in downtown Istanbul are filled with mementos from 20 years of bitter courtroom battles with the Turkish state—some won, most lost, both as attorney and as defendant. There's a photo of a lawyer beaten to death by police in 1994. There's an award from a German human-rights group for championing the cause of Kurdish women. But the walls are for history. The future is on her desk, the paperwork of the battles yet to be fought. In pride of place, a sheaf of fresh court summonses charging Keskin with treasonably insulting the state. "Free speech?" she says with a sigh. "Europe may think Turkey has changed. I haven't seen it much in practice."

Cases like these, pitting crusading lawyers like Keskin against Turkey's established order, are the test of how far the recent overhaul of Turkey's old, repressive legal system really goes. In September Turkey's Parliament voted in a liberalized penal code, with more than 450 new articles designed to guarantee freedom of expression, eliminate police torture and bolster the rights of minorities. The result was applause from the European Commission, which recommended that the European Union start accession talks with Ankara. At home, the reception has been more reserved. "The old laws were designed to protect the state against its citizens," says one civil-liberties lawyer in Istanbul, Gulseren Yoleri. "The new laws give the impression of protecting the citizens against the state."

Note his use of the term *impression*. So far, the reality is proving rather different. Lawyers and defendants alike complain that neither judges nor prosecutors understand the letter—or, more importantly, the spirit—of the new laws. Mehmet P., 26, sits in the foyer of Istanbul's Heavy Penalties Court awaiting a hearing for being a member of an illegal leftist organization. "I complained to the prosecutor that what I had done was not a crime anymore," he says. "He said, 'Does it mat-

ter what article we use if you are guilty?'"

Thousands of people are still in jail for crimes that no longer exist. One of them is Hakan Albayrak, a journalist imprisoned last year for writing a poem critical of Turkey's founding father, Kemal Ataturk. Another is Fatih Colak, a radio-show host jailed earlier this year for criticizing the state's ban on Islamic headscarves in school. Then there are the 70 or so antiwar protesters arrested during the June NATO



COURTING DISASTER? The penal code may have changed, but the system has yet to catch up

summit and not yet brought to trial. Turkey may be showing a modern face to the EU, says Keskin, but many people are still being convicted for crimes of conscience—which under the European-inspired reforms is no longer supposed to happen. "The new laws are just the old ones," she explains, "rephrased and renumbered."

Just last week, Keskin herself received a court summons on charges of "insulting the Turkish state" under the "reformed" and supposedly defunct Article 312 of the country's criminal code. Her alleged crime: giving a speech in Cologne in 2002 detailing the plight of 206 mostly Kurdish women claiming to have been sexually abused by Turkish soldiers. "Turkey claims to Europe

that opinion is no longer a crime," says Jonathan Sugden of Human Rights Watch in London. "That simply isn't true."

There are some promising signs of change. Courts have released more than 400 prisoners held under the former laws. The Supreme Court of Administration has also started pumping out liberal rulings, overturning the expulsion of university students for demanding Kurdish-language lessons (now a legal right) and upholding the right of parents to give their children Kurdish names. Scrutiny from Europe is also helping to speed change. EU observers are following several cases as tests of the new order, including one in which Kurdish refugees are suing the state for evicting them from their homes in the 1990s. All this leaves judges less leeway to cleave to old ways. "There's a lot of inertia in the system," says Selattin

Demirtas, a human-rights lawyer in the southeastern city of Mardin. "Change is going to be slow unless Brussels keeps up the pressure."

Ultimately, Turkey has more to lose than face if it fails to make its paper reforms a reality. Corrupt and incompetent courts are cited as a major reason for chronically low foreign investment, and Turkey's old political class still remains untouchable, as witnessed by a series of recent court decisions exonerating rich and well-connected villains from the reach of the law. Turkey's courts have been given a chance to prove themselves, before Europe and their own people. They have yet to pass the test. ■

Allawi puts Iraq under martial law

All-out attack on rebels in Falluja looms as U.S. troops capture area on city's edge

By Edward Wong

BAGHDAD: Prime Minister Ayad Allawi declared martial law across most of Iraq on Sunday, as American and Iraqi troops made final preparations for an all-out assault on the insurgent stronghold of Falluja.

A small patch of territory on the edge of the city was captured in an assault by U.S. troops late on Sunday, The Associated Press reported. An insurgent medical aid station was captured in the attack and several people were taken prisoner, the news agency added.

The U.S. command had said earlier that American soldiers had "isolated Falluja" and that all traffic in and out of the city had been halted, adding that U.S. forces were "finishing final preparations for an assault on Falluja."

Allawi's decision on martial law came as Iraq was facing a surge in deadly guerrilla attacks and is the first time the sweeping powers, drafted in a law in July, have been put into effect.

The state of emergency will last for 60 days throughout all of Iraq except for the northern Kurdish region and will allow Allawi's office to issue orders imposing curfews, conducting house-to-house searches and detaining people suspected of being security risks.

"We declared it today and we are going to implement it whenever and

wherever it is necessary," Allawi told reporters inside the fortified compound that houses the headquarters of the interim Iraqi government. "This will send a very powerful message that we are serious."

The law gives Allawi the power to order extensive surveillance of people and communications, and to monitor or suspend the activities of civic groups or businesses believed to have criminal ties. The prime minister can impose cordons on areas and limit freedom of movement and of assembly for those suspected of crimes. He also has the power to freeze the financial assets of criminal suspects.

Allawi said he would give more details at a news conference scheduled for Monday. Once it becomes clear what exactly he wants to put into effect, American-led forces will be deployed to help enforce the law, a senior American military official said in an interview in Baghdad on Sunday. That could include operating more checkpoints and increasing patrols.

Though Allawi has tried hard to cast himself as a strongman since taking office, Iraqi confidence in the interim government has plummeted in recent months as the insurgency in Falluja and elsewhere has gained in strength and lethality. On Sunday, guerrillas staged attacks that left at least 37 people dead

across the country, showing they could seize the initiative even as American-led forces geared up for their offensive in Falluja and the city of Ramadi, 48 kilometers, or 30 miles, to the west.

About 10,000 U.S. troops, mostly marines, were massed outside Falluja, 65 kilometers west of Baghdad, where thousands of insurgents have dug in behind barricades and streets lined with roadside bombs and other ambush devices. American and Iraqi officials say Falluja and Ramadi must be subdued before the elections scheduled for January so that residents can participate freely in the polling and bolster the legitimacy of the outcome.

Early Sunday, American forces continued heavy aerial bombardments and artillery shelling of parts of Falluja, with explosions lighting up the night sky. The attacks were intended to weaken the defenses that the guerillas had built up in anticipation of the coming battle, a senior military official said.

It has become clear that the insurgents will try to channel the American troops along certain routes as they enter the city, routes that are heavily booby-trapped with hidden bombs and could be rife with snipers, the official said.

When asked by reporters whether he had ordered the offensive to begin, Allawi said: "The window is closing, absolutely," he said. "We can't wait indefinitely."

Allawi said that he had imposed the state of emergency only after getting the approval of his cabinet and the office of the president, Sheik Ghazi al-Yawar.

At dawn Sunday, insurgents armed with bombs and Kalashnikov rifles raided three police stations and killed at least 21 people in the far west of the rebellious Anbar Province, which encompasses Falluja and Ramadi, said Colonel Adnan Abdul-Rahman, an Interior Ministry spokesman.

In an attack south of Baghdad, he said, guerrillas gunned down three officials from Diyala Province as those officials were driving to the funeral of a colleague who had been assassinated.

Insurgents dressed as policemen also abducted a dozen Iraqi National Guardsmen on their way home to the southern holy city of Najaf and murdered them all, The Associated Press reported, citing an official in a prominent Shiite political party.

Several powerful explosions shook the capital Sunday afternoon. One came from a car bomb that detonated near the city-center home of the finance minister, Adil Abdel-Mehdi, killing one of his guards and shattering storefronts along the street, said Haithem al-Hassani, an aide in the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a Shiite political party to which Abdel-Mehdi belongs.

A suicide car bomb near a Catholic church killed an Iraqi bystander and wounded a second, while two others in the western Baghdad area aimed at separate military convoys killed two American soldiers and wounded five, the military said. That brought to at least 1,125 the number of American

International Herald Tribune
November 8, 2004



Stefan Zaklin/European Pressphoto Agency

Lieutenant Colonel Peter Newell addressing his troops at a U.S. base near Falluja on Sunday, when the Iraqi government announced a state of emergency in the country.

troops who have died in the war.

The wave of attacks came a day after insurgents launched coordinated bomb and mortar attacks in Samarra and the surrounding area, killing at least 30 people, many of them Iraqi policemen. Those strikes demonstrated that a major American-led offensive last month

in Samarra, a "no go" zone for the Americans during much of the summer, had failed to rid the city of insurgents or secure key parts of town. The senior American military official said that a "resurgence" of the insurgency had taken place because there was "a lag in providing sufficient Iraqi police."

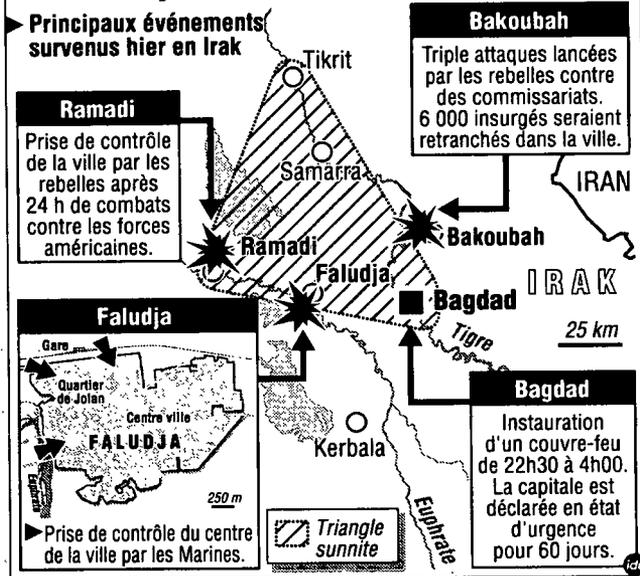
On Sunday, American troops began enforcing a round-the-clock curfew aimed at keeping all Iraqis off the streets of Samarra.

The New York Times

IRAK Moins de 24 heures après le début de l'offensive américaine sur la ville rebelle sunnite
Depuis un an, la ville est devenue une mini-république islamique qui attire résistants irakiens et « djihadistes » étrangers

La Mecque des moudjahidins

Les 4 noyaux durs du triangle sunnite



Charles Lambroschini

Faludja est laide. A 60 kilomètres au nord de Bagdad, La Mecque des moudjahidins, qui a été abandonnée par 80 % de ses 400 000 habitants, semble un immense désordre de cubes grisâtres tombés par hasard dans un virage de l'Euphrate.

Au carrefour d'Abou Zaid, l'avenue monumentale rêvée par Saddam Hussein, pour traverser tout le « triangle sunnite », de Bagdad jusqu'à Ramadi, ne rappelle en rien l'axe triomphal de Babylone qui inspira le « nouveau Nabuchodonosor ». A gauche, il y a une station service à moitié écroulée sous les coups de canon des chars américains ; à droite, le parking d'un marchand de voitures d'occasion où la plupart des véhicules sont ré-

duits à l'état de carcasses ; en face, les murs abattus par un avion de la mosquée El Mahavidi. Des hommes, le visage emmitoufflé dans un chèche pour se protéger du vent de sable, errent

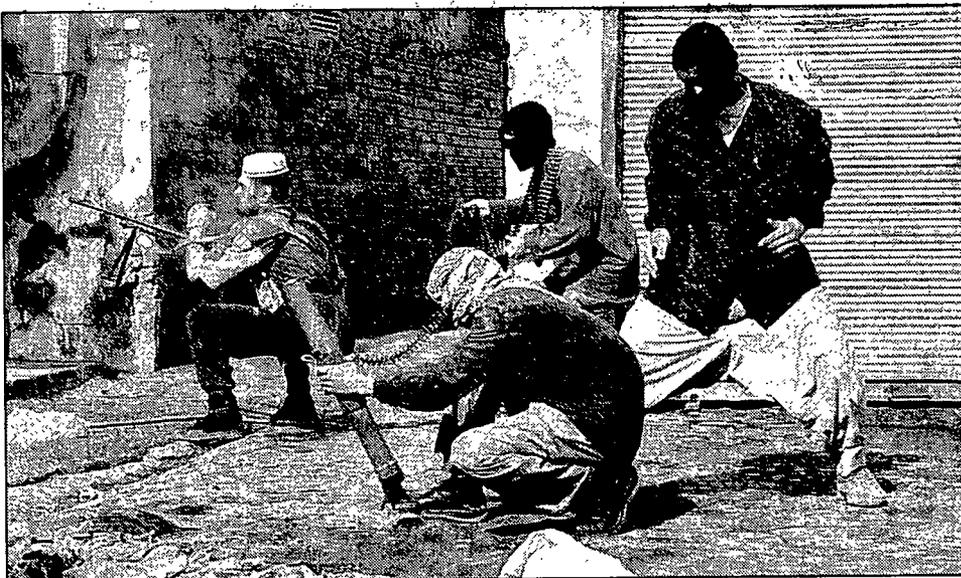
sans but. Quelques femmes mendient, un gamin accroché à leurs jupes toujours noires. En juillet dernier, Faludja offrait le spectacle déprimant d'une banlieue industrielle à la dérive.

Célébrée au temps des califes comme la Cité des mosquées, tant les minarets y étaient nombreux, la ville se veut aujourd'hui la « capitale de la résistance irakienne ». Depuis que, en avril, les marines, éprouvés par des pertes qui dépassèrent la centaine de morts, renoncèrent à leur offensive sur instructions du Pentagone, Faludja était devenue une enclave autonome. Les Américains parlent de 10 000 combattants qui se seraient embusqués au détour des ruelles ou cachés dans les ruines.

Aujourd'hui, l'assaut ordonné par George W. Bush fait l'unité de factions qui ont eu souvent plus de raisons de s'affronter que de coopérer. Le groupe techniquement le plus efficace est composé d'anciens soldats de Saddam renforcés par les demi-soldes du moukhabarat : le service de sécurité qui s'était ins-

piré de l'organisation du KGB. Comme le racontait en juillet au reporter du *Figaro* Maki Abdali un ancien officier reconverti en commerçant : « Lors de l'offensive d'avril, nous avons appliqué

les recettes qui nous étaient enseignées à l'Académie militaire. Nous avons laissé les marines rentrer tranquillement dans le quartier de Djoulan. Quand les Américains se sont rendu



Des combattants islamistes s'opposent à la progression de l'armée américaine dans les rues de Faludja. (Photo Bilal Hussein/AP.)

LE FIGARO MERCREDI 10 NOVEMBRE 2004

compte que nous les avions encerclés et qu'ils ne pouvaient plus faire marche arrière, c'était trop tard. Nous avons tiré dans le tas.»

Deuxième faction : les Irakiens religieux. Pour la plupart, il s'agit de « salafistes » dont l'objectif politique est de ramener le pays au temps du prophète. Contrairement à l'époque où, sous le règne de Saddam, le parti Baas avait prétendu séparer le Coran de l'Etat, ils ont imposé dans leur mini république islamiste le strict respect de la charia. Et tout espion supposé de l'armée américaine a la tête coupée devant la

population. Chaque unité est placée sous le commandement d'un émir qui compense son manque d'expérience de la guerre par la foi en Dieu. Cet été, l'imam Kassem Hamdallah, un soufiste, expliquait d'une voix douce : « Au moment où les chars américains allaient écraser nos moudjahidins, des cavaliers tout de blanc vêtus sont tombés du ciel. Ils ont foncé sabre au clair vers les blindés et bousculé l'ennemi tandis qu'une main invisible détournait le feu des canons vers les nuages.»

Enfin, les Américains doivent compter avec les djihadistes dont

l'origine est double. Il y a des Irakiens fanatisés par le message d'al-Qaïda : notamment les militants d'Ansar al-Suna, l'armée islamique, qui, au temps de Saddam, tenaient le maquis au nord de l'Irak, mais qui, craignant les représailles impitoyables du régime, s'attaquaient surtout aux Kurdes. Il y a aussi la fameuse « légion étrangère » de l'Islam : des hommes accourus à partir de l'été 2003, de tous les coins du monde arabo-musulman, pour livrer la nouvelle bataille contre les infidèles. Le plus connu est le Jordanien Zarqaoui dont la tête

est mise à prix 25 millions de dollars : aussi cher que Ben Laden.

Parce que leurs attentats aveugles tuent plus de civils irakiens que de soldats américains, les djihadistes sont très contestés par leurs propres alliés. Interviewé par *Le Figaro*, le général Ricardo Sanchez, alors patron des forces américaines, voyait dans cette divergence l'occasion d'une stratégie subtile : « Il faut convaincre les résistants de réintégrer la société. Mais, pour les terroristes, il n'y a pas d'autre choix que de les tuer »

First signs of Sunni backlash

Top political party and clerics signal unease over invasion

By Edward Wong

BAGHDAD: In the first major political backlash over the siege of Falluja, the country's most prominent Sunni political party said Tuesday that it was withdrawing from the interim Iraqi government, and the leading group of Sunni clerics urged Iraqis to boycott the elections.

The pronouncements signaled that popular protest against the American-led invasion, particularly among Sunni Arabs, is likely to grow in the coming days. They also raised questions about the possibility of holding successful elections in January and about the entire rationale for attacking Sunni-dominated Falluja. The coalition said its aim was to purge the city of insurgents so residents could freely take part in the elections and increase the legitimacy of the outcome.

The Sunni Arabs, a minority group removed from power with the toppling of Saddam Hussein, have expressed ambivalence about participating in the elections. American officials say it is crucial to the entire democratic enterprise — and to defeating the increasingly lethal insurgency — that they come on board.

The call for a boycott from the Muslim Scholars Association, a powerful group of Sunni clerics that says it represents 3,000 mosques, will almost certainly dampen voter turnout, but to

what degree is unclear.

"The clerics call on honorable Iraqis to boycott the upcoming election that is to be held over the bodies of the dead and the blood of the wounded in cities like Falluja," Harith al-Dhari, the group's director, said at an evening news conference in Baghdad.

Hours earlier, the group had issued a fatwa, or religious decree, ordering Iraqi security forces not to take part in the siege.

Just as ominous was the withdrawal of the Iraqi Islamic Party from the interim government. The party was a member of the Iraqi Governing Council set up by the Americans during the occupation and has been held up by American and Iraqi officials as a model of Sunni participation in the political future of the country. In recent weeks, its leader, Mohsen Abdul-Hameed, had been saying that he intended to take part in the elections.

"After the attack on Falluja, we decided to withdraw from the government, because our presence in the government will be judged by history," Hameed, a member of the interim National Assembly, said in a telephone interview early Tuesday. The move so alarmed the interim prime minister, Ayad Allawi, that he met privately with Hameed hours later. But the party stuck to its position, and an aide said in the afternoon that it was not absolutely certain that the group would take part in the elections.

"We haven't decided to withdraw from the elections," said the aide, Ayad al-Samarrai. "We're still going forward with the process."

"But it will all depend on the general situation in Iraq," he said.

Adding to the growing tension, Moktada al-Sadr, the popular Shiite cleric who has led two uprisings against the Americans, said through a spokesman that the "attack on this city is an attack on all the Iraqi people," and that Iraqis must not help the American forces in the invasion.

Last April, as the marines made their first ill-fated assault on Falluja, Sadr ignited a bloody uprising in the south against the Americans and proclaimed

his support for the people of Falluja. Likewise, the leaders of Falluja said they backed Sadr's insurgency. That rare moment of cooperation between Sunni and Shiite guerrillas led to one of the greatest crises of the occupation.

American and Iraqi officials gave the green light for the Falluja invasion with the knowledge that it is a gamble. With only three months to go until elections for a 275-member national assembly, rebel-held territory must be brought under control, they say. It is imperative that Sunnis, the group at the heart of the insurgency, turn out in large numbers for the elections so they feel have a say and a stake in the future government, the officials argue.

But if the assault goes poorly or leads to a public outcry, then the Americans and the interim government could end up alienating Sunnis even more.

In April, disputed reports of civilian casualties in Falluja ignited protests across the Middle East and transformed the siege into a symbol of the evils of the occupation. Within days, three prominent Sunni politicians — Hachim al-Hassani, a deputy in the Iraqi Islamic Party; Sheik Ghazi al-Yawar, now the Iraqi president; and Adnan Pachachi, a former exile — threatened to resign from the Governing Council. Their threat helped push the Bush administration to halt the siege after four days.

Hassani, an economist who now heads the ministry of minerals and natural resources, said in an interview Tuesday that he had just resigned from the Iraqi Islamic Party because of the party's decision to withdraw from the government.

"Nobody is in favor of using force, but the problem is you need sovereignty over all the parts of Iraq," he said. "I haven't heard any party come up with a single suggestion that we can solve the problems in these places without using force."

The New York Times

Etat d'urgence déclaré dans tout l'Irak excepté le Kurdistan



RAMADI (Irak), 7 nov (AFP) - 13h33 - Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a décrété dimanche l'état d'urgence sur tout le territoire irakien, excepté le Kurdistan, pour 60 jours, alors que les forces de l'ordre irakiennes ont subi de lourdes pertes au cours des dernières 24 heures dans le centre de l'Irak.

"Après que le gouvernement eut épuisé tous les moyens (pour rétablir le calme), le Premier ministre Iyad Allaoui a décrété l'état d'urgence sur tout le territoire irakien, à l'exception du Kurdistan, pour une période de 60 jours", a affirmé à la presse le porte-parole de M. Allaoui, Thaër al-Naqib.

Il a expliqué que cette décision avait été prise pour permettre la tenue des élections prévues en janvier 2005.

Cette déclaration intervient alors que 21 policiers irakiens ont été exécutés de sang froid dimanche à l'aube par 200 hommes armés qui ont pris d'assaut deux postes de police à Haditha et à Haqlaniya, à 200 km à l'ouest de Bagdad, a indiqué un officier de police de la province.

"A Haditha, les assaillants ont désarmé les policiers avant de les rassembler et les abattre", a précisé cet officier. Ils ont emporté des armes et une quinzaine de véhicules avant d'incendier le poste et de prendre la fuite.

Le 23 octobre, dix-neuf policiers ont été tués dans un attentat suicide à la voiture piégée, qui visait l'académie de police de Baghdadi, localité proche de Haditha.

La province d'Al-Anbar, à l'ouest de Bagdad, dont Ramadi est le chef-lieu, est un foyer de la guérilla menée contre les troupes américaines et les forces de sécurité irakiennes.

Samedi, 26 policiers et gardes nationaux ont été tués par l'explosion de quatre voitures piégées et dans des attaques contre des postes de police à Samarra, à 125 km au nord de Bagdad. Des perquisitions minutieuses étaient menées dimanche dans la ville, où un couvre-feu était instauré.

Cette attaque a été revendiquée par le groupe de l'islamiste Abou Moussab al-Zarqawi, considéré par les Américains comme leur principal ennemi en Irak.

C'est d'ailleurs pour écraser son groupe que les forces américaines ont massé près de 20.000 hommes dans la région de Falloujah, dont 12.000 devraient participer à une offensive qui semble imminente, selon une source militaire américaine.

Quatre civils irakiens ont été blessés dans la nuit de samedi à dimanche lors des bombardements incessants de l'aviation et l'artillerie américaines, selon des sources hospitalières.

Des bombardements et des tirs se poursuivaient dimanche matin dans le quartier Askari, alors que dans le centre, les magasins étaient ouverts, a constaté le journaliste de l'AFP.

Un porte-parole militaire américain a confirmé que l'artillerie était entrée en action en début de matinée pour soutenir des unités à la périphérie de la ville qui venaient d'être la cible de tirs ennemis.

Des appareils américains ont pilonné à plusieurs reprises durant la nuit des objectifs à Falloujah, "détruisant de nombreuses caches d'armes", selon un communiqué militaire.

L'armée américaine a resserré depuis le 14 octobre son étai autour de Falloujah, en déployant des chars et en installant des barbelés. Un peu plus de la moitié de la population a fui la ville, qui compte entre 250.000 et 300.000 personnes.

Le reste du pays n'a pas été épargné par les violences.

Les corps de quatre Irakiens, travaillant pour l'armée américaine, ont été découverts criblés de balles à 40 km au sud de Kirkouk (nord), a-t-on appris de source policière.

Un soldat américain a été tué et un autre blessé dans une attaque visant leur convoi à l'ouest de Bagdad, a affirmé l'armée américaine.

Trois membres du Conseil suprême de la révolution islamique en Irakchiite) ont été tués vendredi à Latifiyah, au sud de Bagdad, alors qu'ils se rendaient à Najaf (centre) pour des funérailles, selon une source policière.

Enfin, une bombe a explosé au passage d'un convoi américain à proximité du principal barrage sur la route de l'aéroport de Bagdad, ont indiqué des témoins.

Deux rebelles kurdes tués lors d'affrontements dans le sud-est de la Turquie



ANKARA, 19 nov (AFP) - 15h55 - Deux rebelles kurdes ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie, a rapporté vendredi un fonctionnaire local cité par l'agence de presse Anatolie.

Les combats ont eu lieu dans une zone rurale de la province de Batman alors que les forces de sécurité menaient une opération contre les rebelles kurdes séparatistes l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel), a affirmé le gouverneur de la province, Haluk Imga.

Les militaires turcs ont retrouvé des fusils d'assaut AK-47, des munitions et des explosifs dans la cache où ont été abattus les deux rebelles, a ajouté M. Imga, qui a mentionné que l'un d'eux était étranger mais n'a pas précisé sa nationalité.

Depuis qu'il a mis fin, en juin, à un cessez-le-feu décrété unilatéralement après la capture de son chef Abdullah Ocalan en 1999, le PKK a multiplié les affrontements de faible intensité avec l'armée turque.

Lessons from Iraq ■ By Kenneth M. Pollack

America needs a plan for dealing with Iran

WASHINGTON Twenty-five years ago, several hundred Iranian students seized the U.S. Embassy in Tehran, taking marines and diplomats hostage, and leaving Americans fuming and asking, "Why do they hate us?" Now, as the Bush administration prepares for its second term, Iran is again at the top of the agenda, and America seems equally clueless as to how to approach it.

So how does the United States come up with a coherent plan for Iran? A good place to start would be by analyzing the smart moves and the many mistakes America made over the last 14 years with another member of the so-called axis of evil: Iraq. There are some obvious similarities between the goals and methods of these two countries, and Iran learned a great deal from Iraq's efforts to deceive the international community about its weapons programs. If America is to meet the challenge from Iran, there are four main lessons to be learned:

Beware the siren song of easy regime change. Throughout the 1990s, many Americans claimed that Saddam Hussein's regime was so hated by the Iraqi people that merely committing U.S. foreign policy to regime change, arming a small band of insurgents and perhaps providing them with air support would be enough to topple the government. In the end, of course, it required a full-scale ground invasion to do so, and even the size of that effort has proved inadequate.

Similarly, there is good evidence that most Iranians want a different form of government, but there is little evidence that they are ready to take up arms against their rulers. Most Iranians simply don't want to go through another revolution. While Iranians on the whole are probably the most pro-American Muslims in the region, they are also fiercely nationalistic. Given the U.S. experience in Iraq, America should assume that Iranians would resist any effort by America to interfere in their domestic affairs.

A diplomatic solution is far preferable to a military one. Though the problems America faces in Iraq today would likely be argument enough against invading another Middle Eastern state, there's another reason to hold off on attacking Iran: the United States does not have a realistic military option there. U.S. troops are spread thin, and Iran's Revolutionary Guards could mount a far more potent military insurgency than the rebels in Iraq.

Nor do strategic air strikes on nuclear targets seem like a viable alternative. One lesson Iran learned from Iraq was to widely disperse its nuclear facilities, duplicate them, hide them and harden them. Today Washington does not know enough about Iran's nuclear network to know if a widespread air campaign could even set it back significantly, while America doubtless would face retaliation from Iran in the form of terrorist attacks and an all-out clandestine war by Iranian agents in Iraq.

A multilateral approach can produce results where a unilateral course may fail. The key element in Saddam's decision to give up his nonconventional weapons programs — or at least put them on ice — was the willingness of the French, Russians and Chinese to agree, in the wake of the Gulf War, to a system of inspections and economic penalties built around the idea that sanctions would remain as long as the inspectors kept finding elements of the regime's illegal weapons programs.

The problem came over the next decade, as these countries repeatedly broke ranks with America and Britain and the pressure on Baghdad abated, allowing Iraq to defy the inspectors and siphon billions of dollars from the

United Nations oil-for-food program. By 2003, the perfidy of Iraq's friends on the Security Council was so apparent that it seemed likely Saddam would soon accomplish his goal of having the sanctions lifted or seeing them collapse.

America's dealings with Iran have shown similar tendencies. During the 1990s, the United States tried to change Iranian behavior by cutting off all commercial relations. It was a policy that was all sticks and no carrots. While these sanctions did accomplish important secondary objectives, like limiting Iran's military build-up, they failed to have much impact on the country's pursuit of nuclear weapons or support for terrorism. On the other hand, Europe and Japan pursued a policy of nothing but carrots: providing boatloads of aid and trade in the hope that it would somehow convince Tehran to behave itself. Of course, it did nothing of the kind.

To force real changes by the mullahs — and give them a reason to slow or halt their nuclear program — the United States and its allies are going to have to agree to a multilateral approach that combines carrots and sticks. That means being ready to reward positive steps that Iran might take — including greater access to nuclear sites and diminishing support for terrorism — with immediate trade benefits, while simultaneously imposing tough sanctions for each step it takes in the wrong direction.

It's worth recalling that over the past 15 years Iran has backed down in the face of multilateral sanctions. In 2003, for example, the International Atomic Energy Agency revealed that Iran had a program for uranium enrichment. Convinced that the Europeans and Japan were serious about punishment, Iran agreed temporarily to suspend the program. Not surprisingly, once the European threat faded, the program was restarted immediately.

One of the goals of a balanced approach should be to convince Iran to accept a robust inspection program with a legitimate threat of sanctions to back it up. Here as well, the experience with Iraq shows that such a system would have a good chance of succeeding with Iran. Of course, the difference is that with Iraq, Security Council resolutions authorized comprehensive inspections, imposed draconian sanctions and permitted, under certain circumstances, the use of force.

With Iran today, there is only the Nuclear Nonproliferation Treaty — a voluntary measure that allows inspectors to look only where the country allows them to look, does not actually prohibit the development of fissile material and carries only the vague threat of unspecified sanctions if the Security Council can agree on them. Only a coherent strategy among the United States, Europe and Japan will bring Iran to heel.

It is much easier for America to get its allies on board for punitive measures if it decides well in advance what will set them in effect. In its dealings with Iraq in the 1990s, America learned that the toughest negotiations were with its allies, not its adversary. Only once have the United States and Britain been able to convince their allies to back their demands that Saddam disarm — in 1991, at the end of the Gulf War.

After that, the international inspectors and the security services of many countries repeatedly caught the Iraqis cheating, lying, smuggling prohibited goods, undermining the sanctions and otherwise violating their pledges time and again. But we were never again able to come to any agreement at the Security Council to sanction Iraq — let alone those countries that were violating the resolutions on Iraq.

The same pattern is even more likely to hold true for Iran, where the Europeans, Japanese, Russians and Chinese all do a great deal of business. This is why the threat of "referring" Iranian violations of the nonproliferation treaty to the Security Council is not much of a threat — it is unlikely that the Security Council will summon the courage to impose meaningful penalties on Tehran.

Instead, we have to lay down clear red lines that, if Iran chooses to cross them, would automatically set off pre-established multilateral sanctions. The violations could include Iran's deciding to resume production of uranium hexafluoride, a compound used in enriching nuclear fuel for weapons; starting new enrichment operations at the Natanz centrifuge facility; importing additional enrichment technology; constructing new enrichment or plutonium extraction plants; testing ballistic missiles that could carry nuclear warheads; and refusing to stop mining uranium domestically.

Looking at the Iraq example, the bottom line for Iran is that America has to act now, while it still has some options left that might persuade the mullahs in Tehran to slow or halt their nuclear program. But America must get its allies on board immediately, and get commitments in writing from them should Iran go back on its word in the future. The last thing we want to do three or five or 10 years from now is to be bickering at the Security Council while Iran joins the nuclear club.

A diplomatic solution is far preferable to a military one.



Herald INTERNATIONAL Tribune

November 10, 2004

Kenneth M. Pollack is director of research at the Saban Center for Middle East Policy at the Brookings Institution and the author of the forthcoming "The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran and America."

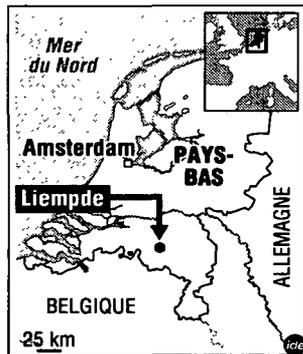
LE FIGARO SAMEDI 13 - DIMANCHE 14 NOVEMBRE 2004

PAYS-BAS

Démantèlement d'un camp terroriste du PKK

Laure Mandeville

Encore sous le choc de l'assassinat du cinéaste Theo Van Gogh par un Néerlandais d'origine marocaine apparemment lié à un réseau terroriste international, les Pays-Bas ont assisté, hier, avec stupeur, à l'interpellation de 29 personnes sur un camping situé à proximité de la bourgade de Liempde dans le sud-est des Pays-Bas. Le village de hungalows servait à « préparer à la lutte armée du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, rebaptisé Kongra-Gel) en Turquie, en commettant des actions terroristes », a expliqué le Parquet national, précisant que neuf autres suspects avaient été arrêtés dans le pays. L'annonce a créé une onde de choc au pays des tulipes et de la



tolérance, puisqu'il s'avère qu'il a été possible de mener des activités paramilitaires illégales au beau milieu de la campagne hollandaise, sans que les services de renseignement ne s'émeuvent vraiment.

Selon le journal du soir *NRC Handelsblad*, les services de renseignement AIVD ont toujours affirmé par le passé qu'il

n'existait pas de centres de formation à la guérilla du PKK. Ils reconnaissent seulement que des cours d'histoire étaient donnés en différents points du territoire néerlandais, expliquant ne pas avoir d'informations selon lesquelles le PKK aurait dévié de ces activités pacifistes.

« Nous avons des indications selon lesquelles les participants (NDLR : au camp entraînement) auraient été envoyés en Arménie à la fin de leur formation pour participer aux actions du PKK », a pourtant indiqué le Parquet hier. Le PKK étant sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, les personnes interpellées seront accusées de terrorisme. Par le passé, cette question du PKK avait déjà créé des tensions entre la Turquie et les Pays-Bas, accusés d'être trop conciliants.

Officiellement, l'opération coup de poing menée par les forces de l'ordre néerlandaises est l'aboutissement d'une enquête commencée il y a un an et n'est donc pas liée à l'assassinat de Van Gogh. Mais ces nouvelles informations ne manqueront pas d'alimenter la polémique sur les faiblesses du système policier hollandais, qui fait rage depuis quelques jours.

Jeudi soir, l'affaire Van Gogh a donné lieu à un débat parle-

mentaire agité, au cours duquel nombre de députés se sont interrogés sur les responsabilités du ministère de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur Remkes, issu du parti libéral VVD, a été pris à partie par des membres de sa formation, soucieuse de présenter à ses électeurs une image musclée sur le front de l'antiterrorisme. Une réforme de l'action des services de renseignement néerlandais est de plus en plus à l'ordre du jour.

Selon le quotidien suisse *Le Temps*, qui cite le ministère de l'Intérieur espagnol, l'assassin présumé de Theo van Gogh, Mohammed Bouyeri, un Marocain Néerlandais de 26 ans, aurait été en contact direct avec le chef présumé d'une cellule terroriste en Espagne, Mohammad Achraf, soupçonné d'avoir projeté un attentat à Madrid contre la principale instance pénale espagnole. Le groupe de Bouyeri serait par ailleurs lié au Marocain Abdelhamid Akouad, détenu en Espagne et accusé d'être impliqué dans l'attentat islamiste de Casablanca, en 2003.

International Herald Tribune
November 13-14, 2004

Dutch authorities arrest 38 in antiterrorist raids

From news reports

AMSTERDAM: The Dutch authorities arrested 38 people in a series of raids, including one on a camp suspected of training Kurdish guerrillas for "terrorist attacks" in Turkey, prosecutors said Friday.

About 200 police officers swooped into locations across the southern Netherlands, including a farmyard campsite in the village of Liempde, where they seized night-vision equipment, instructions, passports and a gun, prosecutors said in a statement. "Around 20 people were receiving training to prepare them for the armed struggle of the PKK in Turkey, including terrorist attacks," prosecutors said.

The PKK, or Kurdistan Workers Party, has been fighting for 20 years for a Kurdish homeland in southeastern Turkey, a conflict that has killed more than 30,000 people, mostly ethnic Kurds.

Prosecutors said the recruits were

learning about "waging a special war" in training that was "dedicated to PKK martyrs." They added that there were indications the group would be sent to join PKK militants in Armenia.

The European Union classifies the Kurdistan Workers Party as a "terrorist organization."

A prosecutors' spokesman said there was no connection between the raid and investigations into suspected Islamic militants following the murder of the Dutch filmmaker Theo van Gogh. "This was a result of a yearlong investigation," the spokesman said.

The officials said that 29 people were arrested at the campsite alone, including 23 suspected PKK members, among them five women. The police searched 10 homes and detained another eight people elsewhere. Another suspect was arrested at Schiphol Airport in Amsterdam on Thursday.

Prosecutors said the suspects had given their nationality as Kurdish, but

that they were probably Turkish nationals. Prosecutors also said three men and a woman, bound for the Middle East after training at the camp, had been arrested at Schiphol two weeks ago.

Dutch prosecutors also said Friday that they suspected that two men arrested in a raid in The Hague were "planning a murder attack." The two men, Dutch nationals aged 19 and 22, were arrested after a standoff with the police on Wednesday.

The Netherlands has been on a state of high alert since van Gogh was killed on Nov. 2 by a suspected Islamic militant. The murder has prompted a spiral of revenge attacks on mosques, churches and religious schools. (Reuters, AFP)

Après cinq jours de combats, l'armée américaine a affirmé hier contrôler la quasi-totalité de la ville rebelle

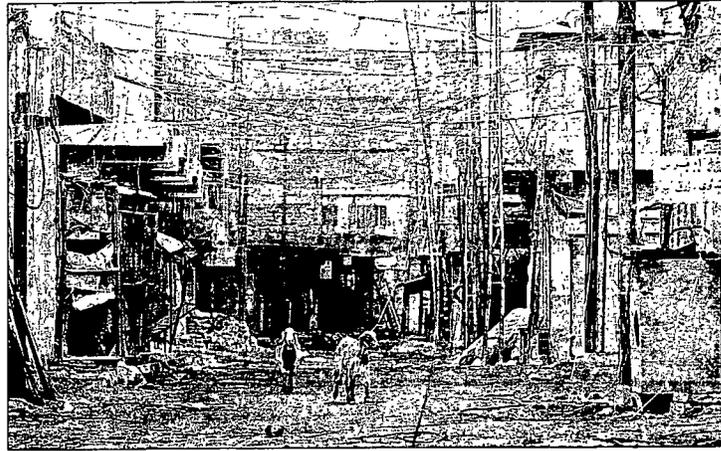
Faludja sous contrôle des marines

L'armée américaine a affirmé hier contrôler avec les forces irakiennes 80 % de Faludja, située à 50 kilomètres à l'ouest de Bagdad et dont l'assaut a débuté lundi. Le président américain lors d'une conférence de presse commune avec le premier ministre britannique Tony Blair, hier à Washington (lire page 3), a souligné qu'il ne prévoyait pas de relâchement rapide de la situation en Irak.

Dans le même temps, le général John Sattler, qui commande le corps expéditionnaire des marines en Irak, annonçait que 22 soldats américains ont été tués et 170 autres blessés depuis lundi et affirmait qu'environ 600 rebelles avaient été tués. Côté irakien on indiquait, hier, que 5 soldats avaient été tués et 40 autres blessés cette semaine.

Faludja est sous contrôle « mais il faudra un certain temps avant de (la) sécuriser », a nuancé un officier américain. Dans les quartiers sud notamment, des rebelles résistent, retranchés dans des immeubles. Au nord-est de la capitale, un hélicoptère américain Black Hawk a été abattu.

Les forces irakiennes à Faludja ont indiqué avoir arrêté 15 étrangers, dont 10 Iraniens et un francophone. 151 combattants étrangers au total auraient été capturés depuis le début de



Le nombre de victimes civiles restait incertain hier à Faludja, désertée dès avant l'assaut par la plupart de ses 300 000 habitants.

l'assaut. Hier soir, des responsables irakiens ont par ailleurs déclaré négocier la reddition d'environ 300 personnes recluses dans une mosquée de la ville, sans préciser s'il s'agissait de civils ou de rebelles.

La guérilla semblait de son côté vouloir ouvrir un autre front à Mossoul, dans le nord du pays. Des groupes de rebelles armés patrouillent autour des principaux bâtiments publics alors que les troupes américaines, qui

contrôlaient jusqu'à jeudi soir quatre des cinq ponts de la ville se sont retirées après avoir été bombardées au mortier dans la nuit. Mais un porte-parole militaire à Mossoul, Angela Bowman, a nié que la ville ait échappé au contrôle de la coalition, précisant que la force multinationale s'était retirée des ponts « à la demande du gouvernorat » pour permettre aux fidèles d'aller assister à la prière du vendredi.

Dans une autre ville du nord, Baiji, située à 200 kilomètres au nord de Bagdad, de violents accrochages ont opposé hier des rebelles à des policiers et des membres de la garde nationale. Toujours au nord, 4 civils irakiens ont été tués à Tikrit, à 180 km au nord de Bagdad, lorsqu'une charge a explosé au passage de leur voiture.

Introuvable à Faludja, Abou Moussab al-Zarqaoui, l'allié du chef d'al-Qaïda, est réapparu hier sur Internet dans un enregistrement sonore pour appeler à la résistance dans le bastion sunnite. Il a appelé « les héros en Irak (...) à venir au secours » des combattants à Faludja et à « brûler le sol sous les pieds des envahisseurs ».

La Hollande, l'un des alliés de la coalition anglo-américaine, a indiqué hier qu'elle retirerait ses 1 300 soldats postés en Irak sous commandement britannique, en mars 2005. Plus de 8 500 soldats britanniques sont déployés en Irak aux côtés de 140 000 soldats américains. (AFP)

De nombreux cadres de la guérilla sunnite, dont al-Zarqaoui lui-même, s'y seraient repliés

Menace d'ouverture d'un second front à Mossoul

Arbil (nord de l'Irak) :
Delphine Minoui

Après plusieurs semaines de violence sporadique dans les rues de Mossoul, la guérilla a révéélé, mercredi, sa force au grand jour, en prenant d'assaut un commissariat de police et en s'attaquant à un groupe de la Garde nationale. La veille, le gouverneur de la ville avait annoncé la fermeture des ponts qui

mènent au centre et déclaré le couvre-feu.

« Mossoul constitue une menace de taille pour la stabilité du nord de l'Irak. Elle s'apprête à devenir le deuxième Faludja. Ça risque même d'être pire et de déborder sur le Kurdistan, jusqu'ici épargné », s'inquiète un officiel kurde d'Arbil, qui préfère garder l'anonymat. L'homme en sait quelque chose. Deux voitures bourrées d'explosifs, en provenance de Mossoul, et destinées à mettre fin à ses

jours, ont récemment été interceptées à temps, près de son bu-

lions d'habitants, située près des frontières turques et syriennes.

D'anciens officiels baasistes, de retour d'un exil éclair en Syrie, ont pris les armes contre les forces américaines, aux côtés des islamistes. Le dirigeant kurde d'Arbil affirme avoir « la preuve que d'importants commandants moudjahidins de Faludja se sont réfugiés depuis un bon moment à Mossoul, en pré-

vision de l'offensive américaine sur le bastion sunnite ». Les services de renseignements kurdes disent également détenir des informations selon lesquelles le terroriste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui se serait, en personne, réfugié à Mossoul.

« Les terroristes qui opèrent à Mossoul sont les mêmes qu'on trouve à Faludja », commente Kosrat Rasoul Ali, membre du bureau politique l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), basé

à Sulamaniya, à l'est d'Arbil. Depuis l'opération de nettoyage des montagnes du Kurdistan, menée par les pechmergas, et supervisée par les forces spéciales américaines, en mars 2003, entre cent et deux cents membres d'Ansar al-Islam, présumé lié à al-Qaïda, auraient trouvé refuge à Mossoul. Il y a trois semaines, deux d'entre eux ont été tués, et leur troisième compagnon arrêté, alors qu'ils s'apprétaient à lancer des roquettes sur Arbil. Connus pour leur proaméricanisme, les Kurdes sont en effet une cible idéale de la guérilla. Mossoul est de nature compliquée et agitée. A côté d'une majorité d'Arabes

nationalistes, la ville héberge d'importantes minorités kurdes, turkmènes et chrétiennes. A cela, s'ajoutent des réseaux islamistes, qui opéraient déjà dans la clandestinité sous Saddam Hussein.

A la chute du régime, des batailles de rues avaient éclaté. Aujourd'hui, ce sont 8 500 soldats de la 25^e division d'infanterie qui assurent le contrôle de Mossoul, aux côtés des forces de sécurité irakiennes. Mais les doutes se multiplient sur une possible infiltration de la police locale et de la Garde nationale par la guérilla.

Les habitants vivent avec la peur. Des posters collés sur les murs de la ville appellent les

hommes d'affaires locaux à ne pas travailler pour le compte des Américains. A l'entrée de l'université, des tracts imposent aux jeunes étudiantes chrétiennes de porter le foulard pendant la période du ramadan. « Mes cousines n'osent plus sortir dans la rue », raconte Eva Kasoc, une étudiante chrétienne, dont la famille habite à Mossoul.

« Nous avons commencé à envoyer des troupes en renfort à Mossoul », confiait en fin de semaine dernière le premier ministre irakien, Iyad Allaoui. D'après le quotidien irakien *Azaman*, une nouvelle police secrète est désormais opérationnelle à Mossoul pour traquer les

membres de la guérilla. Au cours de ces derniers jours, les forces américaines et irakiennes ont également mené des raids dans certaines mosquées, suspectées de cacher des armes.

Mais la bataille de Mossoul, comme celle de Faludja, risque d'exacerber le sentiment nationaliste et les velléités de vengeance. « Les habitants de Mossoul ont un sens du patriotisme très prononcé. Le combat armé est une réaction légitime à l'humiliation provoquée par les Américains, lorsqu'ils arrêtent nos oulémas et qu'ils envahissent nos mosquées », prévient Talaat al-Wazaan, leader d'un parti nationaliste de Mossoul.

Falluja battle costs Allawi support

By Edward Wong

BAGHDAD: As Ayad Allawi, Iraq's interim prime minister, starts to position his party for the coming national elections, rising public denunciation by prominent Iraqi groups of the invasion of Falluja has put his political support at risk when he needs it most.

Allawi will almost certainly run for one of the seats in the 275-member Assembly in the January elections. In preparation, he and other politicians in his party, the Iraqi National Accord, have begun jockeying to form coalitions to secure as many votes as possible.

But depending on the outcome in Falluja, Allawi, 58, could find himself without a significant political ally. Even if the battle ends quickly and without a large number of civilian casualties, Allawi, by ordering the invasion, has affirmed his image as an ardent supporter of the U.S. presence in Iraq. That itself is enough to keep other politicians from wanting to be linked to him.

"The Allawi government has full responsibility for whatever happens in Falluja," said Redha Jowad Taki, a senior official in the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite party. "Support for the government has been eroding since last summer. It had big backing among the people then, but it's failed to deal with gangs of terrorists, and that has led to the loss of support."

Further, public condemnation of Allawi's role in the offensive has come from a wide band of Iraq's political

Invasion affirms image as U.S. backer

spectrum.

The leading group of Sunni clerics, the Muslim Scholars Association, singled out Allawi for criticism last week when it called for a boycott of elections to protest the offensive.

"The Iraqi clerics place on the government of Ayad Allawi the entire legal and historical responsibility for what Falluja is going through, which is genocide at the hands of the occupiers," said Harith al-Dhari, the association's leader. The group's denunciation of the Falluja invasion comes as no surprise, since it has always supported the Sunni-led insurgency.

What is likely to do more political harm to Allawi, who is a Shiite, is the fact that Shiite leaders also are condemning the invasion. Shiites make up at least 60 percent of Iraq's population and are the largest voting bloc.

The most powerful Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, said through a spokesman on Friday that the security issue should be solved through peaceful means.

Representatives of Moktada al-Sadr, the rebel Shiite cleric, are calling on Iraqis not to take part in the offensive. "Don't stain your hands with Iraqi blood," an aide to Sadr, Sheik Abdul Hadi al-Daraji, said at a Baghdad mosque on Friday.

The pressures on Allawi have in-

creased enormously over the week, with his backing of the American forces now costing him personally as well as politically. On Tuesday, insurgents kidnapped a first cousin, the cousin's wife and a daughter-in-law.

There are Iraqis, especially Shiites and Kurds, who do support the Falluja invasion, which is aimed at wiping out resistance from Sunni insurgents. The problem is that with elections coming up, even those supporters are likely to publicly denounce the offensive no matter what they really think, because siding with the U.S.-led forces could lose them votes. So Allawi finds himself increasingly alone in the political arena.

Allawi became testy when asked at a news conference last week whether his decision to invade Falluja would deepen a divide among Iraqis, but he tried to portray his decision as one with immense popular support.

"I think there is a misperception on your part," he said to a reporter. "There is a division between the Iraqi people and the terrorists. We are after terrorists. We are not after anyone else."

Even if Allawi had never ordered an invasion of Falluja, his party might have had a tough time finding political allies. It is secular, in an increasingly religious country. Also, it crosses sectarian lines as Allawi is Shiite, but many senior officials are Sunnis.

The New York Times

Robert F. Worth contributed reporting from Falluja and Eric Schmitt from Washington.

DAMJAN DE KRNIJEVIC-MISKOVIC and NIKOLAS GVOSEV

Kurds should not let language deepen divisions

After more than a decade of de facto independence, Iraq's Kurds are readjusting to living with their Arabic-speaking countrymen. After the Iraq war, the international community made it clear that a common Iraqi destiny is the only way forward. There will be no partition of Iraq. To their credit, Iraq's two main ethnic-Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, have accepted this reality.

But a disturbing trend has arisen: few young Kurds speak Arabic. Instead, they learn English as their second language. English may be the *lingua globalica* but Arabic remains the *lingua regionala*. In a generation's time, most Iraqi Kurds will no longer be able to communicate with their compatriots.

Linguistic separation opens the door for the dissolution of a panoply of other shared political, social and economic interests. Within a generation, Iraq's Kurds may see no justification for continuing a political and economic union with Iraq's Arabic-speaking populations, triggering a crisis with profound implications for the stability of the greater Middle East.

An event in the mid-1970s in the Balkans illustrates the importance of finding a way to correct the linguistic challenge facing Iraq. In 1974, the university of Pristina was established as an independent institution of higher learning. This meant Kosovo's young Albanian elite no longer had to go to Belgrade for a college education. They no longer had to communicate in Yugoslavia's predominant language, and they no longer mixed with future political and business leaders from other parts of Yugoslavia.

Certainly, the tyrannical policies of Slobodan Milosevic helped advance the Kosovo crisis and the Albanian dream of self-determination but one cannot overlook the linguistic separation that helped lay the foundation for conflict. Finding common solutions to the problems of Kosovo has been made more difficult as people cannot directly communicate with one another.

And it is not accidental that the rise of the terrorist Kosovo Liberation Army, which rejected efforts to find a negotiated solution for Kosovo within the framework of Yugoslavia, coincided with the coming of age of Kosovo Albanians unable to speak Serbo-Croatian.

Today's Iraq is different from contemporary Serbia and its southern province of Kosovo but it is indisputable that the loss of a common frame of reference in a volatile region makes forging a common future a more difficult enterprise. Consider Cyprus, where 1974 was also a fateful year. The

Fluency in Arabic is not a betrayal of Kurdish culture but a reality where Arabic is the first tongue of 80 per cent of the population

island was divided as a result of civil war along ethno-linguistic lines (a southern Greek zone and a northern Turkish one).

In spite of several valiant efforts at reunification, including one by the UN secretary-general Kofi Annan, the two sides remain unable to reconcile. While the elderly leaders of both sides speak each other's languages, their successors do not. The likelihood of the island unifying decreases even further with the passing of this generation.

No one suggests Iraq's Kurds sacrifice their culture for the sake of the unity of Iraq, as has been the failed Kurdish policy of Iraq's neighbour, Turkey. But experience tells us forging a common future in states with no democratic past and a history of conflict is difficult enough even when the parties share a tongue - witness Bosnia.

Iraq's Kurds might take a lesson from America's Hispanic community, which retains a thriving Spanish-language culture (the US has the world's fifth largest Spanish-speaking population) but strongly supports fluency in English for its members. In some surveys of Latino immigrants, nearly all indicated they wanted their children to learn to read and write English "perfectly".

This growing and diverse community of Americans understands that its future in the US lies in forging a common enterprise with fellow citizens of different backgrounds. The key to success in the US is the ability to speak English, the national language.

Iraq's Kurds must understand that fluency in Arabic is not a betrayal of their culture but a reality in a state where Arabic is the first tongue of more than 80 per cent of the population. Assigning constitutional status to the Kurdish language is to be encouraged to the degree that Iraq's Kurds understand the absolute necessity for them to take part in national life and the forging of a common destiny.

Not speaking Arabic may be a point of national pride for young Kurds. While no one suggests that Arab Iraqis have not behaved in a ghastly way towards Iraq's Kurds, choosing to embrace their resentments and not their interests is to move forward into Iraq's past. If Iraq's Kurds reject geopolitical reality, they will relegate themselves to second-class citizenship. They will have no one to blame but themselves.

Damjan de Krnjevic-Miskovic is a former managing editor at The National Interest and fellow in European studies at The Nixon Center. Nikolas Gvosdev is the executive editor of The National Interest and a senior fellow in security studies at The Nixon Center.

Quand les dunes de Biville prennent un air de Turquie

Depuis le début de la semaine dernière, le cinéaste kurde Suayip Adlig tourne dans la région des scènes de son film « Seredan ». Ce week-end, le décor était planté dans les dunes de Biville.

« Quel bonheur d'être turc » Le slogan se découpe en lettres capitales sur le flanc de la colline, comme le « Hollywood » des hauteurs de Los Angeles. Quand le regard descend, il accroche un car, arrêté à un poste de contrôle militaire. « Action ! » entend-on, prononcé à l'anglaise. Dans le car, une femme se fait invectiver par un officier. Il prend ses papiers, semble douter de leur authenticité, pousse la femme vers l'extérieur. On lit la peur sur son regard. Tandis que le bus démarre, une autre femme, restée assise, ferme les yeux. Elle se prénomme Xecê. Et elle redoute d'autant plus ces militaires qu'elle-même a été arrêtée, torturée, violée. Pour échapper au déshonneur que subit sa famille, elle tente de quitter la Turquie, pour rejoindre son frère en Grande-Bretagne, pour une nouvelle vie... « C'est bon ; plan suivant », annonce Guillaume Pese, l'assistant de Suayip Adlig. Plusieurs cadrages de la scène de l'arrestation vont encore se succéder. Mais nous ne sommes pas en Turquie. C'est dans les dunes de Biville que le cinéaste kurde a planté son décor ce week-end, poursuivant un tournage engagé en début de semaine (1).

Seredan raconte le destin croisé de cinq Kurdes, obligés de quitter la Turquie, l'Irak, l'Irak ou la Syrie en raison des persécutions dont ils ont été l'objet. Des persécutions que pour le film, ils vont revivre comme autant de flash-back.



Suayip Adlig avec des membres de son équipe : les premières journées de tournage ont été très denses.

« Tout est basé sur des faits réels », insiste Suayip Adlig. « Des femmes kurdes violées comme Xecê, on estime qu'il y en a eu environ vingt mille, même si quatre cents seulement ont osé en parler. »

Ces scènes de viol et de torture, l'équipe de *Seredan* les a tournées dans les sous-sols de l'ancien hôpital maritime. Un décor suffisamment inquiétant pour figurer les geôles turques. Dans un appartement HLM de l'agglomération, Suayip Adlig a reconstitué l'appartement de Selehedin, l'un des personnages clés du film, dont le père est joué par François Barthier.

Qu'ils soient kurdes ou chérbourgeois, les comédiens et les figurants jouent gracieuse-

ment, afin de permettre au film d'exister. Les frais engagés par Suayip Adlig concernent surtout la location de matériel de tournage, d'accessoires et de costumes.

Après une semaine, le tournage devait s'interrompre hier soir, faute de financements. « J'espère une réponse favorable du conseil régional cette semaine. S'il s'engage effectivement, le conseil général et la communauté de commune de la Hague vont également m'aider. Le budget global du film, 1,4 million d'euros, ne sera pas bouclé pour autant, mais il va me permettre de terminer le tournage », observe Suayip Adlig. En croisant les doigts : il

a prévu encore six semaines de tournage.

En attendant, avec le concours d'Antoine Allain de la société de production audiovisuelle chérbourgeois Biplan-Image 3/4 qui le soutient depuis trois ans, il va visionner les rushes et effectuer un premier montage des scènes déjà tournées. « Elles feront partie intégrante du film, mais ce montage va m'aider à aller plus loin, notamment pour la recherche de partenaires. »

Jean LAVALLEY
Photos : Bertrand LEBAS

(1) « La Presse de la Manche »
du 10 novembre.



Une des scènes tournées hier dans les dunes de Biville : l'arrestation d'une femme par des militaires turcs, à l'occasion d'un contrôle routier.



Le regard de Xecê : comme elle, des femmes kurdes ont été torturées et violées. « Tout est basé sur des faits réels », insiste le réalisateur.

U.S. and Iraq retake Mosul police stations

Baathists are reported to target Kurds

By Thanassi Cambanis

MOSUL, Iraq: American and Iraqi troops reclaimed police stations Tuesday from the well-organized Baathist insurgency that has seized control of broad swaths of this sprawling northern city.

Even as U.S. soldiers shut the city's five bridges and swept both banks of the Tigris, a top Kurdish official in the city said a Baathist resurgence had spearheaded the uprising in Mosul, which was designed to distract American and Iraqi forces from Falluja.

According to Kurdish intelligence and captured insurgents, the Baath Party in Mosul has reconstituted itself and is coordinating attacks in Mosul against the Iraqi police and government as well as the Kurdish and Christian minorities.

'It went well.

All of the police stations were reoccupied — all of them.'

If true, the assertions by a senior Kurdish official, Sadi Ahmed Pire, mark a shift toward Baathist control of an insurgency so far dominated by fragmented nationalist groups, local sheiks and religious jihadi leaders.

Violence in Mosul also threatens to touch off ethnic bloodshed, as insurgents have singled out Kurds and Christians for assassination. In response, Kurdish officials have sent thousands of Peshmerga fighters into the city. They are nominally under the command of the Iraqi National Guard but in reality answer to the two major Kurdish political parties.

Fighter jets roared overhead all day Tuesday as American forces moved into the west bank of Mosul to recapture police stations.

In western Mosul, a U.S. officer, Lieutenant Colonel Michael Gibler, said: "It went well. All of the police stations were reoccupied — all of them."

Insurgents fled to the east bank of the Tigris River where they clashed with Kurdish fighters. Machine gun and mortar fire rang out in front of the Patriotic Union of Kurdistan headquarters on the eastern edge of the city, where Pire commands a garrison of about 500 Kurdish fighters.

With 1.5 million residents still in the city, defeating insurgents here is expected to prove far more complicated than

in Falluja, a city one-fifth the size of Mosul.

Under Saddam Hussein, the city contributed hundreds of thousands of officers to elite military units and the intelligence and security services; by some estimates, 330,000 Mosul residents, or one in every five people, were employed in the Iraqi military or security services.

Sunni Arabs loyal to the regime were moved into the Kurdish neighborhoods on the east bank of the Tigris in the 1970s and 1980s.

Baath Party officials met in the Syrian border town of Hasakah at the end of September, where they elected a new party leader, and appointed officials to run operations in every city, according to Kurdish intelligence officials with sources in the insurgency.

"The Baath Party has reorganized. They are very popular here," Pire said. "There is a new, young leadership, mostly from the Mukhabarat and the special military forces."

The Baathists voted to expel all party

members who have worked with American forces, the interim Iraqi government, or the Kurdish political parties, Pire said. The party is trying to broaden its appeal to traditional Sunni Arab tribes by recruiting the sons of major sheiks.

In Mosul, Pire said, the Baath Party is leading the attacks that began a week ago Wednesday — in stark contrast to Falluja, where residents said that tribal militia commanders and jihadi cells were at the forefront of a loose-knit coalition of militant groups.

"The Baath Party has played the main role in these attacks," Pire said.

Police officers defected en masse when insurgents attacked last week. The Iraqi government immediately fired the city's police chief, but the only Iraqi forces currently entrusted with security by the government are Kurdish Iraqi National Guardsmen.

Kurdish officials say they believe the Baathist leaders want to drive out the city's Kurdish minority, which forms about 20 percent of the city's population.

As soon as the attack on Falluja started, insurgents seized the University of Mosul, once a top Iraqi institution that has fallen under the sway of Islamic extremists over the last year.

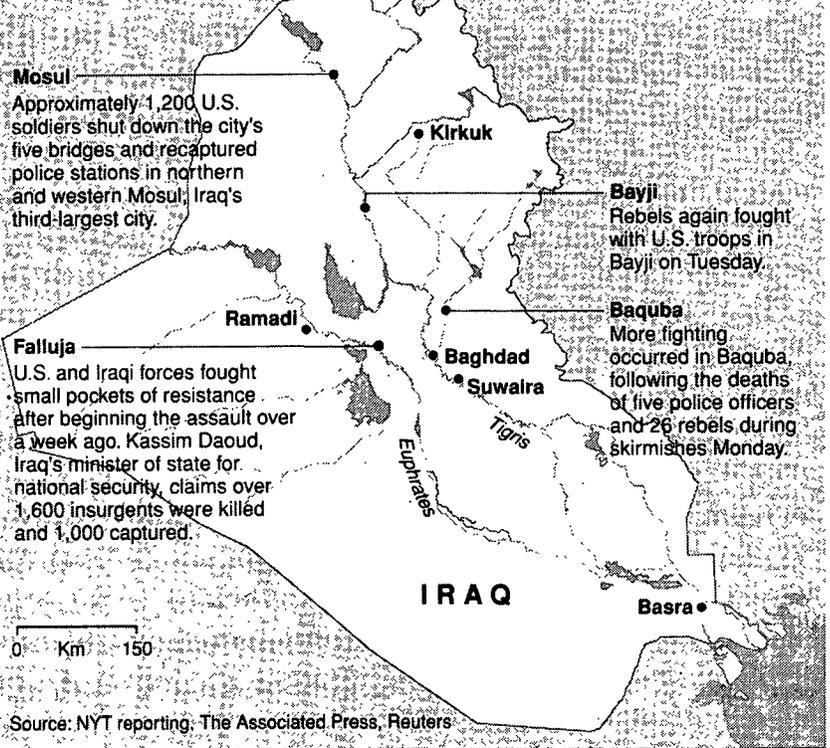
On Nov. 10, the insurgents took over eight police stations. They abandoned three stations after blowing them up.

"The insurgents had the full cooperation of the police," Pire said.

That day, the two main political

The focus shifts to Mosul

U.S. and Iraqi soldiers continue to clash with insurgency forces near Baghdad, despite having taken control of Falluja, a rebel safe haven. In the past week, rebels struck back in Mosul, Kirkuk, Baquba, Bayji and Suwaira.



Herald INTERNATIONAL Tribune November 17, 2004

IHT/NYT

parties in the Kurdish provinces just east of Mosul deployed about 6,000 of their Peshmerga militia fighters into the city.

"The Baath Party is working to create

an ethnic civil war," Pire said, as mortar rounds thudded next to his office and his bodyguards rushed to the front gate to return machine gun fire.

"Their plan was first to eliminate police stations, then the Kurdish forces,

then finally the Kurdish community," he said.

The Boston Globe

Fallouja divise l'Irak

Sunnites et chiïtes n'ont pas la même vision de l'offensive américaine.

Pour les sunnites, l'arrestation d'au moins quatre de leurs chefs religieux ces derniers jours est une politique délibérée, visant à marginaliser leur communauté, minoritaire en Irak.

La semaine dernière, le cheikh Mahdi al-Soumaidei, chef de l'Association suprême pour l'orientation et l'accueil, accusait le Premier ministre Iyad Allaoui d'avoir "lancé une guerre contre les sunnites". Il a exhorté les siens à la désobéissance civile pour protester contre l'assaut sur Fallouja.

Boycott des élections

Mais nombre de chiïtes et de Kurdes ne l'entendent pas ainsi. Selon Nawshirwan Mustafa, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan, Fallouja était un "foyer de terroristes". Sa seu-



LES RÈGLES de la guerre ont été bafouées par les deux protagonistes du siège de Fallouja, selon Amnesty International, hier

le critique de l'attaque américaine est qu'elle aurait dû avoir lieu bien plus tôt... Allaoui, lui-même chiïte, affirme qu'il fallait attaquer Fallouja pour ramener la stabilité avant les élections de janvier. Mais l'Association des oulémas, groupe sunnite le plus influent avec 3 000 religieux, a appelé au boycott des élections de janvier pour protester contre l'assaut.

Quant au terroriste Abou

Moussab al-Zarqaoui, il a accusé Kurdes et chiïtes d'avoir renié leur religion. Dans une cassette diffusée sur Internet, il accuse l'imam chiïte Al-Sistani, surnommé "l'imam des infidèles", d'avoir béni l'assaut sur Fallouja. Afdhal al-Moussaoui, un proche de Sistani affirme, lui, que ce que vivent les sunnites n'est rien, à côté de la répression subie par les chiïtes pendant 40 ans de régime baassiste. AP

metro
MARDI 16 NOVEMBRE 2004

UE : les turcosceptiques durcissent leurs positions

A UN MOIS du conseil européen qui devra, le 17 décembre, décider à l'unanimité d'ouvrir ou non des négociations d'adhésion avec la Turquie, les pays les plus réticents durcissent leurs positions. Tout en défendant l'adhésion turque, le président français, Jacques Chirac, demande qu'une troisième voie soit explorée, en cas d'échec des négociations.

« Il y a trois solutions, a expliqué, dimanche 14 novembre, Jacques Chirac à Marseille. Ou bien ça marche, la Turquie adhère réellement à la totalité de nos valeurs, cela mettra dix ou quinze ans. Si au contraire la Turquie ne veut pas ou ne peut pas faire les efforts nécessaires, on s'arrêtera. [...] Il y a une troisième hypothèse, c'est que dans trois, qua-

tre ou cinq ans, on s'aperçoit qu'on a fait des choses mais qu'il existe encore des obstacles qu'on ne surmontera pas. Il faudra alors trouver une autre solution, c'est-à-dire la création d'un lien suffisamment fort pour être conforme à nos ambitions de paix et de coopération sans être une intégration dans l'Union européenne. »

Cette troisième solution, qui peut sembler anodine, est décisive : si elle figure explicitement dans les conclusions du Conseil européen, elle équivaudra à revenir sur le principe d'adhésion complète de la Turquie, décidée à Helsinki en 1999 et confirmée en 2002 à Copenhague. « Ce serait un recul. Les détracteurs de l'adhésion turque profiteraient de chaque rap-

port d'étape pour demander que l'on bifurque vers cette troisième voie », decode un diplomate

bruxellois. Cette option serait également favorisée par l'Autriche. Les Pays-Bas, qui exercent la présidence de l'Union, doivent aussi faire face à l'hostilité de leur population envers la Turquie, hostilité qui risque de grandir encore avec les troubles actuels que connaît le royaume.

LE CAS DE CHYPRE

Dans le même temps, Chypre, dont le gouvernement grec n'est pas reconnu par Ankara et dont la partie nord est occupée militairement par la Turquie depuis 1974, raidit sa position. Le président chypriote grec, Tassos Papadopoulos, a demandé à la Turquie de « montrer, d'ici au 17 décembre, en parole et en actes, qu'elle comprend et accepte que l'Union européenne comporte vingt-cinq membres, et

qu'un vote positif de chacun des membres est requis à chaque niveau du processus » d'adhésion.

Favorables « en principe » à la candidature turque, les Chypriotes grecs veulent être reconnus par les Turcs, obtenir leur retrait militaire du nord de l'île, être inclus dans l'union douanière Union européenne-Turquie et demandent que les navires battant pavillon chypriote grec ou transitant par Chypre aient accès aux ports turcs.

Un diplomate européen estime que les Chypriotes grecs sont à « un doigt » de faire du règlement de ces confits un préalable à l'ouverture des négociations, ce qui n'est pas officiellement le cas.

Ar. Le. (avec AFP)

After 6-day siege, Americans declare control over Falluja

International Herald Tribune
November 15, 2004

From news reports

FALLUJA, Iraq: After six days of intense combat against Falluja insurgents, U.S. warplanes, tanks and mortars have left behind a landscape of utter destruction, with houses flattened, mosques in ruins, telegraph poles blown over, power and phone lines hanging slack and rubble and human remains littering the empty streets.

U.S. officers said Sunday they had taken control of all of Falluja in the offensive that has killed more than 1,000 Sunni Muslim militants, foreign fighters and other insurgents.

The U.S. military said 38 American soldiers had died in the weeklong offensive to recapture Falluja and 275 had been wounded. The toll includes three noncombat deaths.

U.S. officers said about 1,000 insurgents had been killed and 450 to 550 captured. There was no word on civilian casualties.

The U.S. military also reported gains Sunday in Mosul, where troops and Iraqi security forces retook a police station overrun by insurgents.

U.S. and Iraqi forces fought for more than two hours to recapture the Sheikh Fatih station in Mosul's southwest, said Captain Angela Bowman, a U.S. military spokeswoman.

Last week, insurgents stormed and looted at least nine police stations in Mosul, Iraq's third-largest city, stealing weapons, flak jackets and police vehicles.

Brigadier General Carter Ham, in charge of security in the north, said Saturday that all of Mosul's 33 police stations had been secured and that the city of two million was returning to calm, although he expected more attacks.

In a previous battle for Falluja, in April, 2,000 marines fought for three weeks and failed to take the city from its insurgent defenders. This time, war planners sent six times as many troops, who fought their way across the rebel city in just six days — far more quickly than expected, the Marine general who designed the ground attack said Sunday.

"We had the green light this time and we went all the way," Major General Richard Natonski said. He added that he and other planners took lessons from the failed three-week U.S. assault, which was called off by the Bush administration after a worldwide outcry over civilian deaths.

This time the military used swarms of aircraft — more than 20 types — that pounded the city before and during the assault. Troops also faked attacks before the assault to confuse enemy fighters.

"We learned we can't do it piece-meal," Natonski said. "When we go in, we go all the way through."

For the latest assault, commanders had time to plan. Also, the Iraqi and U.S. governments were determined to wipe out the insurgent nest. And the Iraqi troops, who melted away in April, stood their ground.

Even the outcry was muted this time, by revulsion at an insurgency blamed for the grisly beheadings of hostages.

Natonski described the first six days of ground war as a "flawless execution of the plan we drew up," adding, "We are actually ahead of schedule."

Military officials said that many of the militants fled before the attacks and that violence in cities and towns throughout the Sunni Muslim belt of the country had since increased.

Bands of rebels were still roving neighborhoods crushed by U.S. bombs and shells. The holdouts are harried by U.S. forces who occupy the entire city.

"There are groups numbering from five to 30," Natonski said. "They're trying to get behind us."

Military officials said it would take days to finish the fight.

As troops uproot the insurgents, contractors are supposed to swarm into Falluja in coming weeks to cart away rubble, repair buildings and fix the city's water, sewer and electricity systems.

The Iraqi government has already picked leaders for Falluja, and thousands of Iraqi police and paramilitary forces have been recruited to try to impose order — critical to the U.S. goal of setting conditions for elections in Falluja and the rest of Anbar Province.

(Reuters, AP)



Anja Niedringhaus/The Associated Press

Marines pushing through the western part of Falluja on Sunday. The offensive has killed more than 1,000 Sunni Muslim militants, foreign fighters and other insurgents.

10 killed in attack on convoy

U.S. forces still hunt insurgents in Falluja

By Edward Wong and Terence Neilan

BAGHDAD: At least 10 Iraqis were killed and three U.S. soldiers were wounded north of Baghdad on Wednesday as a suicide bomber rammmed an American convoy, the military and hospital officials reported.

Fighting continued in Falluja, west of the capital, as marines hunted rebels still based in the city. In the northern Jolan district, marines clashed with rebels who had sneaked back into the city by swimming across the Euphrates River, according to officers quoted by The Associated Press.

The suicide bombing, in the northern oil city of Baiji, blew up a market in the center of the city, news agencies reported. Clashes then erupted between U.S. forces and insurgents across the Sunni Muslim city, prompting the military to seal off the northern part to protect it from attack, Reuters said.

Further clashes were reported in Ramadi, the capital of the mainly Sunni

Anbar Province, leaving nine Iraqis dead and 15 wounded, Reuters reported.

Many gunmen fanned out through the streets Wednesday morning and fought U.S. troops who tried to move eastward from the town center, witnesses were quoted as telling the agency. The American military had no immediate comment.

On Saturday, the Americans declared Falluja, the onetime rebel stronghold at the center of the area known as the Sunni Triangle, completely occupied but not subdued after a nearly weeklong battle.

"Even as we start Falluja's reconstruction, the fighting is continuing, as you can hear," Captain Alex Henegar, a civil affairs officer attached to the 3rd Battalion, 5th Marines, said as heavy gunfire and grenade explosions sounded in the distance, The AP said.

In London, meanwhile, Foreign Secretary Jack Straw rejected an estimate by American researchers that some

100,000 Iraqi civilians might have died in the war, saying Britain agreed with an Iraqi government figure of 3,853 civilians killed and 15,517 wounded between April and October this year.

Straw said the American estimate, published in the medical journal The Lancet just before the U.S. election, was based on imprecise data. He added that he believed figures supplied by Iraqi hospitals to Iraq's Ministry of Health to be the most reliable.

The situation in the northern city of Mosul appeared calmer, the military said, after a day in which U.S. troops attempted to contain a spreading insurgency, sending in hundreds of soldiers

and armored vehicles to root out bands of rebels who commandeered parts of the city last week.

The struggle to retake Mosul on Tuesday came as the family of a kidnapped British-Iraqi aid worker, Margaret Hassan, said they believed that she was the woman shown being executed in a videotape released by insurgents. Hassan was abducted in Baghdad last month as she drove to work. She would be the first foreign female hostage in Iraq to be executed.

The American military on Tuesday was investigating the videotaped fatal shooting of an apparently wounded and unresisting Iraqi prisoner by a marine in a Falluja mosque. After the videotape was broadcast Monday evening by NBC News, commanders removed the marine from the battlefield, and American officials braced for a wave of outrage in the Middle East as news of the videotape spread around the world.

Though a weeklong American offensive smashed the insurgents' haven of Falluja, snipers continued Tuesday to shoot at U.S. troops roaming the debris-covered streets. Residents began to warily step out of their homes, emerging into a wasteland devastated by American bombs and bullets.

The U.S. action in Mosul, 360 kilometers, or 225 miles, north of Baghdad and Iraq's third-largest city, answers a burst of violence that erupted there during the offensive in Falluja.

American and Iraqi troops sealed off the five bridges spanning the Tigris River and began blocking off western neighborhoods largely inhabited by Sunni Arabs, who ruled the country in

International Herald Tribune
November 18, 2004



Patrick Baz/Agence France-Presse

U.S. marines patrolling Falluja on Wednesday. The military says it is still fighting pockets of insurgents after taking most of the city.

the era of Saddam Hussein. The provincial government imposed a curfew, and the main avenues appeared deserted for much of the day, witnesses said. The loudest noises came from mortar shells exploding near the American forces and helicopters buzzing above rooftops and rows of palm trees.

Thousands of Kurdish militiamen have entered Mosul at the request of the

provincial governor, a move that could increase ethnic tensions in the diverse city.

As the American offensive got under way in Mosul, the rebels continued their wave of assaults, with ambushes across the Sunni triangle and bombings of oil pipelines near Kirkuk.

An American soldier was killed and another wounded by a roadside bomb north of the capital, the American mili-

tary said. At least 1,198 U.S. troops have died in the war. The week ending Nov. 13 was the deadliest to date, with at least 65 American soldiers and marines killed, many during the offensive in Falluja.

The New York Times

Edward Wong reported from Baghdad for this article and Terence Neilan from New York.

Multitasking Kurdish leader helps fill power vacuum in Mosul

By Thanassis Cambanis

MOSUL, Iraq: Real power on Iraq's streets often lies in the hands of men like Sadi Ahmed Pire.

Iraqi police officers fled in the face of an insurgent offensive in Mosul that began last week, and only a handful of Iraqi Army troops stayed behind when their colleagues went to assist the U.S. attack on Falluja.

That's where Pire and his fighting force came in.

In name, Pire is a politician, head of the Mosul bureau of the Patriotic Union of Kurdistan. In theory, the Kurdish Peshmerga militia has been fully absorbed into the Iraqi National Guard.

In practice, however, in a society whose increasingly inadequate national institutions are dissolving under the pressure of a sustained insurgency, the Kurdish political parties and their Peshmerga fighters have maintained tight discipline — and their loyalty to the American presence.

That makes Pire and his band of soldiers in Mosul an undeniable fact on the ground, part of the patchwork of locally powerful groups across Iraq that exercises control and provides security.

It's not the police or governor appointed by Baghdad who really run Mosul, but a constellation of groups: insurgents and Arab nationalists on the east bank of the Tigris, Kurdish political parties and militia in the east, and Turkomens in

**Pire is part party boss,
part spymaster,
part militiaman.**

small pockets throughout the city.

So this week, nearly 2,000 Kurdish reinforcements streamed down the mountain from Erbil, some in Iraqi National Guard uniforms, some in Peshmerga suits and some in civilian clothes. Half of them fall under Pire's command, the other half under his counterpart from the Kurdish Democratic Party.

In an object lesson in how many

things actually get done in Iraq, Pire made a whirlwind trip earlier this week from his base in the relatively safe Kurdish city of Erbil to Mosul, Iraq's third-largest city and currently its No. 2 problem spot after Falluja.

Part party boss, part spymaster, part militiaman, Pire lorded over a full waiting room for about seven hours, ordering tea, issuing military commands, meeting with informants, even interrogating a prisoner.

In the past few months, Pire has survived three assassination attempts. He employs 25 guards and two heavily armored vehicles, including a gun truck, for the one-hour dash to Mosul.

Along the route, dozens of Peshmerga materialize at every intersection to clear traffic out of his convoy's path.

His Patriotic Union of Kurdistan party headquarters resembles a small military garrison to the untrained eye. About 500 fighters are based at the party office, and another 500 at sub-offices also fall under Pire's command.

With vigor and good humor, Pire approaches his job: to protect minority Kurds in Mosul, to gather intelligence on the insurgency and to represent the Patriotic Union of Kurdistan party in the ever-present competition with the rival Kurdistan Democratic Party.

"Let me show you what my Peshmerga found!" he crowed to a salon full of visitors, brandishing a rusty blood-spattered blade his fighters discovered in a car after a firefight with insurgents.

Then he got down to business.

An informer from the Baathist wing of the insurgency held a whispered conference with Pire in his office.

A Kurdish resident reported the threatening activities of Arab gunmen in his neighborhood.

Local commanders came for their orders and updated Pire on the operations underway to sweep insurgents from their strongholds across the river.

He scheduled a meeting with the provincial governor for a group of visiting reporters. "He's waiting for you. He'll be in his office," Pire said.

Just then, insurgents opened fire on the compound and unleashed a series of mortars. "Unfortunately, I don't think

there's a safe way for you to get there," he said.

Just before lunch, one of his branch offices was attacked. "Bring the wounded here!" he shouted into one of the four telephones on his desk.

"Let's eat!" he ordered his companions, in the same tone.

After a feast of lamb, chicken, and stuffed cabbage leaves, Pire resumed his meetings, breaking briefly to interrogate a wounded insurgent, arrested after the firefight.

"Terrorist!" he spat, before pulling out his digital camera to snap a photograph of the man lying on the floor in a puddle of blood.

He wouldn't predict how long the fighting will last in Mosul, or whether the Kurds would be forced to call upon thousands of Peshmerga reserves in the city, a move that could escalate ethnic clashes between Arabs and Kurds.

For now, he wants to use his power to keep Mosul's Kurds safe without provoking the ire of the national government in Baghdad, whose authority has been vividly absent from the city's streets.

When darkness fell, Pire ordered his entourage to pack up and drive back to Erbil through the rain.

"I'm sure we'll make it back home alive," he said with a smile, as one of his guards waved toward the gathering darkness and made the motion of a knife passing over his neck. "You are welcome any time."

The Boston Globe

Herald INTERNATIONAL Tribune

November 18, 2004

SYRIA

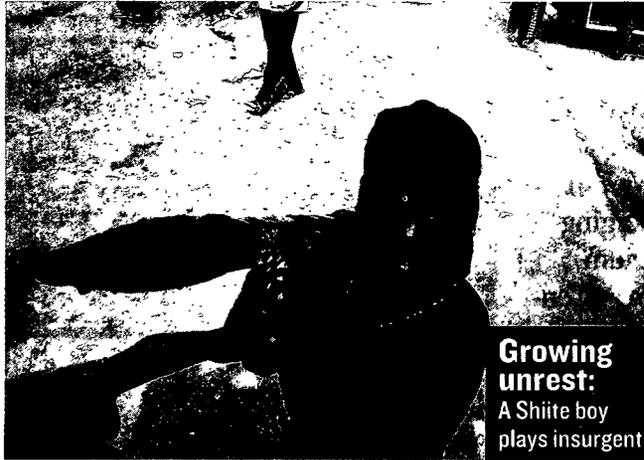
Foreign fighters have been traveling to Iraq via Damascus

Jihad Without Borders

BY TOM MASLAND

Ali's sense of outrage moved him to sign up. The thought of U.S. troops around the holy shrines of Karbala and Najaf "made me sick," says the 25-year-old Lebanese Shiite. So a few months ago he joined a group of 50 or so men from the town of Baalbek, in Lebanon's Bekaa Valley, who had decided to fight in the Iraqi resistance. They traveled to the battlefield by way of Damascus.

Ali rode in the back of a pickup from the Syrian capital across the Iraqi border with five other enlistees, all of them carrying false Iraqi IDs issued to them in Syria. Later the group hid in the secret compartment of a meat truck, for the journey's final leg down the highway to Karbala. After 10 days' training with 200 other newcomers, Ali was issued an AK-47, a black headband and a green uniform. He spent the next month serving against the Americans as a member of the



Growing unrest:
A Shiite boy plays insurgent

Mahdi Army, headed by the Shiite cleric Moqtada al-Sadr. Who sent the Lebanese contingent to Iraq? Ali says it's no mystery: "Baath Party people."

Saddam Hussein's Baath Party was supposedly abolished after the fall of Baghdad. But the Pan-Arabist political group has another branch that's anything but defunct: the ruling party of Syria. Hawks in the Bush administration used to dream aloud of

pushing on from Baghdad to Damascus. Now, according to some administration officials, the Syrians may be doing their bit to make sure the Americans remain bogged down in Iraq. "The Americans captured the old leadership, like Saddam Hussein," says Assem Kanso, a member of the Syrian Baathists' National Command. "But what about the others? Many of them like to go to Syria." You might call

it their home away from home.

The Syrian government, which denies aiding the insurgency, purports to have clamped down on its Iraqi border. But smugglers don't seem intimidated. In Lebanon's biggest Palestinian-refugee camp, Ein Hilweh, a veteran Palestinian fighter, displays 15 falsified Iraqi passports. He says he has visited Iraq three times since the war began, escorting new recruits for the insurgency. They traveled from Damascus to Baghdad via commercial bus. Each passport goes for \$1,000, he says. Who pays, and who organizes the trips? "Don't ask," he says. "It's better for you and it's better for me."

Two months ago, after the shooting stopped in Najaf, many of the Lebanese fighters volunteered for service against the Americans in Fallujah. As insurgents, they were earning \$800 a month—three times an Iraqi policeman's salary. Instead, Ali went home to the Bekaa Valley. "I got scared," he says. "Some local people were friendly, and some were not. It was like you had one enemy in front of you and one behind you." He has one regret, he says, about his time in Iraq: "I didn't have the good fortune to shoot any Americans." Tragically, some of Ali's friends may have better luck.

NEWSWEEK NOVEMBER 8, 2004

Des partis politiques irakiens soulignent la nécessité de la tenue d'élections



SOULEIMANYAH (Irak), 19 nov (AFP) - 17h46 - Dix-huit partis politiques irakiens, réunis durant deux jours près de Souleimanyah, dans le Kurdistan irakien (nord), ont souligné vendredi la nécessité de la tenue d'élections.

"Les partis réunis insistent sur la nécessité de la tenue d'élections pour donner de la légitimité aux autorités irakiennes et bâtir un Etat démocratique et de droits", ont affirmé les partis dans un communiqué remis à la presse.

"Il est impératif d'instaurer un climat politique et sécuritaire sain qui permettrait la tenue d'élections libres et la participation de tous les Irakiens à l'abri des pressions et du terrorisme", ajoute le communiqué.

Les deux principaux mouvements kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), le Parti communiste, le Parti islamique, le Congrès national irakien (CNI d'Ahmad Chalabi) et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII, chiite) étaient présents à cette rencontre.

Des élections sont prévues avant fin janvier en Irak pour désigner une Assemblée nationale, un Parlement autonome pour le Kurdistan irakien et des conseils provinciaux.

Les participants ont par ailleurs accepté, à la demande des chefs kurdes MM. Barzani et Talabani, le report de l'élection du conseil provincial de Kirkouk (nord), et demandé l'application de l'article 58 de la constitution provisoire qui appelle au retour des réfugiés kurdes dans cette ville pétrolière.

L'ancien régime de Saddam Hussein avait imposé une politique d'arabisation de la ville en éloignant des milliers de Kurdes et en y installant des Arabes.

Malgré la persistance des violences en Irak, le gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui veut organiser comme prévu ces élections, mais plusieurs personnalités et dignitaires sunnites contestent la tenue de ce scrutin "sous l'occupation" américaine.

Mercredi, la commission électorale a annoncé que 56 partis et organisations, sur un total de 91, avaient été autorisés jusqu'à présent à participer aux élections. Parmi les partis autorisés figurent le CSRII, le Parti communiste et le parti Dawa (chiite).



Cheikh Fakhri al-Quaissy, imam proche de la guérilla islamiste: «La résistance va tuer tout le monde»

Bagdad envoyé spécial

En l'absence de cheikh Mahdi al-Soumaydi, arrêté la semaine dernière à Bagdad par l'armée américaine, cheikh Fakhri al-Quaissy dirige à présent le Conseil consultatif des fatwas et de l'orientation islamique, qui se veut la vitrine politique de la guérilla islamiste. Dans une interview à la mosquée Ibn Tammiya, principal foyer salafite dans la capitale irakienne, cet ancien dentiste a justifié hier l'assassinat, annoncé mardi par Al-Jezira, de la responsable humanitaire irlandaise Margaret Hassan. En faisant référence aux images de la chaîne américaine NBC montrant l'exécution sommaire d'un blessé irakien par un marin (photo page 8).

Trouvez-vous légitime l'exécution de Margaret Hassan ?

Oui, c'est la réaction à l'affaire de la mosquée de Fallouja. Vous avez vu ce qui s'est passé : les Américains ont tué un blessé venu se réfugier dans cette mosquée. Comme les Américains nous mènent une guerre d'extermination, la résistance aussi va tuer tout le monde, les femmes, les vieux, les nourrissons. Les Américains ne nous ont pas laissé d'autre choix que la violence.

Mais Margaret Hassan n'a-t-elle pas été tuée avant «l'affaire de la mosquée» ?

Les Américains ont attaqué Fallouja un lundi. Mardi, ils sont rentrés dans une [première, ndlr] mosquée. C'était un message pour les gens de Fallouja, qui voulait dire : nous allons tuer tout le monde. Or, les femmes et les enfants de Fallouja étaient venus s'y réfugier en croyant que la mosquée allait les protéger. La résistance aussi va attaquer les forces de la coalition et tous ceux qui travaillent pour elle. Elle va même attaquer le Vatican et massacrer tout le monde là-bas.

Le pape était hostile à l'invasion de l'Irak par la coalition.

Ce n'est pas vrai. C'était du camouflage. S'il était contre la guerre, pourquoi n'a-t-il pas condamné l'attaque des mosquées ? Nous, nous avons condamné les actions [les attentats, ndlr] contre les églises. Nous ne le ferons plus désormais.

Pour en revenir à Margaret Hassan, elle était hostile à l'invasion américaine.

Je ne suis pas dans le groupe [qui l'a exécutée, ndlr] pour pouvoir apprécier. Je n'ai pas donné mon avis.

Votre organisation représente-t-elle tous les groupes de moudjahidin de Fallouja ?

Nous représentons politiquement toute la résistance irakienne. Nous savons très bien ce qu'elle veut. La résistance s'établit sur deux bases : établir un mécanisme de retrait des troupes américaines et conserver l'unité de l'Irak.

Pourquoi les Américains ont-ils arrêté cheikh Mahdi ?

Comme il était prévu que Fallouja soit attaqué par les Américains, il voulait réunir

toutes les communautés et faire une fatwa les appelant à la désobéissance civile. Les Américains ne lui ont pas laissé le temps de prononcer cette fatwa.

Accepteriez-vous de discuter avec le gouvernement d'Iyad Allaoui ?

Non, nous refusons, car ce n'est pas lui qui décide. Le président de l'Irak, c'est Negroponte [l'ambassadeur américain, ndlr], pas Allaoui, ni Ghazi al-Yaouar (le président intérimaire). Ceux-là sont des chiens, dirigés par les Américains qui leur ont injecté le virus de la rage. Quand ils ont besoin d'eux pour mordre, comme à Fallouja, ils les lâchent.

Votre participation au scrutin de janvier est-elle définitivement exclue ?

Je l'ai dit il y a deux mois. Aujourd'hui, on ne discute même plus de cette question. Nous [les principaux partis sunnites ndlr] nous sommes réunis pour décider de ne pas participer pas à cette élection. Si un parti revient sur sa décision, la résistance lâchera ses roquettes contre lui. ◀

Recueilli par JEAN-PIERRE PERRIN

Un jihadiste français se tue lors d'un attentat-suicide à Bagdad

Abdelhakim Badjoudj serait mort autour du 20 octobre.

Pour la première fois, un islamiste de nationalité française est mort en Irak au cours d'un attentat-suicide qu'il a lui-même provoqué. *Le Parisien*, qui a révélé cette information hier, précise qu'il s'agit d'Abdelhakim Badjoudj, âgé de 19 ans et originaire de Seine-Saint-Denis. «Il s'est fait sauter au volant d'une voiture piégée» à Bagdad, indique le quotidien. Selon nos informations, l'attentat a eu lieu aux alentours du 20 octobre.

Selon les services de renseignement, Abdelhakim Badjoudj fait partie du «très très pe-

tit» groupe de «jihadistes» de nationalité française qui ont rejoint la guérilla sunnite en Irak pour combattre les forces américaines et gouvernementales. Sa présence en Irak avait été récemment confirmée de source officielle.

Badjoudj serait le deuxième Français mort en Irak. Le 17 juillet, Redouane el-Hakim avait trouvé la mort au cours d'un bombardement à Fallouja. Ce jeune homme âgé de 19 ans, d'origine tunisienne, appartenait à un groupe salafite qui gravite autour d'une mosquée de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), aujourd'hui fermée. Il avait gagné l'Irak via la Turquie et la Syrie en compagnie de son frère Boubaker, aujourd'hui détenu en Syrie. Les services français craignent que ce «groupe de Levallois» ne soit pas la seule filière de soutien aux combattants islamistes irakiens. Ils redoutent surtout leur éventuel retour en France, où ils pourraient importer les méthodes apprises en Irak. «Ils représentent incontestablement une grande dangerosité», confie-t-on à la DST, qui mène depuis l'été une enquête judiciaire sur ces filières. ◀

JEAN-DOMINIQUE MERCHET

Iran and Pakistani linked

Tehran bought bomb plans, exile group says

By Katrin Bennhold

PARIS: An Iranian opposition group said Wednesday that Tehran bought blueprints of a nuclear bomb and weapons-grade uranium from the same Pakistani scientist who admitted selling atomic secrets to Libya and other countries several years ago.

According to the exiled National Council for Resistance in Iran, both the bomb design and the nuclear material were handed to Iran by Abdul Qadeer Khan, who headed Pakistan's nuclear program between 1994 and 1996.

Farid Soleiman, a senior spokesman for the group, told news agencies in Vienna that Khan gave Iran a quantity of weapons-grade uranium in 2001, "so they already have some." He added that he doubted it was enough material for a bomb. "He gave them the same weapons design he gave the Libyans."

As reported by The New York Times

on Wednesday, the group also claims that Iran is continuing to pursue its efforts to produce weapons-grade uranium itself at a facility outside Tehran that had not been disclosed to United Nations inspectors.

The allegations come three days after France, Britain and Germany obtained a formal commitment from Iran to suspend the technology that could be used to produce nuclear weapons in return for economic and political rewards that are to yet to be defined. The accord averted a referral to the UN Security Council and the prospect of sanctions, which the United States has been pushing for.

Officials at the French Foreign Ministry and the International Atomic Energy Agency said they would examine the claims carefully. But they also expressed some skepticism.

"It is a strange coincidence that just when we reach an accord they make such a revelation," said a senior official

at the Foreign Ministry in Paris who has been closely involved in the negotiations with Tehran and spoke on condition of anonymity.

Mark Gwozdecky, a spokesman for the Vienna-based atomic energy agency, pointed out that it was not the first time the National Council of Resistance in Iran had chosen to disclose information about Iran a few days ahead of a board meeting, when agency officials decide whether or not to refer countries in violation of nuclear non-proliferation rules to the Security Council. The agency's next such meeting is set for Nov. 25.

"You can almost set your watch according to these guys — every time there is a board meeting they will have a press conference," Gwozdecky said.

But he also said the agency has itself suspected that Iran may have a blueprint for a nuclear weapon ever since such designs were uncovered in Libya.

The Iranian exile group is the political arm of the Mujahedeen Khalq, which is listed by the United States as a terrorist organization. Two years ago the group uncovered an undeclared nuclear site in Natanz, Iran.

International Herald Tribune

A Mossoul, « les menaces pèsent sur tout le monde »

Combats sporadiques, fouille des maisons, couvre-feu et peur des enlèvements... un habitant de Mossoul, la capitale du Nord irakien, raconte l'angoisse au quotidien

Après l'assaut de la ville de Falloudja par l'armée américaine le 8 novembre, des centaines de membres de la guérilla irakienne ont afflué à Mossoul dès le 11 novembre. Des combats acharnés opposent depuis lors dans la capitale du Nord les forces américaines et irakiennes aux moudjahidins. Un habitant du centre-ville de Mossoul raconte ce qu'il sait, sous le couvert de l'anonymat. Son témoignage date de lundi :

« Je ne puis guère parler de la situation dans tout Mossoul car je suis, comme tant de Mossouliotes, calfeutré chez moi. Ce que nous entendons vient toujours de la rue. Deux personnes que je connais sont sorties hier après-midi dans les rues désertes de Mossoul. Il y avait un couvre-feu décrété à partir de 14h00. Tout le monde s'attendait à l'avoir vers 16h00 ou 17h00 comme d'habitude, mais cette fois, c'était plus tôt que prévu. Ils ont entendu des tirs de

kalachnikovs dans les rues près de l'université où tout le monde se précipitait pour rentrer chez soi.

En fait, le matin est presque toujours normal. Tout le monde fait ses courses, les souks sont ouverts. Mais le bruit sourd des obus et des roquettes résonne de temps à autre. Il semble que la nouvelle armée irakienne fouille les maisons à la recherche d'armes cachées. Elle était dans notre quartier aujourd'hui. Il se situe au centre-ville où il y a pas mal d'activités « militaires » des groupes armés qu'on appelle ici les « moudjahidins ».

Nous entendons tout le temps le bourdonnement des avions dans le ciel. Le bruit s'intensifie dans la journée. Il y a de nombreux soldats irakiens dans la ville, mais leur nombre ne garantit pas l'efficacité contre les groupes armés. Car même quand il y a le couvre-feu, nous entendons dans toute la ville les tirs d'obus des groupes armés contre des positions de l'armée irakienne ou contre les Américains.

Les groupes armés semblent attaquer et fuir en même temps comme s'ils jouaient au chat et à la souris.

L'armée irakienne semble avoir des difficultés à les attraper. Jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Depuis le début du mois de Ramadan, l'université n'a pas retrouvé un rythme régulier en raison de l'absence des étudiants. Les écoles et les lycées ne voient guère leurs élèves. Heureusement, nous avons encore de l'eau potable, l'électricité, Internet, le téléphone. Je suis stupéfait de voir que ces services marchent encore alors qu'il n'y a pas un seul policier dans la ville. On y voit l'armée irakienne, les Américains et les groupes armés. Tout le monde attend le grand clash entre moudjahidins et forces américaines et irakiennes, mais sans rien espérer de bon. En même temps,

tout le monde en a assez de cette situation d'attente. Nous avons peur. Les menaces pèsent sur tout le monde. Nous ne voulons plus

rester dans cette situation entre vie et mort. Il faut que la vie triomphe, mais quand? C'est la grande question des Mossouliotes. Les affrontements ne tarderont pas à se produire. Cette situation dure depuis quelques mois à Mossoul, des enlèvements, des menaces d'assassinats, des gens qui ont réussi à instaurer la terreur au quotidien. Les gens de Mossoul veulent s'en débarrasser mais, même avec l'aide de la plus grande puissance au monde, ça ne marche pas.

En fait, depuis la chute du régime de Saddam Hussein, nous avons vécu des périodes de calme et d'autres de fortes agitations: entre deux attentats, il y avait un calme précaire, les armes se taisaient

pour un certain temps. Mais la vie quotidienne en tant que telle, avec sa routine de tous les jours, on ne sait plus ce que c'est à Mossoul.

Notre vie est suspendue aux armes automatiques des deux côtés.

J'ai oublié de vous dire que les hôpitaux vivent aussi un quotidien difficile. Il n'y a pas de policiers pour protéger les médecins ou les malades qui y arrivent. Une femme médecin qui a été bloquée dans sa maison en raison des affrontements entre les deux camps (les Américains et les groupes armés), vient de reprendre son travail. Elle m'a dit qu'il y avait très peu de gens qui viennent à l'hôpital par peur de se retrouver dans les combats en ville.

Et même si ces personnes viennent, elles refusent de rester plus d'une heure. L'idée même de passer la nuit à l'hôpital est devenue une idée folle. Récemment, des hommes armés ont

pris deux soldats blessés de l'armée irakienne et les ont aussitôt tués sur une place publique, quelle cruauté!

Voilà ce que je peux vous dire de la situation à Mossoul tout en vous demandant de garder l'anonymat, car les menaces d'assassinat n'épargnent personne... Nous voulons vivre une vie normale, c'est notre seul souhait!»

RECUEILLI PAR AGNÈS ROTIVEL

Crisis? Opportunity?

U.S. and Europe differ, this time on Iran

By Steven R. Weisman

SANTIAGO, Chile: While assembling a new national security team, President George W. Bush is confronting what aides say could be the first crisis of his second term — and what Europeans feel could be their first opportunity — in deciding how to handle the threats of Iran's nuclear program and that country's support of violence in Israel and insurgents in Iraq.

In an eerie repetition of the prelude to the Iraq war, hawks in the administration and in Congress are pressing for a confrontation with Iran.

They are seeking economic sanctions and the possible consideration of military action against Iranian nuclear sites or of working with Iranian dissidents to bring about regime change in Tehran.

Britain, France and Germany have joined with other Europeans to argue that their recent negotiations with Iran, in which the Tehran government agreed to suspend its uranium enrichment program in return for discussions about future economic benefits, offer an opportunity for a dialogue that could yield cooperation on a number of issues.

"Iran is the most urgent problem facing the West," said a European diplomat who has been involved in the discussions with Washington and Tehran.

"We are trying to coax the administration one way, but the instincts of a lot of its top people are to go the other way."

Administration officials say that one way the hawks are trying to gain the upper hand in the internal debate is through periodic, calculated disclosures of scary details about Iran's nuclear program.

Earlier this year, there was an enormous controversy when international inspectors discovered 40 tons of raw uranium, or yellowcake, which could only be used to make a nuclear bomb, many Western experts said.

This week, Secretary of State Colin Powell set off a new round of alarm bells by commenting that fresh intelligence showed Iran seemed to be trying to mate its production of weapons-grade material with its well-known missile capability to produce a system that could deliver bombs to Israel or southern Europe.

Powell's disclosures were seen by hawks in the Bush administration and elsewhere as another case of Iranian perfidy and by Europeans and others as the definition of "no news."

Europeans and some Americans argue that it is obvious Iran wants a nuclear weapons capability — far more obvious than it was with Iraq — and that the overstretched American military and Iran's success in hiding its facilities make it clear that the only way to get Tehran to stop its plans to build nuclear weapons is to have broad discussions about the future.

The Iranian issue has vexed the Bush administration for so long that plans to produce a major policy paper in the administration were halted last year and have not been revived.

American contacts with Iran have gone from on-again to off-again, and were cut off in May 2003, when Iran was linked to groups that carried out bombings in Saudi Arabia.

Administration officials say there is now no policy, except to call attention to the dangers and to get the world to discuss how to deal with them.

Also, Powell may — or may not — encounter the Iranian foreign minister,

Kamal Kharrazi, next week at a gathering of Arab, European and other countries in Sharm el-Sheikh that is being held to discuss Iraq.

Powell said Wednesday that the administration had not yet decided whether he would have any substantive exchange with Kharrazi. A senior ad-

'You can't call yourself a revolutionary regime and also negotiate with the Great Satan.'

ministration official, asking not to be identified, said that serious consideration was being given to such a discussion.

This official said the reason was that Iran's latest actions had created such urgency that the future of Iraq may, in part, depend on them. Iran is seen as giving support to insurgents in Iraq and stepping up its support of Hezbollah, which officials in Israel now say is the group primarily responsible for suicide bombings there.

Indeed, the official said it now was believed that Iran was fomenting these militant activities in response to the pressure being placed on it over its nuclear program — and specifically to warn Israel not to consider the kind of air strike attack that it carried out in Iraq more than two decades ago.

Officially, administration officials say that a military option like the one employed by Israel in 1981, when it bombed a reactor outside Baghdad, would be ineffective because the Iranians have buried their most sensitive nuclear facilities and can easily rebuild anything that is destroyed.

But an administration official said a military strike or sabotage is not out of the question. "You never take the military option off the table," he said — and that, in any case, it was "money in the bank" for Iran to be concerned about

such an option because it might be goaded into a more conciliatory approach to the United States.

On the other hand, many in the administration say that Iran is not likely to enter into talks with the United States, as the Europeans want, because the revolutionary clerics who control the gov-

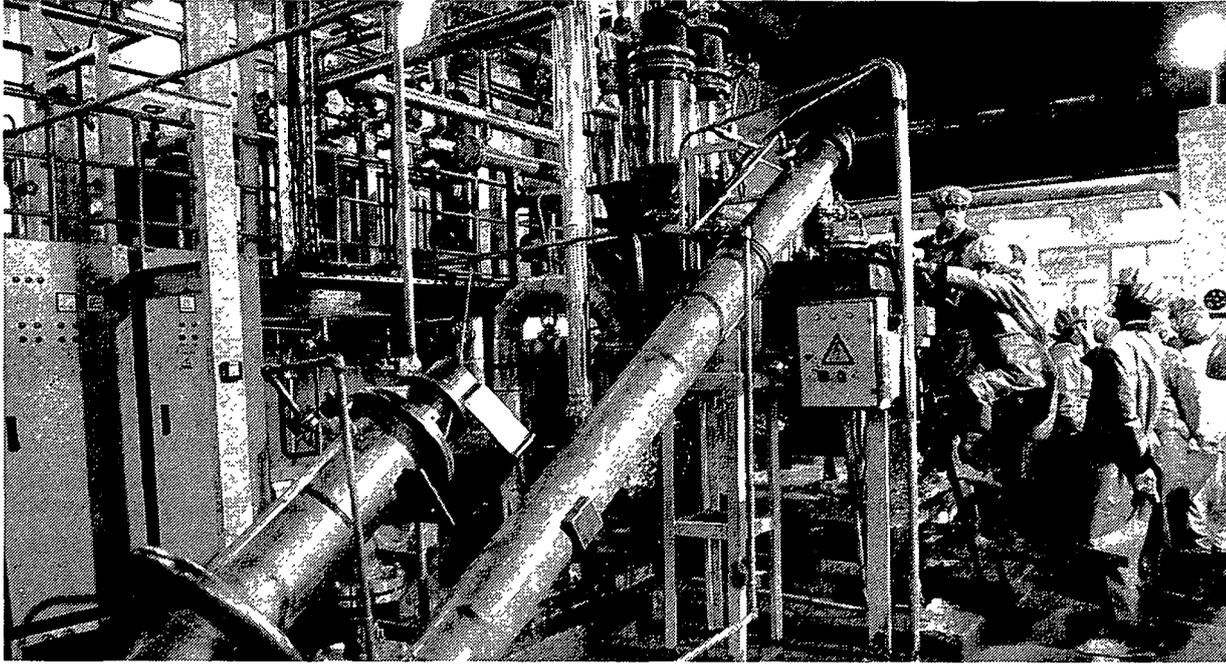
ernment are unalterably opposed to engaging with the enemy.

"You can't call yourself a revolutionary regime and also negotiate with the Great Satan," said an administration official.

For months the United States' position has been not to threaten war but to

force the issue to the United Nations Security Council, where sanctions, including a ban on oil imports and technology transfers, could be considered. But the European initiative has halted such talks. "We frankly don't have the votes," said an official, referring to that option.

The New York Times



Fars News Agency, via Reuters

The Iranians are said to have halted their uranium enrichment work at the Isfahan nuclear facility, above.

Creditor nations agree to write off much Iraqi debt

The Associated Press

PARIS: Major economic powers have agreed to write off billions of dollars in Iraqi debt, the French Finance Ministry said Sunday, in a deal that marked a significant step in U.S. efforts to help put the Iraqi economy back on its feet.

Under the agreement, the Paris Club of 19 creditor nations will write off 80 percent of the \$42 billion that Iraq owes them, said a ministry spokesman, René Forgues.

"It's 80 percent, it's official," Forgues said. He added that the deal would take effect in three phases.

The Paris Club includes the United States, Japan, Russia and European nations. Iraq owes another \$80 billion to various Arab governments.

The United States had been pressing for up to 95 percent of the Paris Club debt to be lifted. Iraq has said that its foreign debt was hindering postwar reconstruction, already struggling amid the country's persistent insurgency.

The deal represented a considerable concession from France, just as President Jacques Chirac's government was pushing to rebuild ties with the Bush administration that were damaged by

disagreements over the U.S.-led Iraq war. France opposed the invasion that toppled Saddam Hussein.

A Russian official, speaking on condition of anonymity, said the first phase of debt reduction would take effect immediately, with a second phase to follow in 2005 upon completion of a preliminary agreement between Baghdad and the International Monetary Fund.

The third and final phase would take place upon completion of a three-year economic program to be agreed on with the IMF, the official said.

The deal was reached after Russia, the one country that still needed to sign off on the deal, gave its approval after talks that began Saturday, went through the night and ended Sunday, officials said.

President Vladimir Putin has previously said that his country would be willing in principle to write off more than half of Iraq's \$8 billion debt to Moscow through the Paris Club.

Putin told President George W. Bush in a meeting Saturday "that he was prepared to work with the United States, the other members of the Paris Club, as we review this issue in the next hours and days," said a senior U.S. official. They met at a 21-nation economic summit

meeting in Chile of Pacific Rim leaders.

Bush said a Paris Club agreement was close, and he "wanted to work with the Russians so that we could get the substantial debt reduction that we're looking for," said the U.S. official.

A large reduction in Iraq's debts to the group would mark a significant step in U.S. efforts to put the Iraqi economy back on its feet and be a boost for Bush

as he embarks on his second term.

France had long argued that slashing Iraq's Paris Club debt by more than half would be unfair to poorer nations that were saddled with debt but did not have the potential wealth of oil-rich Iraq.

At a summit meeting in June of the Group of 8 powers, Chirac asked, How would you explain that "we are going to do more for Iraq than we have done in 10 years for the 37 poorest and most indebted countries in the world?"

Germany, another opponent of the war, also had questioned whether a country with rich oil reserves should benefit from huge debt reduction.

The German finance minister, Hans Eichel, has said the proposed deal would see 30 percent of Iraq's Paris Club debt written off immediately, another 30 percent in a second stage "tied to a program of the International Monetary Fund" and a further 20 percent "linked to the success of this program."

IRAK Cible numéro un, Abou Moussab al-Zarqaoui a réussi à s'enfuir

L'après-Fallouja

Les attaques de rebelles à Mossoul, Kirkouk, Baqouba et Buhriz, alors que les marines combattent à Fallouja, montrent que la guérilla est désormais capable de coordonner ses opérations et pourrait empêcher la tenue des élections en janvier

« **A**ujourd'hui la ville n'est plus qu'une gigantesque tombe où les gravats sont parsemés de morceaux de corps déchiquetés. » Abu Tarek, insurgé de Fallouja, est venu passer quelques heures ce lundi à Bagdad pour se ravitailler. Pour lui, qui connaît les chemins de traverse, le siège de la ville n'est pas hermétique. Dès ce soir, il repartira rejoindre ses compagnons d'armes d'Unification et Jihad, le groupe lié à la mouvance d'al-Zarqaoui, qui se battent dans le quartier d'al-Shuhada, au sud de Fallouja. Il décrit une ville laminée par six jours de combats intensifs. Les mosquées en ruines, les poteaux télégraphiques pulvérisés, les maisons rasées et les cadavres étendus dans les rues désertes. Les photographes incorporés au sein de la 1^{re} division d'infanterie de l'armée américaine confirment l'évocation du moudjahid. Ils y ajoutent les visions macabres des découvertes faites par les marines dans la ville : le registre des assassinats d'otages, les masques noirs des bourreaux et les restes de corps, dont celui d'une femme « de type caucasien aux cheveux blonds », âgée d'une cinquantaine d'années, qu'on a retrouvée, selon l'Agence France Presse, la gorge tranchée et amputée des bras et des jambes.

Combien de civils ont trouvé la mort dans ces combats acharnés ? Impossible à dire : un convoi du Croissant-Rouge irakien acheminant de la nourriture et des médicaments vers le centre de Fallouja était toujours bloqué lundi soir à l'hôpital général, situé en dehors de la ville. Selon un porte-parole des marines, les opérations de pacification de la ville, maison par maison, ne prendront plus que quelques jours. Dans le sud, les rebelles livrent leur baroud d'honneur. « Il y a 50 à 80 Irakiens et combattants étrangers rassemblés dans le sud-ouest,

attendait l'assaut final ; plus nous avançons vers le sud, plus les combats deviennent violents et organisés », a déclaré le lieutenant Christopher Pimms. Mais la bataille de Fallouja ne sera-t-elle qu'une victoire symbolique sur l'insurrection irakienne ? Au sixième jour de la bataille, en effet, les militaires américains reconnaissent que les deux hommes les plus recherchés d'Irak, Abou Moussab al-Zarqaoui, lié à la mouvance Al-Qaïda, et Abdallah al-Janabi, le chef du conseil de choura des moudjahidine,

et à la roquette ont eu lieu en pleine ville. On a cru un moment que l'insurrection de la troisième ville du pays était le fait de combattants refoulés au nord par l'assaut de Fallouja. Mais le général Carter Ham, chargé de la sécurité du nord de l'Irak, assure que ce sont des combattants locaux qui ont mis la ville à feu et à sang. Une preuve de plus que les actions des différentes guérillas sont de mieux en mieux coordonnées à travers le pays. Dans la région de Kirkouk, des explosions ont mis le feu à des puits de pétrole tandis que l'état d'urgence était déclaré dans les villes de Bagdad, Baiji, al-Hillah et Samarra. Lundi dernier, des explosions et des coups de feu ont retenti à Baqouba et à Buhriz, deux villes situées à environ 60 kilomètres au nord-est de Bagdad.

Devant le spectacle de cette explosion de violence, pour la première fois un membre du gouvernement irakien a brisé un tabou en formulant publiquement des doutes sur la possibilité de tenir des élections en janvier 2005.

« Tenir les élections sera un grand défi », a estimé le vice-

Premier ministre irakien Barham Saleh dans un entretien au quotidien britannique "The Guardian". Mais les différer pourrait être encore plus dangereux. Mon espoir est que nous aurons stabilisé plusieurs zones qui sont devenues des poches de combattants étrangers et de rebelles, car il est vital que chaque citoyen irakien puisse exercer le droit fondamental de choisir un gouvernement, droit qui lui a été refusé depuis si longtemps... »

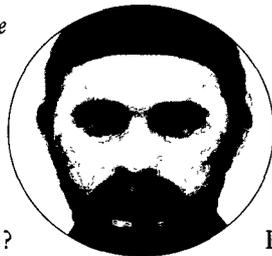
Autre sujet d'inquiétude : la possible abstention de la minorité sunnite aux élections. Déjà, l'association des religieux musulmans a appelé au boycott du vote tandis que le parti islamique irakien a choisi de se retirer du gouvernement depuis l'assaut sur Fallouja... Or une abstention massive des sunnites aux prochaines élections, en entérinant le passage d'une minorité religieuse constitutive de l'Irak à la « résistance », pourrait porter les germes d'une guerre civile confessionnelle.

SARA DANIEL



Les marines de la 1^{re} division d'infanterie dans les rues de Fallouja

Niedringhaus - AP / Sipa



Al-Zarqaoui

avaient probablement quitté la ville avant l'assaut.

Lorsque nous l'avions rencontré au mois d'août dernier à Fallouja, Abdallah al-Janabi s'était vanté du fait que la dernière lettre adressée par l'ex-administrateur américain Paul Bremer au Premier ministre Iyad Allaoui ait eu pour objet sa demande d'arrestation « mort ou vif »... Lundi soir, donc, cet homme frêle, leader spirituel des moudjahidine de Fallouja et chef des takfiri, les combattants les plus extrémistes, liés à des organisations étrangères, était toujours introuvable.

Et tandis que Fallouja était en passe d'être prise par les forces de la coalition, on assistait à l'embrasement de l'Irak. A Mossoul, livrée depuis jeudi à des groupes de moudjahidine armés, des affrontements à l'arme automatique

Minority Turks see glimmer of opportunity

Under EU pressure, religious freedoms back on the agenda

By Susan Sachs

ISTANBUL: In the cavernous Panayia Church, one of the few Greek Orthodox churches still active in Turkey, ceiling panels dangle precariously over the choir loft. Flying glass has pitted the frescoes of biblical scenes. Musty carpets are rolled up and stored like logs beside the elaborate Byzantine iconostasis.

The building, which celebrated its 200th anniversary on Sunday, has been scarred for a year, ever since terrorists bombed the nearby British Consulate and the force of the explosion shattered dozens of the church's stained glass windows.

Orthodox leaders, following Turkish law, asked for government permission to make repairs, but received no response. Rain seeped in. Paint peeled. Mildew grew.

After a few months, they surreptitiously replaced the broken windows. But they hesitate to start further renovations because the Turkish authorities, as frequently happens in such cases, still have not acknowledged their request.

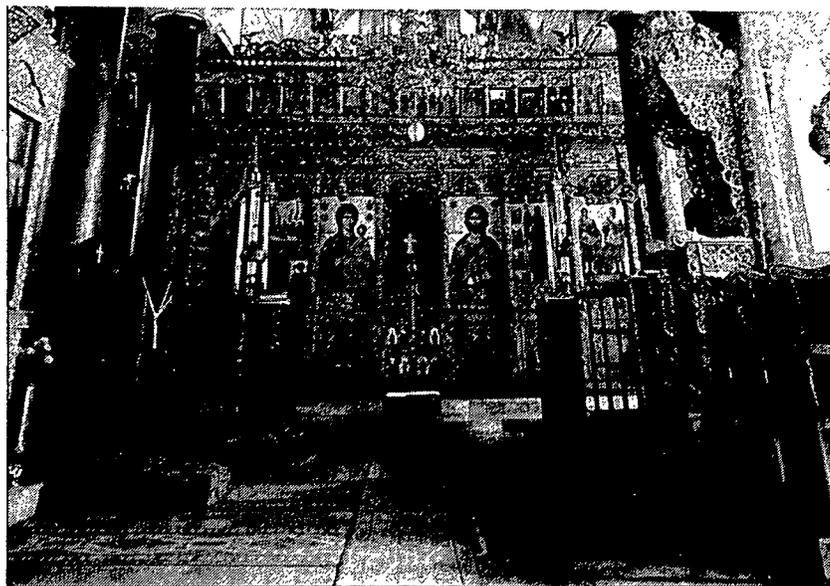
"That's the usual tactic," said Andrea Rombopoulos, a parishioner who publishes a newspaper for the small Greek Orthodox community in Istanbul. "They don't give a negative answer; they don't give any answer at all."

Turkey has long viewed its non-Muslim minorities with a certain ambivalence, defending individual freedom of worship while tightly regulating the affairs of religious institutions. Christians of Greek and Armenian descent, in particular, have said they were blocked from using, selling and renovating properties that have been in their churches' hands for centuries.

Now, under pressure from the European Union and local civil rights advocates, Turkey has cautiously started to reassess the way it has treated religious minorities since the state was founded 81 years ago.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has prepared legislation that would give Christian and Jewish foundations more freedom to manage their own assets and to elect their board members. Parliament is expected to vote on the bill before Dec. 17, when EU leaders are scheduled to decide whether to open accession talks with Turkey.

For the first time, senior Turkish officials have also broken a longstanding taboo and broached the idea of allowing the Greek Orthodox patriarchate to reopen a 160-year-old seminary that once



Photographs by Staton R. Winter for The NYT

Metropolitan Apostolos, above, at the Ayatriada Monastery, whose chapel is shown at left. Turkey is considering allowing the Greek Orthodox Church to reopen a seminary there.

served as a leading training center for priests.

It was closed in 1971 when the state took control of all private universities. Erdogan's aides have suggested that it could be permitted to operate again, as a gesture to the EU, if Turkey's membership bid advances.

Some legal constraints on religious foundations have already been relaxed over the past three years, although European and U.S. human rights monitors, citing cases like the Panayia Church, have reported that local officials have been reluctant to carry out the changes.

Still, Christian leaders said they were more hopeful than ever.

"What has changed is that we don't have that hostility anymore from the authorities," said Elpidoforos Lambriniadis, an aide to Ecumenical Patriarch Bartholomew.

For many Turks, even a discussion of religious or ethnic minorities raises fears of separatism. Some have argued that lifting government controls on religious institutions, whether Muslim or non-Muslim, would undermine Turkey's secular foundations. And Turkey's president, Ahmet Necdet Sezer, recently warned that drawing attention to Turkey's sectarian or cultural diversity harmed the state.

The delicacy of the issue was highlighted earlier this month when a government-sponsored commission released a report criticizing Turkey's definition of itself as a "single-culture nation-state" and urging an end to all

restrictions on the expression of minority languages and cultures.

When the report was presented at a news conference, a dissenting member of the commission ripped a copy from the hands of the presenter and tore it up. Later, the Erdogan government, which established the commission, disowned the report.

Baskin Oran, a professor of interna-

International Herald Tribune
November 22, 2004

tional relations at Ankara University who headed the commission, said he was undeterred by the reaction.

"They are clearly seeing that what they have been pushing under the carpet since the 1920s is now being questioned," he said. "Now, everything will be discussed. There will be no taboos in Turkey, and they hate that."

For some hard-line nationalists, even the term "minority" is anathema, suggesting dual loyalties and the betrayal of the country's cherished ideal of an indivisible Turkish identity.

"In the end, there will be lots of small groups feeling different and trying to identify their differences as separate identities on basis of religion, race or language," said Mehmet Sandir, a spokesman for the Nationalist Action Party. "And at times of economic or political crisis, our country will immediately turn into a 'minority hell' of internal strife."

Turkey's enemies, he added, could then exploit those differences to split the nation, as the European allies and

Russia did after World War I when the Ottoman Empire was further divided.

"This is not paranoia," said Sandir, whose party has organized demonstrations against the Orthodox patriarchate. "The recognition of minorities was used as an argument in destroying empires. The Balkans are boiling now because of this chaos of minorities."

A distrust of minorities is drilled into Turks from childhood, according to Hrank Dink, a magazine publisher and scholar active in the country's ethnic Armenian community.

"In public school, 'minorities' are mentioned in the textbook on national security, under the section that talks about separatism and about the 'games played against Turkey' by outside powers," Dink said.

That suspicion carries over to the local officials who are in charge of regulating the non-Muslim religious foundations, including those who administer the 17 schools and 42 churches of the Armenian community in Turkey.

"They see the minorities in terms of national security," Dink said. "The fewer there are, the less they feel threatened."

The official doctrine on minorities stems from the 1923 Treaty of Lausanne, in which the European powers recognized Turkey's independence and received guarantees concerning the status of three non-Muslim communities in the new and predominantly Muslim Turkish state: Jewish, Greek Orthodox and Armenian.

The three groups mentioned in the treaty were promised protection but not the privileges they enjoyed under Ottoman rule.

Changes are inevitable, said Oran, who spearheaded the government report on minorities. "The concept of 'minority' has changed since the Lausanne Treaty," he said.

"The genie," Oran said, "is out of the bottle."

The New York Times

PROCHE-ORIENT *Faisant état d'un « plan secret » iranien*

Sharon dénonce l'accord entre Téhéran et l'Europe sur le nucléaire

Jérusalem : Marc Henry

Israël s'est trouvé une nouvelle raison de critiquer les Européens. Cette fois l'offensive vise un accord passé ces derniers jours par l'Iran avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Téhéran s'est engagé à suspendre à partir d'aujourd'hui ses opérations d'enrichissement de l'uranium en échange de facilités commerciales avec l'Union européenne. Cet arrangement a déclenché colère et amertume parmi les responsables israéliens. Selon eux, le régime iranien, considéré comme l'ennemi numéro un de l'Etat hébreu, s'en est tiré à bon compte et va pouvoir continuer son programme d'armement nucléaire.

« Les Européens savent parfaitement que les Iraniens sont passés maîtres en matière de tromperie. Ils ont mis en place un réseau d'installations nucléaires secrètes qui ne seront pas inspectées par les experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne

(AIEA) », déplore un proche d'Ariel Sharon. Les médias citant de hauts responsables militaires ont eux aussi fait état hier d'un « plan nucléaire secret » iranien tout en soulignant que les Iraniens vont être en mesure de menacer « dans quelques années » Paris, Londres ou Berlin avec des missiles à longue portée susceptibles d'être équipés d'ogives nucléaires.

Volontiers alarmiste, un responsable à la présidence du conseil, n'hésite pas à évoquer un scénario catastrophe : « Il est possible qu'un jour, la France puisse par exemple être soumise à un chantage nucléaire de la part des Iraniens exigeant par exemple l'abrogation d'une loi jugée anti-islamique. » Publiquement, l'Iran assure ne pas vouloir se doter de l'arme nucléaire. Mais ce pays ne cache pas son ambition de mettre au point des missiles à longue portée. L'armée iranienne a ainsi présenté cet été un engin de type Chahab 3 d'une portée d'environ 2 000 km capable d'atteindre le territoire israélien.

Pour faire face à ce péril, les

responsables israéliens espéraient que l'AIEA condamnerait l'Iran et passerait ensuite le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU afin que des sanctions économiques soient imposées à Téhéran. « Mais, une fois de plus les Européens ont été le maillon faible de l'histoire. Ils ont apparemment voulu à tout prix remporter une victoire diplomatique en tentant de prouver qu'ils agissent différemment des Américains. Ils risquent de payer très cher ce soi-disant succès », prévient un diplomate israélien.

Malgré ce revers, Ariel Sharon ne semble pas décidé à recourir, du moins pour le moment, à « l'option militaire ». L'Etat hébreu dispose pourtant d'un nouveau modèle d'avions américains de type F 16 capables d'atteindre l'Iran ainsi que, selon des experts militaires étrangers, d'un arsenal nucléaire de 150 à 200 bombes atomiques. « Nous allons laisser les Américains mener le jeu diplomatique en espérant qu'ils parviendront à convaincre rapidement les Européens d'adopter une politique beaucoup plus ferme lorsqu'il sera évident pour tout le monde que les Iraniens ont tenté de gagner du temps », prévoit ce diplomate.

Mais le facteur temps est décisif. Le chef des renseignements militaires, le général Aharon Zeevi, a récemment estimé que le programme nucléaire militaire de la République islamique allait atteindre « le point de non-retour » d'ici à la mi-2005, autrement dit que les Iraniens ne seront plus dépendants de la moindre assistance étrangère pour achever seuls le programme nucléaire. Une fois ce stade franchi, les Iraniens devraient être en mesure de produire leur première bombe atomique d'ici trois ans, selon les estimations des militaires israéliens.

Ce diagnostic s'est trouvé étayé par les informations d'experts à Vienne qui ont accusé vendredi l'Iran d'avoir accéléré ces derniers temps la production d'un dérivé de l'uranium, le UF6, en vue de compenser la suspension de l'enrichissement d'uranium. Les Moudjahidins du peuple, un groupe d'opposition iranien, ont de leur côté fait état la semaine dernière de l'existence d'un site secret surnommé le « Centre moderne de technologie et d'alerte défensive » installé au nord-ouest de Téhéran, où l'enrichissement de l'uranium se poursuivait. Cette organisation a été la première à révéler en août 2002 l'existence de deux sites nucléaires secrets à Arak et Natanz dans le centre de l'Iran. A l'époque l'information n'avait pas été prise au sérieux. Des inspecteurs de l'AIEA qui s'étaient plus tard rendus à Natanz, avaient découvert 164 centrifugeuses utilisées pour l'enrichissement de l'uranium.

Turkey Makes Plans For Iraq

RFE/RL

By Kathleen Ridolfo — November 2, 2004

Turkish newspapers this week are reporting that the Turkish government has formulated a contingency plan that would place at least 20,000 Turkish troops inside northern Iraq in an effort to prevent Kurdish leaders from changing the demographic structure of the highly contested city of Kirkuk. The plan ostensibly calls for the reentry of Turkish forces into northern Iraq to rout out Turkish-Kurdish militants from the Kurdistan Workers Party (PKK), and also calls for Turkish troops to prevent further Iraqi Kurdish migration to Kirkuk. The city has a large Turkoman (ethnic Turkish) population, and vast oil reserves.

Media reports in recent months indicate that large numbers of Kurds are migrating to the city. Kurds say that they were displaced under the Hussein regime and are returning to their rightful homes; Turkey claims that Iraqi Kurdish leaders Mas'ud Barzani and Jalal Talabani want to ensure a Kurdish majority in the city under the next census in order to claim it as rightfully theirs, and possibly seek its inclusion in a federal Kurdistan. Barzani heightened Turkish concern over Kirkuk in recent weeks through a number of inflammatory statements that made clear that Iraqi Kurds seek the return of Kirkuk to Kurdistan (see "RFE/RL Iraq Report," 22 October 2004). He told reporters in the Turkish capital on 12 October that Kirkuk has a Kurdish "identity," and vowed to fight any force that attempts to intercede in the issue (see "RFE/RL Iraq Report," 15 October 2004).

According to news reports published in Istanbul dailies "Cumhuriyet," "Milliyet," and "Sabah" between 30 October and 1 November, Ankara's contingency plan was reviewed during a 14 October cabinet meeting attended by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, chief of General Staff General Hilmi Ozkok, Foreign Minister Abdullah Gul, Defense Minister Vecdi Gonul, and Turkish envoy to Iraq Osman Koruturk, among others. "Milliyet" reported on 1 November that the plan calls for the deployment of two army corps divisions to the area, including a 40,000-strong force to stand ready to enter northern Iraq on 18-hours notice. Those troops would first focus on PKK camps in the Qandil mountain range with the assistance of air support. Turkish concerns over the presence of PKK militants in northern Iraq have been heightened by reports that Syrian and Iranian Kurds have joined Turkish Kurds in northern Iraq. Turkish concerns over the presence of PKK militants in northern Iraq have been heightened by reports that Syrian and Iranian Kurds have joined Turkish Kurds in northern Iraq, "Sabah" reported on 31

October. The daily claimed that the number of militants present there has increased dramatically from the 2,000 that fled across the Turkish-Iraqi border on the orders of PKK leader Abdullah Ocalan four years ago. "Sabah" cited as "proof" the discovery of Syrian and Iranian nationals among those militants killed in clashes "over the past few days."

"Cumhuriyet" reported on 30 October that the Turkish force would consist of 20,000 troops, and claimed that military forces have already begun their deployment toward the Turkish-Iraqi border. The daily also claimed that Turkey has received tacit approval from U.S. officials to intervene in Kirkuk. "Cumhuriyet" also reported that the contingency plan was further discussed at a 27 October meeting between the Turkish National Security Council and the Turkish armed forces. The newspapers' reports claim that Barzani and Talabani are operating under the false assumption that Turkey would not take action against the "Kurdization" of Kirkuk before the 17 December EU Summit, when Turkey will begin accession talks with the European Union. But as "Sabah" contended: "There are national goals and causes that are more important than the EU.... For Kirkuk is in fact not the heart of Kurdistan, but rather that of Turkey's Iraq policy."

It remains rather unlikely that the United States has given any sort of tacit approval for a Turkish incursion into northern Iraq. While the dailies are correct in reporting that the United States is perhaps wary of any demographic transformation of the city, it is a far stretch to assume that the United States would permit Turkish troops to move deep into northern Iraq. Iraq's Kurds would interpret such a move as an invasion, and large-scale fighting would ensue. Baghdad would also not be welcome to such an incursion, since it would destabilize the whole of northern Iraq, which has experienced relative quiet since the fall of the Hussein regime. However, it is clear that something is afoot in northern Iraq. A 12 October MENA report stated that Kurdish peshmerga forces were moving troops further north and digging tunnels and establishing military outposts near Dahuk, close to the Turkish border. The news agency said the new positions of peshmerga would effectively give them control over the major land entry points along the border. Turkey has had a long-standing interest in Kirkuk because of its vast oil reserves, and Turkish leaders in 2003 attempted to claim a Turkish historical right to the city (see "RFE/RL Iraq Report," 13 January 2003).

Minority Phobia' Haunts Turkey

Any attempt to revise existing norms revives memories of the non-ratified Sevres Treaty of 1920, forced through by the World War I victors that would have divided Anatolia

Turkish Daily News

by Fatma Demirelli and Emine Kart - 7 November 2004

In 1923 the newly born Turkish Republic defined its minorities and their rights in the historic Lausanne Treaty that was signed by Western powers who failed to prevent the establishment of the independent Turkish state. 81 years after Lausanne, the minority issue is

at the heart of a boiling debate and is under pressure from outside and within. The main outside player is the European Union, whose executive arm the European Commission called on Turkey to expand its cultural rights to Kurds without explicitly calling them a minori-

ty, and complained that Alawis were not recognized as a Muslim minority. That immediately sparked fury in Ankara, but complaints were whispered and criticism was restrained and care was taken not to spoil the positive atmosphere in the wake of the commission's historic recommendation.

At the heart of the unrest lay the fact that neither Alawis nor Kurds were among the communities recognized as minorities under the Lausanne Treaty, widely acclaimed as the basis of the independence and unitary structure of the Turkish state. Thus, the commission's suggestions for rights for Kurds and Alawis were perceived as potential threats to the unitary structure of the state.

The roots of sensitivities regarding minority issues are strongly grounded in the experiences during the decline of the Ottoman Empire and the birth of the Turkish Republic after World War I. During Ottoman rule, Christian, Armenian and other religious communities enjoyed autonomy in their religious activities and education. But both the Turkish establishment and Turkish public share a widespread belief that the Christian West then used the stick of religion and nationalism in Eastern Europe to break up the Ottoman Empire during the 19th and 20th centuries. Any attempt to revise existing norms revives memories of the non-ratified Sevres Treaty of 1920, forced through by the World War I victors that would have divided Anatolia with outright independence for the Armenians and autonomy for the Kurds, leading to their independence.

The EU moved to calm the fears by saying the rights enjoyed by the people were what mattered and not the "terminology," and made it clear Turkey would need to revise its thinking on the matter in the light of changing international practices.

"It looks somehow not necessarily compatible with the existing international instruments that the only minorities that Turkey recognizes as minorities in Turkey should be non-Muslim religious minorities and that any other minority would by definition not exist in Turkey," EU Commission's representative in Ankara Ambassador Hansjoerg Kretschmer told the Turkish Daily News in an interview.

That unrest in the state apparatus was initially kept low but Kurds, and Alawis were quick to respond in a forceful way that rather shocked the authors of the commission's report and prompted Kretschmer to admit, "I was somehow surprised by statements that are made by representatives of Alawis and also of Kurds that they are not a minority."

Meaning entirely different things, representatives of both communities agreed in rejecting the "minority" label designed for them by the EU Commission. Alawis, citing their strong loyalty to the secular republic and to its founder Kemal Ataturk, denounced the "minority" description, something they felt was questioning their firm loyalty to the state. For Kurds, on the other hand, recognition as a minority fell short of what they appeared to be wishing for, namely, acknowledgment of their status as a "constituent element" of Turkey.

"We are not a minority," Leyla Zana, a former deputy of the now defunct People's Democracy Party (DEHAP) told the European Parliament in a speech upon receiving the prestigious Sakharov

Prize. "Kurds are a constituent element of the Turkish Republic," she said. Other Kurdish politicians emphasized that Kurds were too big a community to be labelled as a minority, and their centuries-long presence in Anatolia made it psychologically difficult for them to accept minority status.

"We are talking about 20 million people who have been living in this land for centuries. This huge number in itself and their presence for centuries prevents them feeling like a minority group," Hamit Geylani, a lawyer for the pro-Kurdish Democratic People's Party (DEHAP), told the TDN.

"Calling for equal rights for all would not promote the disintegration of the state; this fear is groundless. What leads to clashes is the policy of denial," he said. "Provided that the state can satisfy its citizens, no one would like to quit their own state and join another one, no matter how geographically or ethnically close it would be. Switzerland is a very good example," said Serafettin Elci, former leader of the banned Democratic Mass Party (DKP).

'Sevres syndrome'

What marked a new stage in the debate over minorities was a report drafted by a sub-committee of the Human Rights Advisory Board, a government-sponsored body making recommendations to Prime Minister's Office.

With its sharp language criticizing the practice concerning cultural rights, the report said the minority definition in Turkey was restrictive, contradicting the modern-day trend that says nation states are not to be asked if there are minorities living in their territory and which accepts the presence of minorities in a state if there are communities in that state who are "ethnically, linguistically and religiously different" and feel this difference is an inseparable part of their identity. It said even the most innocent demands for a distinct identity have been viewed with a "paranoid" suspicion that they are meant to divide the country and promote terrorism, which the report described as the "Sevres syndrome."

The report's blunt assessment created a storm even within the 78-member Human Rights Advisory Board, with some of its members calling the report a "document of betrayal." And it was that that broke the silence of the state as well. President Ahmet Necdet Sezer, in a message marking the anniversary of the foundation of the Turkish Republic, warned the unitary structure of the state was an untouchable issue and similar warnings from the influential military followed. "The Turkish Armed Forces [TSK] cannot accept any debate over the unitary structure of the Turkish state, an untouchable provision of the Constitution," Deputy Chief of Staff Gen. Ilker Basbug told a press conference last week.

Unleashing criticism directed to the EU -- held back for weeks -- Basbug also said the EU Commission's report was not in compliance with the Lausanne Treaty.

"It is clear that the EU's approach goes beyond the framework drawn up by the Lausanne Treaty," Basbug said, complaining that some of the rights suggested for those communities in the EU report

went beyond cultural rights and spilled over into the "political realm."

The ongoing debate is yet to finish and the rights and wrongs are yet to be set, but it has already exposed fears that have haunted Turkish minds for decades, perhaps even centuries.

But for Geylani, who is banned from politics for five years as a member of the now defunct People's Democracy Party (HADEP), this is a time to cherish. "The very fact that the issue is being debated 81 years after the establishment of the Turkish Republic is the most positive thing about the whole debate," he said.

Welcome to Kurdistan (while it lasts)

Independent/ Nov 23, 2003

Iraq's Kurds want full independence from Baghdad and all the trappings of statehood, but as Charles Glass reports from Irbil, their political leaders know that civil war and tragedy would be the inevitable consequence know the only way to avoid a civil war is to embrace a form of federalism

23 November 2004

In a small government office on the edge of the Iraqi Kurdish capital, three oil paintings show better than words what is driving Iraq towards separation. The first is a dark circle of old men in traditional Kurdish costumes seated on the ground. The others depict two stages in the last great Kurdish tragedy. Refugees trudge a serpent's path through the mountains in one, and the same refugees sit forlornly beside open tents in the other.

Mohammed Ihsan, who is 38 and took his doctorate in law from the University of London, tells visitors what the pictures mean. "He is teaching them to be Kurds," Ihsan says of a man smoking a cigarette in the first portrait. "He" is Mullah Moustafa Barzani, the father of modern Kurdish nationalism who died a defeated warrior in Washington in 1979.

The next two in the triptych depict the escape and arrival of 1991, when the Kurds – having rallied to the Americans who instigated and betrayed their revolution – fled over the border to Turkey and Iran. Ihsan knows about the flight of 1991. He was part of it. "It was a good thing," he says of a time when thousands of Kurds died. "It united us." The fourth and fifth panels – the present and future – have yet to be painted.

Iraqi Kurdistan today might be represented by peasants rebuilding the villages that Saddam Hussein destroyed, towns governed by Kurds rather than Arab appointees from Baghdad or Kurds picnicking under their own flag. What would the artist see in the future: an independent state, a province within a federal Iraq or another flight to the mountains? The Kurds fear chaos in the US-backed, interim-governed Arab Iraq is spreading north. Some Kurds would welcome this as the excuse to secede from Iraq and declare the Kurdish independence most want. Others, mainly in the leadership, believe secession would lead to a permanent state of war with the Arab south and, eventually, the loss of all their gains since 1991.

Dr Mohammed Ihsan is minister for human rights in the two north-western Kurdish provinces governed by the Kurdistan Democratic Party (KDP), headed by Massoud Barzani, son of the legendary Mullah Moustafa. The third Kurdish province, Suleimania, is under the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), whose leader is Jalal Talabani. Mr Barzani and Mr Talabani have agreed to unite

their Kurdish administrations after the January elections, if there are elections. Both Kurdish zones have human rights ministries, whose officials have full access to jails and prisons, promote women's and children's rights and preach civil rights in schools. Human rights have become paramount to a people whose basic right – that to life – was abused for 30 years by Baghdad with the complicity of the Kurds' American and British allies. Ministries of human rights do not figure in the Arab world or in the other two states where Kurds live in large numbers, Turkey and Iran. Whatever happens in the rest of Iraq, the Kurds are determined never to return to horrors of the past, even under fellow Kurds.

"Welcome to Kurdistan of Iraq" says the banner over the bridge from Turkey. It would be easier for the Kurds to erase "of Iraq" than to paint out Kurdistan. "Iraq means nothing to me," Dr Ihsan says. "I am not proud of Iraq." Kurds would fight and die for Kurdistan; but they would desert the army – as many did in the eight-year Iran-Iraq war – rather than die for Iraq. Even in Mosul, where they are fighting Arab insurgents, they say their goal is to protect Kurdish neighbourhoods and Erbil, which is less than an hour's drive away.

Hiro Talabani, the wife of the PUK leader Jalal, says that people cannot forget what the Arab armies of Saddam Hussein – and his predecessors – did to the Kurds. "But, believe me," she adds, "we will go through it again, if our future goes back to our Arab brothers. There is a little Saddam in the mind of every one of them."

Nowhere is the divergence between the Kurdish leadership and the populace so evident as over the issue of independence. Kurdish leaders have drawn red lines, minimum demands to guarantee their self-government within Iraq and to prove to their electorate that autonomy is almost as good as full independence.

No stable Arab government in Baghdad – not that one is emerging – would accept the Kurds' conditions for remaining part of Iraq. The first Kurdish demand is for control of the oil city of Kirkuk, whose Kurdish majority was reduced or eliminated. The Arabisation programme, an Arab version of Zionist land confiscation, dispossessed Kurds and replaced them with Arab Shia settlers. All Kurds say Saddam's ethnic cleansing must be reversed, the Shia compensated and sent back to the south and Kirkuk incorporated into the Kurdish administrative area.

Another red line means reversing Saddam's provincial boundary changes that merged parts of Kurdish provinces into Arab governorates. Restoring the pre-Saddam boundaries would add as much as 25 per cent to the existing Kurdish zone above the Green Line that they have controlled since 1991. It would also give the Kurds significant mineral wealth. Another red line has been drawn around the Iraqi armed forces: no Iraqi army may enter the Kurdish zone without the approval of the Kurdish parliament. A whole generation here – and the young are a majority – has never seen an Arab soldier or policeman. Those old enough to remember would be more adamant in preventing their return.

Some of these demands were incorporated into the Transitional Administrative Law the Kurds signed with Baghdad on 8 March this year. Kurdish autonomy is hovering perilously close to independence. The Arabs, weaker than the Kurds at present, are unlikely to accept Kurdish dictates forever. The Arabs see the Kurds, whom they used to dismiss as illiterate mountaineers, taking too much. The Kurds themselves see their leaders giving away their freedom. Mr Barzani and Mr Talabani must be sensitive to their own people, who elected their parties in 1992. "There is public opinion here," says the KDP minister of state Falah Moustafa Bakir in Erbil. "It does not want Kurds to make concessions."

Two million of the four million Kurds living in the Kurdish regional government zone signed a petition demanding a referendum on independence. A recent opinion survey, in the independent weekly *Hawaliti* (Citizen), showed 44 per cent would vote against the two ruling parties, the KDP and PUK, in regional parliamentary elections.

One reason is the perception that the parties are conceding too much to Baghdad. Nowhere is this more evident than in the Kurdish official acquiescence to Baghdad's demand that nothing be done to return Kirkuk's Kurdish former residents to their homes. Thousands of these internally displaced people went back to Kirkuk, to live in shanty towns. Some are in hovels in the local football stadium, including the confines of the men's lavatories. Most of them say they cannot live much longer without running water, electricity, clinics, jobs or schools.

Kurdish leaders may be leaving the status quo in Kirkuk to make a success of federal Iraq, but it is a federal state their followers do not want. Most Kurds are uneasy about committing Kurdish peshmergas (guerrilla fighters) to the federal army and the Iraqi National

Guard. The deputy commander of the PUK's peshmergas, Moustafa Sayed Kadir, told me of plans to transfer 32,000 peshmergas from the PUK and KDP to the Baghdad government. "They will serve inside and outside Kurdistan," he said.

When I suggested that large numbers of Kurdish peshmergas fighting in Arab areas would provoke Arab hostility, he agreed, "You're right. It's crazy to send 10,000 peshmergas to Arab Iraq. I don't want Arab soldiers here or peshmergas there. We have no choice. This is the tax we pay as a result of our Iraqi-ness." The gravest danger of asking peshmergas to fight for the US in Iraq is to the estimated two million Kurds who live outside the Kurdish zone. "Arabs are starting to see the Kurds as they see the Israelis," says the law professor Nouri Talabani, who heads the Kurdish election commission. And the insurgents have accused the Kurds – who had Israeli help for their rebellions in the late 1960s and early 1970s – of working with Israeli agents in Iraq.

Mr Barzani and Mr Talabani deny the charge, saying they need no Israeli help. Extremist mullahs have called on followers to kill Kurds because of the Kurdish alliance with the Americans. Many Kurds have been killed in Baghdad, Mosul and other cities because they are Kurds. Hundreds of Kurdish and Christian families have fled the Arab areas for security within the Kurdish protectorate. This trickle is a momentary function of insecurity under the US and the Iraqi interim government, or it is the start of a massive population transfer "We are a different nation," the KDP chief, Massoud Barzani, says. "Kurds are not Arabs. We happen to live in a place called Iraq. Federalism gives us the right to control our areas. The time is past for the centre to control Kurdistan. We are giving up many of our rights to live in a united Iraq. They are not giving up anything." Iraq is in fact, if not in law, two countries. Kurds refer to their area as Kurdistan and the rest as "Iraq". If the insurgents win and the Americans leave, the Arabs may try to punish the Kurds for their "betrayal" of Iraq by having become America's Gurkhas.

One day, while I was with a Kurdish government minister, a call came from a minister in the Baghdad government. The Kurdish minister became angry and told him: "Your authority stops at Baquba." Baquba is a town just south of the Green Line between Kurdish and Arab Iraq. If Baghdad tries to extend its authority north of Baquba, there will be one more war to add to the others that erupted when the US and Britain invaded. Then, the artist can complete his series in harsh shades of charcoal.

Iraq factions urge delay of election: At Dukan summit, politicians cite ongoing strife

Boston Globe By Thanassis Cambanis - November 19, 2004

DUKAN, Iraq -- Leading Sunni politicians and representatives of Iraq's prime minister and president called yesterday for Iraq's national election to be postponed until order is restored in the violence-racked Sunni Arab heartland, the strongest signal yet that the ballot might not take place in January as scheduled.

The national election has been the linchpin of the US agenda in Iraq, and the interim government's main mission is supposed to be paving the way for an elected body to write a new constitution. But security has deteriorated in the Sunni Triangle, and US and Iraqi forces have struggled to establish order.

At a one-day summit of nearly all of Iraq's major political parties at a lakeside resort here in the Kurdish north, senior officials -- including a vice president and several ministers -- discussed delaying elections by two or three months until security can be established. Although the meetings are not binding, they are expected to shape the interim government's formal deliberations later in Baghdad.

It is unclear who has legal authority to postpone the election, which under the interim constitution is set to take place sometime before Jan. 31. But a top Allawi aide said the prime minister would consult his Cabinet, Iraq's Independent Election Committee, and the UN on the matter. "I don't think in this short period we can establish security and solve the technical problems facing the election committee," said Ibrahim al-Janabi, interim Prime Minister Iyad Allawi's right-hand man in the Iraqi National Accord. "I think the delay or postponing of the election is more likely than holding them on time," Janabi said in an interview during a break in the closed-door meeting.

Two State Department officials reached yesterday afternoon in Washington said they had not heard about the meeting and could not immediately comment on it. However, they said that US policy has been to honor the wishes of the Iraqi people and that, as far as they knew, the government does not intend to delay the vote.

"This is a decision that the Iraqis are going to make based on what they think can be done," one of the officials said on condition of anonymity. "The Iraqi government has said and continues to reiterate that their intention is to hold elections on schedule."

Moving the election date could open a serious rift between Sunnis, who fear that the vote will officially relegate them to minority status in the new government, and Shi'ites and Kurds, many of whom want the election to go ahead so they can claim their long-denied share of national political power and write a new constitution that guarantees their rights. The retreat was originally supposed to focus on the electoral process and multiparty coalitions. The agenda shifted to emergency footing, however, with virtually every party claiming that in the current security climate, the election would be a bloody, lethal affair.

"Sunnis will boycott the elections if the security situation continues as it is now," said Mohsen Abdulhamid, head of the Iraqi Islamic Party, which withdrew from the government last week to protest the invasion of Fallujah by US and Iraqi forces.

But Shi'ite and Kurdish leaders at the meeting, who say they collectively represent about 85 percent of Iraq's population, said they were prepared to hold the election in January with or without participation from those in the Sunni Triangle. "There is no perfect election in the world," said Sa'ad Jawad Qandil, a top official in the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, or SCIRI. "If there are some minorities who cannot participate because of security, that is not a reason to cancel the decision of the majority."

In yesterday's meeting, Kurds and Shi'ites argued that Sunnis were holding the election process hostage, demanding a delay as long as their cities were plagued by the very violence for which they are res-

ponsible. Nawshirwan Mustafa, a top official in the Patriotic Union of Kurdistan, said that even though US and Iraqi government forces had failed to bring security, the election could not be indefinitely postponed.

"The government's credibility depends on sticking to the timetable," he said. "There is no state in the world where 100 percent of the people take part in the vote."

Until now, Iraqi politicians have publicly skirted around the potentially explosive issue of the timing of the election. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the supreme religious authority for Iraq's majority Shi'ites, summoned hundreds of thousands of followers to the streets earlier this year to back his demand for a strict timetable for the election and a new constitution.

This summer, Allawi broached the possibility of holding the national election only in stable areas, simply leaving out those parts of the country too dangerous for a vote. He appeared to have backed away from that stance yesterday, however. "You can't have elections in some cities and exclude others," Janabi, his aide, said. "If you want to do this election you must do it in all Iraq at one time."

The United States has said it believes the election should be held in January across the entire nation, and designed the military offensive that began last month and includes operations in Fallujah and Mosul to achieve that goal.

Sunni Muslims thrived during Saddam Hussein's regime, and many mobilized early against the interim government, which is dominated by a mix of Shi'ite Arabs and Kurds. Now, fighting that is concentrated in the belt of Sunni cities at the heart of the insurgency, including Mosul, Baghdad, and Fallujah, has intensified the Sunni feeling of anger toward the government in Baghdad, making the political equation even more volatile.

"It's pretty difficult when you look at the security situation right now to say we can hold elections," said Hajim al-Hasani, a Sunni politician who has formed a new political party with President Ghazi al-Yawer. Holding the vote in January would effectively disenfranchise the country's Sunni minority, Hasani said. "You would be preparing the ground for something like civil war," he said.

Iraq's mostly ineffective police force and National Guard further complicate the problem. US commanders said they had hoped to clear insurgent strongholds and turn them over to Iraqi forces to patrol, in time for citizens to register to vote in December and cast their ballots in January.

But explosive violence has flared across the country in insurgent strongholds such as Mosul and Baqubah, even as US forces stormed through Fallujah. Yesterday in Mosul, insurgents took control of several neighborhoods and tried to kill the provincial governor, shelling his headquarters and killing one of his guards.

Kurdish and Shi'ite leaders said they were skeptical that postponing the election would do anything to further the fight against insurgents and terrorist groups.

Ahmed Chalabi, the former Pentagon favorite and leader of the Iraqi National Congress, has reemerged as a key coalition builder among religious Shi'ite parties. In yesterday's meeting, he said, he questioned those politicians who called for a delay.

"You ask to postpone these elections until the security situation improves," he said he told participants. "Who says security will improve if the elections are postponed?"

The delegates left after 10 p.m. last night, with an agreement to lobby the government in Baghdad to allow more time for political parties to prepare for the elections, and to demand that the government include political parties in security planning. The same leaders who yesterday berated the Iraqi government's failure to take charge of security themselves represent the government almost in its entirety. Several of them are now arguing behind the scenes that the government should deploy their party militias to provide security during the election.

SCIRI, the Iraqi National Congress, and both major Kurdish parties said their own fighters could effectively police large parts of Iraq if invited by the government.

No political groups allied with the insurgency attended the meeting. Neither did representatives of Moqtada al-Sadr, the radical Shi'ite cleric whose Mahdi Army has waged fierce battles with American forces in Sadr City, Najaf, and Karbala.

US and Iraqi government officials have opposed deploying the political parties' militias, saying such a move would open a Pandora's box, unleashing competing private armies accountable only to their commanders. They also fear that militias would increase the likelihood of internecine conflict after the election between the winners and losers. Farah Stockman of the Globe staff contributed to this report from Washington.

Thanassis Cambanis can be reached at tcambanis@globe.com.

Ankara s'oppose aux demandes Kurdes de reporter les élections à Kirkouk



ANKARA, 20 nov (AFP) - 9h38 - Le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul s'est opposé aux aspirations des factions kurdes d'un report dans la ville pétrolière de Kirkouk (nord) des élections générales programmées pour janvier 2005 en Irak.

"Ils (les deux principaux groupes kurdes) ont fait part d'une telle demande. Mais ce n'est sûrement pas à eux de décider. Cette décision reviendrait au Conseil national irakien (Assemblée provisoire)", a-t-il dit vendredi soir à des journalistes, cité par l'agence Anatolie.

M. Gul faisait référence au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, et à l'autre grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigé par Jalal Talabani.

M. Gul a précisé que les élections devaient se dérouler "en temps prévu" et réaffirmé l'importance pour la Turquie, pays voisin de l'Irak, de la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'unité politique de ce pays.

La population de Kirkouk comprend, outre les Kurdes, une importante communauté turcomane, un groupe ethnique turcophone bénéficiant du soutien d'Ankara.

Les Kurdes d'Irak affirment que la ville était peuplée pour l'essentiel de Kurdes jusqu'aux années 1950 et aux campagnes d'arabisation menées par Bagdad, lors desquelles des milliers d'Arabes ont été encouragés à s'installer à Kirkouk.

Les Kurdes s'efforcent à présent de chasser les Arabes et certains d'entre eux voient en Kirkouk la capitale potentielle d'un futur Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. Ils souhaitent qu'un référendum soit organisé dans la ville avant un scrutin pour demander son rattachement aux provinces kurdes.

Ankara craint qu'une mainmise kurde sur les richesses pétrolières de la ville ne rende viable ce projet et n'encourage sa mise en oeuvre, ravivant le séparatisme au sein de la minorité kurde du sud-est de la Turquie.

200 réfugiés kurdes iraniens obtiennent l'asile en Suède (organisation)



AMMAN, 24 nov (AFP) - 16h51 - Plus de 200 Kurdes iraniens ont été transférés mercredi du camp de réfugiés de Roueiched, à la frontière jordano-irakienne, à Amman, en prévision de leur voyage en Suède qui a accepté de leur accorder l'asile, a indiqué une responsable d'une organisation internationale.

Cette opération touchant 202 réfugiés kurdes iraniens a été réalisée avec l'aide du Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) a déclaré à l'AFP Dana Abou Cham, responsable de bureau irakien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Selon elle, deux appareils de la compagnie nationale jordanienne Royal Jordanian ont été loués pour assurer leur voyage, dans la nuit de mercredi à Stockholm.

Cent quatre vingt-trois autres réfugiés, ayant obtenu l'asile en Suède, feront le voyage le 8 décembre prochain, a indiqué cette responsable.

Ces réfugiés, installés en Irak, avaient gagné la frontière jordano-irakienne lors de l'invasion américano-britannique de l'Irak en mars 2003. La Jordanie leur avait refusé l'entrée sur son territoire et ils étaient regroupés dans le camp de Roueiched, en plein no man's land, dans des conditions précaires.

Les violences meurtrières continuent de faire rage à travers plusieurs villes du pays

Les élections générales prévues à Bagdad le 30 janvier

La commission électorale a fixé hier au 30 janvier les premières élections générales multipartites en Irak depuis un demi-siècle, alors que le pays reste le théâtre de violences meurtrières.

« La commission électorale a décidé à l'unanimité de choisir le 30 janvier comme date des élections », a indiqué à Bagdad le président de cette instance indépendante, Abdel Hussein al-Hindaoui.

Après des décennies de règne du parti unique, le Baas, la commission électorale a déjà autorisé 126 listes, dont 44 listes individuelles, sur un total de 198 qui ont été présentées. La clôture du dépôt des listes a été fixée à lundi.

Quelque 14 millions d'Irakiens, y compris pour la première fois ceux de l'étranger, devront élire les 275 députés de l'Assemblée nationale transitoire dont la durée de vie sera de moins d'un an. Elle sera censée rédiger la Constitution permanente au plus tard le 15 août 2005, contrôler l'exécutif et voter des lois.

Une fois la Constitution adoptée lors d'un référendum prévu avant le 15 octobre suivant, de nouvelles élections auront lieu pour élire un parlement. Le 30 janvier, les Irakiens devront également désigner leurs représentants dans les 18 assemblées provinciales, tandis

que les Kurdes devront élire leur parlement régional. Hindaoui a précisé que l'inscription sur les listes électorales prendrait fin mardi pour la province et le 30 novembre à Bagdad. Selon Adel al-Lami, chef de l'administration électorale, « trois ou quatre millions d'Irakiens se trouvent à l'étranger. Environ 120 000 voteront uniquement pour l'Assemblée nationale mais pas pour les Assemblées provinciales ni pour le Parlement kurde ».

Interrogé sur les appels au boycottage lancés par 47 formations, notamment sunnites, M. Hindaoui a répondu : « Je

peux vous assurer, au nom de la commission, que tous les grands partis ont décidé de s'enregistrer. »

L'Irak reste toutefois plus que jamais en proie à la violence. Six personnes ont été tuées et douze autres blessées dimanche dans la ville de Ramadi, à 100 km à l'ouest de Bagdad, où l'armée américaine traque des rebelles.

Au lendemain de la découverte de neuf corps de soldats irakiens tués par balles à Mossoul, deux nouveaux cadavres d'Ira-

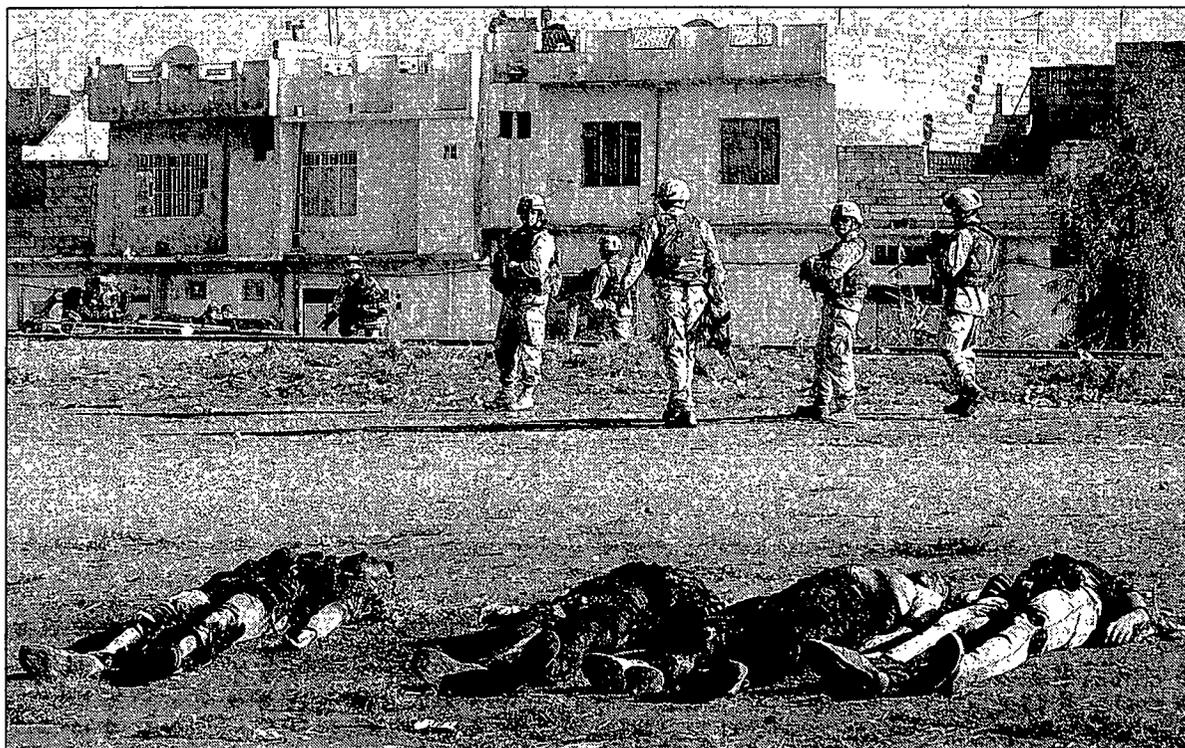
kiens, dont au moins un était membre des forces de sécurité, ont été retrouvés dans cette ville, la troisième d'Irak, où les troupes américaines et irakiennes poursuivaient leurs opérations contre les repaires des rebelles.

A Faludja, près de deux semaines après le lancement de son offensive, l'armée américaine rencontrait toujours quelques poches de résistance.

Au sud de la capitale, de violents accrochages ont opposé dans la matinée des rebelles à des soldats américains et irakiens dans la ville de Latifiya, près de laquelle 30 corps ont été retrouvés.

Au nord de Bagdad, le corps d'un entrepreneur irakien tué par balles a été découvert dans la ville de Balad, selon des sources policières. De mêmes sources, deux personnes ont été tuées dans de violents accrochages entre insurgés et GI à Samarra, alors que deux camionneurs turcs ont été tués par des inconnus près de Baiji. (AFP.)

LE FIGARO 22 NOVEMBRE 2004



Des soldats américains passent à côté de quatre des neuf membres des forces de sécurité irakiennes retrouvés samedi dans une zone industrielle de Mossoul. Les neuf hommes semblent avoir été abattus d'une balle dans la tête avant d'être brûlés. (Photo AFP.)

Irak : le Club de Paris promet d'effacer 33 milliards de dollars de dette

LA CONSIGNE politique était claire : tout faire pour qu'un consensus sur la dette irakienne soit trouvé avant l'ouverture, lundi 22 novembre, du sommet de Charm El-Cheikh. Dimanche 21 novembre, après cinq jours de négociations en présence - pour la première fois - d'une délégation irakienne, les 19 membres du Club de Paris (qui réunit les créanciers publics) sont parvenus à un accord : « un allègement global de la dette publique extérieure à hauteur de 80 % en trois tranches », a annoncé le président du Club de Paris, Jean-Claude Jouyet.

L'accord prévoit l'annulation immédiate d'une partie des intérêts de retard (70 %), ce qui équivaut à une réduction de 30 % de la dette. Cette concession a été faite par Paris pour tenir compte de l'impact économique du régime de sanctions auquel a été soumis l'Irak pendant plus de dix ans.

Une deuxième tranche de 30 % (11,6 milliards) sera consentie lors de la signature d'un accord avec le FMI, vraisemblablement dans le courant de 2005. Depuis fin septembre, l'Irak est déjà « sous contrat »

avec l'institution internationale, ce qui a débloqué une aide d'urgence de 436 millions de dollars.

PROGRAMME « POST-CONFLIT »

Ce programme dit « post-conflit », obtenu après que Bagdad eut remboursé les arriérés de 81 millions de dollars dus au FMI, est la formule la plus élémentaire des programmes de l'institution. Sa principale vertu a été de pouvoir débloquer les négociations au sein du Club de Paris. La troisième étape de l'accord - un abandon supplémentaire de 20 % (7,8 milliards) - dépendra de la situation économique de l'Irak à l'issue du programme FMI, en 2008.

Depuis un an que la question du traitement de la dette irakienne est sur la table, les négociateurs se partageaient en deux camps. Ceux qui, menés par les Etats-Unis, considèrent qu'il faut tirer un trait sur les dettes contractées par Saddam Hussein, et faciliter ainsi le redécollage économique du pays. Les autres, dont la France et l'Allemagne, rappellent que l'Irak n'est pas un pays pauvre puisqu'il

détient les deuxième réserves pétrolières du monde, et qu'il ne serait pas « convenable », selon le terme de Jacques Chirac, de lui consentir un traitement plus avantageux que celui accordé aux pays très pauvres.

Dimanche, les deux camps ont trouvé un terrain d'entente sous la haute surveillance de l'Elysée et de la Maison Blanche. L'administration américaine insistait depuis des

mois pour un abandon de 95 % tout de suite. Elle peut faire des 80 % (dont 20 % d'une troisième tranche hypothétique) arrachés au Club de Paris un motif de victoire. De Santiago, au Chili, où il participait au Forum Asie-Pacifique, le président George Bush a salué dans l'accord conclu « une contribution internationale majeure à la reconstruction politique et économique de l'Irak ».

Paris et Berlin, jusque-là arc-boutés sur le chiffre de 50 %, donnent des gages de générosité en « poussant » jusqu'à 60 %, « un niveau inférieur à celui accordé à l'ex-Yougoslavie », souligne un négocia-

teur, satisfait que l'approche « phasée » défendue par la France ait été retenue. « La deuxième tranche interviendra après les élections, on saura avec qui on parle », confie-t-il.

Pour la troisième, Paris espère bien qu'en 2008, à l'issue de trois ans d'une discipline de fer imposée par le Fonds monétaire international, l'Irak sera capable de faire face à ses engagements internationaux. « Si le scénario rose se confirme, l'Irak pourra alors puiser dans ses revenus du pétrole », dit un haut fonctionnaire. La dette contractée auprès du Club de Paris n'est que le tiers des engagements financiers de Bagdad. Quelque 80 milliards restent à rembourser à des créanciers privés ou publics, dont une trentaine à l'Arabie saoudite. Le secrétaire américain au Trésor, John Snow, a rappelé la règle d'une « comparabilité de traitement » qui impose au gouvernement irakien d'obtenir une réduction similaire avec ces autres créanciers.

En attendant, le ministre irakien des finances, Adel Abdel Mahdi, a qualifié l'accord de « pas très important pour l'Irak » et affirmé que « l'argent sera dépensé pour la reconstruction ». M. Mahdi n'a jamais caché le lien qui pouvait exister entre la générosité des créanciers et l'octroi de contrats. La France, l'Allemagne et la Russie s'en sont sûrement souvenu au moment de signer.

Babette Stern

Un poids total de 120 milliards de dollars

L'Irak a une dette, en principal, de 21,6 milliards de dollars à l'égard des 19 pays réunis au sein du Club de Paris.

● Le Japon est le principal créancier avec 4,108 milliards de dollars. Il est suivi par la Russie (3,450 milliards), la France (2,993 milliards), l'Allemagne (2,403 milliards), les Etats-Unis

(2,192 milliards), et l'Italie (1,7 milliard), les autres pays ne représentant que quelques centaines de millions chacun.

● Le G7 détient, à lui seul, près de 15 milliards de dollars.

● Les arriérés d'intérêts gonflent le poids des sommes dues au Club de Paris à 38,9 milliards de dollars.

● Ce montant ne représente que le tiers de la dette extérieure irakienne totale, estimée par le FMI à 120 milliards de dollars. Le reste a été contracté auprès des ex-républiques du bloc soviétique et des monarchies pétrolières du Golfe. La part la plus importante est détenue par l'Arabie saoudite.

Malgré les combats, la commission électorale fixe au 30 janvier la date des élections

LA COMMISSION électorale irakienne a annoncé, dimanche 21 novembre, à la veille de l'ouverture du sommet de Charm El-Cheikh, que les premières élections générales multipartites en Irak depuis un demi-siècle auraient lieu le 30 janvier 2005. Cette commission, présidée par Abdel Hussein Al-Hindaoui, a déjà autorisé 126 listes, dont 44 listes individuelles, sur un total de 198 qui ont été présentées. La clôture du dépôt des listes a été fixée au lundi 22 novembre.

Interrogé sur les appels au boycottage lancés par 47 formations, notamment sunnites, M. Hindaoui a assuré « que tous les grands partis se sont enregistrés ». Parmi ces appels figure celui du Comité des oulémas, principale organisation sunnite. Le Parti islami-

que avait appelé à un report du scrutin mais aurait déposé un dossier de candidature. Parmi les listes connues, une vingtaine sont proches des Frères musulmans.

Quelque 14 millions d'Irakiens, y compris pour la première fois ceux de l'étranger, devront élire les 275 députés de l'Assemblée nationale transitoire dont la durée de vie sera de moins d'un an. Elle sera censée rédiger la Constitution permanente, ce qu'elle devra terminer au plus tard le 15 août 2005, contrôler l'exécutif et voter des lois. Une fois la Constitution adoptée au cours d'un référendum prévu avant le 15 octobre, de nouvelles élections auront lieu pour élire un Parlement. Le 30 janvier, les Irakiens devront également désigner leurs représen-

tants dans les 18 assemblées provinciales, tandis que les Kurdes devront élire leur parlement régional.

L'inscription sur les listes électorales doit prendre fin le 15 décembre. Selon Adel Al-Lami, chef de l'administration électorale, « trois à quatre millions d'Irakiens se trouvent à l'étranger. Environ 120 000 voteront uniquement pour l'Assemblée nationale, mais pas pour les assemblées provinciales ni pour le parlement kurde ». « Nous appelons toutes les organisations internationales et les organismes concernés à envoyer des observateurs. Nous espérons que l'ONU jouera un rôle important en envoyant aussi des observateurs », a ajouté M. Hindaoui.

Les élections se feront à la proportion-

Nuclear confrontation ■ By Alan L. Isenberg

Needed for Iran: U.S. muscle, European diplomacy

International Herald Tribune
November 24, 2004

STANFORD, California

Earlier this month, the so-called EU Three — Britain, France and Germany — achieved an important victory for global security, convincing Iran to suspend its uranium enrichment and plutonium reprocessing activities pending further negotiation on its nuclear question. Though Iran claims that it does not desire a nuclear bomb, the West has long been skeptical of the oil-rich state's contention that it seeks a nuclear fuel cycle for energy purposes alone. Europe and the United States (and of course Israel) will sleep better knowing that Tehran is not pursuing enrichment activities, whatever their alleged purpose.

But the EU3 agreement, which fails to discuss consequences for Iran if it breaks the deal, is vulnerable to being undermined not only by Iran but also by the United States; both have already raised eyebrows in the wake of the accord. Iran raced to produce uranium hexafluoride, a gas that can be enriched into bomb fuel, before it began to observe the temporary suspension on Monday. And both President George W. Bush and outgoing Secretary of State Colin Powell have publicly aired their suspicions that Iran will continue its drive for nuclear weapons under cover of the deal.

At the moment, administration hawks are pressing to confront the mullahs at the United Nations Security Council, where economic sanctions could be considered; calls for using force and for regime change are likely to follow.

Military action is inadvisable at this point, because of a dearth of solid intelligence and the secretive, geographically diffuse nature of Iran's nuclear sites. If the issue reaches the Security Council with the United States and Europe continuing along divergent paths, the inevitable deadlock will deal a severe and lasting blow to international security. Therefore, the agreement must be fortified to keep the Iranians honest, the Europeans effectively engaged and the U.S. hawks bridled.

This can be achieved through a U.S.-European accord laying out trigger mechanisms for specified consequences if Iran violates certain benchmarks. For example, if Iran fails to allow inspectors the access accorded by the Nuclear Nonproliferation Treaty's additional protocol — which Iran is provisionally observing pending ratification — or resumes enrichment and centrifuge-building activities, it could face severe economic sanctions, censure by the Security Council (necessitating cooperation from Russia and China), or in the event of hostility, a forceful response.

We don't know yet whether Tehran will play by the rules. The regime has mastered the art of behaving badly and then seeking rewards for getting back into line. To date, the Europeans have played into its hands, offering carrots for compliance without wielding sticks to punish violations.

Therefore, the Bush administration's apparent comfort with a military option can serve as an important deterrent against Iranian cheating, arming the EU3 agreement with teeth that it would not otherwise have. Iran desires economic incentives but does not yet desperately



need them; without a credible threat of U.S.-backed sanctions imposed by the international community, the mullahs can simply decide one day that the restrictions have ceased to be worth their while, and break any deal as though it were merely a business contract.

For the United States, accepting the EU3's carrot-based approach (provided the benchmarks are added) will show the world that it still supports negotiated diplomacy and multilateralism, even in cases where military threats loom. Participating in this framework will also send a message to Iran that the United States is not ruling out renewed relations. This would resonate with the largely pro-American Iranian populace, who despise their regime and are seeking inroads to break free of it.

But if the United States instead presents itself as a unilateralist maverick, it will hinder its own interests; the only thing Iranians disdain more than the mullahs is outside meddling with their deeply nationalistic desire for self-determination. The more overtly hostile the United States acts toward Iran, the more the mullahs are able to spin America's posture to alienate Iranians against the "Great Satan."

The way to keep the Iranian regime in check while speeding its demise is to insure the nuclear agreement through benchmarks and triggers, and then give the mullahs exactly what they ask for in terms of increased access to international institutions like the World Trade Organization.

Such carrots can also be Trojan Horses, allowing the forces of democratic reform within Iran to blossom by enabling pro-democracy elements to make global connections. The U.S. and Europe should saddle up those horses together.

Alan L. Isenberg is a fellow at the Center for International Security and Cooperation of the Stanford Institute for International Studies.

Distrust of U.S. surfaces at conference on Iraq

Some Arabs worry about vote deadline

By Neil MacFarquhar

SHARM EL SHEIK, Egypt: The lingering anxiety and antagonism prompted by the American military presence in the Middle East surfaced at a meeting of foreign ministers from Iraq's neighbors Monday, on the eve of the first international conference aimed at easing the tensions created by the entire U.S. enterprise in Iraq.

Farouk Al-Sharaa, Syria's foreign minister, grilled his Iraqi counterpart over who decided on the military attacks carried out inside Iraq and the level of force used in bombing cities and other targets, several participants said.

"He suggested the kind of weapons used is disproportionate," said one minister from a neighboring nation who participated.

The response from the Iraqis was that the transitional government is trying to end the insurgency destabilizing the country so that a new, fully elected government could replace it.

Iraq hopes to emerge from the unprecedented gathering of senior officials from around the globe Tuesday with some of the longstanding bitterness over the war eased and with a renewed assurance that the United Nations will play the active role envisioned in overseeing scheduled elections.

Much of the session Monday night was occupied with a presentation by Ashraf Qazi, the special envoy in Iraq of the United Nations secretary general, about how the elections scheduled for Jan. 30 might unfold.

Qazi said the elections were technically feasible, but did not get involved in the discussions about whether the country would be stable enough by then for the vote to proceed.

Several ministers voiced concern

that widespread participation was more important than meeting the deadline, those at the meeting said, describing the overall mood as cordial.

Ahmed Aboul Gheit, the foreign minister of Egypt, said the meeting ended with unanimous backing for the full conference on Tuesday to support the political transition in Iraq via elections, as well as stabilizing the country and ensuring its economic reconstruction.

The full conference is not expected to discuss any delay in the elections.

"It is important for them to be there, not the troops, but more UN personnel staff, technical assistance and aid to that effect," Zebairi said in an interview.

"It will give confidence to the people," he added.

One measure of both the violence gripping Iraq and the bitter rifts opened in international relations over the war that no one has stepped forward to take the lead on the issue of organizing the Iraqi elections.

The brief communiqué expected to emerge from the conference here speaks of backing the elections in general terms, along with the overall process of establishing a new constitution, stabilizing the country and aiding reconstruction.

Egypt, as the main organizer of the meeting, avoided getting too specific

over any one issue to try to keep the emphasis on solving past differences rather than creating new ones. The meeting Tuesday will group the foreign ministers of some 20 countries, including China, Russia, France and Britain, along with the heads of four major regional or international organizations, including the United Nations.

The basic idea behind the conference is to provide a forum for Iraq's neighbors, deeply suspicious of the American presence, to air their differences directly to Secretary of State Colin Powell and officials from other countries whose troops are occupying Iraq.

"The aim of this conference is to build confidence and to establish some kind of a dialogue between those countries who have forces and troops in Iraq and those countries that neighbor us," said Iraq's foreign minister.

"They are afraid of this continued presence, and they don't know their agenda, they don't know their aims, their goals. We tried very hard to reassure them but really they will not believe us."

Qualms about the American presence in Iraq are not isolated to its neighbors. Some of the sharpest arguments in shaping the final communiqué came from France, supported periodically by Russia, China and Germany.

France and the Arab League were particularly insistent that the resolution call for widening the political participation in Iraq and that it include some kind of timetable for withdrawing the American troops. Its proponents argued that such measures would encourage more Iraqis to look to the elections as a means of changing the country and not toward continued attacks.

The New York Times



Mohamed El-Dakhakhny for The New York Times



John Moore/The Associated Press



Mike Nelson/European Pressphoto Agency

Iraq representatives and envoys from other nations are meeting in Egypt. Among them are, above left, Saudi Arabia's foreign minister, Prince Saud al-Faisal, upper right, Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebairi and, above, Syria's foreign minister, Farouk Sharaa.

International Herald Tribune
Tuesday, November 23, 2004

Ils redoutent une partition de l'Irak

Les Arabes à contrecœur

Charm el-Cheikh :
Pierre Garret

Les impressionnantes mesures de sécurité qui paralysent depuis hier la station balnéaire de Charm el-Cheikh donnent le ton d'une conférence à haut risque, un mois et demi après les attentats de Taba, à peine 200 kilomètres plus au nord. L'Égypte n'a accepté qu'à contrecœur d'accueillir l'événement, tiraillée entre les pressions de Washington et une opinion publique très hostile à la guerre en Irak.

A la Maison-Blanche qui voulait organiser la conférence avant l'élection présidentielle américaine pour légitimer la politique de George W. Bush, l'Égypte et l'Arabie saoudite notamment ont rétorqué que la chose était impossible pour cause de ramadan. Un simple sursis. Aujourd'hui, bon gré mal gré, le monde arabe, re-

présenté à Charm el-Cheikh par les voisins de l'Irak et par la Ligue arabe, répond donc à l'appel de Washington et Bagdad pour préparer les prémices du nouvel Irak. Sans toutefois se faire de grandes illusions. « *Les dirigeants arabes se contenteraient volontiers de quelques phrases fortes de la part des Américains pour faire passer la pilule à leur peuple* », souligne un observateur, alors que des milliers d'étudiants manifestent depuis deux jours contre la tenue de la conférence dans les universités du Caire et d'Alexandrie.

Si les pays arabes ne peuvent pas se désintéresser de la situation en Irak, potentiellement déstabilisatrice pour tout le Proche-Orient, ils ont d'autres priorités que la supervision des élections, l'implication de l'Otan ou la réduction de la dette, les sujets qui intéressent les Occidentaux.

Les Arabes veulent notam-

ment obtenir des garanties sur la nature du nouvel Irak. Certains pays, comme l'Arabie saoudite et les Émirats du Golfe craignent par exemple que les élections n'ouvrent la voie à un État chiite pro-iranien, une situation qui pourrait encourager leur propre minorité chiite

à se rebeller. D'autres, comme la Syrie, insistent sur l'« arabité » de l'Irak et s'inquiètent du poids que pourraient prendre les Kurdes dans le nouveau régime, une préoccupation partagée par la Turquie et l'Iran, où vivent aussi d'importantes communautés kurdes.

Tous redoutent de manière générale que la dégradation de la situation sécuritaire ne finisse par mener à une partition de l'Irak. Un scénario qui, selon la presse égyptienne, n'est pas sans rappeler l'exemple du Soudan, où l'accord de paix signé sous l'égide des États-Unis ouvre la voie à une sécession du Sud. Il n'en fallait pas davantage pour que certains journaux cairotes prêtent aux États-Unis l'intention de remodeler le Proche-Orient, en poussant à terme à l'éclatement de l'Arabie saoudite, autre pays aux frontières fragiles.

Le monde arabe est par ailleurs embarrassé par une demande du gouvernement in-

térimaire irakien visant à constituer une force arabo-musulmane pour protéger le personnel des Nations unies. L'idée a été avancée cet été par l'Arabie saoudite, sans grande prise de risque de la part de Riyad, puisque le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, avait précisé au préalable qu'il ne voulait pas de soldats originaires des pays frontaliers. Ce qui exclut donc les Saoudiens, mais aussi les Koweïtiens, Jordaniens, Syriens, Turcs et Iraniens...

Les autres pays arabes ne se sont guère montrés enthousiastes et seuls quelques États musulmans, comme la Malaisie, ont laissé la porte entrouverte. L'Égypte, elle, a rejeté catégoriquement l'envoi de troupes, en s'estimant largement assez impliquée dans le projet de sécurisation de la bande de Gaza en cas de retrait israélien. Dans les milieux diplomatiques égyptiens, on souligne d'ailleurs que la position des pays arabes serait grandement facilitée si la reconstruction de l'Irak s'accompagnait d'une relance du processus de paix israélo-palestinien. Mais personne, dans le monde arabe, n'ose plus nourrir de trop grands espoirs à ce sujet.

Jacques Chirac est de plus en plus isolé sur la scène internationale depuis que le camp de la paix s'est effrité

Les contradictions de la politique française

Luc de Barochez

Les objectifs poursuivis par la France dans sa politique irakienne s'éloignent un à un. Depuis la guerre d'Irak en mars 2003 et jusqu'à la conférence internationale de Charm el-Cheikh qui s'ouvre ce soir, la diplomatie française a été constamment en porte-à-faux, votant toutes les résolutions de l'ONU même lorsqu'elles ne la satisfaisaient pas et contrainte, au bout du compte, de céder du terrain sur les dossiers qui lui tenaient à cœur.

Paris n'a pas pu remettre

l'ONU au centre du jeu, en grande partie parce que l'organisation internationale elle-même y était très réticente. La France n'a pas réussi à obtenir que le 30 juin 2004, date du transfert du pouvoir des Américains à un gouvernement irakien souverain, marque une vraie rupture. Elle n'a pas su imposer, à cette occasion, l'internationalisation du processus de transition. Elle n'est pas parvenue à

fixer un horizon pour le départ des troupes étrangères du pays.

Elle a échoué à interdire à l'Otan de dépêcher, sous son drapeau, des formateurs de l'armée irakienne à Bagdad,

malgré les objections du président Jacques Chirac, qui y avait vu la préfiguration d'un choc « *entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman* ». Elle vient de se plier aux exigences des États-Unis qui voulaient une réduction de 80 % au moins de la dette irakienne (lire ci-dessous). La France refusait au départ d'aller au-delà de 50 %.

La conférence de Charm el-Cheikh était pourtant une idée de Paris, qui en avait lancé l'idée, avec la Russie, dès 2003. Mais les exigences que la France avait posées pour l'ordre du jour de la réunion ne sont pas remplies. On est bien loin du modèle qui avait réuni à Bonn en 2001 toutes

les factions afghanes sous l'égide de l'ONU. A Charm el-Cheikh, les États-Unis et leurs alliés se sont opposés à la participation de groupes de la résistance ou de mouvements

d'opposition. La conférence sera strictement intergouvernementale.

La France jugeait nécessaire d'élargir le jeu politique avant les élections prévues le 30 janvier. « *L'un des objectifs essentiels que nous avons avec la communauté internationale est de détacher certains mouvements de la lutte armée* », a expliqué un diplomate français. Mais l'objectif du gouvernement proaméricain au pouvoir à Bagdad est

plutôt de les réduire par la force, comme en témoigne l'offensive lancée sur Faludja. Même la suggestion d'un « sommet-bis » avec les représentants de la société civile irakienne qui se serait déroulé à Charm el-Cheikh, parallèlement à la réunion ministé-

rielle, a été écartée. La conférence va se contenter « d'encourager » le gouvernement d'Iyad Allaoui à convoquer une telle assemblée à Bagdad, avant les élections du 30 janvier.

Paris souhaitait aussi une perspective claire pour le retrait des forces étrangères.

« Nous avons insisté pour que le document final puisse affirmer, d'une manière ou d'une autre, le caractère temporaire de la présence

de la force multinationale », a indiqué un diplomate français. Le projet de déclaration finale se borne à rappeler que le mandat de la force multinationale « n'est pas infiniment ouvert ». Cette formulation ne contredit pas les déclarations américaines envisageant un stationnement prolongé des troupes alliées en Irak.

La France est convaincue que le chaos grandissant en Irak ne peut connaître qu'un règlement politique, qu'une

solution militaire est illusoire et que des offensives comme celle menée contre Faludja sont contre-productives. Depuis la fin de la guerre cependant, elle privilégie le souci de maintenir l'unité de la communauté internationale, ce qui la conduit à des contradictions. Elle considère ainsi le gouvernement Allaoui, choisi en grande partie par l'occu-

pant américain, comme souverain, conformément aux résolutions de l'ONU qu'elle a elle-même votées. Mais elle met simultanément en doute sa représentativité.

Accusée par Allaoui de « se contenter d'un rôle de spectateur », la France veut prouver qu'elle est un acteur du processus sans avoir de troupes sur le terrain. Elle a du mal à en faire la démonstration, d'autant que la crise des deux otages français détenus en Irak la paralyse un peu plus. Les rapports bilatéraux sont au plus mal. Le président Ghazi al-Yaouar, qui devait venir en France du 5 au 8 septembre, a été « désinvité » par Paris. Une nouvelle date a ensuite été fixée, demain, mais

al-Yaouar a décidé à son tour de reporter sa visite.

Au sein de la communauté internationale, la position française s'effrite peu à peu. Le « camp de la paix » n'est

plus qu'un souvenir. L'accord sur la dette irakienne, poussé par l'Allemagne, a montré que Berlin privilégiait aujourd'hui la réconciliation avec les États-Unis.

Quant à la Russie, le président Vladimir Poutine a ouvertement fait campagne pour la réélection de George W. Bush. D'un autre côté, la relation franco-américaine ne s'est pas apaisée. Washington a très mal pris les remarques du président Chirac qui a affirmé, la semaine dernière, que l'invasion de l'Irak n'avait pas amélioré la sécurité mondiale. « A mon avis, il a peur que nous réussissions », a affirmé le numéro deux du département d'État, Richard Armitage. A Charm el-Cheikh, la France ne pourra pas compter sur beaucoup de soutiens pour empêcher que la conférence n'apparaisse comme une simple caution de la politique américaine.

Bagdad obtient l'annulation de 80 % de sa dette

LE FIGARO
22 NOVEMBRE 2004

Lamia Oualalou

Les Américains ont finalement eu gain de cause. A l'issue de plusieurs jours de négociations, les principaux pays créanciers de l'Irak ont accepté de renoncer à 80 % de la dette. Le compromis auquel sont parvenus hier les membres du Club de Paris (constitué par les 19 principaux créanciers industrialisés) ne répond certes pas à la revendication initiale des États-Unis, qui plaidaient pour une réduction de 95 % de la dette. Elle est toutefois beaucoup plus favorable à Bagdad que les propositions initiales de la France et de la Russie.

La résistance de la France et de la Russie - qui a failli faire échouer l'accord hier - s'explique d'abord par la volonté de ne pas céder devant les États-Unis qui, après avoir pris la décision unilatérale d'envahir l'Irak, voudraient aujourd'hui mutualiser les risques. En outre, il est rare qu'une annulation porte sur des sommes aussi considé-

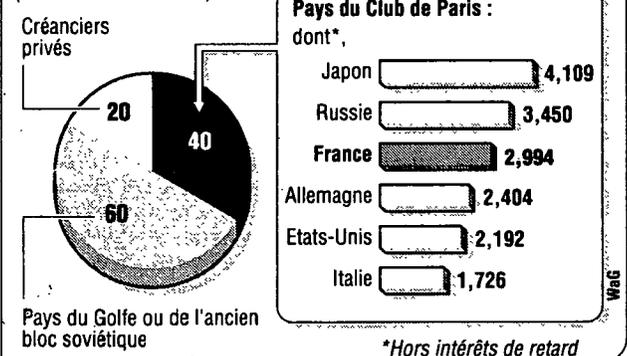
rables. La dette publique irakienne s'élève en effet à environ 120 milliards de dollars, dont 38,9 milliards détenus par les membres du Club de Paris, le reste étant réparti entre des créanciers privés, et des pays du Golfe, du Proche-Orient et d'Europe centrale. Hier, Jean-Pierre Jouyet, le président du Club de Paris, insistait sur le caractère exceptionnel de cet accord, étant donné le régime de sanctions établi par les Nations unies à l'égard de l'Irak pendant quinze ans.

L'urgence de parvenir à un accord a fait sortir les négociations du cadre parisien dans lequel elles étaient confinées. Le débat s'est invité au sommet des vingt principales économies mondiales (G 20) à Berlin, et à Santiago du Chili, où se réunissaient les 21 chefs d'État de pays bordant le Pacifique, et notamment les présidents George W. Bush et Vladimir Poutine.

L'annulation ne concerne formellement que la dette à l'égard du Club de Paris, soit un tiers du total. Toutefois l'accord comprend une

Un total de 120 milliards de dollars

► Répartition des détenteurs de la dette irakienne (en milliards de dollars)



« clause de comparabilité de traitement » au nom de laquelle les autorités irakiennes s'engagent à tenter d'obtenir du reste des créanciers qu'ils s'alignent. Concrètement, le Club de Paris concède un allègement immédiat de 30 % de la dette, suivi d'une deuxième tranche de 30 % liée à un programme du Fonds monétaire international (FMI), idéalement à la mi-2005. L'Irak bénéficie par ailleurs d'une période de grâce de trois ans « afin de consacrer l'ensemble de ses ressources à sa recons-

truction », a précisé Jean-Pierre Jouyet.

L'annulation de la dette pourrait finalement être cantonnée à 60 %, chiffre pour lequel militait la France. Car la dernière réduction prévue par l'accord ne serait effective qu'au second semestre 2008, en fonction du « succès du programme » avec le FMI. Dès la mi-2005, Bagdad serait donc jugé sur sa gestion de l'inflation, sa redistribution fiscale ou la réglementation de son système bancaire... Un coup d'œil au quotidien des Irakiens permet au moins de douter des échéances.

A Charm el-Cheikh, la France a infléchi ses positions sur l'Irak sans obtenir de garanties américaines

Soucieux d'être « constructif », Michel Barnier se dit satisfait des résultats de la conférence qui réunissait l'Irak, ses voisins et le G8. Le bilan des discussions reste toutefois très mitigé

CHARM EL-CHEIKH
de notre envoyé spécial

Iyad Allaoui, le premier ministre intérimaire d'Irak, avait accusé la France de se contenter d'un « rôle de spectateur » dans le conflit. Michel Barnier, ministre des affaires étrangères, a répliqué, mardi 23 novembre : « Notre vocation n'est pas d'être spectateurs mais d'être acteurs, et nous sommes venus à Charm el-Cheikh dans cet état d'esprit. »

Pour obtenir quoi ? « Fixer un cadre et proposer un cap dont le premier objectif est les élections du 30 janvier », répond le ministre. « Ce sera difficile, mais possible. Ce sera en tout cas un moment de vérité » qui, selon M. Barnier, va nécessiter trois types d'efforts : « moins de violences et d'opérations militaires, un processus impartial et transparent, la présence de toutes les forces politiques » afin « que le processus démocratique prenne le pas sur les armes ».

Tels étaient, d'après le représentant de la diplomatie française, le sens et l'esprit de la conférence de Charm el-Cheikh, c'est-à-dire « une approche constructive » à laquelle la France s'est entièrement associée car il faut être tourné vers l'avenir, « même s'il ne faut pas oublier nos positions antérieures ».

La France a-t-elle été contrainte de renoncer à ses idées et ses postulats pour que l'Irak sorte du « trou noir », selon l'expression utilisée par M. Barnier peu après sa nomination au Quai d'Orsay ? Sans aucun doute. A commencer par les objectifs mêmes de la conférence. Paris est certes satisfait que les États-Unis en aient finalement accepté le principe, mais le résultat est loin de ses espérances : elle voulait y associer les forces politiques irakiennes et discuter d'un calendrier de retrait des troupes étrangères.

Au bout du compte, la France a obtenu que soit mentionnée, dans la déclaration finale, une convocation, avant les élections, d'un rassemblement des différentes formations politiques. Elle reste, pour le moment, très hypothétique. La diplomatie française a aussi obtenu qu'une référence explicite soit faite à la résolution 1546 de l'ONU sur le retrait des troupes étrangères, à la fin du processus de transition, en décembre 2005, sans obtenir cepen-



Michel Barnier tient une conférence de presse à la fin de la rencontre, mardi 23 novembre à Charm el-Cheikh. « Il faut maintenant vérifier l'application sur le terrain des excellentes orientations prises par la conférence », a estimé le ministre des affaires étrangères, qui souhaite que « l'esprit de Charm el-Cheikh perdure ».

dant une quelconque garantie à ce propos.

Concernant l'effacement de 80 % de la dette de 40 milliards de dollars en trois phases successives, la France, qui ne proposait que 50 %, a dû également céder. « La France veut démontrer qu'elle est soucieuse de participer à la reconstruction de l'Irak et l'accord du Club de Paris en est une preuve concrète », souligne un diplomate. Ce dernier ajoute : « Nous n'avons jamais cherché à nous singulariser, à nous opposer systématiquement. Nous avons toujours voulu être utiles et donc ne plus regarder derrière nous, mais devant. »

Ce qui implique des concessions. Sur le dossier de la dette irakienne, par exemple, on reconnaît que l'Allemagne ne s'est pas rangée au côté de la France et que Joschka Fischer, ministre allemand des affai-

res étrangères, est favorable à un rapprochement avec les États-Unis. Or, si, comme le constate M. Barnier, la conférence de Charm el-Cheikh est « l'aboutissement d'une diplomatie européenne qui est en train de naître », il faut bien se résoudre à lâcher du lest car, dit-il, « on ne peut pas exister en s'opposant ». D'autant plus que le front antiguerre qui réunissait Paris, Berlin et Moscou s'est lézardé avec le soutien apporté par Vladimir Poutine à George Bush.

« VOLONTÉ COMMUNE »

En revanche, le Quai d'Orsay estime qu'il y a eu des contreparties. Les diplomates ne se privent pas de faire remarquer que les États-Unis ont, eux aussi, mis de l'eau dans leur vin en retrouvant le chemin des Nations unies pour l'adoption de la résolution 1546, le 8 juin, et

en se pliant aux contraintes de rédaction de cinq projets successifs. Qu'ensuite, Washington a adopté le principe d'une conférence internationale puis a accepté de faire état, dans la déclaration finale, du retrait des troupes d'Irak à l'horizon fin 2005. Ce qui n'est, il faut en convenir, qu'une déclaration d'intention. La rédaction du texte a démontré que les Américains gardent la haute main sur tout le processus.

« C'est vrai, reconnaît M. Barnier, que l'on aurait souhaité des phrases plus précises et des engagements plus rigoureux, mais la déclaration finale est l'expression d'une volonté commune et d'une coresponsabilisation parce que la paix ne peut attendre. » Et d'ajouter : « Le plus difficile sera le suivi. Est-ce que l'esprit de Charm el-Cheikh perdurera ? »

Si le rendez-vous égyptien a permis, pour la première fois, de recréer un semblant d'unité entre les pays riverains de l'Irak, le G8 et les pays arabes, tout le monde a conscience que celle-ci est très fragile et restera conditionnée tant par l'évolution de la situation sur le terrain que par la volonté des participants de mettre en pratique la déclaration finale. « Nous devrions dès maintenant mettre en place un mécanisme traduisant nos belles paroles en une action commune », a souligné Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU.

Précampagne électorale sanglante

Un membre de la Garde nationale irakienne affecté à la surveillance d'un bureau électoral a été assassiné, mardi 23 novembre au soir, à Kirkouk (Nord), par des inconnus qui ont également tué un civil. Le 18 novembre, le groupe islamiste Ansar Al-Sunna, lié au réseau terroriste Al-Qaïda, avait menacé, sur son site internet, de s'en prendre aux candidats aux élections du 30 janvier et aux bureaux de vote. Le même jour, des assaillants avaient attaqué et incendié, à Mossoul, des dépôts où étaient stockés des formulaires d'inscription aux élections. Le 6 novembre, un partisan du grand dignitaire chiite l'ayatollah Ali Al-Sistani, qui prône une participation massive aux élections, a été tué à Kerbala (110 km au sud de Bagdad) lors d'échauffourées avec des partisans d'un cheikh opposé au processus électoral.

Enfin, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a souhaité un report des élections générales prévues en Irak le 30 janvier... en raison de la neige. — (AFP.)

Michel Bôle-Richard

IRAN

Ces juteux contrats qui entravent la solidarité avec Washington

HA'ARETZ (extraits)
Tel-Aviv

Récemment, le département d'Etat américain émettait un communiqué selon lequel le secrétaire d'Etat, Colin Powell, s'était entretenu avec son homologue chinois, le ministre des Affaires étrangères Li Zhaoxing, sur des questions concernant les deux pays. Selon un communiqué du ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, publié après sa rencontre avec son homologue chinois, la semaine dernière, Israël a expliqué à la Chine le danger que représentait l'Iran du point de vue nucléaire. Pourtant, la Chine n'a émis aucun communiqué à ce sujet. La Chine écoute Washington et fait des signes approbateurs en direction d'Israël, mais n'a pas l'intention de renoncer à ce qui apparaît comme le projet du siècle : un énorme accord gazier entre Pékin et Téhéran. De tels messages ont été échangés l'année dernière entre Israël, l'Inde et les Etats-Unis. L'Inde avait alors "écouté" attentivement, mais elle ne renoncera pas pour autant à son projet d'oléoduc entre l'Iran et l'Inde, pas plus qu'à un autre accord d'exploitation conjointe d'un gisement de gaz iranien.

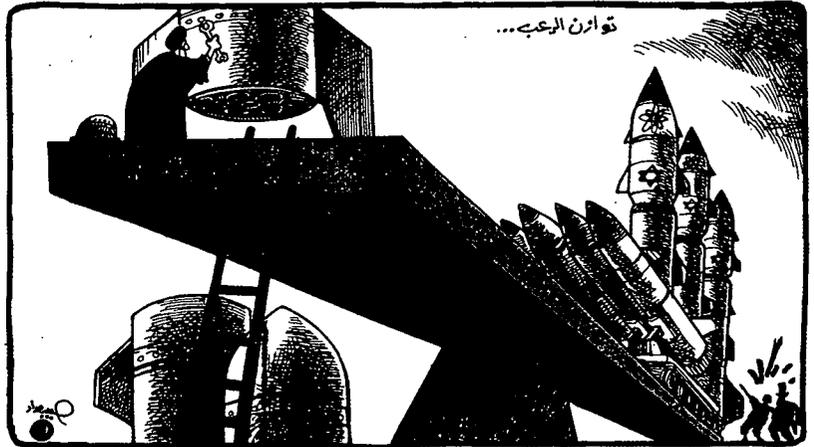
L'Iran, qui a déjà signé un contrat de fourniture de gaz à la Turquie et a engagé un partenariat avec le Koweït pour le développement d'un gisement de gaz, recherche aujourd'hui des industriels à même de lui livrer environ 80 tankers pour transporter son gaz liquide vers la Chine. L'argent ne manque pas en Iran, un pays qui a largement bénéficié de l'envolée des prix du pétrole provoquée par la guerre en

Irak. Les pays européens et les Etats-Unis en sont conscients. Pour sa part, Washington s'aperçoit que sa politique de sanctions contre l'Iran pourrait être en grande partie remise en question par ces contrats gaziers et pétroliers.

La semaine dernière, alors que les Etats-Unis et l'Iran se sont livrés à une guerre des nerfs sur la question de l'uranium enrichi, avant même que Téhéran n'ait annoncé qu'il gèlerait son programme d'enrichissement, Washington s'est trouvé face à un dilemme. Pourrait-il imposer des sanctions aux sociétés indiennes qui travaillaient avec l'Iran ? Pourrait-il sanc-

► *L'Iran, Israël et les Etats-Unis : l'équilibre de la terreur. Dessin d'Habib Haddad paru dans Al Hayat, Londres.*

■ **Tactique**
"Faut-il prendre au sérieux l'opposition des extrémistes du régime au compromis nucléaire irano-européen ?" se demande le site en persan de la BBC. "Les députés conservateurs iraniens exigent des explications et certains évoquent des accords dignes de l'époque coloniale." Ces réactions reflètent-elles une scission au sein du camp conservateur ? Ou bien seraient-elles plutôt une tactique de nouveaux "présidentiables" essayant de galvaniser l'opinion publique ? Reste que, pour l'AIEA, la quantité d'uranium enrichi produite par l'Iran n'est pas suffisante pour fabriquer une bombe.



tionner la Chine pour son contrat gigantesque ?

Il y a environ un an, l'Iran se disait prêt à coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'annonce a provoqué un soupir de soulagement, notamment au Japon. Les négociations entre Tokyo et Téhéran en vue d'un accord d'aménagement du plus grand gisement de gaz d'Iran avaient été suspendues, dans

l'attente d'un compromis sur la question nucléaire iranienne. Le Japon subissait de très fortes pressions de la part des Etats-Unis. La Maison-Blanche avait fait clairement fait savoir au Japon que la signature d'un accord avec l'Iran irait à l'encontre des intérêts japonais aux Etats-Unis et en Iran. Raison invoquée : si Téhéran refusait de coopérer avec l'AIEA, les Nations unies lui imposeraient des sanctions que le Japon serait bien obligé de respecter. Tokyo était censé comprendre que ces sanctions n'étaient pas américaines, mais internationales, et que par conséquent Washington ne tolérerait pas qu'elles soient contournées, ni par les Japonais ni par les Européens, même s'il n'était pas certain que de telles sanctions soient imposées. Mais ces insinuations appuyées devaient suffire à convaincre l'Iran de coopérer avec l'agence. Déjà, en août 2003, lorsqu'il s'était rendu en visite officielle au Japon, le ministre des Affaires étrangères iranien, Kamal Kharrazi, avait informé ses hôtes que l'Iran avait l'intention de coopérer avec l'AIEA et d'autoriser des visites surprises de ses installations nucléaires.

La Chine et l'Inde sont une autre histoire. Sans la Chine, membre per-

manent du Conseil de sécurité de l'ONU et forte de son droit de veto, il est impossible d'imposer des sanctions à l'Iran et, sans l'Inde, Washington aura du mal à maintenir le délicat équilibre avec le Pakistan. En effet, pour prendre un seul exemple, le projet de pipeline entre l'Inde et l'Iran doit traverser le territoire pakistanais. Ce projet ne pourra pas voir le jour sans coopération entre l'Inde et le Pakistan. Il devrait contribuer à faire taire les menaces de feu nucléaire qu'échangent de temps à autre ces deux pays, ce dont Washington ne pourrait se réjouir. Mais, sans l'Iran, pas de pipeline, pas d'investissements, pas de coopération économique susceptible de calmer la région. Il est à noter que l'Iran ne voit pas d'inconvénient à traiter avec deux pays (la Chine et l'Inde) qui coopèrent avec Israël sur le plan militaire.

Et nous n'avons encore rien dit de la Russie, qui construit le réacteur nucléaire de Bushehr en Iran. La Russie est confrontée à un cruel dilemme : si elle soutient Washington dans ses pressions sur l'Iran, elle risque non seulement de perdre des contrats juteux, mais aussi de céder à la Chine un levier d'influence considérable. La "question iranienne" est devenue au cours des dernières années l'un des grands thèmes de la politique étrangère américaine. Le président Bill Clinton n'a pas pris de mesure spectaculaire contre Téhéran. George W. Bush ne s'est pas posé de questions : il a intégré l'Iran à l'"axe du mal".

Zvi Bar'el

Turquie : pour le retour à la raison

Valéry Giscard d'Estaing n'est pas partisan de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Alors que les Vingt-Cinq s'appêtent, le mois prochain, à donner leur feu vert au lancement des négociations d'adhésion, l'ancien président de la Convention sur l'avenir de l'Europe les appelle à la lucidité et à la retenue dans cette tribune publiée dans les journaux de quinze pays – dont la Turquie.

PAR
VALÉRY GISCARD
D'ESTAING

L'éventualité de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne suscite un débat passionné. Les arguments les plus variés sont avancés. En faveur de l'entrée, l'ancienneté des promesses faites, l'affront qu'une réponse négative représenterait pour le monde musulman, les progrès réalisés par la Turquie, le risque d'envenimer le choc des civilisations. Contre l'adhésion, le fait que les cinq sixièmes du territoire de la Turquie, et sa capitale, sont situés hors d'Europe, l'importance de sa population, les conséquences économiques et sociales de l'arrivée du pays le plus pauvre de l'Union, l'existence d'une vaste communauté turcophone hors du territoire turc, et l'étrangeté pour l'Europe de se réveiller avec une frontière commune avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Bref, beaucoup d'arguments qui divisent l'opinion. En France même, tandis que le président de la République déclare à Berlin le 26 octobre dernier : « Mon vœu le

plus cher, c'est que nous arrivions au terme de cette procédure, qui durera dix ou quinze ans, à une possibilité d'adhésion », 64 % des Françaises et des Français, consultés par sondage, déclarent s'y opposer.

Peut-on espérer introduire un peu de raison dans ce débat ? La France peut contribuer à cette clarification.

Il faut l'entreprendre sans préjugé et sans passion, et tenter d'atteindre l'essentiel : quelle est la manière la plus juste, la mieux adaptée aux données objectives,

d'organiser les rapports entre la Turquie et l'Union européenne dans les décennies à venir ?

Examinons d'abord les deux premiers arguments : les promesses faites à la Turquie, et le refus d'accepter dans l'Union un Etat musulman.

Les engagements pris dans les années 60 se situaient dans un contexte différent. Il s'agissait de l'entrée éventuelle de la Turquie dans le Marché commun, qui avait alors une dimension exclusivement économique. On peut dire que ces engagements ont été tenus, puisque l'Union européenne a signé avec la Turquie, en 1995, un traité d'union douanière qui lui donne accès à ce Marché.

Quant au refus d'envisager l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne pour des motifs religieux, c'est une arrière-pensée que les partisans de l'adhésion turque prêtent à leurs adversaires. Il faut être catégorique sur ce point : la religion majoritaire des Turcs n'est pas l'argument qui peut conduire à accepter ou à rejeter la candidature de la Turquie ! D'ailleurs, il est vraisemblable que l'UE sera conduite à accueillir un Etat de culture musulmane, la Bosnie-Herzégovine, le jour où la paix civile et la maturité démocratique régneront dans l'ancienne Yougoslavie.

L'Europe doit réintroduire l'imagination dans la définition de ses relations avec ses voisins

Si la référence à la religion n'est pas un argument qu'on puisse opposer à la candidature de la Turquie, elle ne constitue pas, à l'inverse, un argument pour la justifier. L'entrée de la Turquie dans l'Union éviterait-elle à ce pays de glisser vers le fondamentalisme islamique ? On ne sait. L'intensité de la foi religieuse dépendra de facteurs internes, mais aussi de la solidarité avec les pays islamiques voisins, qui peuvent apparaître aux Turcs plus naturelles que le fait de transformer leur législation sur le modèle des lointaines autorités bruxelloises.

Laissons donc de côté cette forêt de points d'interrogation contradictoires.

Le traité d'Union européenne prévoit, dans son article 1-58, que « tout Etat européen qui souhaite devenir membre de l'Union adresse sa demande au Conseil (...) Le Conseil statue à l'unanimité. » C'est donc un domaine dans lequel chaque Etat membre dispose d'un droit de veto. Cette disposition est reprise dans le projet de Constitution.

La Turquie est-elle un « Etat européen » ? L'Atlas de *National Geographic Magazine* fait figurer la Turquie dans sa section consacrée à l'Asie. Il est vrai que la Turquie dispose encore d'une petite enclave européenne, mais celle-ci ne représente que 5 % de son territoire, et 8 % de sa

population. Le reste est situé en Asie, sur le plateau d'Anatolie où le fondateur de la Turquie moderne, Kemal Atatürk, a choisi de déplacer la capitale du pays.

La Turquie a une courte frontière avec ses deux voisins européens, la Grèce et la Bulgarie ; une très longue avec les pays du Moyen-Orient qui faisaient partie de l'Empire ottoman, la Syrie et l'Irak ; et enfin une frontière commune avec l'Iran et l'Arménie. Les Turcs disposent d'une langue et d'une culture propres.

La langue ne fait pas partie de la grande famille des langues indo-européennes.

La population de la Turquie avoisine, aujourd'hui, les 73 millions d'habitants. Elle est plus peuplée que chacun des Etats d'Europe, à la seule exception de l'Allemagne. Les projections démographiques des Nations unies prévoient que, dans vingt ans, la Turquie serait le premier Etat de l'Union européenne par sa population, qui se situerait au niveau de 89 millions. A la même époque, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne compteront respectivement 82, 64, et 63 millions d'habitants. Il faut ajouter que la population turque fait partie d'un ensemble turcophone plus vaste, auquel l'unissent des liens de solidarité, et qui s'étend en direction de l'est vers les Etats de l'Asie centrale, tels que le Turkménistan.

Le niveau de vie de la Turquie reste très éloigné de la moyenne européenne. Le revenu par habitant représente la moitié de celui des 10 nouveaux Etats membres, et seulement le cinquième de celui de l'Europe à 15. La structure de son économie, bien qu'en progrès sensible au cours des dernières années, reste éloignée de la « norme » européenne. La production agricole représente encore 14 % du PIB, ce qui a conduit le commissaire européen chargé de l'Agriculture à déclarer : « Le coût pour le budget européen de l'entrée de l'agriculture turque serait supérieur, à lui seul, au coût de l'entrée des dix nouveaux membres. »

Le flottement actuel du projet européen, le scepticisme qu'éprouvent à son endroit les citoyens d'Europe – confirmés par l'abstention majoritaire aux élections européennes – s'expliquent par le manque de clarté de ce projet. De quelle Europe s'agit-il ? Les élargissements successifs ont accru le trouble des esprits. Jusqu'où se poursuivra cette fuite en avant d'une Europe non encore organisée, peu efficace

dans ses résultats, et qui voit se réduire le soutien démocratique de sa population ?

Les Européens ont besoin de fortifier leur identité. Il ne pourra exister de « patriotisme européen » qu'à partir du moment où les citoyens européens prendront conscience d'appartenir à un même ensemble.

La Convention européenne a cherché à mieux définir les fondements de cet ensemble : les apports culturels de la Grèce et de la Rome antiques, l'héritage religieux qui a imprégné la vie de l'Europe, l'élan créateur de la Renaissance, la philosophie du siècle des Lumières, les apports de la pensée rationnelle et scientifique. Aucun de ces éléments n'a été partagé par la Turquie. Le fait de le constater n'implique pas de jugement péjoratif ! La Turquie a développé en parallèle sa propre histoire et sa propre culture qui appellent le respect. Mais constatons objectivement que les fondements identitaires,

si nécessaires aujourd'hui à la cohésion de l'Union européenne, sont différents.

L'adhésion de la Turquie, quelle qu'en soit la date, changerait la nature du projet européen.

Tout d'abord, cette adhésion ne pourrait pas rester isolée.

Déjà la file d'attente se met en place, à l'Est comme à l'Ouest. La crise politique en Ukraine est aussi centrée sur l'éventualité de son adhésion à l'Union européenne. Il est probable que le Maroc sera tenté d'emprunter la voie ouverte par la Turquie. D'où un processus d'élargissement permanent, déstabilisant le fonctionnement du système et lui faisant perdre sa rationalité originelle.

En second lieu, le niveau de la population est une donnée essentielle qui régle le fonctionnement des institutions européennes, Parlement et Conseil des ministres.

Pour le Parlement, le nombre des députés est plafonné à 750, et il est prévu qu'il soit réparti entre les Etats à la proportionnelle de leurs populations, avec un correctif en faveur des plus petits Etats, et un plafond de 96 membres par Etat. Lors de son accession, la Turquie représenterait un peu plus de 15 % de la population de l'Union. Elle disposerait donc de 96 membres, à parité avec l'Allemagne. Pour faire de la place à ces nouveaux députés, le nombre des autres représentants et notamment ceux de la Grande-Bretagne, de

la France et de l'Italie, devrait être réduit.

Quant au Conseil des ministres, la Constitution prévoit le recours à la double majorité : pour qu'une décision soit adoptée, elle doit recueillir le soutien de 55 % des Etats, représentant 65 % de la population. Avec ses 15 % la Turquie devient un élément central de la prise de décision. Qu'on se souvienne de l'opposition passionnée de l'Espagne et de la Pologne au vote à la double majorité, qui ne déplaçait que quelques points à leur désavantage. L'entrée de la Turquie entraînerait un déplacement de quinze points !

Pour éviter de se trouver dans la situation où le dernier Etat arrivé dans l'Union – et dépourvu de ce fait de l'expérience de son fonctionnement – en deviendrait le premier décideur, il serait nécessaire de réécrire la Constitution et d'instaurer un plafond pour la prise en compte des populations des Etats membres. Rappelons-nous le débat que cette question a déclenché à la Convention : on peut s'interroger sur les chances d'aboutir à une nouvelle rédaction acceptable par tous.

Qu'on me comprenne bien. A l'égard de la Turquie, il ne doit s'agir ni de rejet ni de mépris. C'est tout le contraire.

C'est bien parce qu'elle est devenue une grande nation par sa taille, par sa démographie, qu'elle pose à l'Europe un problème de dimension. Elle pèse déjà, elle pèsera demain, d'un tel poids qu'elle déséquilibrerait l'édifice communautaire encore bien fragile et conçu pour d'autres fins. Les Constitutions ne sont pas des formulaires passe-partout où il suffit d'ajouter le nom du dernier adhérent. Toutes les Constitutions – l'américaine, la française, l'européenne – sont des montages minutieux, résultats de compromis imposés par les nécessités du moment. C'est un fait : la Constitution européenne soumise aujourd'hui à la ratification n'a pas été conçue pour accueillir

une puissance de la taille de la Turquie.

Le plus surprenant, quand on ouvre ce dossier, c'est de constater la manière dont la plupart des dirigeants européens se sont laissés acculer dans une impasse simpliste : dire oui à l'ouverture des négociations conduisant à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, ou lui claquer la porte au nez. D'où viennent la pauvreté, et la simplification extrême de ce choix ? D'autres savent mieux gérer ces problèmes : les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ont entre eux autant, voire davantage, de similitudes que celles qui existent entre l'Europe et la Turquie. Personne n'a l'idée de les fusionner. Ils ont construit patiemment une zone de libre-échange. Ils pratiquent des coopérations bilatérales.

Il est nécessaire pour l'Europe de réintroduire la créativité et l'imagination dans la définition de ses relations avec ses voisins : la Turquie, certes, mais aussi la Russie et le monde méditerranéen. Si la seule solution envisagée est l'entrée dans l'Union ou l'antagonisation de ses partenaires, l'Union européenne est condamnée à glisser vers une organisation régionale des Nations unies, structure de rencontre, de dialogue, et de quelques coopérations spécialisées. Mais, dans ce cas, il ne

peut exister ni identité, ni volonté commune, ni rôle à jouer. Le monde évoluera sans l'Europe, ainsi marginalisée.

Les négociations à venir avec la Turquie ne devraient donc pas se focaliser sur l'adhésion, mais explorer la nature des liens que l'Union européenne devrait nouer avec ses grands voisins. Essayons d'être concrets : en matière économique, tout est possible, mais ne peut-être que graduel ; en matière politique, rien d'autre que des coopérations, qui doivent être organisées de manière à satisfaire les parties. L'Union européenne doit se montrer ca-

pable de faire sans tarder à la Turquie une proposition élaborée, honorable et précise.

Ce n'est pas un simple hasard qui a conduit la Convention européenne à proposer dans la Constitution l'insertion de l'article 57, qui prévoit la possibilité pour l'UE de négocier des accords de partenariat privilégiés avec ses voisins. Ce texte est le fruit d'une réflexion approfondie sur la manière dont l'Union européenne pourra répondre aux demandes légitimes de ses voisins, à l'Est, au Sud-Est et au Sud, sans défaire sa propre nature.

D'où la conclusion qui s'impose clairement : en décembre prochain, le Conseil européen devrait décider d'ouvrir des négociations

visant à établir une zone commune de prospérité économique, et à mettre en place des structures permanentes de coopération politique, constitutives d'un partenariat privilégié entre la Turquie et l'Union européenne.

Telle est, me semble-t-il, l'attitude constructive et réaliste qui permettrait de progresser, en répondant aux attentes de la Turquie, sans mettre en péril la construction fragile de l'UE, qui n'a pas encore maîtrisé les conséquences institutionnelles et budgétaires du dernier élargissement. Et cette proposition devrait, bien entendu, être soutenue activement par la France détentrice, avec ses partenaires, de la sagesse fondatrice, en vue d'une décision qui, rappelons-le, ne pourra être prise qu'à l'unanimité.

Si nous avons beaucoup entendu, ces temps-ci, poser la question « *Et la Turquie ?* », le moment n'est-il pas venu d'en ajouter une autre : « *Et l'Europe ?* »

* Ancien président de la République française.

Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ont entre eux autant de similitudes que l'Europe et la Turquie. Personne n'a l'idée de les fusionner...

■ **Elargissement européen**

La cause arménienne ne relâche pas la pression

Français d'origine arménienne et élus étaient réunis hier pour s'opposer à l'entrée dans l'Europe de "cette" Turquie

► "Aurions-nous pu construire l'Europe avec une Allemagne qui n'aurait pas fait le nécessaire travail de mémoire sur la Shoah ? Pouvons-nous construire l'Europe avec cette Turquie qui ne reconnaît pas le génocide arménien de 1915 ?" Vartan Arzumanyan, président du Comité de défense de la cause arménienne, a placé le débat sur le terrain de l'émotion. Mais il a aussi appelé les intervenants à se placer sur celui de la raison pour demander que la reconnaissance du génocide soit considérée comme un préalable à l'ouverture de négociations avec la Turquie en vue de son adhésion éventuelle à l'Union européenne.

"Communauté de valeurs"

C'était hier soir, au théâtre Toursky, où 400 Français d'ori-



La cause a reçu le soutien du Kurde Kamuran Jikan. Photo Patrice MAGNIEN

gine arménienne et de nombreux responsables politiques étaient réunis (1) afin d'adresser un signal aux 25 chefs d'Etat et de gouvernement qui

trancheront cette question le 17 décembre. Des arguments rationnels, il y a en eu aussi : "Le mur de Berlin est tombé, le mur construit par les Turcs, à Chypre, est toujours debout", a lancé Alexis Govciyan, qui a rappelé qu'en 1986, quatre conditions avaient été fixées à la Turquie pour avancer dans ses discussions avec l'Europe. "Aucun progrès n'a été enregistré depuis 18 ans. Pourquoi y en aurait-il demain ?" Le Kurde Kamuran Jikan a rappelé que la Turquie avait déplacé ces dernières années 5 millions de ses compatriotes, et que l'usage de la langue de ce peuple comptant 15 à 20 millions d'âme était à peine toléré, depuis quelques semaines seulement. "Chaque jour, la France accorde des visas de réfugiés politiques à des Kurdes de nationalité turque." Pour lui,

la question est de savoir si l'Europe qui se construit est celle des "marchands" ou si elle est fondée sur une "communauté de valeurs". "Vous trouverez peut-être en Turquie des Kurdes ("et des Arméniens", a ajouté Alexis Govciyan) favorables à l'adhésion de la Turquie. C'est pour pouvoir s'échapper de ce pays", a-t-il expliqué. Et ce n'était même pas une boutade. Alors, pour toutes ces explications, passionnelles et rationnelles, les citoyens d'origine arménienne de tous les pays d'Europe se sont donné rendez-vous à Bruxelles le 17 décembre pour faire encore et toujours pression sur les chefs d'Etat et de gouvernement afin qu'ils prennent la "bonne" décision. T.M.

• (1) Sylvie Andrieux, Henri Jibrayel, Garo Hovsepian, Christophe Masse (PS), (Guy Bono, absent, a fait passer un message), Rudy Salles (UDF), Richard Mallié, Viviane Spagnolo, Gilbert Kerkérian (UMP), Jean-Pierre Berbérien (SE), Frédéric Dutoit, Patrick Magro (PC) notamment.

La Provence

25 Novembre 2004

Being 'clear,' EU keeps pressure on Turkey

By Katrin Bennhold

THE HAGUE: Three and a half weeks before European Union leaders will decide whether to allow Turkey to start membership talks, the EU pressed the country to step up the pace of legal reforms and hinted that there was still no consensus in the Union's 25 capitals.

After the last high-level meeting between the two sides before the long-awaited decision on Dec. 17, Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey insisted that his country had earned "the right" to begin formal accession negotiations after a favorable report by the European Commission last month.

But Foreign Minister Ben Bot of the Netherlands, whose country holds the EU's rotating presidency until the end of the year, said governments had the last word on whether or not Turkey had

fulfilled the criteria for beginning talks, irrespective of the commission's report.

"Let's be clear on this: The member states decide," Bot said at a joint press conference here. "In a number of fields more progress should be made."

Over the next three and a half weeks, it would be "helpful" if Turkey passed draft laws on criminal procedures and

judicial policing, Bot said. In addition, he urged Ankara to implement four other pieces of legislation that have been approved by Parliament.

Turkey's bid to join the EU has deeply split a region that is still coming to grips with its eastward expansion in May, when it opened its door to 10 mainly Eastern European countries and 75 million new citizens. Advocates argue that taking a Muslim country into the Christian club that is the EU would be an important geopolitical

gesture at a time when conflict in various parts of the Middle East has pitted Western countries against the Islamic world and helped spark terrorism. They say the EU can export its stability and democracy to Turkey, a gateway to several hot spots in the Middle East and the Caucasus.

Skeptics, on the other hand, warn that with a gross domestic product per head of only 29 percent of the EU average, Turkish accession risks flooding Western labor markets with Turkish immigrants and costing EU taxpayers billions of euros in regional subsidies and farm aid.

As a result, public opinion in many European countries, especially those with large immigrant communities, has turned hostile toward the prospect of Turkish entry, making it harder for their governments to back it.

While few diplomats believe EU leaders will turn Turkey down entirely on Dec. 17, many say lingering doubts in several member states could lead to a string of conditions attached to a tentative starting date for entry talks. Austria has made no secret about its opposition to Turkish accession talks, but recently the

language has also hardened in France.

"There are some countries that are ready to give Turkey a clear date, but then there are some who have floated the idea of an alternative relationship that falls short of membership," said one European diplomat close to the talks between EU governments on the issue, who spoke on the condition of anonymity. "We will need some middle-of-the-road wording that works for everybody." Bot said the Dutch presidency had been in touch with other European capitals to gauge what different leaders were ready to sign up to.

"We got a very good feeling and very positive reactions," he said after the press conference Wednesday. "But many member states still have doubts about certain issues."

Gul, meanwhile, said he was confident that EU leaders would give Turkey a date for accession talks and insisted that his country merited a favorable out-

come. "Since the commission report is there and there is a clear-cut recommendation, it's our right to see all member countries honor their signature," Gul said. "We fulfilled the political conditions, and the commission declared this. I think we have a right to start negotiations."

Gul added that his government would pass the outstanding legislative measures demanded by the EU. "Definitely, we will be able to pass all of them. We will fulfill all conditions, and then we expect a good decision."

The meeting Wednesday was also attended by the foreign minister of Luxembourg, Jean Asselborn, the Dutch European Affairs minister, Atzo Nicolai, and the EU's new enlargement commissioner, Olli Rehn, who said the Union's relations with Turkey were a "key priority" for the incoming Commission.

A diplomat from a pro-Turkish coun-

try said those countries that dragged their feet at present were lobbying loudly for something they already had secured. The commission report contains a number of strictures to ensure that Turkey, even if allowed to negotiate its membership, would not slow or reverse reform.

EU specialists said a hardening of the line in some countries so shortly before the decision was rooted in domestic opposition to Turkey's membership.

"It's meant for home consumption," said Katinka Barysch, chief economist at the Center for European Reform in London. "They have to take public opinion seriously, but it's a pity that they are on the defensive, rather than making the positive case for Turkey's entry."

International Herald Tribune

Iraqi officials plan to meet with rebel leaders

By Edward Wong

BAGHDAD: The Iraqi foreign minister said Thursday that the interim government planned to meet soon with rebel leaders to try to persuade the leaders to take part in legitimate politics here.

The remarks by the minister, Hoshiyar Zebari, signaled the first time that the government has agreed to an official summit with leaders of the insurgency. Zebari did not give a date for the meeting or specify which rebel leaders might attend.

He said Iraqi officials agreed to the meeting, which would take place in Amman, Jordan, after being asked by various diplomats at a conference in Egypt to open a dialogue with the resistance.

"The aim is really to reach out to as many people as possible both inside and outside" of Iraq, Zebari said at a news conference in the Foreign Ministry.

The government welcomes "the broader participation of Iraqis, even those who are oppositionists, in this process" of politics "if they renounce violence and terror," he said.

The rebel leaders who will be invited will be "some people who are of political and tribal backgrounds," he said, declining to elaborate further.

American and Iraqi officials say much of the insurgency is being financed by wealthy loyalists to Saddam Hussein who fled to bordering countries before the American invasion in March 2003.

Many are believed to be operating from Syria and Jordan, helping to or-

ganize the insurgency from there and funneling millions of dollars to the ground troops of the rebellion.

Violence surged in central and northern Iraq on Thursday, as three car bombs exploded in Samarra, killing two people and wounding 14 others, and a series of blasts rocked central Baghdad in the wintry evening.

A plume of dark smoke rose from the western end of the bridge that spans the Tigris River and leads to the heavily fortified Green Zone, which houses the offices of the interim Iraqi government and the American Embassy. Police officers in

the area did not report any casualties and said they had no immediate information on what caused the bombings.

The Iraqi national security adviser, Kassim Daoud, said that a senior aide to the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi had been arrested in the city of Mosul, 360 kilometers, or 225 miles, north of Baghdad. Daoud said the man's nom de guerre was Abu Said and that he was picked up after people in the area informed on him. Daoud did not give any further information, and U.S. military officials in Mosul said they knew nothing of the arrest.

Daoud's announcement lends further evidence to the theory that Zarqawi may have set up a base of operations in Mosul after leaving Falluja sometime before the American offensive that began there on Nov. 8.

A classified report written by Marine intelligence officers in the final days of the offensive suggested that Zarqawi may have relocated to Mosul, a city of

two million that has emerged as one of the biggest problems for the Americans. Hundreds of insurgents stormed and

looted a half-dozen police stations in Mosul on Nov. 11, spurring 3,200 of the city's 4,000 police officers to abandon their jobs.

Since then, the city has remained unstable, with dozens of Iraqi bodies, most or all believed to be security officers, turning up in various parts of the city. American military officials said on Thursday that two more bodies had been discovered. Some of the victims have been beheaded and others have been executed with gunshots to the head.

An American-led offensive continued immediately south of Baghdad, in an insurgent hotbed along the Euphrates River dubbed the "triangle of death." The U.S. military said Thursday that American, British and Iraqi forces had rounded up 81 suspected insurgents near the restive town of Yusufiya.

The offensive began Tuesday, when thousands of troops began sweeping through the hostile region, a place of lush farmland, impoverished villages and opulent residential compounds built by Saddam loyalists.

The New York Times

International Herald Tribune
November 26, 2004

Iraq Elections Have Key Factor: Sunni Security

U.S., Iraqi Allies Have Big Hurdle of Restoring The Area's Battered Towns

The success of planned elections in Iraq hinges on the ability of the U.S. and its Iraqi allies to accomplish a highly daunting task: securing and even starting to rebuild a string of battered cities and towns in the country's Sunni center.

But even as the U.S. pours money into rebuilding, the slow pace of earlier ef-

By Yochi J. Dreazen in Baghdad and
Christopher Cooper in Washington

forts underscores the challenge ahead.

Given that national elections are scheduled to be held in just two months, the U.S. is laying aggressive plans to move reconstruction funds to the politically sensitive region rapidly. U.S. Ambassador John D. Negroponte said the U.S. already has tried to start reconstruction efforts quickly in areas that have seen large-scale fighting. Among them: \$200 million, or about €150 million, of projects that have been identified in Baghdad's Sadr City neighborhood and similar efforts in Najaf and Samarra, former insurgent strongholds in the so-called Sunni Triangle north of Baghdad.

"Anywhere you've had these kinds of operations, and damage is done—particularly in an urban environment—it is important to address the postbattle situation as soon as you can," Mr. Negroponte said in an interview in his Baghdad office. "To the extent possible, government money and reconstruction money ought to be dedicated to repairing the damage and helping the populations of these urban centers recover."

But while U.S. military officials say they are ready to flood Fallujah and other retaken cities with large reconstruction teams and big sums of money, the slow pace of rebuilding efforts in places like Samarra shows that those resources may not be enough to guarantee success. Similar reconstruction efforts are largely stalled in key cities like Ramadi and Mosul, whose police force largely disappeared amid a surge in violence recently.

In Sunni areas of the country, rebuilding "is worse today than it was, and we are having greater difficulties," Iraqi reconstruction director Bill Taylor recently told reporters.

The rebuilding is crucial because Sunni participation in the Jan. 30 elec-

tions is viewed as critical if the results are to have legitimacy at home and abroad. Although they account for less than 30% of Iraq's population, Sunnis enjoyed decades of dominance under ousted leader Saddam Hussein and have been at the forefront of the insurgency. The challenge for U.S. officials has been to try to persuade Sunnis to participate in an election that will almost certainly formalize their minority status—and to do so after weeks of intense fighting in Sunni-dominated towns where Americans have worked to push out insurgents.

After U.S.-led forces invaded Fallujah earlier this month, the Association of Muslim Clerics, which represents 3,000 Sunni mosques, called for a mass boycott of the elections. The move prompted the Iraqi Islamic Party, the largest Sunni political organization to withdraw from Iraq's interim government in protest.

The Iraqi Islamic Party did register last week to participate in the coming elections and has plans to begin campaigning soon, said Mohammad Faik Rif-fat, a top party official. But on Wednesday, eight Sunni political groups, including the Iraqi Islamic Party, called on the Iraqi government to delay the elections unless it meets a number of demands, including amending a law that considers the entire country a single constituency, which Sunnis fear could leave them swamped at the polls.

Yesterday, the Iraqi Islamic Party renewed its threat to boycott the elections if they go ahead on Jan. 30, citing the security threats. In an apparent effort to avert a boycott, Iraq's Electoral Commission extended the deadline for registering political parties in Sunni Arab areas by another week.

Though the U.S. has plans to spend up to \$200 million over the next 90 days on public works projects in Fallujah, including \$87 million in just the next four weeks, it has been slow going so far, a State Department official says. Restoration of basic services such as water and electricity is a priority, he said, but the only money spent so far has been on emergency food rations and shelters.

Officials had hoped the city of Samarra would serve as an example. When U.S. and Iraqi forces retook Samarra earlier this fall, Defense Secretary Donald Rumsfeld and his senior commanders in Iraq hailed the offensive as a stirring success. But the \$480 million reconstruction effort there has proceeded fitfully because guerrillas have driven off or intimidated many Iraqis who were supposed to do the work.

"It's been a lot harder to get projects in Samarra off the ground than we expected," one military official in Iraq said by e-mail.

Across the Sunni Triangle, officials continue to hold out hope that they will be able to bring one city completely under coalition control, lavish it with public-works projects and hold it up as an example of what's to come when the insurgents are defeated.

The latest fighting in Mosul reflects that significant numbers of insurgents appear to have fled Fallujah before the fighting began there, something U.S. forces failed to anticipate.

The increase in attacks linked to insurgents who slipped out of Fallujah means that U.S. forces might find themselves putting down rebellions in the same cities they already have assaulted, until Iraq's nascent security forces can maintain order on their own.

"The only durable solution is to help Iraqis develop their own security forces and ultimately work our military out of a job," Mr. Negroponte said.

That strategy has not been lost on the insurgents who continue to concentrate their attacks on Iraqi forces. Over the weekend, the bodies of nearly two dozen military and police recruits were found in Mosul, most with gunshot wounds to the backs of their heads.

Amid the violence, there are signs of growing tension between Iraqis and the foreign fighters who have taken shelter in their communities, as well as incremental progress in convincing Sunnis to take part in the elections. At Friday prayers last week at a mosque under U.S. surveillance, a prominent cleric in Ramadi urged his congregants to help drive foreign fighters from the community.

Mr. Negroponte said that he thought large numbers of Sunnis would ultimately choose to vote when they realized how much they stood to lose.

"If they want a seat at the table that is shaping the future of this country, it would seem to me that they'd conclude that it would be in their interest to participate in the election, rather than leaving the drafting of the constitution to others," he said.

—Greg Jaffe is Washington
contributed to this article.



John D. Negroponte

THE WALL STREET JOURNAL

NOVEMBER 26 - 28, 2004

La position de la France sur la Turquie embarrasse la présidence de l'UE

Une décision unanime requise le 17 décembre

LA HAYE

de notre envoyé spécial

Amplifiées par les hésitations françaises, les divergences entre Etats membres à propos du dossier turc embarrassent la présidence néerlandaise de l'Union. A l'issue d'une rencontre avec son homologue, Abdullah Gül, mercredi 24 novembre à La Haye, le ministre néerlandais des affaires étrangères, Bernard Bot, a laissé entendre que le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement allait sans doute, le 17 décembre, décider d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Ankara.

Sans s'en prendre explicitement à l'une ou l'autre capitale, il a rappelé : « Nous parlons de négociations d'adhésion », suggérant qu'il n'y avait pas d'alternative possible. Mais il a convenu qu'« il revient aux Etats membres de trancher » sur la

base des recommandations, formulées au début du mois d'octobre par la Commission européenne d'ouvrir les pourparlers, en les assortissant d'une série de conditions. M. Gül a, pour sa part, rappelé que la Turquie « attend une décision positive ». A moins d'un mois de la réunion du Conseil, les diplomates néerlandais se demandent, en fait, comment concilier les points de vue exprimés dans les capitales, une décision devant être prise à l'unanimité.

Ce sont les récentes déclarations de Jacques Chirac qui sèment le trouble. A la mi-novembre, le président français a de nouveau évoqué la possibilité d'une « troisième hypothèse », qui pourrait prendre la forme d'un « lien suffisamment fort pour être conforme à nos ambitions de paix et de coopération sans être une intégration dans l'Union ».

Cette position minoritaire trouve un écho dans un pays comme l'Autriche. « Il est clair qu'il va falloir intégrer cette tonalité si nous voulons trouver un compromis », dit-on à La Haye. Chypre, dont la partie nord est occupée par l'armée turque, demande par ailleurs d'être reconnue par Ankara avant de commencer les pourparlers. Sans en faire une condition préalable de l'ouverture des négociations, M. Bot a rappelé que « la Turquie négociera avec vingt-cinq Etats membres » et qu'elle a « trois semaines pour influencer positivement le débat de décembre ». Le gouvernement néerlandais doit également tenir compte de sa propre opinion publique, dont les réticences vis-à-vis de la Turquie ont pu être confortées par l'assassinat récent du cinéaste Theo Van Gogh, même si celui-ci a été tué par un islamiste d'origine marocaine.

QUESTIONNAIRE

Au-delà des questions de fond, les capitales ne sont pas non plus d'accord sur la date d'ouverture des négociations. « Nous nous en tiendrons au langage adopté, qui parle d'ouverture dans les plus brefs délais », a estimé M. Bot, en se prononçant, sans plus de précisions,

pour l'année 2005. Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, dont le pays présidera l'Union au premier semestre 2005, souhaite lancer le processus pendant cette période. Très favorable à l'adhésion, le gouvernement britannique préférerait le faire sous sa présidence, au second semestre. Afin d'éviter toute collision avec le référendum sur la Constitution, les Français plaident pour la fin 2005, voire le début de 2006.

Les Néerlandais ont fait parvenir aux capitales un questionnaire visant à établir la liste de « toutes les conditions, que nous considérons comme importantes avant l'ouverture de négociations », a insisté M. Bot. A ses yeux, la Turquie ne doit « pas seulement intégrer l'acquis communautaire, mais aussi le mettre en œuvre ». Cette démarche, dont l'objectif est de préparer une décision consensuelle, n'est pas du goût des candidats turcs. D'après M. Gül, « il n'y avait qu'une condition, c'était le rapport de la Commission. Puisque ce rapport a été remis et qu'il comporte une recommandation très claire, je crois que c'est notre droit de voir tous les pays membres le respecter ».

Philippe Ricard

Le conseil des gouverneurs de l'AIEA examine le dossier du nucléaire iranien

Téhéran accepte de geler l'enrichissement de l'uranium, mais réclame des « exemptions »

VIENNE

de notre correspondante

► La situation à l'heure où se réunit le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'organe exécutif de l'Agence a mis l'Iran en demeure de faire, avant le 25 novembre, toute la lumière sur son programme nucléaire et de suspendre toutes ses activités d'enrichissement d'uranium. Dans son septième rapport sur l'Iran, daté du 15 novembre, l'AIEA souligne que ce pays a « enfreint à de multiples reprises » - au moins jusqu'en octobre 2003 - ses obligations envers l'accord de garanties du traité de non-prolifération (TNP). L'Agence n'est pas non plus en mesure de certifier l'absence d'activités nucléaires illicites. Téhéran devrait pourtant échapper à une saisine du Conseil de sécurité des Nations unies grâce à l'accord préliminaire qu'il a conclu, le 14 novembre, avec l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis, qui accusent l'Iran de conduire un programme clandestin à visée militaire, se sont ralliés au

projet de résolution modéré déposé à Vienne par les Européens.

Si l'Agence peut ensuite confirmer, sans restriction d'accès aux sites iraniens, le « gel » complet de l'enrichissement, la véritable négociation débutera en décembre. La « troïka » européenne offre à Téhéran une coopération dans le domaine nucléaire et de multiples avantages politiques et commerciaux. Mais, pour l'Iran, la suspension ne saurait être que volontaire et temporaire, puisque le TNP reconnaît à tous les pays signataires le droit à enrichir de l'uranium dans le cadre d'un programme civil. Pour les Occidentaux, elle devrait prendre un caractère contraignant et définitif.

► La question de l'enrichissement de l'uranium.

Avec des centrifugeuses tournant à très grande vitesse, on purifie et on concentre l'uranium : faiblement enrichi (en général moins de 5 %), il suffit à alimenter des centrales destinées à produire de l'électricité ; hautement enrichi, il permet d'atteindre les qualités « militaires » (supérieures à 80 %) indispensables à l'arme atomique. Les Ira-

niens ont d'importants gisements d'uranium naturel, et, grâce aux recherches menées depuis vingt ans, ont déjà acquis un savoir-faire étendu. Ce qui leur manque, c'est la technologie et surtout le combustible. La plupart des experts estiment que le régime de Téhéran maîtrisera dès 2005 le cycle nucléaire. Cette étape décisive une fois franchie, il pourrait se doter d'une arme opérationnelle avant la fin de la décennie. Il ne semble pas disposé à céder un pouce de son « droit à l'enrichissement », et a mobilisé, ces derniers mois, sur ce thème, la population comme les élites, « réformateurs » et « conservateurs » confondus, ce qui rend malaisée une marche arrière. La veille de la réunion des gouverneurs, l'Iran insistait pour que 24 centrifugeuses soient « exemptées » du gel de l'enrichissement afin de poursuivre des recherches. Une telle exigence ne contribue guère à dissiper la méfiance.

► Les ambitions nucléaires militaires de Téhéran.

Grand allié des Etats-Unis, le chah avait lancé un programme

dont personne ne s'inquiétait, l'Iran ayant adhéré au TNP. Après la révolution de 1979, la République islamique a été soumise à des sanctions censées limiter son accès aux technologies « sensibles ». L'AIEA continuait à contrôler les installations déclarées. Les Etats-Unis semblent avoir eu vent d'activités clandestines en Iran dès le début des années 1990. Mais il a fallu attendre août 2002 pour qu'un groupe d'opposants en exil révèle l'existence d'une énorme usine d'enrichissement à Natanz, à 250 km au sud de Téhéran, ainsi qu'un projet de centrale à eau lourde à Arak. En février 2003, le directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, obtient enfin de les visiter : les experts qui l'accompagnent sont choqués par la dimension des installations souterraines, susceptibles d'accueillir des milliers de centrifugeuses. Téhéran maintient qu'il s'agit d'un programme purement civil, même lorsque les détectives onusiens découvrent sur plusieurs sites des particules d'uranium hautement enrichi, ou encore des plans de centrifugeuses très puissantes nécessitant des alliages spéciaux (le

modèle pakistanais dit P-2), dont l'usage n'a guère de sens si l'on veut seulement produire de l'électricité. La volte-face de la Libye, qui renonce en décembre 2003 à ses armes de destruction massive, puis la chute du réseau du savant pakistanais Abdul Qadeer Khan, auquel les Iraniens avaient aussi eu recours, accélèrent la compréhension de leur programme. Sous la pression internationale, juste après la visite de la « troïka » européenne, le 17 octobre 2003, Téhéran signe un protocole additionnel qui autorise des inspections renforcées de l'Agence. L'AIEA ne se satisfait pourtant pas des explications « non plausibles » données par l'Iran sur deux sujets-clés : la « contamination » de machines et locaux par de l'uranium

hautement enrichi, ainsi que les recherches menées sur les P-2.

► **L'Agence peut-elle trouver la preuve indéniable des mauvaises intentions de Téhéran ?**

En admettant que l'Iran ait reçu, comme la Libye au milieu des années 1990, les plans d'une tête nucléaire de conception chinoise, de tels documents tiennent dans une petite mallette. Bien plus probant serait le fait que les Iraniens aient pu produire une quantité significative d'uranium de qualité militaire : la « masse critique » à partir de laquelle la réaction nucléaire devient possible. « Dans ce domaine, souligne l'expert américain Henry Sokolski, le jour où vous avez la preuve ultime, il est trop tard. » Les spécialistes ne sont pas

tous convaincus que Téhéran ait fait un choix définitif en faveur de la bombe. « Il y a deux ans, je disais : l'Iran veut avoir cette possibilité.

Aujourd'hui, je dis : tout porte à croire qu'il la veut, mais peut-être pas à n'importe quel prix », nuance le Français Bruno Tertrais, de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Les Européens font clairement comprendre aux dirigeants iraniens qu'ils se rangeront aux côtés des Etats-Unis si Téhéran imite la Corée du Nord, « Etat-voyou » mis au ban des nations civilisées, plutôt que le Japon, qui a jadis accepté d'arrêter son programme militaire quelques mois avant de fabriquer l'arme atomique.

► **L'option militaire.**

En cas d'échec de la négociation, les Israéliens pourraient prendre cette décision très difficile, qui renforcerait encore l'hostilité du monde musulman à leur égard. « Mais s'ils doivent choisir entre les conséquences dramatiques d'une frappe préventive et, par exemple, le fait de voir des missiles pakistanais déployés en Arabie saoudite, ils essaieront de gagner dix ans en frappant des sites iraniens », affirme Bruno Tertrais. Une chose est sûre : la prolifération nucléaire sera la grande affaire de la deuxième administration Bush.

Joëlle Stolz

LE FIGARO 30 NOVEMBRE 2004

Bruxelles fixe ses conditions à la Turquie

C'est presque du donnant-donnant. L'Union européenne envoie deux nouveaux messages à la Turquie : avant l'ouverture de négociations d'adhésion, Ankara devra reconnaître la République de Chypre. Et solder ses contentieux maritimes avec la Grèce.

Ces conditions figurent dans le projet de conclusions transmis hier par la présidence néerlandaise aux am-

bassadeurs des Vingt-Cinq. Ce document de travail servira de base aux chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet du 17 décembre prochain. Si l'ouverture des négociations d'adhésion, recommandée par la Commission Prodi, apparaît acquise, elle reste soumise à de strictes conditions. Alors que le rapport de la Commission passait sous silence le pro-

blème chypriote, les Etats membres en font une priorité. Sous la pression d'Athènes et de Nicosie, les Vingt-Cinq somment Ankara de reconnaître la République de Chypre, dont la partie nord est occupée par l'armée turque

depuis 1974. Malgré une très forte pression, la Turquie refuse de faire le moindre geste en faveur de Chypre sans assurances sur l'avenir. Elle a déjà fait savoir aux capitales européennes qu'elle était prête à reconnaître Chypre, une fois obtenu le feu vert de l'Union et une fois arrêtée la date pour l'ouverture des négociations. Dans les prochains mois, pour satisfaire la Grèce

très active en coulisses, la Turquie devra également accepter de renoncer à des portions de territoires dans la mer Egée.

A Ankara, ces exigences européennes ont du mal à passer. A ce stade des pourparlers, les exigences de la France et de l'Autriche sur une éventuelle « troisième voie » à l'adhésion, en cas d'échec des négociations, n'ont cependant pas encore été prises en compte. Le document redit seulement que les négociations avec la Turquie constituent « un processus ouvert dont le résultat ne peut pas être garanti à l'avance ».

Iraq

The sour Sunni heartland

MOSUL

The prospects for getting Sunni Arabs to vote look bleak

THE people of Arij, a dirt-poor Sunni Arab village half an hour's drive south of Mosul, Iraq's biggest northern city, have only dimly heard about the general election, now due on January 30th. Unlike families in Baghdad, the capital, they have not received voter-registration notices with their monthly food ration. Nor are they aware of any political parties active in their area—except, of course, the under-

ground remnants of Saddam Hussein's Baath Party; nor do they even admit to caring. They claim that under Mr Hussein they were ignored, but their links to the new regime's authorities are no better. No one has come to fix their muddy water supply or to offer them jobs as guards in the nearby cement factory. The election prospect inspires them not a jot.

Even if they were keen to vote, it might

be too dangerous, in this corner of the Sunni heartland, to cast their ballots. Two weeks ago, rebels launched an attack on Mosul, to divert the Americans' attention from the siege of Fallujah, from which the insurgents have now been bombed and chased out. The rebels are clearly hostile to the idea of voting: insurgents in Mosul burnt down a warehouse full of registration forms. Many Sunnis say that a free election under occupation is impossible. Some groups in the Mosul area, especially Salafi ones, say the very idea of a multi-party system is divisive and un-Islamic.

Mosul appears, on the surface, to be under the control of the Americans and their Iraqi allies again. But the mood is far worse than six months ago, when the city, with its mixed population of Sunni Arabs, Kurds, Turkomen and Assyrian Christians, was considered a haven of relative calm, despite the presence of many glum former senior Baathists and army officers.

The pro-government Iraqi forces plainly cannot handle the insurgents on ►

The Economist November 27th 2004

The Economist November 27th 2004



We'd rather you didn't vote

► their own. The Americans say that some units of the Iraqi National Guard, which is being trained to bolster the American-appointed interim government, stood and fought quite well when the insurgents attacked Mosul and the surrounding area. But a National Guard battalion based near Arij disintegrated, after its officers told the men on the eve of the attack not to bother to turn up for work the next day. Most of the Iraqi police in the area also deserted. Eventually, the Americans beat back the rebels, killing dozens of them. But they may well be nursing their wounds in preparation for another rising in Mosul, perhaps to coincide with the election.

In the election run-up, American forces are stepping up their hunt for guerrillas in the area around the city, combing through villages like Arij and seeking out local sheikhs and other leaders on whom to shower communal favours, such as water-purifying facilities and the renovation or building of schools, which the Americans reckon are key weapons in their counter-insurgency. For one thing, projects of this kind create jobs: poor villages such as Arij offer a pool of desperate men ready to make a few hundred dollars from well-funded Baathists and Islamists by launching rocket-propelled grenades at passing American convoys. For another, infrastructure projects enable officers on the spot to collect scraps of intelligence.

American largesse around Mosul in the first months after Mr Hussein's fall seemed to reap rewards. But the mood soured once it became clear that power was being transferred, in the summer, to an interim Iraqi government, which took longer to dish out the cash. Since then, the Sunni insurgents have increased their threats against anyone who co-operates with the Americans or their Iraqi allies. There are signs of increased violence between Sunnis sympathetic to the insurgents and those who are contemplating electoral politics. The recent murder of several prominent Sunni clerics augurs worsening communal tension. American civil-affairs teams running infrastructure projects in

the area say that many once friendly Iraqis have asked them not to stay in touch.

Even if Iraq's insurgents are kept at bay, few Sunni Arabs know who they would like to represent them, though a quarter of the 180-plus parties which have now registered have Sunni Arab bases. An Iraqi minister thinks that more Sunnis can be encouraged to come forward, perhaps by the holding of an open, multi-party conference before the election. "The ones we want to win over are the ones who have doubts, who aren't quite convinced [that elections will be fair]," he says. "We want to tell them to come and join the wagon."

Perhaps, too, the violence in Iraq has peaked. The assault on Fallujah may not have hurt the wider insurgency but it proved a determination to win. That was underlined this week with the launch of another big American offensive south of Baghdad, an announcement that the Pentagon may send more troops, and an assur-

ance by Iraq's tough minister for national security, Qasem Daoud, that his forces were ready to "repeat the Fallujah experience" in other rebellious towns.

Shia and Kurdish leaders are banking on a huge turnout in January, but the Sunnis' main parties wanting to join the electoral fray have been dithering and despairing. The best run of them, the Iraqi Islamic Party, wants the poll delayed by six months. Other ideas have been mooted to boost Sunni representation, for instance by reserving some of the 275 seats in the new assembly for Sunni leaders. Another proposal is to put prominent Sunnis on the constitution-drafting body that the future parliament will create.

It may be too late. Iraq's Shias, who make up about 60% of the population and have been itching for their chance to run the show for the first time since modern Iraq was created eight decades ago, are loth to wait any longer. ■

Iraq

The neighbours say they'll help

SHARM EL-SHEIKH

The six countries bordering Iraq seem to want the rebels to stop fighting

AN ARAB newspaper called it a "conference of conspirators". Iraq's Sunni insurgents denounced it as a "dirty and dubious farce". In the event, this week's meeting at Sharm el-Sheikh, an Egyptian resort, of outside stakeholders in the future of Iraq was a sober exercise in realpolitik. The conference, which brought together Iraq's six neighbours, as well as the UN Security Council's permanent members, rich donor countries and key international bodies, showed that, despite lingering acrimony, the world at large concurs that the best way out of Iraq's bind is to help the Iraqis build a legitimate government. So they backed a plan to hold a general election, now scheduled for January 30th.

The participants converged on this conclusion from very different angles. The Americans and their western allies want elections not just because they think democracy is good or in the hope of spreading it in the region. They think the cleanest way to extract themselves is to lighten their burden of occupation.

Neighbouring Arab states are less keen on democracy. Yet, whatever their peoples' sympathy for Iraq's rebels, especially after the ruthless crushing of the insurgency in Fallujah, the growing religious and sectarian overtones of the violence are making them twitchy.

Arch-Sunni Saudi Arabia, for example, has been burned by jihadist "blowback" at home. Its rulers are no longer so fearful that an election could bring Iraq's

60% Shia majority to power and into a possible alliance with the kingdom's Shia rival, Iran. Besides, as Jordan's foreign minister, Hani Mulki, notes, Iraq's friends should back the interim government simply because "it's the only political group that can achieve something".

Out of hostility to an equally hostile America, Syria and Iran have been especially reluctant to extend legitimacy to Iraq's American-sponsored political process. But Iraqi diplomats argue that if anyone wishes to speed the departure of American forces or to ensure that those in place will not be used against them, their best bet is to bolster an Iraqi government strong enough to influence the Americans' behaviour.

Yet Syria and Iran did agree with the others at Sharm el-Sheikh. As Iraqi diplomats ruefully note, those neighbours' enthusiasm might have been greater if America had been more willing to engage them with carrots as well as sticks. But they may anyway be less tempted to play the spoiler in Iraq. As much as hardliners in Tehran or Damascus enjoy seeing America bruised, the blinkered Sunni extremism that Iraq's jihadists increasingly display sits uncomfortably with both Iran's mullahs and Syria's Alawites, a heterodox minority to which the ruling Assad clan belongs. Anyway, the 20-month-long insurgency may well have made the Bush administration scrap any notion of reshaping Iraq as a pro-American bastion in the region.

Le Point

29 novembre 2004



Des groupuscules ordonnent aux filles de porter le voile sous peine d'être égorgées ■

Irak La dictature des imams

Bagdad L'islam radical est de plus en plus présent dans la société irakienne. Un totalitarisme religieux dont les femmes sont les premières victimes. DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE DELPHINE MINOUI

Sur le campus de l'université de Bagdad, l'ambiance est à la déprime. Assise sur un banc, Jihan Nawzad, 20 ans, épluche du regard le dernier tract en date qui circule dans les amphithéâtres. Il est signé par le groupe islamiste Abou Khatib al-Jihadi – groupuscule inconnu, parmi tant d'autres qui ont vu le jour depuis la chute du régime de Saddam – et ordonne aux filles de porter le hidjab dans l'enceinte des écoles, des universités et autres lieux publics. Sous peine d'être égorgées. De quoi donner froid dans le dos. « *Sous Saddam Hussein, on vivait dans la peur de parler. Mais maintenant c'est encore pire. C'est la dictature religieuse qui s'impose* », se lamente la jeune fille.

Après des décennies de pouvoir dic-

tatorial mais laïque, l'Irak est aujourd'hui en train de céder à une nouvelle forme d'oppression : celle de la religion. Sévèrement réprimée sous Saddam Hussein, la majorité chiite s'est aussitôt réveillée après la chute du régime et a retrouvé le traditionnel culte des imams. Le vide politique a rapidement laissé le champ libre à des personnalités religieuses dont l'influence ne cesse d'augmenter. Moqtada al-Sadr, jeune imam quasi inconnu, s'est ainsi érigé en héros des déshérités. Selon un récent sondage mené par le comité d'experts conservateur américain Iri (International Republican Institute), Abdol Aziz al-Hakim, leader du CSRII (Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak), réfugié pendant plus de vingt ans en République islamique

d'Iran, est aujourd'hui la personnalité politique la plus renommée d'Irak. Il remporterait une large majorité des voix si des élections se tenaient aujourd'hui.

Des tracts de plus en plus durs

Quant aux clercs sunnites, qui ont décidé de boycotter le scrutin prévu fin janvier, leurs prêches du vendredi rythment les soubresauts de la vie politique irakienne. Certains, comme le cheikh Abdul Satar Abdul Jabar ou le cheikh Soumeydai – récemment arrêtés –, n'ont jamais caché leur soutien aux raptés et décapitations des collaborateurs des forces d'occupation. Leur discours sur le djihad (la guerre sainte) ressemble beaucoup à celui des proches du réseau d'Abou Moussab al-Zarqaoui, le ►

► terroriste jordanien suspecté de mener une grande partie des attaques contre la coalition. A cela s'ajoute une multitude de groupes clandestins, aux alliances obscures, tels qu'Ansar al-Islam, Ansar al-Sunna ou encore l'Armée islamique en Irak. Leurs communiqués, qui circulent de Mossoul à Kerbala, cherchent à imposer un ordre islamique pur et dur. Jihan Nawzad est inquiète. D'origine kurde, de confession sunnite, la jeune étudiante en mathématiques ne s'est jamais couverte la tête. Dans sa famille, c'est une question de principe : toutes les femmes travaillent et sont indépendantes. Chevelure brune, les yeux verts cernés de khôl et la chemise coincée dans la ceinture de sa jupe en jean, elle aime suivre la mode, rêve de devenir professeur et de choisir elle-même son futur mari. Mais le retour en force de la religion, venue se nicher en plein milieu du chaos, vient aujourd'hui briser tous ses espoirs. « Des tracts comme celui du groupe Abou Khatâb al-Jihâdi, il en pleut tous les mois par dizaines », dit-elle. « Le problème, c'est que les messages sont de plus en plus extrêmes. Celui-ci, par exemple, s'adresse à la fois aux musulmanes et aux non-musulmanes. Il proscriit également les tenues trop moulantes. Il veut imposer à toutes les Irakiennes la vision d'un islam à la taliban », confie Jihan. Un tour à travers les allées de l'université suffit pour constater une évidence : le port du voile se généralise. « L'année dernière, moins de la moitié des filles portaient le foulard dans ma classe. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que deux à ne pas le faire », précise Jihan.

Un combat d'arrière-garde ?

La presse irakienne relate chaque jour des incidents significatifs : l'attaque par des bandes organisées de débits d'alcool et de boutiques de disques accusées de promouvoir la culture occidentale et de vendre des films dits « pornographiques ». Dans le quartier huppé d'Al-Mansour, le Hunting Club est l'un des rares endroits à organiser des soirées dansantes. Mais, il y a peu, six de ses serveurs ont été abattus alors qu'ils rentraient chez eux.

« Nous faisons face à un terrorisme idéologique qui, à mes yeux, n'est pas moins dangereux que le terrorisme armé », constate Nasser Kamal Chaderji, leader du Parti national démocratique et grand défenseur de la laïcité. « Ce terrorisme n'a pas de limite. Il s'infiltré partout : dans la rue, dans les

facultés, dans les maisons. Il se mêle des moindres détails de la vie privée des citoyens : leur tenue, leur façon d'être, de parler, dit-il. Il n'épargne personne. » La minorité chrétienne – qui se remet à peine des attaques en série contre plusieurs églises – en sait quelque chose. « J'avais l'habitude de mettre des minijupes pour aller en cours », confie Eva, une jeune chrétienne de 24 ans. Mais, depuis que certaines de ses camarades ont été interpellées par des militants islamistes, elle se tient à carreau. « Aujourd'hui, dit-elle, je m'habille de manière plus conservatrice, je cache ma croix dans mon tee-shirt et je baisse les yeux quand je croise le regard d'un



Après la dictature, une nouvelle forme d'oppression ■

« Le gouvernement irakien idéal est celui qui impose le port du foulard comme un must. »

homme. On n'a jamais vécu une telle humiliation. »

Contrairement aux apparences, le réveil de l'islam ne s'est pas fait du jour au lendemain. Certes, le régime baassiste a toujours défendu une approche laïque de la politique. Certes, le code de la famille irakien s'est de longue date imposé comme le plus moderne et le plus progressiste du Moyen-Orient, notamment en matière de droit des femmes. Mais, avec l'embargo des années 90 et l'augmentation de la pauvreté, de nombreuses familles ont commencé à trouver refuge dans la religion. Après la guerre du Golfe, le raïs en personne s'est mis à sponsoriser la construction de mosquées et a fait inscrire « Allah akbar » (Dieu est grand) sur le drapeau irakien. Plus récemment,

la vague du 11 septembre et le regain d'islamisme teinté d'antiaméricanisme ont trouvé un certain écho chez les Irakiens.

L'histoire de Fallah Ismaël Jassem, vendeur d'antiquités, est un exemple parmi tant d'autres. Bon vivant, coureur de jupons et fan de sorties bien arrosées, ce don Juan irakien de 31 ans dit avoir tout abandonné il y a trois ans pour se consacrer à la prière cinq fois par jour et à la lecture du Coran. « Chaque nouveau siècle révèle l'apparition d'un homme venu renforcer les valeurs de l'islam. Ce nouvel homme, c'est Oussama ben Laden », explique-t-il, l'air convaincu, en se vantant fièrement d'avoir réussi à entraîner trois de ses meilleurs amis dans sa nouvelle quête spirituelle.

Au sein même de l'actuel gouvernement provisoire, la religion s'impose progressivement. Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale intérimaire, la tenue des étudiantes a ainsi récemment fait l'objet d'un débat mouvementé. Les défenseurs d'un islam radical se sont prononcés en faveur d'un code vestimentaire rigoureux : hidjab, chemise à manches longues et absence de maquillage. Barbe grise et chemise sans col, Mohsen Abdul Hamid, député et dirigeant du Parti islamique irakien, s'explique depuis son quartier général : « Le gouvernement irakien idéal à mes yeux est celui qui impose le port du foulard comme un must pour les femmes, y compris les non-musulmanes. »

« Nous marchons sur un terrain miné », concède Tahir Khalaf al-Bakaa, le ministre irakien de l'Éducation supérieure. « J'ai déjà dû virer les doyens des universités de Diwaniya et de Kirkouk à cause de leurs approches trop islamiques », dit-il. « Pour éviter que l'université ne devienne un champ de bataille, je préfère tenter de dialoguer avec les fondamentalistes », poursuit-il. Mais pour Jihan, la jeune Kurde, la discussion est une démarche illusoire. « Si le foulard était rendu obligatoire demain, je n'irais même pas manifester, et d'ailleurs aucune femme n'irait manifester. Dans un pays majoritairement musulman, ce serait perçu comme une insulte à l'islam et cela se retournerait immédiatement contre nous », dit-elle. Eva, l'étudiante chrétienne, s'est déjà résignée. « Je suis prête à accepter de porter le hidjab le jour où ce sera la dernière solution possible pour pouvoir poursuivre mes études. Pourquoi se battre ? Les islamistes ont déjà gagné » ■

Depuis une vague d'attentats en octobre, plus de 5 000 familles ont fui le pays, la plupart pour la Syrie

L'inquiétante fuite des chrétiens

LE FIGARO LUNDI 29 NOVEMBRE 2004

Alep : de notre envoyé spécial Renaud Girard

Ce samedi, en fin d'après-midi, alors que les rues autour de la citadelle commencent à se vider pour les célébrations en famille de l'iftar (rupture du jeûne musulman du mois de ramadan, après le coucher du soleil), trois couples au visage sombre se présentent à l'entrée du siège austère de l'archevêché syriaque orthodoxe d'Alep. On les fait monter immédiatement dans le bureau de Mgr Yohanna Ibrahim, patriarche à la fois jovial et cultivé, dont l'énergie et la sainteté sont louées par toute la communauté chrétienne de Syrie (près de 2 millions d'âmes, soit 10 % de la population).

Ces trois hommes, comme leurs trois femmes, connaissent déjà l'archevêque. Ce sont des chrétiens irakiens de confession syriaque orthodoxe, qui, au début des années 70, ont eu le père Yohanna Ibrahim comme catéchiste. L'ecclésiastique a en effet commencé sa carrière à Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, où il enseigna, de 1967 à 1973, dans une école religieuse.

Les couples sont venus en voiture, de Mossoul, pour demander de l'aide à leur patriarche, comme des enfants désemparés se tournant vers leur père.

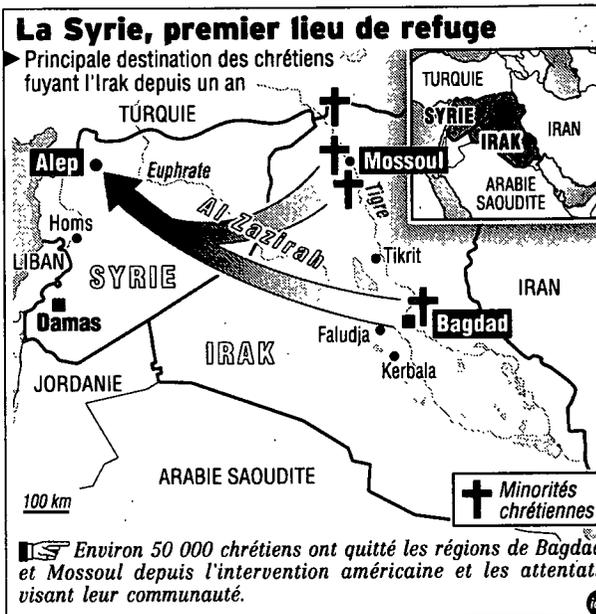
Une fois leur audience terminée, ces chrétiens irakiens ne s'attardent pas dans la cour de l'archevêché : ils ont parlé à leur « père », ça leur suffit ; ils n'ont aucune envie de confier leurs malheurs à un Occidental inconnu, de surcroît journaliste.

« Ce sont des gens psychologiquement à bout, et pour de bonnes raisons », nous explique, dans un anglais parfait, l'archevêque Yohanna Ibrahim, en nous faisant entrer dans son vaste bureau, décoré d'icônes anciennes, provenant toutes de ce qu'on appelait, naguère encore, la Mésopotamie. « Ils vivent dans la peur. Pour eux, ce qui est supportable, mais aussi

pour leurs enfants, ce qui est insupportable. »

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 et la mise en place de la « paix » américaine, plus d'une centaine de chrétiens irakiens ont été assassinés par des extrémistes musulmans islamistes. L'histoire qui a le plus secoué la communauté chrétienne d'Irak remonte au 14 octobre 2004. Ce jour-là, à l'aube, le corps d'une fillette est jeté d'une voiture sur le perron d'une petite maison de Bagdad. La petite chrétienne avait été kidnappée par un groupe islamiste, qui avait demandé une forte rançon à ses parents. Ces derniers, de condition modeste, n'avaient pas réussi à réunir à temps la somme exigée. Les islamistes n'ont pas hésité à assassiner la fillette et à jeter son petit corps comme on jetterait le cadavre d'un chien crevé.

Deux jours après cet incident traumatisant, une nouvelle vague de terreur islamiste antichrétienne s'abattait sur la capitale. Dans la matinée du 16 octobre, en l'espace d'une heure et demie, cinq églises différentes, dispersées aux quatre coins du Grand Bagdad, étaient victimes d'attentats à l'explosif.

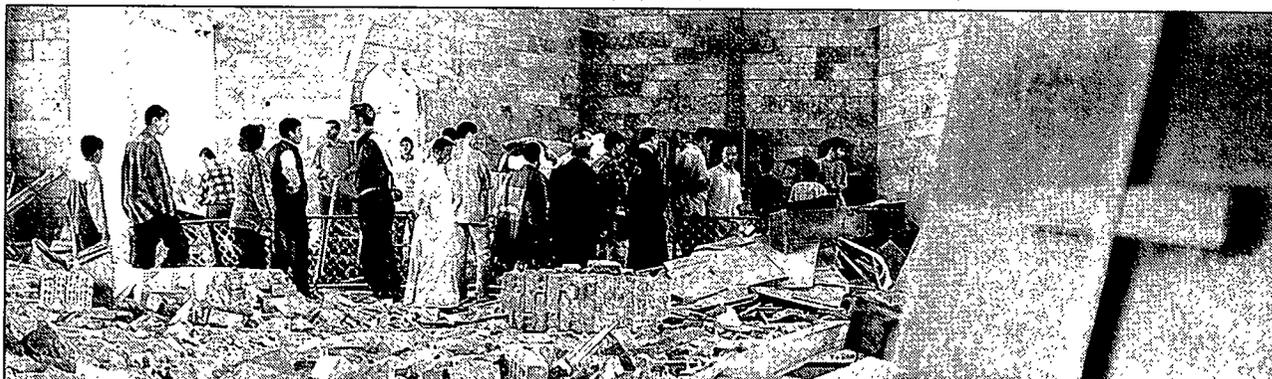


La stratégie des islamistes ne se borne pas à vouloir dissuader les chrétiens de dire leurs messes dans leurs églises et de faire sonner leurs cloches le dimanche. Elle vise à chasser d'Irak, par la peur, l'une des plus anciennes communautés chrétiennes d'Orient. A faire de l'Irak une terre « pure », c'est-à-dire sans infidèle aucun, à l'image de Médine et de La Mecque. Une fois partis les « mécréants », il ne reste plus qu'à faire régner la bonne loi de Mahomet, à l'exemple de Faludja, ville qui, de mai 2003 à octobre 2004, fonctionna comme un petit émirat islamique.

Les chrétiens irakiens, catholiques et orthodoxes confondus, sont environ 800 000, soit 3 % de la population totale. Avec 600 000 fidèles, l'Eglise chal-

déenne catholique est, de loin, la confession la plus répandue parmi les chrétiens.

En Irak, l'écrasante majorité des chrétiens descend d'un groupe ethnique différent des Arabes ou des Kurdes. C'est le groupe des Assyriens. Les Assyriens chaldéens sont issus de la nation qui peupla la Mésopotamie (la région située « entre les deux fleuves ») dès le IV^e millénaire avant Jésus-Christ, et qui avait fait de Ninive sa capitale. Les Assyriens de Chaldée furent convertis très tôt au christianisme, dès l'an 40, grâce à la mission de saint Thomas, l'apôtre. En dépit des différentes invasions arabes commençant au VII^e siècle, et de la conquête de la Mésopotamie par l'empire ottoman au XVI^e siècle, les chré-



Le 9 novembre dernier, l'église Saint Mathieu, au sud de Bagdad, a été endommagée à la suite d'une explosion. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le nombre d'attentats contre les églises chrétiennes a augmenté. (Photo Hadi Mizbar/AP.)

tiens assyriens chaldéens sont restés fidèles à leur foi, préférant endurer des persécutions chroniques plutôt que de se convertir à l'islam. La région d'Irak où la concentration de chrétiens est la plus forte est celle de Mossoul.

Après les attaques concertées du 16 octobre 2004, les chefs religieux des principales Eglises chrétiennes d'Irak (chaldéenne, latine, syriaque, arménienne, grecque-orthodoxe, etc.) se sont réunis, pour faire savoir que les chrétiens ne se laisseraient pas intimider et qu'ils ne partiraient pas. « Nous ne quitterons pas notre pays. Nous resterons ici, pour participer à la construction d'un Irak de paix, de liberté, de démocratie et de tolérance », indiquait notamment le communiqué final rédigé par les différents patriarches irakiens.

L'intrépidité des ecclésiastiques, nourris des récits du martyre des premiers apôtres, ne se retrouve évidemment

pas dans les familles chrétiennes de Mossoul et de Bagdad, où les mères tremblent pour leurs enfants. « A Mossoul, les islamistes se mettent à exiger que les chrétiennes portent le voile, confie l'archevêque Ibrahim. Les femmes qui sont venues me voir estiment que c'est une exigence inacceptable. Et qu'elle n'est qu'une étape, avant des exigences encore plus radicales. »

Depuis les attentats d'octobre, plus de 5 000 familles chrétiennes ont fui l'Irak. Seules les plus fortunées songent à un exil au Canada ou aux Etats-Unis. La plupart vont en Syrie, où, dès la région

orientale de la Djézirée, elles disposent de cousins prêts à les accueillir provisoirement. Alep est considérée par beaucoup comme une destination finale, car la grande métropole

commerciale du nord de la Syrie a toujours connu une importante et prospère communauté chrétienne.

La Syrie est un pays pauvre, sans réelle démocratie, mais où les autorités mettent encore un point d'honneur à garantir la liberté religieuse et la tolérance. Il est vrai que ses principaux dirigeants, qu'ils soient militaires ou civils, appartiennent eux-mêmes à une minorité religieuse, celle des alaouites (« hérésie » issue du chiisme duodécimain, méprisée par la majorité sunnite).

Bagdad est volontiers choisie comme cible des attentats antichrétiens les plus spectaculaires, en raison de la caisse de résonance médiatique que représente la capitale, où les télévisions du monde entier disposent de bureaux. Mais c'est à Mossoul que le harcèlement contre les chrétiens est le plus déterminé, le mieux organisé.

Voici ce qu'a écrit le père Nizar Semaan, qui y vit, dans

Fides, un journal on-line du Vatican : « A Mossoul, les groupes sunnites wahhabites, qui sont financés par de riches familles saoudiennes, profèrent constamment des menaces contre les prêtres, les frères dominicains, et toute la population chrétienne en général. Les chrétiens qui veulent vendre leur commerce ne trouvent pas preneur, depuis qu'un imam a déclaré dans son sermon du vendredi : « N'achetez rien aux infidèles, demain ils seront forcés de partir et vous aurez leurs biens pour rien ! »

L'Administration américaine parviendra-t-elle à arrêter cette hémorragie des chrétiens d'Irak ? Il serait pour le moins paradoxal que ce soit sous le consulat de George W. Bush, qui ne commence pas un Conseil des ministres sans une prière, que disparaisse l'une des plus anciennes communautés chrétiennes d'Orient.

U.S. to Bolster Iraqi Police With Weapons and Specialized Units

By BRADLEY GRAHAM

The Washington Post

BAGHDAD, Iraq—As insurgents intensify attacks on members of Iraq's fledgling security forces, U.S. authorities have concluded that plans to provide new police officers with a two-month introductory course followed by some on-the-job mentoring will not be enough to ensure their effectiveness.

With many police officers intimidated by killings and threats, some U.S. officials have even begun questioning the notion of trying to establish a system of local policing at this time.

"Community policing, local policing, is a very strong tactic when the problem is crime," said Ron Neumann, the top political-military counselor at the U.S. Embassy here. "But when the problem switches to insurgency, community-based police and their families become vulnerable. You may have to consider moving to a whole new concept of some form of national or regional police."

The creation of homegrown military and law-enforcement forces is a central part of the U.S. strategy for stabilizing Iraq and eventually allowing the with-

drawal of U.S. troops. U.S. and Iraqi officials want to rely solely on Iraqi forces to guard polling places during national elections scheduled for Jan. 30, keeping U.S. troops at a distance.

The police are one element in the mix of security services taking shape in Iraq. Other major components—the army and the National Guard—have also suffered performance and retention setbacks. But for the most part, they have won passing marks or better while operating alongside U.S. forces since the summer in critical fights in Najaf, Samarra and Fallujah.

U.S. authorities overseeing the buildup of the Iraqi force say there is no time to draft an entirely new concept for the police. Instead, they are struggling to adapt the original plan by bolstering the police with more weapons, more heavily fortified stations, additional trainers and new specialized backup units.

"The key to this is constantly adapting to whatever the situation is on the ground," said Army Lt. Gen. David Petraeus, the senior U.S. officer responsible for training and equipping the Iraqi forces.

Local policing is working in many parts of Iraq, Gen. Petraeus said. One particularly encouraging example he cited was Najaf, where the U.S. military battled the militia of Shiite Muslim cleric Moqtada al-Sadr in April and August, ultimately routing the fighters. Much of the credit for the quiet there now goes to good local policing as well as strong political leadership from the provincial governor and popular support, said Gen. Petraeus during a visit to the city.

But the police have performed poorly in the Sunni Muslim areas in central and northwestern Iraq, where much of the current violence is concentrated. As a dramatic case in point, the police force in Mosul, Iraq's third-largest city, collapsed earlier this month. A wave of attacks on police stations and other government buildings prompted 3,200 of the city's 4,000 police officers to abandon their jobs.

Insurgents have waged a ferocious campaign of intimidation against the police. While attacks on U.S. and other foreign troops have increased 24% since the hand-over of power in late June, attacks on Iraqi security forces have risen 50%, according to the U.S. military command here.

To boost their firepower, more police officers will be getting AK-47 assault rifles. Instead of one for every third policeman, as initially called for in U.S. plans, every other policeman will receive one.

Efforts also are under way to make instruction at the eight-week introductory course more practical, with greater emphasis on marksmanship skills and lessons in how to identify roadside

bombs.

Some U.S. officials have advocated lengthening the course to 12 weeks. But Gen. Petraeus has argued that more can be gained by altering the structure of the new forces and changing their operational concepts.

In an interview, Gen. Petraeus asserted the importance of establishing cohesive police units with clear chains of

command and using them to deal with trouble spots rather than sending in individual police officers unfamiliar with each other. He also said there is a need for specialized units that could bring extra combat power and intelligence-gathering assets to a fight and help bridge the capability gap between police and army forces.

U.S. troops find 32 more dead Iraqis

By Richard A. Oppel Jr.

MOSUL, Iraq: American troops have discovered the bodies of at least 32 Iraqis in the northern city of Mosul on Thursday and Friday, the latest sign insurgents here are increasingly focusing their efforts at murdering and terrorizing vulnerable Iraqis, including those working with American forces.

Seventeen bodies were found Friday after 15 were discovered on Thursday, according to a military spokesman here. In the past eight days, at least 65 bodies have been found, and one American commander says more than 20 have been confirmed as members of the new Iraqi security forces.

No identification has yet been made of the 32 newest corpses or whether they were Iraqi soldiers or national guardsmen, said the military spokesman, Lieutenant Colonel Paul Hastings. But he called the new killings part of the insurgents' "campaign of fear, intimidation and murder and doing whatever they can to disrupt operations here."

One soldier said he helped recover 11 bodies found on Friday strewn about a cemetery in western Mosul. Some had been shot in the head, one was decapit-

ated, and the head of another had somehow been eaten away — perhaps by dogs — so that his skull was visible, said the soldier, First Lieutenant Eric Joyce of the 1st Battalion of the 24th Infantry.

The corpses all appeared to be between 25 and 35 years old, he said. Five were found shrouded with a blanket, and four others, all shot in the head, were lying face down. Most of the

corpses were bloated, "so you know they'd been dead for a while," Joyce said. "But a couple were brand new. You could see the fresh blood."

In recent weeks insurgents in Mosul have had little luck attacking U.S. troops head on, as their rocket-propelled grenades, mortars and roadside bombs typically do little damage to the 19-ton heavily-armored "Stryker" vehicles that U.S. troops use to maneuver through the streets here.

Instead, the insurgents have settled on a gruesome alternative designed to destabilize and terrorize the one thing Americans are counting on to ensure safe elections in January and to form the linchpin of the U.S. exit strategy from Iraq: The new Iraqi security

forces.

At least some of the killers, American commanders believe, take refuge in the narrow, twisting streets and alleyways of the ancient district known as Old Mosul, in which 500,000 residents are packed into a single square mile.

The insurgents, who suffered huge losses in a citywide uprising two-and-a-half weeks ago when they overran a half-dozen police stations, now appear to be picking their fights carefully and targeting the vulnerable young Iraqi forces.

Commanders believe they have abducted Iraqi troops at taxi stands as they return from leaves and seek transportation to bases in northern Iraq.

And infiltration of the new security forces remains a major concern: Three Iraqi troops were recently detained for collaboration with insurgents, including one caught at an illegal checkpoint helping insurgents identify others in his unit.

Many of the bodies found over the past week were shot in the head, burned, mutilated, decapitated, and, according to one U.S. commander, labeled with notes that warn, "This is what happens to Iraqi National Guard soldiers." Other members of the security forces have had their identification cards pulled from their pockets and placed prominently on their corpses.

About 400 troops pushed into Old Mosul this week in the first operation of that size there in at least six months. For three hours, as they were soaked by rain under the constant rumble of two Apache helicopters circling overhead, they banged on doors, questioned homeowners and shopkeepers, and tried to navigate the labyrinth streets that quickly flooded with a dark brown water.

They went in expecting that the worst mission objective, in military parlance, was movement to contact, or attacking and capturing insurgents who fired at them. But to their surprise, not a shot is fired, save for a few warning shots.

Nor were any shots fired on a raid early Thursday, also near Old Mosul, where American soldiers arrested two men suspected of attacks on Iraqis.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
November 27-28, 2004



U.S. soldiers in Mosul on Friday. No identification has been made of the corpses or whether they were Iraqi soldiers or guardsmen.

15 groups in Iraq ask for vote to be delayed

Allawi and top Sunni add to the pressure for a postponement

By Edward Wong

BAGHDAD Fifteen political groups called Friday for a six-month postponement of elections scheduled for Jan. 30, giving a huge boost to a movement largely led by Sunni Arabs aimed at delaying the vote.

The groups included some of the most prominent political parties in Iraq, including the one led by the interim prime minister, Ayad Allawi, a secular Shiite, and that of Adnan Pachachi, a secular Sunni.

Those two politicians have been among the strongest backers of American policies in Iraq, and their support of an election delay adds great momentum to those arguing for a postponement.

The two main Kurdish parties also gave their support; it was the first time the Kurds, usually closely allied with the Americans, had taken a strong stand on the issue.

The 15 groups and dozens of individual political and religious figures issued a collective statement after an impassioned two-hour afternoon meeting at Pachachi's Baghdad home.

"The participants call to postpone the elections for six months in order to address the current security situation and to complete the necessary administrative, technical and systematic arrangements," the representatives at the meeting said.

Most of the groups are secular and led by Sunni Arabs.

The call for delay further widens the growing political rifts dividing Sunni Arabs, Shiite Arabs and Kurds, and underscores the stark sectarian divisions that threaten to unravel the social fabric of this country.

Shiites, who make up at least 60 percent of the population, have been adamant that elections must be held by the end of January.

Sunni Arabs and Kurds to a lesser degree have expressed fears that Shiites will vastly dominate the new government and exercise their power unchecked.

The Sunni Arabs and Kurds each make up about a fifth of the population. The Sunnis ruled the region for centuries, until the toppling of Saddam Hussein.

Those arguing Friday for a delay cited deteriorating security conditions, particularly in Sunni-dominated central and northern Iraq, as the main reason why the vote cannot be held on Jan. 30.

Violence in those regions continued on Friday. American military officials said 15 more Iraqi bodies, some of them decapitated, had been discovered in a cemetery in the northern city of Mosul.

Four employees of a British security firm, Global Risk Strategies, were killed and as many as 15 were wounded when a rocket landed Thursday in Baghdad inside the fortified Green Zone, which houses the offices of the interim Iraqi government and the American Embassy, security contractors said Friday.

Various reports indicated that at least two and perhaps all four of the men who died were Nepali and had come from the ranks of the Gurkha warriors.

American troops in the devastated city of Falluja continued going house to house, searching for insurgents and occasionally engaging in gun battles.

Lieutenant General John Sattler, commander of the 1st Marine Expeditionary Force, said troops had cleared about half of the city's buildings in the nearly two weeks since the American-led offensive ended.

An organizer with the Iraqi electoral commission said in an interview that the commissioners would discuss the

new demands for an election delay, but expressed doubt that there would be any changes.

"We will talk about this tomorrow, but we don't think we'll postpone the elections," said the organizer, Adel al-Lami. "There's a schedule and we need to stick to that."

Lami said the commission's planning was already taking into account the country's precarious security situation.

The deadline by which political groups have to present a list of candidates for the ballots has been extended to Dec. 10, he said.

The commission has also extended to Nov. 30 the registration date for political groups based in the most violent provinces of Iraq, he said.

There appeared to be some confusion among commissioners about who had the power to change the Jan. 30 date.

The commission set the date last Sunday in accordance with an interim constitution written last spring, which says that elections must be held by the end of January.

Lami said the commission could postpone the elections, given extraordinary circumstances. But the head of the commission, Abdul-Hussein al-Hindawi, said in a recent interview that no one had the legal authority to push the vote beyond January.

Iraqis are to elect members of a 275-seat national assembly that will choose a prime minister and other executives from its ranks. The assembly is charged with writing a permanent constitution. Elections for a full-term government are planned for the end of 2005.

Two other sets of elections are planned for Jan. 30 — one for leaders of the country's 18 provinces, and one for a Kurdistan Assembly in the north.

The politicians who gathered at Pachachi's house did not say what they would do if the elections went ahead as scheduled.

If Sunni parties and voters decide to sit out the elections, the outcome could be seen as illegitimate, and the guerrilla war, which is being led by Sunnis, could intensify. Already one prominent Sunni group, the Muslim Scholars Association, has called for a boycott of the elections.

"We'll cross that bridge when we come to it," Pachachi said in an interview, when asked what the groups would do if the schedule remained unchanged.

"We'll have to look at the situation as a whole and see what is reasonable."

The New York Times



Hadi Mizban/The Associated Press

A worker with the Iraqi Red Crescent surveying a devastated Falluja street on Friday.

Herald INTERNATIONAL Tribune

NOVEMBER 27-28, 2004

L'Union au scanner

Un cas kurde kafkaïen...

Baudouin Bollaert

« Si la Turquie entre dans l'Union européenne, la frontière extérieure de l'UE passera au milieu du Kurdistan ! » Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, chercheur émérite qui a étudié la physique des particules en France, avant de travailler au CNRS puis au Collège de France, sait parfaitement que le Kurdistan n'existe pas de façon officielle. Il n'en soulève pas moins une vraie question.

L'Union compte deux pays divisés parmi ses vingt-cinq Etats membres : l'Irlande et Chypre. D'autres comptent de fortes minorités, comme la Lettonie (avec les Russes) ou la Slovaquie et demain la Roumanie (avec les Hongrois). Mais le cas du Kurdistan est d'une autre envergure puisque sa population est de l'ordre de 30 millions d'habitants et que son territoire revendiqué s'étend sur quatre Etats : la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak...

L'Union européenne leur semble le meilleur garant de leurs droits

On recense environ 15 millions de Kurdes en Turquie, 8 millions en Iran, 4 millions en Irak, un million en Syrie, 500 000 en Arménie et dans les républiques de l'ex-URSS, 300 000 au Liban, sans oublier la diaspora européenne : 500 000 Kurdes en Allemagne, 150 000 en France, 100 000 dans les pays du Benelux, 45 000 en Suède, etc. En revanche, les Kurdes ne sont que 40 000 à 50 000 aux Etats-Unis ce qui, en terme de lobbying, est un gros handicap.

Qu'est-ce qui les unit ? Moins la langue - qui comprend plusieurs dialectes - et

la religion - il y a 70 % de sunnites et 30 % d'alévis, une branche du chiisme - qu'un sentiment de confrérie, voire de tribu. « Un Kurde se définit davantage par rapport à l'extérieur qu'à l'intérieur », résume d'ailleurs Kendal Nezan.

En Turquie, une certitude : la candidature d'Ankara à l'Union satisfait d'autant plus la population kurde - installée dans l'Ouest industrialisé du pays comme dans son creuset culturel historique du Sud-Est anatolien - que son sort s'est sensiblement amélioré depuis quelques années grâce à la nécessité pour le régime turc de remplir les critères de Copenhague.

Pour les Américains, les « bons » Kurdes sont en Irak et les « gêneurs » en Turquie...

Selon Kendal Nezan, 90 % des Kurdes de Turquie espèrent que les négociations d'adhésion - si le Conseil européen du 17 décembre donne son feu vert - aboutiront. « Les droits dont nous bénéficions maintenant sont tous à mettre au crédit de l'UE et, quand nous serons enfin membres, nous espérons que tout va aller mieux », explique ainsi un commerçant de Diyarbakir interrogé par l'Agence France-Presse.

Dans sa communication du 6 octobre dernier sur la candidature d'Ankara, la Commission de Bruxelles précisait à propos de « la protection des minorités et l'exercice des droits culturels », que la Constitution turque avait été « modifiée afin de lever l'interdiction concernant l'utilisation de la langue kurde et des autres langues (...). Les mesures adoptées dans le domaine des droits culturels ne sont qu'un point de départ, ajoutait-elle. Il existe toujours des restrictions

considérables, notamment en ce qui concerne les émissions de radio et télévision et l'enseignement dans les langues minoritaires ».

Kendal Nezan ne dit pas autre chose. Il y a des avancées. Mais ces avancées, constate-t-il, sont « symboliques » pour ne pas dire « infinitésimales ». Les 45 000 Kurdes qui habitent la Suède, par exemple, ont à leur disposition 450 professeurs qui leur enseignent leur langue maternelle. Bien davantage proportionnellement qu'en Turquie où, en plus, seuls les adultes peuvent suivre les cours ! De même, en Irak, deux chaînes de télévision privées émettent des émissions en kurde alors que, côté turc, c'est la chaîne d'Etat qui s'en charge à dose homéopathique, très tôt le matin, avec des programmes essentiellement... touristiques !

Mais il faut un début à tout. Le climat s'améliore. Et si deux rebelles kurdes viennent encore d'être tués, la semaine dernière, lors d'un accrochage avec les forces de sécurité dans le sud-est de la Turquie, les affrontements entre les militaires turcs et les séparatistes de l'ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebaptisé Kongra-Gel, ont singulièrement baissé d'intensité.

La lutte armée du PKK contre les autorités turques a fait environ 37 000 morts entre 1984 et 1999. Près de 3 500 villages ont été détruits et 3 à 4 millions de personnes ont été déplacées. En 1999, les rebelles avaient décrété un cessez-le-feu unilatéral après la capture au Kenya de leur chef Abdullah Ocalan et sa condamnation à mort (peine commuée en prison à vie). Certes, cette trêve a été rompue en juin par le Kongra-Gel, mais ce parti extrémiste est loin de représenter l'ensemble des Kurdes de Turquie. Si ceux-ci n'ont jamais cessé de revendiquer leur identité et leur autonomie, s'ils se sont soulevés à plusieurs reprises contre l'autorité centrale (en 1925 et 1937 notamment), s'ils ont dénoncé devant les instances internationales compétentes l'ostracisme du régime d'Ankara à leur égard, ils souhaitent en majorité aujourd'hui le dialogue et l'apaisement.

L'Union européenne leur semble le meilleur garant de leurs droits et, si modèle il doit y avoir, c'est le modèle en vigueur en Espagne - où les régions bénéficient d'une large autonomie - qui a leur préférence. Le rêve d'un Kurdistan enfin réuni ne s'est pas complètement dissipé, mais il n'est pas d'actualité. D'autant que beaucoup de Kurdes d'origine occupent de hautes fonctions en Turquie : en politique, dans la haute administration et même dans l'armée.

Il n'empêche : pour les Américains, estime Kendal Nezan, les « bons Kurdes » sont les Kurdes d'Irak, alors que ceux de Turquie - vu les liens étroits existant entre Washington et les autorités d'Ankara - sont des gêneurs. Et, si le projet de « Grand Moyen-Orient », cher au président George W. Bush, voyait le jour, les Kurdes d'Irak en seraient les principaux bénéficiaires avec l'émergence d'un Kurdistan irakien dans un Irak fédéral. Les autres seraient, poursuit M. Nezan, écartés des discussions.

Voilà pourquoi l'Union européenne, si elle accueille la Turquie en son sein dans quelques années, se prépare des lendemains kafkaïens... D'un côté, une frontière extérieure - ô combien délicate à protéger ! - avec l'Irak et, de l'autre, une montée inévitable des revendications kurdes face à un pouvoir turc dont l'esprit d'ouverture atteindra plus ou moins vite ses limites.

Bomb kills 4 Iraqis in Samarra explosion

43 suspected rebels held in Mosul

By Robert F. Worth
and Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Four Iraqi civilians were killed and one was wounded when a car bomb exploded in Samarra on Sunday afternoon, while American and Iraqi troops detained 43 suspected insurgents in the northern city of Mosul, military officials said.

An Islamic Web site posted a statement in which the network of the Jordanian militant Abu Musab al Zarqawi, Iraq's most wanted man, claimed responsibility for killing 17 Iraqi national guardsmen and an American soldier in Mosul over the last few days, Agence France-Press reported. It was impossible to verify the authenticity of the claim.

In the capital, two soldiers were wounded Sunday morning when a car bomb exploded near their convoy on the road leading to the airport, where attacks have become routine, military officials said. A vehicle was damaged and the road was temporarily closed, the officials said.

In western Mosul, four more bodies were found on Sunday, military officials said.

The corpses, who had been shot in the head, had been laid on the ground with spent nine-millimeter pistol casings placed on their chests, said Lieutenant Colonel Erik Kurilla, the commander of the American battalion that oversees much of western Mosul. The hands and feet of the corpses had also been bound, he said.

At least 69 corpses have been found in and around Mosul in the past 10 days, most of them believed to be the victims of a strategy by insurgents to terrorize and destabilize the new Iraqi security forces before national elections are held on Jan. 30. Many victims have been identified as Iraqi national guardsmen or members of the Iraqi Army.

In addition, American and Iraqi forces detained 16 people after raiding mosques and other buildings during two operations on Saturday in the Old Mosul district, a densely populated area in central Mosul believed to be a haven for insurgents.

In one of the raids, troops found a 55-gallon drum of bombmaking material, anti-American propaganda and other documents intended to foster insurgent attacks on American forces, military officials said.

Elsewhere, an American soldier was killed in an accident near Baquba Sunday when a five-ton truck he was driving rolled into a canal, said Master Sergeant Robert Powell, a spokesman for the First Infantry Division.

Meanwhile, Iraqi political figures and religious leaders continued to react on Sunday to the a movement by leading Sunni Arabs to delay the national elections, now scheduled for Jan. 30, by six months.

Over the past week, a movement spearheaded by Sunnis to delay the elections has gathered momentum, as they argued that the nation remained too violent to allow safe voting.

On Friday, some of Iraq's most powerful political groups, including the party led by the interim prime minister, Ayad Allawi, called for a six-month delay in elections scheduled for Jan. 30, citing concerns over security.

But Iraq's deputy prime minister, Barham Salih, said in an interview with BBC Television that holding elections in January will be a "serious challenge," but that delaying them would be worse, and would have "serious ramifications" for the country's political process.

The interim government has already made clear that it opposes a delay. But the comments by Salih, who is also a top official in one of the two major Kurdish political parties, could signify a moderation of the Kurdish position on delaying the elections.

On Friday, the two main Kurdish political parties supported a request to delay the elections by six months.

The Kurds are well organized and are expected to vote in large numbers. But their leaders are also concerned that the Shiites, who comprise about 60 percent of Iraq's population, will exercise majority rule. Kurds who were forced out of Kirkuk and other northern cities under Saddam Hussein have been moving back in recent months, and a delayed election could allow more time for Kurds to boost their numbers and dominate the regional elections that will take place alongside the national vote.

And Iraq's most powerful Shiite cleric is opposing the drive to delay elections, an aide to the cleric and Shiite leaders said. The Shiite cleric, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, has insisted on keeping the date. All along, he has argued that elections should be held as soon as possible.

The U.S. ambassador to Iraq, John Negroponte, meanwhile, lent his forceful support to the Shiites in keeping the current election date. "National elections will be taking place on the 30th of January of next year," he said on Saturday while touring the devastated Sunni city of Falluja.

The New York Times

Edward Wong contributed reporting from Baghdad.

QUAND LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE S'ALLIAIENT À LA DICTATURE

Notre ami Saddam

TANDIS QUE LES VIOLENCES SE POURSUIVENT EN IRAK, LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE AFFIRME VOULOIR JUGER L'ANCIEN DICTATEUR SADDAM HUSSEIN POUR CRIMES DE GUERRE, CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET GÉNOCIDE. POURTANT, LE TRIBUNAL ET LES JUGES, MIS EN PLACE SOUS LE CONTRÔLE ÉTROIT DES ETATS-UNIS, NE DISPOSERONT QUE DE COMPÉTENCES LIMITÉES ET ILS SE GARDERONT D'INCULPER NOMBRE DE COMPLICES ÉTRANGERS. ILS NE POURRONT PAS METTRE EN CAUSE LES CAPITALES, EN PARTICULIER WASHINGTON ET PARIS, QUI, AU COURS DE PLUS DE DEUX DÉCENNIES, ONT PERMIS AU RÉGIME BAASISTE DE SURVIVRE ET D'ÉCRASER SES OPPOSANTS.

UNE ENQUÊTE
DE MICHEL DESPRATX
ET BARRY LANDO *

DANS UN CAFÉ de l'ancien centre de Bagdad, les clients interrogés sur le procès à venir de l'ancien président Saddam Hussein prennent d'abord un air grave pour rappeler les crimes du dictateur ou la nécessité d'un tel jugement. Puis, au bout de quelques phrases, tout le monde sourit et regarde ailleurs, comme si le procès ne devait rien apporter de sérieux. Tous sont persuadés que les Etats-Unis contrôlent entièrement le tribunal devant lequel va comparaître l'ancien dictateur et qu'aucun étranger n'y sera mis en cause. « Si ce procès a vraiment lieu un jour, et j'en doute, précise un professeur, il ne posera jamais la question des relations de Saddam avec les pays étrangers. » Un ingénieur ajoute : « Cela risquerait de révéler trop d'affaires qui ne sont pas dans l'intérêt de l'Occident. »

Consulté très en amont par le département d'Etat, qui joua un rôle-clé dans la création de ce tribunal, l'expert judiciaire américain Cherif Bassiouni explique : « Tout a été fait pour installer un tribunal dont les juges ne seront pas indépendants, mais, au contraire, strictement contrôlés ; en parlant de

contrôle, je veux dire que les organisateurs de ce tribunal doivent s'assurer que les Etats-Unis et les autres puissances occidentales ne seront pas mis en cause. Les statuts mêmes du tribunal feront en sorte que les Etats-Unis et les autres pays soient complètement écartés des accusations. Ce qui fera de ce procès un procès incomplet et injuste. Une vengeance du vainqueur. »

Les organisateurs américains et irakiens du procès ont en effet décidé que le tribunal spécial qui va juger les crimes de M. Saddam Hussein ne pourra accuser de complicité aucun étranger. Or l'histoire de ces quarante dernières années déborde d'exemples où des non-Irakiens, parmi lesquels cinq présidents américains, au moins trois présidents français, plusieurs premiers ministres britanniques et quantité d'entrepreneurs occidentaux ont été les complices, parfois les coauteurs, de crimes commis par le régime baasiste.

C'est sous la présidence de John F. Kennedy que Washington a commencé à soutenir des tueries en Irak. En 1963, inquiets de voir le président Abdel Karim Qassem se rapprocher de Moscou et menacer de nationaliser le pétrole, les Etats-Unis décidèrent d'agir. Le 8 février 1963, ils appuyèrent le coup d'Etat d'un parti politique très anticom-

muniste, le Baas. Conseiller politique de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad juste après ce coup d'Etat, M. James Akins confirme : « Nous fournissions aux baasistes de l'argent, beaucoup d'argent, ainsi que de l'équipement. Cela ne se disait pas ouvertement, mais beaucoup parmi nous le savaient. »

Après avoir fusillé le président Qassem, les baasistes ont torturé et tué des milliers de communistes et de sympathisants de la gauche : médecins, magistrats, ouvriers. « Nous n'avons reçu qu'un seul ordre : exterminer les communistes ! », déclare un des auteurs de ce massacre, aujourd'hui directeur d'une école primaire à Bagdad,

M. Abdallah Hatéf. « Le jeune Saddam Hussein était très motivé. Il s'occupait de torturer les ouvriers, ce qui consistait à gonfler les hommes avec de l'eau, à leur briser les os, ou bien à les "électrifier". » Washington l'a toujours nié, mais plusieurs organisateurs du coup d'Etat ont révélé que la CIA a joué un rôle actif dans la tuerie, notamment en fournissant des listes de communistes. En 2003, un ancien responsable de la diplomatie américaine interrogé par une agence de presse a, avant de répondre, requis l'anonymat : « Nous étions franchement heureux d'être débarrassés des communistes ! Vous pensez qu'ils méritaient une justice plus équitable ? Vous plaisantez. L'affaire était bien trop sérieuse (1) ! »

Jusque-là inédit, le compte rendu d'une réunion tenue à Bagdad le 9 juin 1963 (2) entre les Américains et les baasistes confirme la volonté « commune d'endiguer le communisme dans la région ». L'ennemi visé comprenait aussi les Kurdes résistant au pouvoir baasiste dans le nord du pays. A Bagdad, M. Subhi Abdelhamid (3), qui, à l'époque, commandait les opérations de l'armée irakienne contre les Kurdes, a confirmé qu'il avait personnellement négocié avec l'attaché américain la livraison de cinq mille bombes afin de briser la résistance. « Puis les Américains nous ont offert, sans facture à payer, mille bombes au napalm pour bombarder les villages kurdes. » D'après les Kurdes qui ont vécu ces bombardements, le napalm a brûlé des troupeaux et des villages entiers. Mais, à l'époque, ils imaginaient que ce napalm avait été fourni par les Soviétiques.

* Journalistes. Ont enquêté pour « 90 minutes », émission de Canal+.

1980

Guerre contre l'Iran

A SON PROCÈS, M. Saddam Hussein sera accusé d'avoir entrepris, en septembre 1980, une guerre contre l'Iran, qui a coûté la vie à un million d'hommes et de femmes. Cependant, plusieurs témoins affirment que Washington l'a encouragé à déclencher ce conflit. L'Occident avait tout à gagner à le voir attaquer la très menaçante révolution islamique de l'ayatollah Khomeyni. Un document gouvernemental américain top secret, daté de 1984, révèle : « *Le président Carter a fait passer à Saddam Hussein un feu vert pour déclencher la guerre contre l'Iran (4).* »

Ayant donné ce feu vert, les Etats-Unis ont-ils aussi participé au plan de bataille contre l'Iran ? C'est ce qu'affirme le président iranien d'alors, M. Abolhasan Bani Sadr. Ses services secrets avaient acheté une copie de ce plan, rédigé, selon ses sources, dans un hôtel parisien par des Irakiens et des Américains. « *Ce qui me permet d'affirmer qu'il était authentique, c'est que la guerre irakienne a été menée exactement d'après ce plan de bataille ! C'est parce que nous avons ce plan que nous avons pu tenir tête aux attaques irakiennes (5).* »

Officiellement, Washington était neutre dans le conflit Iran-Irak. Une commission d'enquête américaine a tou-

tefois révélé que la Maison Blanche et la CIA ont secrètement fait passer à M. Saddam Hussein toutes sortes d'armes, dont des bombes à fragmentation. Leurs informations satellites ont permis de mieux cibler les troupes irakiennes, alors que Washington connaissait l'utilisation d'armes chimiques par les troupes irakiennes. D'après M. Rick Francona, officier du renseignement militaire américain, qui, en 1988, apportait à Bagdad des listes de cibles irakiennes à bombarder, ce sont ces informations qui ont offert à l'Irak la victoire finale sur l'Iran.

1988

Gazage de Halabja

UN DES CRIMES dont M. Hussein devra répondre devant le tribunal spécial est le gazage, en 1988, de cinq mille civils du village kurde de Halabja. Bagdad les accusait d'avoir collaboré avec les Iraniens. A l'époque, les Etats-Unis et la France avaient tout fait pour empêcher que M. Saddam Hussein soit condamné

pour ce crime. Non seulement le président Ronald Reagan a mis son veto à une loi destinée à bloquer le commerce américain avec l'Irak, mais Washington a envoyé un télex à ses différentes ambassades dans le monde leur demandant d'affirmer que les Kurdes de Halabja avaient été gazés par... les Iraniens.

La France aussi a « oublié » de condamner M. Saddam Hussein. Le lendemain du drame, le gouvernement de M. Michel Rocard publiait un communiqué dénonçant les attaques chimiques « *d'où qu'elles viennent* », mais sans jamais citer le président irakien. M. Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, explique : « *C'est vrai que l'Occident fermait un petit peu les yeux, parce que l'Irak était un pays que nous jugions nécessaire à l'équilibre des lieux.* » Quant à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense à l'époque, il nous a déclaré : « *Si on veut juger l'affaire de Halabja dans son ensemble, il faut revenir à l'importance décisive de cette région dans l'approvisionnement pétrolier du monde : qui tient cette région tient l'équilibre financier de la planète. Alors, on n'a jamais le choix entre le bien et le mal : on a le choix entre ce qui est horrible et ce qui est affreux.* » Au-delà de ses besoins en pétrole, la France était aussi le premier fournisseur militaire de l'Irak.

A Paris, l'homme qui dirigeait la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1981, M. Pierre Marion, s'inquiétait du soutien militaire de la France de François Mitterrand à M. Saddam Hussein. Il affirme aujourd'hui que ce soutien était alimenté par les marchands d'armes, qui avaient tout avantage à entretenir la guerre Iran-Irak. « *Dassault, nous dit M. Marion, est le vendeur d'armes qui a le plus profité de cette guerre, et qui a le plus poussé. Il avait des moyens de pression extrêmement énergiques et puissants sur tous les dirigeants français.* » En 1992, une petite association européenne, Juristes contre la raison d'Etat, assigna en justice les vendeurs d'armes français Dassault, Thomson et Aérospatiale. Les tribunaux

parisiens ont alors abouti à la conclusion que, en vendant des armes à un pays qui les utilisait pour bombarder des civils, ces sociétés françaises s'exposaient au risque de devoir, un jour, rendre des comptes à la justice.

Ce n'est plus un secret : M. Saddam Hussein n'aurait jamais pu attaquer ses voisins ni commettre ses crimes sans l'aide des entreprises et des gouvernements occidentaux. Les gaz mortels venaient d'Allemagne, des usines de fabrication irakiennes étaient équipées par la France et les Etats-Unis. La liste exhaustive de ces entreprises complices n'a pas encore été révélée. En décembre 2002, la CIA s'est emparée en pleine nuit d'un rapport de 12 000 pages sur l'armement de M. Saddam Hussein remis aux Nations unies. Elle l'a rendu 48 heures plus tard avec une centaine de

pages manquantes. Une fuite gouvernementale a permis à M. Gary Milhollin, expert américain en marchés d'armement, de récupérer les pages enlevées. Nous avons pu les consulter : elles révèlent que le Laboratoire Pasteur a vendu à l'Irak des germes biologiques, que l'entreprise alsacienne Protec a équipé une usine de gaz de combat à Samarra, ou encore que la firme américaine Bechtel, qui finance les campagnes électorales de la famille Bush, a fourni à l'Irak une usine chimique. D'autres documents qui pourraient impliquer des sociétés occidentales dorment encore au siège new-yorkais des Nations unies, où sont rangés les dossiers des inspecteurs de l'ONU en Irak. « *J'ai discuté avec des fonctionnaires de l'ONU à New York, et ils m'ont assuré que ces informations doivent demeurer confidentielles* », regrette M. Milhollin.

1990

Invasion du Koweït

M. SADDAM HUSSEIN sera accusé d'avoir brutalement envahi le Koweït en août 1990. Du jour au lendemain, l'ancien allié est devenu le pire des tyrans : « *Nous avons affaire à un nouvel Hitler* », assure alors le président George Bush père. Mais plusieurs acteurs irakiens et américains accusent le président Bush de ne pas avoir agi à temps pour empêcher ce drame.

Après sa guerre contre l'Iran, l'Irak en ruine avait sollicité l'aide de ses voisins pour reconstruire son économie. M. Saddam Hussein demanda au Koweït un report de sa dette, mais le petit émirat, soutenu par les Etats-Unis, se refusa curieusement à toute négociation. Le Koweït, par ailleurs, avait soudain augmenté sa production de pétrole et fait chuter les cours, sabotant la reprise de l'économie irakienne. M. Saddam Hussein se crut victime d'un complot destiné à ruiner son pays. D'après l'ancien ambassadeur français Eric Rouleau, spécialiste du Proche-Orient, « *pour Saddam Hussein, c'était devenu une question de vie ou de mort. Comme ses menaces n'avaient mené à rien, il a envoyé ses troupes à la frontière koweïtienne.* »

Lorsque les satellites espions américains repèrent le mouvement des blindés

irakiens, des conseillers suggèrent à la Maison Blanche d'envoyer un avertissement fort et clair au président irakien (6). M. George Bush considérait avant tout M. Saddam Hussein comme un important partenaire commercial. Il choisit de suivre d'autres conseillers, lesquels croyaient à un bluff. Il n'y eut jamais d'avertissement américain. Bien au contraire.

Huit jours avant l'invasion du Koweït,

M. Hussein convoqua à Bagdad l'ambassadrice américaine, M^{me} April Glaspie, pour lui dire que l'attitude koweïtienne équivalait à une déclaration de guerre (7). M^{me} Glaspie lui répondit que les Etats-Unis ne prendraient « aucune position sur un conflit de frontières entre l'Irak et le Koweït ». Deux jours plus tard, les déclarations de M^{me} Glaspie furent répétées publiquement à Washington par son supérieur, le secrétaire d'Etat adjoint, John Kelly. A la question de savoir ce que ferait son pays si l'Irak attaquait le Koweït, l'Américain répondit ceci : « Nous n'avons de traité de défense avec aucun pays du Golfe. » Quelques semaines plus tard, un élu du Congrès, M. Tom Lantos, prononça un discours extrêmement critique sur la politique américaine : « Une attitude obséquieuse envers Saddam Hussein, exprimée au plus haut niveau du gouvernement américain, l'a encouragé à entrer au Koweït. En aucun cas nous ne pouvons fuir cette responsabilité. »

Après l'invasion, il devint évident que les Etats-Unis allaient utiliser la force. Haut dirigeant du parti Baas, M. Abdel Majid Rafai nous a rapporté que M. Saddam Hussein avait informé son parti, dès le cinquième jour de l'invasion, que des préparatifs étaient en cours pour un retrait du Koweït. Cependant, toutes les tentatives pour négocier allaient aboutir à une impasse, tant à cause des tactiques erronées de M. Saddam Hussein qu'en raison de l'attitude inébranlable des responsables américains. Comme le fait remarquer l'ancien ambassadeur américain en Arabie saoudite, M. Jim Akins : « Une fois que George Bush eut commencé à mobiliser ses troupes, il était exclu que lui et ses conseillers laissent échapper le dictateur irakien. Leur ambition était alors de remporter une guerre rapide et triomphale (8). »

Les raisons réelles de cette guerre sont rappelées par M. James Baker, qui était alors secrétaire d'Etat américain : « La politique qui consiste à assurer un accès sûr aux réserves énergétiques du golfe Persique a été adoptée parce que, sans cet accès, à l'époque du moins, l'économie américaine aurait été affectée négativement. Cela signifierait que les gens perdraient leur emploi, et, quand les gens perdent leur emploi, ils deviennent mécontents et vous perdez vos soutiens politiques. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons fait la guerre du Golfe. Si on laissait Saddam dominer les ressources énergétiques du golfe Persique, cela affecterait négativement l'économie des Etats-Unis. Cela est d'ailleurs aussi vrai pour la guerre d'aujourd'hui [contre l'Irak] (9). »

1991

Massacre des chiites

EN 1991, à la suite de l'opération « Tempête du désert », M. Saddam Hus-

sein écrasa une insurrection des chiites au prix de dizaines de milliers, voire de centaines de milliers, de victimes. C'est, en termes de vies humaines, le crime le plus massif dont on l'accuse. C'est aussi le crime que M. George W. Bush cite le plus souvent pour rappeler la cruauté du dictateur. En réalité, dans l'opération « Tempête du désert », les Etats-Unis et leurs alliés furent complices de ce carnage, qui se produisit littéralement sous leurs yeux.

C'est M. George Bush père qui appela les Irakiens à ce soulèvement, dès le 15 février 1991 : « L'armée irakienne et le peuple irakien doivent prendre leur destin en main et forcer Saddam Hussein, ce dictateur, à se retirer. » Afin d'éviter toute équivoque, il fit répéter son message, transmis à travers tout l'Irak via la radio La Voix de l'Amé-

rique, par plusieurs stations clandestines de la CIA, et relayé par des tracts que largua l'aviation américaine. Pensant que le régime était au bord de l'effondrement après sa défaite au Koweït, la population chiite s'insurgea. La révolte prit comme un feu de paille et entraîna aussi des soldats de l'armée de Saddam. Pendant ce temps-là, dans le Nord, les Kurdes se soulevaient à leur tour.

Une tragédie était en marche. Tout d'abord, le président George Bush donna l'ordre prématuré de mettre fin aux hostilités au Koweït, permettant à la plupart des unités d'élite irakiennes d'échapper à la destruction. Ensuite, lorsque le général Norman Schwarzkopf dicta les termes de l'accord de paix aux généraux vaincus, il leur permit de continuer à utiliser leurs hélicoptères de combat. Les généraux irakiens prétendaient alors qu'ils n'en avaient besoin que pour le transport des vivres et des officiers. En fait, ils les utilisèrent pour écraser le soulèvement.

Les Etats-Unis et leurs alliés, y compris les Français, croisèrent les bras. Ils refusèrent même de rencontrer les chefs de la révolte, qui les suppliaient de les aider. Le président George Bush et ses conseillers ne voulaient pas que le soulèvement réussisse. Ils espéraient que la défaite militaire de M. Saddam Hussein convaincrerait ses généraux vaincus de l'évincer et d'installer à sa place un autre homme fort, plus « raisonnable » et plus perméable à l'influence occidentale. Ils n'avaient jamais imaginé que leur appel au soulèvement serait suivi de façon aussi explosive. La dernière chose qu'ils souhaitaient était un soulèvement populaire non contrôlé divisant le pays selon des lignes ethniques et religieuses, répandant l'instabilité à travers la région et accroissant l'influence de l'Iran.

Alors que la révolte faisait encore rage, le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker, expliqua : « Il n'est pas dans nos projets aujourd'hui de soutenir ou de donner des armes à ces groupuscules qui se sont soulevés contre le gouvernement en place. Nous

ne voulons pas voir se développer un vide politique en Irak. Nous voulons voir préserver son intégrité territoriale. Et c'est ce que veulent aussi les partenaires de la coalition. » M. Roland Dumas le concède aujourd'hui : « Saddam tenait les Irakiens avec des méthodes d'une grande brutalité, que nous ne tolérions pas, mais c'était, comment dirais-je... de la realpolitik. » Et le chef d'état-major français de l'époque, Maurice Schmitt, de confier également : « A ce moment-là, nous préférions le tyran à un pouvoir des religieux. » Les Alliés laissèrent donc les hélicoptères et les blindés de M. Saddam Hussein décimer les rebelles.

Nous avons retrouvé à Bagdad des survivants de ce massacre. Ils racontent que des troupes américaines stationnées au sud de l'Irak ont refusé de leur laisser des armes et des vivres. Leur accusation est confirmée par un vétéran des forces spéciales américaines, M. Rocky Gonzalez, présent dans le Sud en mars 1991 : « Des insurgés arrivaient dans notre périmètre avec des brûlures chimiques sur le visage et aux endroits où la peau avait été exposée. (...) Nous avions ordre de refuser toutes leurs demandes d'aide, qu'elles soient militaires ou autres. Ainsi, nous ne pouvions rien faire. Je leur disais : "Le président Bush dit que la guerre est finie." »

Les Américains ne furent pas seulement spectateurs. Ils aidèrent parfois les troupes irakiennes à écraser le soulèvement. Des survivants de l'insurrection racontent que des troupes américaines les ont empêchés de monter sur Bagdad pour renverser M. Hussein. L'un d'eux, et il n'est pas le seul, affirme : « Un des soldats américains a menacé de nous tuer si on ne rebroussait pas chemin. » Tous ces témoignages sont confirmés par le général Najib Al-Salhi, chargé de réprimer l'insurrection dans la région de Bassorah : « Sur leurs barrages, les Américains désarmaient les insurgés qui voulaient nous attaquer. Je les ai même vus, à Safwan, empêcher les insurgés d'atteindre nos lignes. » Les Américains détruisirent également d'importants stocks d'armes de l'armée irakienne en déroute. « Si nous avions pu nous emparer de ces armes, le cours de l'histoire aurait changé en faveur de notre soulèvement, confie un des insurgés, car Saddam, à ce moment, n'avait plus rien. »

1990-2003

Embargo meurtrier

LE MASSACRE le plus meurtrier jamais commis en Irak fut l'œuvre du Conseil de sécurité des Nations unies : les sanctions imposées à l'Irak après l'invasion du Koweït. En interdisant tout commerce avec ce pays, elles auraient provoqué en

douze ans là mort de 500 000 à 1 million d'enfants, selon les Nations unies.

Coordinateur humanitaire des Nations unies en Irak, l'Irlandais Denis Halliday a démissionné en 1998 plutôt que de continuer à appliquer le programme des sanctions, qu'il qualifie de « génocide (10) ». Il affirme que le comité des sanctions des Nations unies a ruiné le système irakien de santé en l'empêchant d'importer des équipements d'hygiène, d'assainissement et des médicaments vitaux, toujours avec la même justification : ces produits pouvaient, d'une manière ou d'une autre, servir à fabriquer des armes de destruction massive.

Après 1991, les sanctions auraient pu être levées, mais les Nations unies décidèrent de les maintenir, tout en leur assignant un nouvel objectif : faire pression sur le dictateur afin qu'il abandonne ses armes de destruction massive. Les mesures prises frappèrent les habitants, à commencer par les enfants. En 1995, une journaliste américaine a demandé à l'ambassadrice américaine aux Nations unies, M^{me} Madeleine Albright, si le maintien des sanctions valait la mort de 500 000 enfants irakiens. La réponse fut édifiante : « C'est un choix très difficile, mais nous pensons que ce prix à payer, oui, en valait la peine. »

Les années passant, il est devenu évident que la vraie cible des sanctions n'était pas l'armement irakien, mais le dictateur lui-même (11). Le raisonnement était le suivant, explique M. Denis Halliday : « Si vous blessez le peuple irakien et si vous tuez ses enfants, il se soulèvera avec colère pour renverser le tyran. » Une théorie que les États-Unis ont tenté de faire fonctionner pendant douze ans. En 1991, leurs avions de guerre avaient systématiquement bom-

bardé le réseau d'eau, ses égouts, ses stations de filtrage, ainsi que les cen-

trales électriques. Au cours de toute la décennie suivante, les Irakiens ont dû vivre sans eau potable. « Des épidémies de typhoïde, toutes sortes de maladies véhiculées par de l'eau non potable sont apparues de manière foudroyante, et ce fut dévastateur », rapporte M. Halliday. En agissant ainsi, les Américains savaient-ils qu'ils allaient provoquer des milliers de morts ? Un document secret du Pentagone, daté de 1991, le confirme clairement. Cette étude secrète, froidement intitulée « Les vulnérabilités du traitement de l'eau en Irak », calcule que la démolition du réseau d'eau va provoquer des morts massives et épidémies.

Pendant toutes les années où celles-ci se sont propagées, la Grande-Bretagne et les États-Unis dominaient le comité des sanctions. Pendant douze ans, les deux alliés ont utilisé l'embargo pour bloquer l'importation de pièces permettant de réparer le réseau d'eau. « Et le peuple irakien, en fin de compte, au lieu de rejeter la responsabilité des sanctions sur Saddam Hussein, l'a fait sur l'Amérique et les Nations unies, rendus responsables de la douleur et des souffrances que ces mesures avaient apportées dans leurs vies », conclut M. Halliday.

Les années passant, les dirigeants américains se sont rendu compte que leur théorie, de même que les sanctions, inefficaces, tuaient des milliers d'Irakiens. Malgré cela, ils ont continué à les appliquer. Pourquoi ? « Il n'y avait pas d'autre solution qui aurait pu mieux faire », avoue simplement le représentant américain qui défendait les sanctions à l'ONU, M. Thomas Pickering.

Les sanctions ont finalement pris fin

avec la chute de M. Saddam Hussein, en avril 2003. Un an et demi plus tard, ni le réseau d'eau, ni le système des égouts, ni l'infrastructure hospitalière n'ont été réparés. De très jeunes Irakiens malades et mourants du fait de l'absence d'eau potable continuent à remplir les hôpitaux à travers tout le pays.

MICHEL DESPRATX ET BARRY LANDO.

- (1) Propos cités par Richard Sale, de l'agence UPI.
- (2) Mohamed Sabah, chef de cabinet du premier ministre irakien Tahar Yahia, a, avant sa mort, confié ce document à un officier irakien, qui l'a tenu caché de longues années, avant de le remettre récemment au chercheur irakien Abdelkhadi Tamimi.
- (3) Subhi Abdelhamid fut ministre de l'intérieur et ministre des affaires étrangères du gouvernement nassérien, qui, neuf mois plus tard, évinça les baasistes. Ceux-ci reprendront le pouvoir par la force en 1968.
- (4) Ce mémorandum, rédigé en 1984 par le secrétaire d'Etat Alexander Haig et adressé au président Reagan, a été déclassifié en 1992.
- (5) Le journaliste américain Richard Sale a recueilli aussi l'aveu de plusieurs anciens hauts fonctionnaires de la diplomatie américaine, qui lui ont affirmé : « Ce plan de bataille, c'était nous. »
- (6) C'est ce que nous a confié l'ancien officier du Pentagone Pat Lang, témoin de ces événements.
- (7) Ces propos nous ont été rapportés à Bagdad par le traducteur irakien de la rencontre, M. Al-Zubeidi.
- (8) Ce que nous confirme aussi M. Roland Dumas, qui déclare avoir assisté, le soir de l'invasion du Koweït, à un dialogue téléphonique entre le président Bush et François Mitterrand, au cours duquel George Bush déclara que les États-Unis devaient « y aller contre Saddam », c'est-à-dire faire la guerre quoi que décide M. Saddam Hussein.
- (9) Propos recueillis en juin 2003 par la journaliste Jihan El-Tahri (traduction d'Elizabeth Lando et de Mohammad Ballout).
- (10) Lire Denis Halliday, « Des sanctions qui tuent », *Le Monde diplomatique*, janvier 1999.
- (11) C'est ce que nous révèle aujourd'hui l'ancien ambassadeur américain aux Nations unies Thomas Pickering.

Kurds in Iran Cheer Iraqi Neighbors' Efforts for Greater Voice

By NAZILA FATHI

TEHRAN, Nov. 13 — Iran's six million Kurds are avidly following events across the border in Iraq, hoping that the Kurds there will blaze a trail to greater freedoms that can be duplicated in Iran.

But lately, the Iranian Kurds are discouraged.

Their hope was that in Iraq, Kurds would build on the autonomy they had established for all practical purposes since 1991, when routine British and American flights over Iraq kept Saddam Hussein from ruling, and mistreating, the Kurdish region.

Iranian Kurds were jubilant when their brethren across the border won rights in the interim Iraqi constitution recognizing the autonomy of the Kurdish region and granting the Kurds extraordinary powers to protect it.

But now they fear that those powers will be ignored, as the interim Iraqi leaders talk of that constitution applying only until national elections are held. Further, the appointment of non-Kurdish Iraqis as prime minister and president raised fears that Kurds would once again become marginalized.

"The population of Kurds is much smaller than the Sunnis and Shites in Iraq," said Tofiq Rafiee, the editor of Sirvan, a leading Kurdish journal. "Without the right to veto, Kurds can never make any changes to improve the situation for themselves," he said, referring to the Kurdish veto right that is part of the current constitution.

Sirvan reported in September that the current arrangement, in which Kurds serve as vice president and deputy prime minister, was similar to what Mr. Hussein granted Kurds 20 years ago and was not what the Kurds were expecting today.

Iran's Kurds, who reside mostly in the northwestern parts of the country, near Iran's borders with Iraq and Turkey, were hoping for a spillover effect if the Iraqi Kurds gained greater powers.

Although the Iranian Constitution recognizes the Kurds as a minority, the government has long treated them as second-class citizens. Unlike the majority of Iranians, who are Shiite Muslims, most of the Kurds are Sunnis.

They have been barred from teaching the Kurdish language at schools or publishing their literature freely. They complain that they face discrimination in employment and university admissions. Kurdish prov-



Khalil al-Aani/European Pressphoto Agency

Iraqi Kurds demonstrated in Kirkuk, demanding greater autonomy. Kurds in Iran hope success in Iraq will mean greater freedom there.

inces are among the least developed regions in the country, and the Kurds have been discouraged from forming their own political parties.

After 1991, Iranian and Iraqi Kurds increased their contacts. They exchanged political and cultural journals, and professors from Iran taught at the four universities in Kurdish areas in Iraq.

"The situation in the two regions affects one another," said Jalal Jalalizadeh, a Kurd who is a former member of Parliament. "Iranians compare themselves with the Kurds of Iraq. When their situation improves they also struggle for more rights."

Mr. Jalalizadeh said that when Iranian Kurds learned about the rights granted to Iraqi Kurds in the interim constitution they demanded a more active political role. "They want to be able to have their own independent TV, teach the Kurdish language at schools and have representation in the government," he said.

Kurds on the two sides of the border speak the same language and share the same faith. Marriage between Iranian and Iraqi Kurds is common, and a Kurdish satellite television channel has increased communication between them.

Iranian Kurds celebrated for several days in March after the Iraqi interim constitution granted Kurds the right to form a government. However, the Iranian government put down the celebrations and arrested nearly 100 people when the events turned into riots. In a sign of solidarity, the Iranians held mourning ceremonies when several Kurdish officials were killed in a bombing in Erbil, Iraq, in February, Sirvan reported.

Iranian Kurds have not sought full independence since the 1979 Islamic revolution, which was followed by a period of fighting with the government, but they have demanded greater autonomy, democracy and freedom.

They refer to their historical and cultural ties with Persian Iranians and say their Iranian identity is as important as their Kurdish identity. The Kurdish language is close to Farsi, the main language spoken in Iran, and Kurds say they were the founders of the civilization where Iran is today.

They took part in the political process along with other Iranians, and voted overwhelmingly for President Mohammad Khatami, a reformist, in 1997 in the hope of achieving more democracy.

Reformist Kurdish members of Parliament, who were elected after the brief period of political openness after Mr. Khatami's election, formed a Kurdish bloc in Parliament and managed to win a fivefold increase in the budget for their part of the country. One member spoke in the Kurdish language for the first time in Parliament, and the language will be taught for the first time at universities in Kurdish areas this year.

However, the Iranian Kurds feel marginalized again, after Kurdish candidates, along with other reformists, were removed by a hard-line watchdog council before the last parliamentary elections. With many reformers prevented from running and voters angry that the pro-reform Parliament was able to achieve so little, hard-liners recaptured Parliament again this year.

The New York Times

NOVEMBER 14, 2004